

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

---

# Les Rapports Politiques de la Pologne et de la Lituanie

PAR  
XAVIER GORZUCHOWSKI

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*(Sciences politiques et économiques)*

Présentée et soutenue le 7 Juin 1927, à 14 heures

---

*Président* : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

*Suffragants* : MM. BASDEVANT.

LE FUR, Professeur.

---

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge, 45

PARIS

1927



Les Rapports Politiques  
de la Pologne et de la Lituanie



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# Les Rapports Politiques de la Pologne et de la Lituanie

PAR  
**XAVIER GORZUCHOWSKI**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT  
*(Sciences politiques et économiques)*  
**Présentée et soutenue le 7 Juin 1927, à 14 heures**

---

*Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.*  
*Suffragants : MM. BASDEVANT.*  
**LE FUR, Professeur.**

---

**LES PRESSES MODERNES**  
45, rue de Maubeuge, 45  
**PARIS**  
—  
1927

*La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*



## INTRODUCTION

---

### I

Les phénomènes historiques de la Grande Guerre ont fait naître, sur le terrain international, toute une série de problèmes politiques restés jusqu'ici sans solution satisfaisante. La question lituanienne en fait partie. Bien que, au cours des années d'après-guerre, elle ait été l'objet de longues discussions dans les milieux compétents polonais et lituaniens, bien qu'elle ait été portée devant l'aréopage de la Société des Nations dont elle fit l'objet d'une étude attentive, bien qu'elle ait été discutée avec animation dans les milieux diplomatiques de nombreux Etats européens et débattue avec grand intérêt dans la presse, bien qu'enfin elle soit considérée officiellement comme close par la constitution et la reconnaissance *de jure* de la République Lituanienne, cette question est néanmoins susceptible de faire naître de sérieuses appréhensions pour le maintien de la paix dans l'Est européen.

Il semblerait, en principe, qu'après s'être détachés des Puissances auxquelles ils avaient été jusque là soumis, les peuples qui ont reconquis, après la guerre, leur existence nationale, auraient dû constituer une garantie du libre développement des nationalités et jouer le rôle de pacificateurs dans la partie du continent où ils se sont organisés en Etats Indépendants.

La naissance d'un nouvel Etat apporte d'ordinaire la solution attendue à tout un ensemble de problèmes que fait naître la situation intérieure et les rapports internationaux de cet Etat. La « question nationale » étant liquidée, le peuple, substratum de la puissance publique, obtient le droit de représenter juridiquement cette puissance. Il reçoit une organisation d'état indépendante et le nouvel Etat commence à vivre d'une existence normale. Toute source de troubles est étouffée.

Toutefois, une condition s'impose. Il faut que ceux qui ont pris en mains l'organisation du nouvel Etat tiennent compte de tous les facteurs émanant de l'esprit de la nation, de son histoire et de ses traditions. Il faut qu'ils prennent en considération les conditions politiques, économiques et géographiques dans lesquelles le nouvel organisme est appelé à fonctionner.

S'ils méconnaissent ces conditions essentielles, ils impriment une fausse direction à la politique de l'Etat. Ils deviennent des facteurs capables d'exercer une influence des plus néfastes sur la situation politique et économique de leur propre peuple, ainsi que sur celle des Etats avoisinants.

C'est ce qui s'est produit pour la Lituanie. La naissance d'une République Lituanienne basée sur des prémisses contraires aux traditions de l'ancien Etat Lituanien et à celles du peuple lituanien lui-même n'a nullement fait disparaître la question lituanienne du forum international. Elle n'a pas apporté l'apaisement voulu à la tension qui régnait en Europe Orientale. Elle a, au contraire, créé une source continuelle de froissements et d'irritation susceptible de provoquer de très sérieuses complications, si l'Etat lituanien ne s'engage pas sur des voies marquées par plus de modération.

L'Etat lituanien, ce produit de la politique impérialiste de l'Allemagne, doit son existence à la défaite de la Russie. Soumis, dès les premiers jours de son existence, aux influences de l'Allemagne, il était destiné à être un de ces Etats tampons, dépendant de l'Allemagne et devant servir à rendre plus faible aussi bien la Russie que la Pologne.

Or, les visées de l'Allemagne ont été déjouées. N'ayant pas gagné la guerre, elle n'a pu abattre sa main de fer sur la Lituanie et l'incorporer immédiatement au Reich allemand. Grâce à cela, la Lituanie s'organise, après la guerre, en Etat indépendant. Elle peut, au nom de ses intérêts, veiller au maintien de son indépendance menacée, d'une part, par l'impérialisme allemand qui reprend son essor et, de l'autre, par l'esprit conquérant de la Russie des Soviets.

Dans ces conditions, la politique de la Lituanie devrait suivre la voie que lui a tracée l'histoire. Elle répondrait, alors, comme jadis, aux besoins de l'Etat lituanien et de sa population.

Or, la Lituanie n'a pas voulu suivre cette voie.

C'est en cela que gît tout le tragique des rapports polono-litaniens que le présent travail a pour objet d'étudier, en détail. Ces rapports que caractérise, actuellement, un conflit aigu, dont la portée dépasse les intérêts des parties en jeu, offrent une ample

matière à la réflexion. La question est compliquée et difficile à résoudre.

Bien que la conscience de la communauté d'intérêts et les problèmes étroitement liés aux événements de l'heure actuelle soient avant tout appelés à décider des rapports qui doivent s'établir entre les peuples, les vestiges d'une longue vie commune méritent également d'être pris en considération et doivent jouer un rôle important dans l'orientation de la politique poursuivie par les peuples en question.

Les besoins de l'époque, l'expérience, les aspirations et les conquêtes de la génération contemporaine possèdent une étonnante force d'attraction, grâce à laquelle ils s'emparent facilement de l'esprit des masses. Toutefois, les facteurs historiques et les traditions séculaires constituent des richesses incontestables d'ordre psychologique qui doivent aussi, pour leur part, agir sur les rapports réciproques des peuples. De la longue suite des événements historiques, se dégage, nécessairement, une continuité logique qui rattache au passé les générations futures. C'est pourquoi, pour pouvoir apprécier, à leur juste valeur, les problèmes actuels de la politique, il est indispensable de bien connaître les événements historiques qui ont contribué à créer une idéologie commune entre les peuples demeurés en contact permanent depuis des siècles.

Nous commencerons donc par jeter un coup d'œil rétrospectif sur les anciens rapports entre la Pologne et la Lituanie. Cela nous procurera l'occasion de nous rendre compte de l'effet bienfaisant ou nuisible que peut exercer l'histoire sur un rapprochement possible entre ces deux Etats.

Nous nous appliquerons, ensuite, à étudier les origines du malentendu actuel. Cela nous permettra de juger, si ce malentendu repose sur des assises solides ou si ses fondements sont par trop fragiles. Nous passerons consécutivement à l'examen des conditions qui furent le point de départ de l'organisation de la Lituanie en Etat autonome, nous mettrons en relief les méthodes qui se trouvèrent à la base de la constitution de l'Etat lituanien actuel, ainsi que les forces sur lesquelles la structure de l'Etat s'est appuyée. Puis, nous étudierons le développement du conflit polono-lituanien, ce qui nous permettra de juger du bien fondé des prétentions respectives des deux parties intéressées. Enfin, nous terminerons par un exposé des conséquences provoquées par les rapports anormaux qui se sont établis entre les deux pays et la politique erronée d'un Etat qui ne prend pas en considération les conditions dont l'observation est prescrite, au moment de l'organisation d'un état contemporain.

Nous ne nous bornerons pas nécessairement à un simple exposé des faits. Nous considérons, comme indispensable, de remonter à la genèse des problèmes politiques et d'examiner, au besoin, les conséquences éventuelles qui peuvent en résulter.

Nous ne prétendons pas, toutefois, épuiser entièrement l'ensemble des rapports politiques entre la Pologne et la Lituanie. Nous tâcherons tout simplement, en exposant les faits les plus saillants qui ont pu avoir et ont encore une influence sur ces rapports, de jeter sur eux une lumière purement objective et de les apprécier en toute impartialité, tout en laissant la parole aux événements.

Leur langage est d'une éloquence sans pareille. Les faits indiquent nettement la ligne qu'ont suivie, dans leur développement, les rapports entre les nations. En l'occurrence, en ce qui concerne les rapports polono-lituanien, les faits sont encore plus éloquents, car ils indiquent la ligne qu'auraient dû suivre ces rapports, dans leur développement normal.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

TRAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'UNION POLONO-LITUANIENNE.  
MOTIFS AYANT CONDUIT LA LITUANIE ET LA POLOGNE A  
CONCLURE CETTE UNION. — SITUATION JURIDIQUE DE LA  
LITUANIE ENVERS LA POLOGNE, A LA SUITE DE L'ACTE DE  
1385. — IMPORTANCE DE CET ACTE. — RAISONS DU RAPPROCHE-  
MENT POLONO-LITUANIEN. — MISE EN VIGUEUR DE L'ACTE  
DE KREVO. — LES UNIONS AU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE. — L'ATTITUDE  
DES DIFFÉRENTES COUCHES SOCIALES A L'ÉGARD DU RESSERRE-  
MENT DE L'UNION. — L'UNION DE LUBLIN, 1569. — GRA-  
VITATION DE LA LITUANIE VERS LA POLOGNE. — LA CONS-  
TITUTION DU 3 MAI 1791. — L'UNION DES IDÉES APRÈS LES  
PARTAGES DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. — EFFORTS DE  
RECONSTRUCTION DE L'ÉTAT . SENTIMENT DE COMMUNAUTÉ  
NATIONALE.

Le conflit polono-lituanien est d'origine relativement récente. Il prend, en effet, naissance vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en brisant d'un seul trait les liens qui, au cours de quatre siècles, avaient uni les deux États par des attaches politiques dont l'efficacité devint encore plus évidente, pendant les cent ans qui suivirent les partages de la République de Pologne.

Afin de se faire une juste idée du conflit existant actuellement entre la Pologne et la Lituanie, il est indispensable de mettre en lumière, ne serait-ce que sommairement, les faits les plus saillants qui apparaissent dans les rapports entre les deux peuples avant la naissance du présent conflit.

L'union de deux pays, comme cela résulte de l'ensemble des événements historiques de cette époque fut loin d'être un fait accidentel et sans fondement. Elle reposait sur des liens politiques et moraux qui ont donné aux deux pays leur force vitale

pendant des longues années. Cette union fut la condition essentielle de la meilleure solution du problème de la vie commune des deux Etats et des deux nations leur permettant de se développer d'une façon satisfaisante.

Elle fut le couronnement d'une lente évolution qui mit deux siècles à s'accomplir. Commencée en 1386, date mémorable, point de départ d'une véritable ère dans les rapports polono-lituanien, elle aboutit à l'union définitive qui résulta de cette évolution en proclamant, en 1569, non seulement la fusion des deux Etats en une République commune, mais en allant bien plus loin dans la voie du rapprochement et en consacrant la fusion des deux nations polonaise et lituanienne en une seule nation. « Le Royaume de Pologne et le Grand Duché de Lituanie sont un corps un et indivisible et constituent une République une et indivisible formée par les deux Etats et les deux nations qui se sont unis et fondus en un seul peuple. » (1).

Comme nous le verrons plus loin, cette formule de l'Union ne demeure nullement lettre morte. Elle fut mise en vigueur intégralement, car il n'y a pas lieu de chercher les bases de l'Union entre la Pologne et la Lituanie uniquement dans les conditions politiques et géographiques des deux pays, mais également dans l'idéologie des deux peuples qui présentait un terrain propice au développement d'une collaboration féconde. Cette union ne reposait pas exclusivement sur des bases d'ordre matériel, elle n'était point non plus l'œuvre des souverains ; c'était avant tout l'union de deux peuples et c'est là la raison pour laquelle elle put se maintenir pendant cinq siècles (2).

Cette longue période est caractérisée — c'est ce que nous désirons précisément démontrer — par une gravitation de la Lituanie vers la Pologne et non par des tendances séparatistes, comme le voudraient certains politiciens inféodés à l'école russo-allemande qui s'efforcent en vain de défigurer cette vérité historique. Déjà dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, l'instinct national avait fait comprendre au peuple lituanien quelle était la condition fondamentale de son

---

(1) Formule de l'Union de Lublin. Acte du 4 juillet 1569. *Volumina legum regni Poloniae*, tome II, page 91.

(2) Il est curieux de constater que l'Acte de Kalmar qui réunissait les trois Etats Scandinaves — Danemark, Norvège et Suède —, en 1397, soit une dizaine d'années à peine après l'acte de Krevo, reliant la Lituanie à la Pologne, n'a pas duré plus d'un siècle. Certains auteurs, dont Dahlmann (Histoire du Danemark) affirment avec preuves à l'appui qu'il faut attribuer sa dissolution à ce que cette union, exclusivement basée sur des principes d'ordre matériel, n'était point l'œuvre des peuples, mais celle des souverains.

existence et de son développement prospère. Dans la suite, l'évolution qui se produisit dans les rapports entre les deux peuples ne fit que resserrer les liens existant entre les deux Etats. Nous verrons de quelle façon cela eut lieu. Toutefois, pour se rendre compte de la nécessité de cette union, il faut tout d'abord caractériser, en quelques mots, la situation intérieure et extérieure de l'Etat lituanien, à la veille de son union avec la Pologne.

Ce furent les territoires de la Lituanie actuelle qui servirent de berceau à cet Etat. Cependant dès qu'il se fut organisé, au début du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, sous le règne de Mendog qui rassembla en un seul Duché les nombreuses petites principautés lituaniennes, il se produisit une forte poussée en avant du nouvel Etat, au détriment des territoires ruthènes qui entouraient la Lituanie à l'Est et au Sud. Les peuples de race lituanienne s'emparèrent avec une étonnante rapidité des territoires ruthènes et s'avancèrent profondément à l'Est et au Sud, atteignant même, vers la moitié du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, les bords de la mer Noire, dans la direction méridionale, et les murs de Moscou, dans la direction orientale. De cette façon, à la veille de son Union avec la Pologne, l'Etat lituanien se trouvait posséder davantage de territoires ruthènes que proprement lituaniens. Bien que l'étendue de la Lituanie ethnographique fût plus considérable qu'elle ne l'est aujourd'hui, les territoires ruthènes la dépassaient plusieurs fois en superficie. L'étonnante expansion de cet Etat fut la conséquence de la conquête des pays avoisinants entre lesquels s'établirent dans la suite des rapports plus ou moins étroits avec la Lituanie. « Une partie de ces pays se fondit avec l'organisation politique de l'Etat lituanien, en constituant la Lituanie, dans le sens propre du mot, l'essence même de l'Etat. L'autre conserva encore pendant longtemps son caractère individuel, en constituant des régions distinctes. » (1).

Les Lituaniens, groupement ethnique, différant des autres par la langue et la religion qui était restée païenne, constituaient l'élément qui formait l'Etat et le dirigeait. Leur autorité ne pouvait pas cependant se maintenir longtemps sur toute l'étendue du territoire, étant donné que l'unique élément de cohésion était représenté par la dynastie des Ducs, Chefs militaires du pays, l'Etat lituanien de cette époque ne constituant en vérité qu'une vaste organisation militaire.

---

(1) ST. KUTRZEBÄ. — Histoire de l'organisation intérieure de la Pologne. Tome II, *la Lituanie*, p. 7. Lwow, 1914.

Le Grand Duché de Lituanie était, en principe, la propriété commune de la famille régnante et chaque membre de cette famille, pourvu qu'il fût du sexe masculin, pouvait prétendre à une principauté distincte. Au fur et à mesure que se multipliaient les descendants des Grands Ducs, le nombre des petites principautés ne cessaient de croître ! Même en Lituanie proprement dite, ces multiples principautés n'avaient aucun lien entre elles. L'unique trait d'union était constitué par l'autorité du Grand Duc, laquelle s'étendait également aux régions ayant conservé leur structure individuelle dont il a été question plus haut. Ces dernières, en leur qualité de provinces conquises, avaient conservé une vie politique entièrement indépendante. « Il est évident, écrit l'historien russe Loubasvky, que, malgré leur annexion au Grand Duché de Lituanie, il y avait en elles encore tant de force et de vie politique, au caractère local, que les Grands Ducs de Lituanie ne croyaient pas possible de toucher à leur unité et à leur intégrité » (1).

Ces nombreuses principautés se distinguaient en outre les unes des autres par la différence de leurs institutions, par l'organisation intérieure et les conditions de leur vie. C'est dans ce stade de son développement que la Lituanie entre en contact avec la Pologne. Elle a à son actif une histoire glorieuse, mais son organisation intérieure était à un état primitif.

Les principautés lituaniennes et ruthènes qui constituaient le Grand Duché de Lituanie étaient limitrophes de l'Etat Polonais. Toutefois, aucune frontière naturelle n'existait entre les deux pays, ce qui était, à cette époque, une source continuelle de luttes et de malentendus. Les chroniqueurs de cette époque confirment que jusqu'à la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle la frontière polono-lituanienne n'a cessé d'être le théâtre de conflits et de luttes continuelles. Cependant, déjà à cette époque, les deux Etats, ayant des ennemis communs, cherchent un terrain d'entente en vue d'une action militaire commune. Ils arrivent, à partir de la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, à réaliser une entente partielle, à plusieurs reprises ; mais des liens plus intimes ne s'établissent entre eux que vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

Plusieurs raisons y contribuèrent. L'Ordre des Chevaliers Teutoniques était un ennemi redoutable pour les deux Etats. Il les encerclait à l'Ouest et au Nord, étant donné que les chevaliers Porte-Glaive étaient maîtres de la Livonie et les chevaliers Porte-

---

(1) Professeur LOUBAVSKY. — Précis de l'histoire de la Lituanie (en russe), 1910, p. 35.

Croix maîtres de la Prusse Orientale. Puis il y avait encore le danger moscovite.

Nous avons vu plus haut que la rapidité de l'expansion lituanienne avait amené l'élément slave qui à cette époque avait déjà embrassé le christianisme à former la majorité de l'Etat lituanien. Cette population slave manifestait des tendances à se séparer de la Lituanie païenne pour se rattacher à l'Etat moscovite en voie de constitution. Si cette éventualité venait à se produire, la Lituanie ethnographique serait restée à la merci de l'Ordre Teutonique, qui, peu de temps avant l'Union polono-lituanienne s'était emparé d'une partie de la Lituanie.

A ce que nous venons de dire, vient s'ajouter une autre raison non moins importante qui poussa la Lituanie vers une Union avec la Pologne. Ce fut l'état déplorable de sa situation intérieure. La politique de conquêtes pratiquée sans interruption à l'égard des territoires ruthènes ainsi que ses luttes continuelles avec l'ennemi, avait totalement affaibli ce pays auquel il manquait un pouvoir fort capable de maintenir l'ordre à l'intérieur. Les différentes principautés rivalisaient entre elles et s'efforçaient de se soustraire au pouvoir du Grand Duc, d'où continuelles crises intérieures se manifestant sous forme de guerres civiles. La plus importante de ces guerres qui dura de 1383 à 1385, habilement exploitée par l'Ordre Teutonique, fut une des principales raisons qui poussèrent la Lituanie à l'Union avec la Pologne.

Le Grand Duc Jagello, menacé d'une part par l'Ordre Teutonique, est forcé de lui abandonner une partie de la Lituanie, savoir la Samogitie, et, de l'autre, trahi par son cousin Vitold qui, allié à l'Ordre Teutonique, fomentait la guerre civile, était obligé de chercher un soutien auprès de la puissance étrangère avec laquelle il avait déjà tenté antérieurement de conclure un traité d'alliance.

La Pologne de cette époque, bien que possédant un territoire moins étendu que la Lituanie, tout en étant plus peuplée que cette dernière, constituait, surtout après le règne de Casimir le Grand, un bloc homogène, au point de vue gouvernemental, administratif et national aussi bien que culturel. Elle avait été affaiblie, elle aussi, par les guerres civiles dont elle avait été le théâtre au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle.

Le même ennemi, l'Ordre Teutonique, menaçait également la Pologne, et, pour le combattre, le roi de Pologne, Ladislas le Bref, s'était allié au Grand Duc de Lituanie. Cette alliance rompue, à la suite de la politique ruthène de Casimir le Grand qui le mettait en opposition avec les princes lituaniens, fut dans la suite reprise, au moment propice, en l'an 1385.

Le Grand Duc de Lituanie, Jagello, se rendait parfaitement compte de la nécessité d'une union étroite avec la Pologne. Les Princes lituaniens partageaient son avis. « L'Union que nous venons vous proposer, aurait déclaré le Chef de la Délégation lituanienne aux gentilshommes polonais, est une Union pour la Gloire de Dieu, pour le bien des âmes et la sécurité des deux Royaumes. » (1).

L'Union avait été discutée en détails avant qu'elle ne fut signée à Krevo. Quant aux magnats polonais, ils étaient également partisans chaleureux de l'union avec la dynastie lituanienne. Après quelques mois de pourparlers, l'Union fut réalisée sous la forme du mariage de Jagello avec la Reine de Pologne, Hedvige.

L'acte de Krevo conclu le 14 août 1385 et désigné à tort dans l'histoire sous le nom d'Union consacrait en réalité l'incorporation de la Lituanie à la Pologne. Voici ses clauses principales, constituant les engagements pris par Jagello :

1<sup>o</sup> Incorporer pour toujours la Lituanie à la Pologne ou, comme le dit l'acte lui-même : « Terras suas Lithuanie et Russie Coronæ Regni Poloniæ perpetue applicare » ;

2<sup>o</sup> Accepter personnellement le baptême et convertir la Lituanie au christianisme.

En échange des engagements pris par Jagello, les seigneurs polonais, au nom de toute la noblesse du Royaume, signèrent un autre acte, en vertu duquel Jagello fut appelé au trône de Pologne et la reine Hedvige lui fut destinée pour femme légitime. Conformément aux engagements pris par les seigneurs polonais, Jagello fut couronné à Cracovie, le 4 mars 1386.

Dès lors, le trône héréditaire de Pologne échut en partage à la dynastie lituanienne, en la personne de Jagello et de ses descendants mâles.

L'an 1386 marque une ère nouvelle dans les rapports polono-lituaniens. L'acte de Krevo fut un fait d'une haute importance pour les deux parties. Aucun des deux peuples ne prit désormais les armes contre l'autre. (Il est vrai qu'au début du xv<sup>e</sup> siècle, à la suite des intrigues de l'empereur Sigismond de Luxembourg, éclata une crise intérieure suivie de guerre civile, mais ce fut un fait unique incapable de projeter une ombre sur l'Union). Les anciennes luttes ainsi que les conflits de frontière avaient cessé complètement faisant place à un travail intense et systématique des peuples établis sur les territoires de l'Union pour le plus grand

---

(1) Comte NICOLAS DE BORCH. — Le principe des Nationalités et la question Lithuanienne, p. 26.

bien du développement de leur Patrie. C'est à partir de ce moment que commence la gravitation de la Lituanie vers la Pologne.

Le rapprochement des deux pays n'était pas un fait sans fondement. Il n'y avait pas de raisons que la Pologne et la Lituanie se traitassent en rivales. Elles avaient, au contraire, un avantage à se rapprocher dans leur intérêt bien compris de s'opposer à l'ennemi commun.

Tous ceux qui étudient objectivement l'histoire des deux pays, évidemment conviendront que « la Pologne et la Lituanie avaient la même cause, les mêmes intérêts à défendre et les mêmes ennemis à combattre ; c'étaient, outre l'Ordre Teutonique, les Mongols d'abord et puis les Turcs... Séparées ou rivales, elles eussent fini par succomber, unies, elles purent résister victorieusement. » (1)

Mais en dehors des raisons d'ordre politique, il y en avait d'autres d'ordre religieux, qui avaient amené les deux pays à s'unir. La noblesse polonaise qui avait alors en mains les destinées de la Pologne et la reine Hedvige, elle-même, agissaient au nom de la grande idée de la Foi, en voyant dans cette Union la conversion de la Lituanie au christianisme. Comme nous le disent certains documents, les princes lituaniens, eux aussi, avaient compris qu'un Etat païen, dans l'Europe de ce temps-là, était un anachronisme qui ne pouvait plus durer, d'autant plus que, comme nous l'avons indiqué plus haut, les petites principautés ruthènes, converties antérieurement au christianisme, tendaient à se séparer de la Lituanie païenne.

L'Union polono-lituanienne, étant légitime et nécessaire, devait fatalement être féconde en résultats politiques importants. Les bienfaits ne tardèrent pas à se faire sentir.

Aussi, en 1387, le Voyévode de Moldavie rendait hommage à Jagello, et en 1389, le hospodar de Valachie en faisait autant. Enfin, en 1396, ce fut le tour de la Bessarabie (2).

Il en fut de même des résultats d'ordre spirituel. Le 15 février 1386, le nouveau roi exécuta à Cracovie une des clauses de l'acte de Krevo, en se convertissant au christianisme. Ses trois frères cadets et un grand nombre de Lituaniens suivirent son exemple (3).

---

(1) Marquis de NOAILLES. — *Les Frontières de la Pologne*, p. 62, Paris, 1915.

(2) Henri GRAPPIN. — *Histoire de la Pologne*, Paris, 1922, p. 51.

A. LEWICKI. — *Histoire de Pologne*.

(3) L'Evêque Pierre de Cămarat parlant de la situation en Lituanie en 1418, évalue à 5.600.000 le nombre des païens convertis. (Boleslas Limanowski : *Histoire de la Lituanie*, p. 20, Varsovie, 1916).

Quant à la clause principale de l'acte de Krevo, notamment celle qui avait trait à l'incorporation de la Lituanie à la Pologne, elle ne se réalisa que bien longtemps après.

Quelle fut la raison pour laquelle cette idée ne put être réalisée aussitôt ?

Tendances à l'indépendance de la Lituanie, disent les uns ; quant aux adversaires de l'Union, ils vont plus loin en alléguant les sentiments prétendus hostiles du peuple lituanien envers la nation polonaise. Le dernier argument, purement fantaisiste n'est même pas criticable. Quant aux tendances de la Lituanie vers l'indépendance, ce facteur entre incontestablement en jeu au cours des premières années qui suivirent l'Union de Krevo. Toutefois, cet argument, même à cette époque, ne répond pas intégralement à la question posée. La vérité n'est pas toujours aussi simple qu'on le croit. Il nous semble utile, par conséquent, de donner quelques éclaircissements à ce sujet.

Le roi Jagello avait préconisé l'idée de l'incorporation de la Lituanie à la Pologne sous la garantie des droits distincts à la première ; l'acte de Krevo et l'attitude ultérieure de la Lituanie envers la Pologne étaient d'excellents indices. Mais seule, une lente évolution des institutions lituaniennes pouvait en assurer l'exécution.

La différence de culture et la différence dans l'organisation politique et dans l'ordre social des deux pays étaient, en réalité, l'obstacle principal à l'incorporation projetée. Une période plus longue était nécessaire pour faire disparaître cet obstacle. En Lituanie prédominait nettement la civilisation orientale gréco-ruthène, tandis que la Pologne était un pays de civilisation exclusivement occidentale. En Lituanie, le pouvoir du Grand Duc était absolu et un pouvoir identique était exercé par les nombreux princes sur des territoires distincts, tandis qu'en Pologne, la noblesse, très nombreuse, avait accès au pouvoir, sous forme de dietines régionales qui assuraient d'une part, à chaque province, son autonomie ; d'autre part, celles-ci constituaient un lien susceptible de raffermir la collaboration des pouvoirs régionaux avec le pouvoir central. Elles commencèrent à fonctionner régulièrement environ vers l'an 1400. L'ordre social, en Lituanie, soumettait la nation entière à l'autorité d'une classe, peu nombreuse, personnifiée par les princes et les magnats lituaniens sous la conduite du Grand Duc, aucune ligne de démarcation nette n'existant entre les différentes couches sociales. L'ordre social en Pologne s'appuyait, au contraire, sur des classes nettement distinctes les unes des autres.

L'idée d'une étroite union avec la Pologne, devait, d'autre part,

mûrir dans l'esprit des princes lituaniens, où étaient enracinée des tendances vers l'hégémonie. Bien que le pouvoir reposât entièrement entre les mains du Duc suprême de Lituanie, roi de Pologne, qui, pendant un certain temps gouverna la Lituanie par l'organe d'un délégué, l'importance des magnats demeurait considérable et quelques-uns d'entre eux, Vitold en tête, s'opposaient à l'incorporation et ne furent pas étrangers, au début du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, au relâchement des liens de l'Union conclue sur la base de l'acte de Krevo. Cependant la rivalité mesquine et l'attitude peu stable des seigneurs lituaniens ne pouvaient à elles seules, expliquer les raisons qui s'opposaient au resserrement de l'Union. La véritable raison qui empêcha une union étroite de s'établir dès le début entre les deux pays vint de la différence qui se manifestait dans leur organisation intérieure.

Il y a lieu de reconnaître que, bien que les actes signés par la Lituanie et la Pologne, pendant la période comprise entre le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle et une partie du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> ne cessent de faire mention de l'incorporation de la première à la seconde, cette période est plutôt, du fait de la situation juridique des deux Etats, celle d'une union personnelle. Ce ne fut que lorsque la culture lituanienne se fut assimilée à la culture polonaise, lorsque disparurent les différences existant entre la structure gouvernementale et sociale de la Lituanie et celle de la Pologne et qu'enfin lorsque l'idée d'un rattachement étroit fut suffisamment mûre, que l'Union revêtit un caractère stable et intime.

A mesure que les deux Etats se rapprochaient sur le terrain de l'ordre intérieur, les liens politiques se fortifiaient et aboutissaient, en 1569, à l'Union de Lublin qui, elle, fut une Union réelle.

La période comprise entre la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle et l'Union de Lublin est caractérisée par une lente évolution que couronne un résultat heureux, puisqu'il permet enfin d'établir les bases d'une entente durable.

Nous rencontrons, il est vrai, au cours de cette période, des tendances séparatistes dans un groupe de magnats lituaniens. Ils réussirent même, pour un bref laps de temps, à briser les liens unissant la Pologne à la Lituanie, mais toujours la nécessité d'une union prenait le dessus et cette Union des deux pays était à différentes reprises renouvelée et confirmée d'une façon solennelle. Il faut d'ailleurs faire remarquer que les tendances séparatistes n'étaient jamais caractérisées par une animosité envers la Pologne. Elles provenaient uniquement des ambitions personnelles des princes lituaniens qui ne voulaient pas renoncer à leur prestige politique. Or, ce prestige était menacé du fait de l'Union avec la Pologne,

étant donné que les membres de la dynastie lituanienne ne possédaient plus leurs principautés en vertu du droit de famille, mais les recevaient, à titre de fiefs, du Roi de Pologne, leur suzerain.

En Lituanie, le principal adversaire de l'incorporation de cette dernière à la Pologne était le prince Vitold, cousin de Jagello, connu pour sa bravoure et son énergie. Il abandonna pourtant l'Ordre Teutonique et rendit hommage au roi de Pologne, le 10 mai 1386, en lui promettant fidélité ainsi qu'en prenant l'engagement de ne pas abandonner le Royaume ni les habitants des territoires de la Couronne de Pologne « mais à toujours se tenir de leur côté et à leur prêter son aide contre les incursions étrangères. » (1).

En 1392, le pouvoir de Grand Duc de Lituanie fut délégué à Vitold. Toutefois, il devait y exercer le pouvoir *pro rege et regno Poloniae*. Ce prince ambitieux bercé par des rêves de couronne royale se sentait gêné dans ses fonctions par sa soumission au roi de Pologne. Dans le désir de se rendre indépendant, il engagea, pour son propre compte, une guerre contre les Tartares, mais après avoir essuyé une défaite sanglante sur les bords de la Vorskla, en 1399, il revint se ranger sous l'autorité suprême du Roi et l'Union de la Lituanie à la Pologne fut solennellement renouvelée.

Une nouvelle confirmation y fut apportée par la déclaration de Wilno qui eut lieu en 1401. Cette déclaration consacrait la réunion de la Lituanie à la Pologne en un seul Etat ainsi que la durée de cette Union, pour le cas où la dynastie des Jagellons viendrait à s'éteindre. Toutefois, comme institution commune, elle ne prévoit que la personne du monarque. Ce n'est donc toujours qu'une Union personnelle.

Par un acte émanant du Conseil Royal, Vitold fut nommé Grand Duc de Lituanie à vie, mais après son décès la Lituanie devait passer sous l'autorité immédiate du Roi de Pologne qui était à la fois le Chef Suprême du Grand Duché.

Le mode d'après lequel furent conclus les accords de 1401 diffère sensiblement de celui dont on usa en 1385. Ce n'est plus le Grand Duc de Lituanie, maître absolu, qui unit « ses terres aux terres polonaises » ; mais la Lituanie elle-même, qui, par ses représentants qualifiés : prélats, princes, magnats, qui manifeste le désir de « s'unir à la Couronne de Pologne, en s'engageant à ne jamais l'abandonner, à la servir et lui obéir toujours. »

---

(1) A. PROCHASKA. — Un acte d'hommage inconnu de Vitold. *Revue historique*, t. IX, p. 234 (en polonais.)

Quelque temps après, les armées polonaises et lituaniennes luttent côte à côte contre Moscou et remportent une série de victoires, en 1406, 1407 et 1408. Leur succès le plus fameux fut celui obtenu dans la bataille livrée à l'Ordre des Chevaliers Teutoniques, dans les plaines de Tannenberg et de Grūnewald.

La victoire éclatante qu'elles remportèrent fut décisive pour le sort des Teutons. L'Etat polono-lituanien put respirer librement et prendre son essor. La victoire remportée sur l'Ordre Teutonique garantissait à la Lituanie la possession de la province de Samogitie. Cela avait une importance énorme, étant donné que la Samogitie, qui constitue actuellement le noyau de la République lituanienne, séparait alors la Prusse de la Livonie, toutes les deux possessions germaniques. Son retour à la Lituanie rendait impossible la constitution d'un énorme état ecclésiastique allemand sur le littoral de la Baltique.

En 1413, le pacte de Horodlo proclamait à nouveau l'Union des deux pays. Il consiste en trois documents, dont le premier porte la signature du Roi Jagello et du Grand Duc Vitold, le second est signé des seigneurs lituaniens et le troisième, des seigneurs polonais. La signature de ces trois documents eut lieu le 2 octobre. Bien que les actes de l'Union de Horodlo fassent à nouveau mention de l'incorporation de la Lituanie à la Pologne, il y a lieu de remarquer que, par rapport à la situation juridique de l'Etat lituanien envers la Pologne, ils constituent, en comparaison des accords conclus précédemment, un certain relâchement des liens unissant les deux pays. Comme il résulte de l'ensemble des stipulations concernant l'Union, bien que, un de ses actes et notamment celui qui fut conclu entre Jagello et Vitold en 1413, l'accentuât si nettement, la dépendance de la Lituanie à l'égard de la Pologne, établie formellement par l'acte de 1385, se réduisait dans celui de Horodlo à une Union personnelle. De plus, la Lituanie se voit octroyer le privilège d'avoir à sa tête un Grand Duc représentant une institution stable et autonome, dont la nomination était toutefois réservée au Roi, après avis et consentement des gentilshommes lithuaniens et polonais. D'après l'opinion des historiens, cette concession avait dû être faite afin de satisfaire l'ambition de Vitold lequel venait de contribuer considérablement au relèvement du prestige de la Lituanie.

L'Union de Horodlo contenait d'importantes décisions qui, sans avoir trait aux rapports juridiques entre la Lituanie et la Pologne, devaient contribuer à rapprocher entre eux les deux pays au point de vue de l'ordre social et de l'organisation intérieure. Citons parmi celles-ci la faculté pour les classes dirigeantes de.

Pologne et de Lituanie de convoquer des assemblées communes afin de traiter des questions intéressant les deux pays. Ces assemblées communes firent naître des liens d'amitié qui, dans la suite, créèrent cette Union morale qui s'établit entre les deux peuples.

L'Union polono-lituanienne ne fut pas sans provoquer des mécontentements. Ses ennemis ne tardèrent pas à se mettre en campagne pour la détruire. Ce fut d'abord l'empereur Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie, qui, exploitant les ambitions personnelles de Vitold, lui fit, en 1429, proposer la Couronne royale. Ces intrigues avortèrent par suite de la mort de Vitold, mais celle-ci fut suivie d'une guerre civile qui éclata en Lituanie, fomentée par un autre ennemi de l'Union, notamment le Grand maître de l'Ordre Teutonique Paul de Russdorf, lequel, ayant conclu une alliance avec le prince Svidrygiello, le soutenait dans sa lutte pour la dignité de Grand Duc. En 1432, après que les guerres civiles se furent apaisées, eut lieu une nouvelle confirmation de l'Union par deux actes conclus le 15 octobre. Le frère cadet de Vitold, Sigismond, fut nommé Grand Duc de Lituanie aux mêmes conditions que le fut son frère. La situation de la Lituanie à l'égard de la Pologne, au point de vue juridique et de l'organisation de l'Etat, ne subit aucun changement. Une réserve spéciale fut faite déclarant nulle et non avenue toutes les négociations pouvant aboutir à des accords défavorables à l'autre Etat.

Jusqu'en 1499, aucun acte juridique ne fut conclu entre la Pologne et la Lituanie. Le seul lien unissant les deux Etats, pendant toute cette période, fut une dynastie commune. Un nouveau traité signé vers la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, à Piotrkow, bien que portant la dénomination d'Union, ce qui indique tout au moins l'intention évidente des deux parties, n'est, en réalité, qu'une simple alliance des deux Etats gouvernés par une même dynastie indépendante. Par contre, en 1501, sur la proposition de la Diète Lituanienne, a lieu à Mielniki la confirmation de l'Acte de l'Union. Il est stipulé que la Lituanie et la Pologne ne forment qu'un seul corps et, pour la première fois, il est établi que la liaison entre les deux parties de ce corps est assurée non seulement par une dynastie commune, mais également par une Diète commune.

Cependant, ces décisions n'entrèrent pas en vigueur. Les différences existant entre les deux Etats, dans différents domaines, étaient encore trop sensibles pour qu'il fut possible de créer un seul Etat à l'aide d'éléments aussi disparates. Cette idée ne put se réaliser que plus tard avec l'assimilation.

L'Union de Horodlo comprenait déjà des décisions facilitant l'as-

similation de la Lituanie sur le terrain social et culturel. Les traités ultérieurs ainsi que les lois spéciales s'inspirant des lois polonaises hâtèrent le développement du processus d'assimilation dans le domaine de l'ordre social et de l'organisation politique. C'est le xvi<sup>e</sup> siècle qui marque, dans ce sens, la plus grande activité. Aussitôt que le terrain fut suffisamment préparé, les liens politiques se resserrèrent également et une nouvelle ère fut inaugurée dans les rapports entre la Pologne et la Lituanie, ère prenant son point de départ à l'Union de Lublin.

\*  
\* \*

L'idée Jagellonienne tendant à resserrer les liens politiques entre la Lituanie et la Pologne servit, bien avant l'Union de Lublin, de thème à des discussions animées dans les milieux de la noblesse et des seigneurs des deux pays. De part et d'autre, apparaissaient d'assez sérieuses difficultés. En Pologne, une partie de la Chambre des Nonces, plus radicale que le Sénat, exigeait l'incorporation pure et simple de la Lituanie à la Pologne, ce qui était à la fois injuste et impossible. Par contre, le Roi, le Sénat Polonais et la majorité de la noblesse s'accordaient le mieux pour conserver à l'Union son caractère. Quant à la Chambre Basse Lituanienne, de longue date elle exigeait avec insistance la conclusion d'une Union plus étroite avec la Pologne. D'après certains documents, nous voyons, par exemple, la noblesse lituanienne, réunie en 1562 au camp de Vitebsk, adresser au Roi un écrit qui dit, entre autres : « Qu'avant tout, Sa Majesté daigne convoquer une Diète commune à la Pologne et à la Lituanie, que l'Union des deux pays soit la plus étroite possible et ceci pour deux raisons. Premièrement, pour l'élection d'un seul Maître au cas où il ne plaira pas à Dieu de donner à votre Majesté d'héritier direct et secondement pour notre défense commune, afin que nous puissions délibérer en commun et bénéficier des mêmes droits et des mêmes libertés » (1).

Par contre, l'attitude d'une partie des grands seigneurs était hostile à l'idée jagellonienne. Nous serions passés à l'ordre du jour en ce qui concerne l'opposition de cette petite bien qu'influente fraction de la nation lituanienne, n'était la forme erronée sous laquelle cette attitude a été présentée par certains au-

---

(1) Ms. CZARTOR. N° 1604, Fol. 58-74.

teurs russes, allemands ou lituaniens de la dernière heure. Se bornant à projeter un jour qui n'éclaira qu'un des aspects du problème, ils arrivent à une conclusion conforme évidemment à leurs désirs que l'Union de Lublin constituait une violation des droits du peuple lituanien qui ne cessait d'élever contre elle ses protestations.

Les magnats lituaniens redoutaient de perdre leurs privilèges aristocratiques, en s'unissant étroitement à la Pologne démocratique. Aussi, tout en ne s'opposant pas, en principe, à l'Union, ne consentaient-ils pas à une Diète commune avec la Pologne. Leur autorité en aurait été diminuée, étant donné qu'en Pologne la Chambre avait une plus grande influence politique que le Sénat, alors qu'en Lituanie le gros du pouvoir était entre les mains du Sénat, connu sous le nom de Conseil Ducal. Puis, dans le cas d'un Parlement commun avec la Pologne, ils auraient été obligés de renoncer également à leurs titres héréditaires, étant donné qu'en Pologne les fonctions de sénateur et de député étaient des fonctions à vie. Ils ne voulaient pas, enfin, que les privilèges s'étendissent à la petite noblesse lituanienne qui, par la force des choses, aurait été mise sur un pied d'égalité avec la noblesse polonaise, dans le cas où une Union étroite se serait établie entre la Pologne et la Lituanie. §

Le nombre des adversaires de l'union, parmi les seigneurs lituaniens allait en diminuant. Il faut en voir la raison dans le renoncement aux fonctions héréditaires, qu'obtint en Lituanie le Roi Sigismond Auguste. Le même souverain réalisa également, au cours des années 1564-66, des réformes importantes qui assurèrent à la noblesse lituanienne une série de privilèges, grâce auxquels elle put s'émanciper de l'omnipotence des magnats. Aussi, vers la fin de la session de la Diète de Lublin, dont la durée fut de sept mois, en 1569, seule, la famille des Radziwill fut-elle en opposition. D'après les documents de l'époque « tous les autres, et, en particulier, la noblesse ainsi que la grosse masse du peuple réclamaient une union étroite avec la Pologne » (1).

Il ne peut être question d'aucune violation des droits du peuple lituanien. L'Union de Lublin fut conclue ouvertement, en pleine Assemblée de la Diète, au vu et au su de la nation lituanienne. « C'est là un fait remarquable dans l'histoire de la Pologne que cet assentiment unanime et constant des populations. » (2).

---

(1) Ms. CZARTOR. 1604, p. 372.

(2) Marquis DE NOAILLES. — Les Frontières de la Pologne, p. 65.

Les actes émanant des représentants de la nation polonaise et lituanienne furent confirmés par la Diète où siégeaient en commun les élus des deux pays, et ensuite par le Roi. Il est permis, dans ces conditions, de se demander sur quoi peuvent se baser les affirmations qui prétendent que le roi Sigismond Auguste a uni la Lituanie à la Pologne « contre la volonté du peuple lituanien. » C'est une question à laquelle les adversaires actuels de l'Union avec la Pologne se trouvent dans l'impossibilité de répondre. Il y a lieu de souligner ici qu'il ne s'éleva aucune protestation de principe contre la confirmation de l'Union. Seules, appaurent quelques divergences d'opinion, en ce qui concerne les conditions du traité. C'est à la suite de ces divergences qu'une grande partie des Lituaniens quittèrent à un moment la Diète de Lublin, afin d'ajourner la solution définitive de la question et d'obtenir des conditions plus avantageuses (1). Cette scission fut l'œuvre de Radziwill le Roux qui disposait d'une grande influence sur les autres lituaniens (2). L'attitude de ces dissidents ne peut toutefois entacher en rien l'œuvre entière de l'Union. Il se trouvait parmi eux, comme le déclare l'historien Joseph Szujski, « des courants d'égoïsme réactionnaire qui s'opposaient aux tendances très populaires parmi les deux peuples qui fraternisaient sincèrement (3).

Ces entêtements ne tardèrent pas toutefois à céder, en sacrifiant leurs ambitions personnelles aux intérêts supérieurs de l'Etat. Ils revinrent quelque temps après à Lublin et déclarèrent, en se jetant aux pieds du Roi et en versant des larmes, qu'ils étaient prêts à consentir à tout ce qu'il lui avait plu de décider. Le Roi, ayant répondu qu'il n'avait jamais considéré l'union de la Lituanie à la Pologne que comme une confédération libre et volontaire des deux nations, sur un pied de parfaite égalité et pour le bien commun des deux peuples, l'accord final put être obtenu (4).

De cette façon, l'œuvre entreprise depuis deux siècles fut enfin terminée et couronnée de succès. Il y a lieu d'en attribuer en grande partie le mérite à Sigismond Auguste qui, ayant seul, le bien commun des deux peuples en vue, était un partisan déclaré de

---

(1) JAGIELLONKI POLSKIE. V. 245. Archiv. Sang., VII, n° 260.

(2) OSCAR HALECKI. — L'histoire de l'Union Jagellonienne, t. II, p. 174, Cracovie, 1920 (en polonais).

(3) Passage emprunté à Szujski par Obst, dans « *La Lituanie*, sous le jour de la vérité historique » (en polonais), p. 74.

(4) Diarjusz Lubelskiego Sejmu Unji, roku 1569. (*Journal de la Diète de l'Union de Lublin*, publié en 1856, par Dzialynski.

l'Union. « Ce roi de race lituanienne, qui n'avait plus aucun intérêt dynastique ou personnel à assurer une union plus intime avec la Pologne... venait chaque jour plaider la cause de l'Union, non pas au nom de la Pologne ou de la Lituanie, mais au nom de l'intérêt commun des deux pays menacés de toute part (1).

Donc, l'Union fut conclue à la Diète de Lublin, le 11 août 1569, le projet de la majorité lituanienne ayant été adopté.

Les bases en étaient très simples : les deux pays se fondent en une seule République, et les deux nations en un seul peuple.

Trois actes précisaient les relations des deux pays pour l'avenir.

Le Conseil et les Diètes devenaient des institutions communes à la Pologne et à la Lituanie. Les Diètes lituaniennes étaient supprimées. La Couronne de Pologne et le Grand Duché de Lituanie gardaient leur autonomie, leurs armées, leurs finances, leurs ministres. Toutes les lois d'exception visant les Polonais sur le territoire lituanien et les Lituaniens sur le territoire polonais étaient abrogées. Toutefois, les fonctions et les dignités, réservées spécialement aux Lituaniens, n'étaient pas accessibles aux Polonais et réciproquement.

Le droit fut reconnu aux Polonais d'acquérir des biens dans le Grand Duché. La barrière douanière entre les deux pays fut abolie, afin de permettre aux Lituaniens d'expédier librement par la Vistule leurs blés et leurs bois.

Grâce aux rapports qu'elle instituait entre les deux Etats, tant au point de vue juridique, qu'à celui de leur organisation politique, l'Union de Lublin était, comme nous le voyons, une union réelle, étant donné que ces Etats étaient soumis non seulement à l'autorité du même souverain, mais qu'ils possédaient un Parlement commun.

L'Union de Lublin fut définitive. Elle demeura jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle la base sur laquelle reposaient les relations entre la Pologne et la Lituanie. La gravitation de cette dernière vers la Pologne avait atteint, à cette époque, une forme particulièrement intense.

Rien de plus naturel que cette gravitation de la Lithuanie vers la Pologne. L'Union lui assurait non seulement sa sécurité à l'extérieur, mais elle la faisait encore bénéficier des effets plus bienfaisants de la civilisation occidentale, ainsi que de l'esprit constitutionnel de la Pologne. Celle-ci vint ajouter des valeurs de premier ordre aux qualités indéniables du peuple lituanien. Il fut

---

(1) Le prof. OSCAR HALECKI. — L'évolution historique de l'Union polono-lituanienne. Article publié dans le *Monde Slave*, n° de mai 1926, p. 291-

procédé à une reconstruction de l'Etat lituanien, de nouvelles formes de vie y furent introduites. L'organisation intérieure de la Pologne, ses richesses intellectuelles ainsi que les droits civiques dont bénéficiaient les Polonais, constituaient une grande force d'attraction.

La gravitation de la Lituanie vers la Pologne est encore justifiée par les bases mêmes sur lesquelles reposait l'union de ces deux Etats. La République Polono-Lituanienne était un Etat Fédéral, libre, garantissant à toutes les nationalités qui en faisaient partie des droits égaux. Le pouvoir reposait entre les mains de la Diète, dont les membres étaient élus dans toutes les provinces, en vertu de la même loi électorale. Les deux nations bénéficiaient d'une égalité complète sous tous les rapports, unies sous la devise : « Libres et égaux ». Telle était la belle devise de cette Union d'où émanait un appel impérieux à une collaboration constante. La Lituanie ne s'y est jamais dérobée, gardienne fidèle de l'Union.

L'union de la Pologne avec la Lituanie fut la source à laquelle la République polono-lituanienne puisa la force qui lui permit de remporter tant de victoires et de menacer même la puissance des Tsars de Moscou et la Prusse. Aussi, peut-on dire que c'est l'Union qui empêcha tout au moins pendant plusieurs siècles, les voisins de la République de perpétrer l'œuvre infâme, unique dans l'Histoire, qui fut réalisée vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'Union se maintint pendant toute la période de l'indépendance polonaise, non seulement grâce à la communauté d'ordre politique, mais aussi parce que les bases sur lesquelles elle reposait correspondaient le plus fidèlement au caractère national des deux pays. En dehors de l'Union politique, il en était une autre, d'une valeur plus grande encore, celle des idées.

Fondée sur une fraternité réelle, l'Union, en donnant sa forme définitive à la solution du problème qu'était la vie commune des peuples, excluait tout antagonisme. Aussi, les rapports polono-lithuaniens n'en furent-ils cordiaux, même de la part des quelques dissidents qui critiquaient les conditions, auxquelles fut conclue l'Union. Voici un exemple, à l'appui, exemple qui, d'ailleurs, ne fut pas un cas isolé. A l'assemblée d'une des Diètes du XVI<sup>e</sup> siècle, le prince Radziwill, le Noir, un des magnats lituaniens, déclara en pleine séance qu'il se considérait comme Polonais, tout en s'opposant par ailleurs, jusqu'à la dernière minute, au resserrement des liens de l'Union (1).

---

(1) OSCAR HALECKI. — *L'Union de Lublin* (en polonais), p. 13. Cracovie, 1915.

L'Union de la Pologne et de la Lituanie n'était minée par aucun esprit de séparatisme, et encore moins par une animosité quelconque ; il n'y avait d'ailleurs aucune raison que de tels sentiments se manifestassent. Elle constituait un acte bilatéral qui assurait des avantages aux deux peuples. Les Lituanien<sup>s</sup> le comprenaient aussi bien que les Polonais et, les uns et les autres, servaient fidèlement l'idée de l'Union, sans jamais tenter de l'affaiblir. Ce n'étaient nullement des engagements d'ordre matériel les y amenaient, mais des considérations d'un ordre supérieur, considérations que Chodkiewicz dépeignit d'une façon si éloquente, en prenant la parole, au nom des Lituanien<sup>s</sup>, au cours de la Diète de Lublin : « Ce ne seront ni les documents, ni la parole écrite, ni les sceaux, mais la vertu et la bonne volonté, qui seules, les obligeront à persévérer dans leur fidélité aux engagements contractés. » (1).

Les bienfaits de l'Union de Lublin devaient s'étendre aux générations suivantes « leur devoir consistait à compléter l'Union et à la développer sur les bases créées en 1569, à consolider la République et à la perfectionner. » (2).

Ce devoir fut rempli de part et d'autre d'une façon consciencieuse pour le plus grand bien de la Patrie commune. Elle réussit à confondre dans le même sentiment de fidélité tous les citoyens subjugués par les bienfaits de la paix et l'affection qui les unissait. Ils ne trahirent jamais cette fidélité, ni à l'époque de l'indépendance, ni après la chute de l'Etat polono-lituanien.

S'il subsista des sentiments de particularisme après l'Union de Lublin, ce fut uniquement dans une partie de l'oligarchie lituanienne, mécontente de l'échec que subit son projet d'union, lequel favorisait les intérêts économiques et les privilèges de cette partie de la nation lituanienne. Or, comme nous l'avons déjà fait remarquer, ce fut le projet de la majorité de la nation lituanienne qui fut définitivement agréé. Toutefois, ce particularisme ne s'inspirait que d'intérêts matériels. Si une partie des seigneurs lituanien<sup>s</sup> insistait sur l'exclusion des Polonais des charges ecclésiastiques et civiles en Lituanie, ce ne fut pas en raison de l'antagonisme national, mais uniquement par la crainte de se voir enlever les revenus des charges en question. Cette limitation ne s'appliquait d'ailleurs nullement aux Polonais originaires de Lituanie. Seule, devait être observée la réciprocité d'après

---

(1) *Journal de la Diète de Lublin*, publié en 1869 par Kojalowicz, p. 490.

(2) OSCAR HALECKI. — *Histoire de l'Union Jagellonienne* (en polonais), tome II, p. 348. Cracovie, 1920.

laquelle les charges, en Lituanie, ne pouvaient être concédées aux Seigneurs originaires de la Couronne, pas plus que les seigneurs du Grand Duché n'avaient droit de prétendre aux charges de la Couronne de Pologne. Toutefois, il ne fallut pas plus d'une trentaine d'années pour que disparussent entièrement les tendances de certains milieux visant la désagrégation de l'Union de la Pologne avec la Lituanie (1).

Par contre, la noblesse moyenne fut de tout temps favorable à l'Union, sans se départir, pour un seul instant, de cette attitude. La noblesse lituanienne aspirait même à un rapprochement plus étroit avec la Couronne. En voici quelques exemples. L'Assemblée de Wilno, convoquée en 1587 afin de décréter des ordonnances pour la durée de l'inter règne, prescrivait aux tribunaux de se conformer à la procédure adoptée par les tribunaux de la Couronne (2). Quelque temps après, la diète de Brzesc, constatant à regret que des lacunes sérieuses existaient dans l'exécution des jugements rendus, recommandait de s'en référer à la procédure en vigueur dans les tribunaux polonais (3). Les instructions publiées en 1766 par la diète du district de Brzesc portaient à la fin les mots suivants : « L'Union a lié d'une façon indivisible les deux peuples, polonais et lituanien. » Ce ne sont nullement des voix isolées qui affirment ainsi l'union des deux pays. Les diètes d'arrondissement ne cessaient de réclamer que l'on supprimât les fonctions existant en double pour la Couronne et pour la Lituanie. Dans plus d'une des instructions publiées par les diètes d'arrondissement, on peut rencontrer des cris d'alarme au sujet des dangers qui menacent la République commune et des appels invitant à y obvier. Si l'on prend même les exigences les plus extrêmes de la noblesse lituanienne, ses réclamations ne contiennent pas l'ombre d'une opposition à l'Union.

Voyons plutôt ce que dit, à ce sujet, l'opinion autorisée du professeur Ehrenkreutz. « La noblesse lituanienne lutte-t-elle pour des charges, proteste-t-elle contre la convocation de la Diète à Cracovie, réclame-t-elle qu'au troisième tour, la Diète se réunisse en Lituanie, invite-t-elle enfin le roi à séjourner pendant une certaine période en Lituanie, elle reste toujours sur le terrain de la défense des droits qui lui appartiennent, et par cela

---

(1) Le Prof. St. KUTRZEB. — Histoire de l'organisation intérieure de la Pologne. Tome II. *La Lituanie*, p. 199. Lwow, 1914 (en polonais).

(2) A. W. A. K., III, p. 308.

(3) A. W. A. K., IV, p. 140.

même elle ne cesse de défendre les liens de l'Union dont découle la majeure partie de ces droits. » (1)

C'est sur ces bases donnant pleine satisfaction aux deux peuples et qui furent élaborées par l'Union de Lublin, après une évolution de 183 ans, que la gravitation de la Lituanie vers la Pologne ne cessa, pour un instant, de se développer et de devenir de plus en plus vive. Cet amalgame des deux Etats qui, d'après les principes adoptés en 1569, constituait une union réelle, se resserrait de plus en plus sinon formellement, du moins matériellement. L'existence d'un Parlement commun, et, ce qui en résulte, une législation, en majeure partie commune, tout cela avait une influence incontestable sur l'unification des rapports entre les deux Etats dans les domaines qui devaient, en principe, conserver leur caractère distinct (2). Il en résulta qu'après une nouvelle période de deux siècles, les bases de l'Union apparurent insuffisantes, étant donné qu'elles ne correspondaient plus aux conditions de l'existence commune des deux peuples et ces derniers tombèrent tous les deux d'accord sur la nécessité d'établir une Union encore plus étroite.

Cette question trouva son écho dans les débats qui s'engagèrent à la Diète de quatre ans (1788-1792), laquelle eut à s'occuper des réformes qui nécessitait un remaniement radical de toute l'organisation administrative et sociale de l'Etat. Les députés lituaniens soutenaient avec force toutes les motions qui tendaient à rénover la République, sans mettre en avant la moindre proposition visant la situation distincte de la Lituanie. La Diète de quatre ans à laquelle on vit travailler avec une si louable ardeur des députés lituaniens aux côtés des députés polonais, aboutit à la Constitution du 3 mai 1791 qui « mettant fin à l'Union, transformait ces deux Etats assimilés l'un à l'autre par une vie commune de plusieurs siècles, en une seule république dans le sein de laquelle les deux peuples et les deux Etats s'étaient définitivement fondus en une seule Nation. » (3)

La Constitution du 3 mai abolit les dernières institutions qui différenciaient encore le Grand Duché, de la Couronne. Elle supprima, entre autres, l'existence d'institutions administratives,

---

(1) Le prof. Etienne EHRENKREUTZ. — Le Séparatisme lithuanien ou gravitation de la Lithuanie vers la Pologne. Rapport présenté au IV<sup>e</sup> Congrès des historiens, à Poznan, en 1925.

(2) St. KUTRZEB. *Op. cit.*, p. 200 et suivantes.

(3) Le prof. St. KUTRZEB. — L'Union de la Pologne et de la Lithuanie, Recueil « La Pologne et le Lithuanie, dans leurs rapports historique », p. 657, 1915 (en polonais).

financières et militaires distinctes, pour chacun des deux pays. Elle liquidait et clôturait définitivement l'ère de la Lituanie, considérée comme une unité distincte. Celle-ci, d'une part et la Couronne de Pologne, de l'autre, constituaient désormais deux provinces d'une République commune soumises à des droits complètement égaux. La Lituanie obtenait un nombre de mandats sénatoriaux et pour la Diète, égal à celui qui avait été attribué à la Petite et à la Grande Pologne.

La Constitution du 3 mai fut adoptée à la presque entière unanimité des députés lituaniens (1). Elle fut saluée avec un enthousiasme indescriptible dans toute la Lituanie, même dans les endroits les plus reculés.

La solidité de l'Union apparaît encore le 20 octobre 1791, dans l'accueil fait au projet lituanien sur les « garanties mutuelles ». Ce projet affirme expressément la volonté du peuple lituanien. « Etant donné que nous possédons une seule loi organique générale et indivisible, destinée à régir notre Etat, soit la couronne de Pologne et le Grand Duché de Lituanie, nous désirons que la même loi organique régie notre armée commune et notre Trésor national désormais unis indivisiblement. » (3)

Telle fut la dernière étape de l'union séculaire qui unit par des liens indéfectibles la Pologne et la Lituanie. Les cadres de la présente étude ne nous permettent pas de nous arrêter plus longtemps sur ce problème, si plein d'intérêt. Son ensemble exige néanmoins que nous exposions brièvement le développement ultérieur de la gravitation de la Lituanie vers la Pologne après que s'accomplit le démembrement de la Pologne.

\*  
\* \*

« Les hommes sentent dans leur cœur qu'ils sont un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'idées et de souvenirs ». (Fustel de Coulanges, cité par le prof. Le Fur : *Races, Nationalité, Etats*, p. 66.)

La Constitution du 3 mai 1791 fut le dernier acte couronnant l'effort commun des Polonais et des Lituaniens, dans le sein d'une République commune indépendante. Peu de temps après

---

(1) Sur 34 députés du Grand Duché présents à la Diète, 3 seulement ceux de Rössienie, de Troki et d'Ejszyce adoptèrent une attitude hostile envers la Constitution.

(2) *Volumina legum*, t. IX, p. 316-137.

cet accord définitif conclu entre la Pologne et la Lituanie, leurs ennemis perpétrèrent le partage de l'Etat polono-lituanien.

A son premier démembrement, la République perdit quelques-unes de ses provinces blanc-ruthènes. En 1795, les territoires lituaniens passèrent presque entièrement sous la domination moscovite (1). Le même sort échut à l'ensemble des territoires de la République que la Russie, l'Allemagne et l'Autriche se partagèrent entre elles.

Détruite politiquement, la République polono-lituanienne disparaît de la carte de l'Europe, mais l'Union de la Pologne et de la Lituanie, bien que rompue par les événements, n'en subsiste pas moins dans le domaine moral. Malgré les démembrements, l'idée de l'Union n'avait rien perdu de son actualité. Nombreux furent les efforts tentés pour reconstituer la patrie commune, efforts malheureusement restés sans résultat. Ni le Grand Duché de Varsovie créé par Napoléon, en 1807, ni le Royaume de Pologne, reconstitué lors du Congrès de Vienne, en 1815 n'apportèrent une solution favorable à ce problème poignant. Ce ne furent que des créations éphémères qui ne comprenaient qu'une faible partie de la République. Les insurrections polonaises, auxquelles la Lituanie prit une part active, en luttant avec ardeur pour l'indépendance de la patrie commune, sont des témoignages évidents de ces efforts. Elles ne purent malheureusement aboutir au résultat désiré, ayant été impitoyablement réprimées par les Russes disposant de forces écrasantes. Les puissances co-partageantes se prévalaient du droit du plus fort, malheureusement tant de fois victorieux sur le théâtre du monde, mais l'ardeur des espérances et la force de la foi avec lesquelles les insurgés polonais et lituaniens, ces martyrs de la bonne cause, luttaient pour l'indépendance de leur patrie étaient autant d'arguments convaincants qui démontraient que la force brutale des ennemis de l'Union polono-lituanienne n'avait « ni droit, ni prise sur les esprits, sur la conviction et sur la vérité. » (2)

Il suffit de jeter un coup d'œil sur le développement des relations polono-lituanienues, au cours de la période qui suivit les partages et jusqu'aux trois quarts du xix<sup>e</sup> siècle, pour se rendre compte que le peuple polonais et le peuple lituanien continuèrent à constituer « une seule Nation ». L'Union ne cesse de se consolider

---

(1) Seule, une petite partie située sur la rive du Niémen fut attachée à la Prusse qui, en 1807, perdit la province de Suwalki attribuée par Napoléon au Grand Duché de Varsovie après la paix de Tilsitt.

(2) Guizot. — Histoire de la civilisation en Europe. Tome I, 2<sup>e</sup> leçon, p. 63.

à chaque pas décisif, à chaque événement plus important de cette période. Le sort de la Lituanie reste lié de la façon la plus étroite à l'ensemble du problème polonais, comme un des éléments les plus importants des conditions essentielles de sa solution.

Le démembrement de la Pologne fut une calamité qui affectait au même degré les Polonais et les Lituanais.

Quel souvenir mémorable que celui de la Diète de Varsovie, 1773, lors de laquelle un des députés lituaniens, Reytan, député de Nowogrodek, lança avec une force indicible, à la face des envahisseurs, son ardente protestation contre l'iniquité qui venait d'être commise en arrachant une partie de la Lituanie à la République! « Mais il y a quelque chose de plus dans ce geste, dit le professeur Moscicki, quelque chose qui a l'éclat d'un joyau précieux dans ce qui constitue le trésor des peuples de la République. C'est le sceau d'immortalité apposé malgré les démembrements à la sainte Union des deux peuples laquelle avait su, par la sagesse des siècles et l'effort civilisateur de la Pologne, élever l'admirable édifice d'un Etat unique et homogène. » (1)

Qui ne se souvient de l'histoire de l'insurrection de 1794 qui embrasa toute la Pologne et la Lituanie, en s'étendant même en Courlande jusqu'à Libau et Dunabourg. A la tête de cette insurrection se trouvait le héros national polonais, Thadée Kosciuszko, lituanien d'origine. Les témoignages de l'époque parlent avec louange de l'enthousiasme qui s'empara de la Lituanie dont les paysans eux-mêmes combattaient sous le drapeau polonais. C'est en lettres d'or que sont gravés les noms des Lituaniens, qui firent preuve de la meilleure compréhension de la nécessité d'une action d'ensemble pour la défense de la patrie commune. Il n'y a pas jusqu'aux témoignages des Lituaniens de formation nouvelle qui ne reconnaissent l'existence de cette union intime entre les deux peuples. Un Lituanien, partisan du gouvernement de Kovno a pu écrire, à ce propos : « ...tous ceux qui sentaient battre dans leur poitrine un cœur noble et vaillant comprirent qu'ils devaient racheter par leur héroïsme les fautes de leur passé. Dès 1794, un soulèvement éclate en Pologne et en Lituanie. Ce n'est plus d'un silence impuissant et de larmes inutiles qu'on attend le salut : lutter, voilà le mot d'ordre, lutter sous les ordres d'un citoyen qui s'est montré digne de la dictature, en défendant la sainte liberté. » (2)

---

(1) Henri MOSCICKI. — La Pologne et la Lithuanie après les partages. (Revue *L'Est Polonais*, n° d'octobre 1921, Varsovie).

(2) STASYS SALKAUSKIS. — Sur les confins de deux mondes. Genève 1919. Publication du Bureau de presse lithuanien.

Après la constitution du Duché de Varsovie par Napoléon, la question d'y rattacher les territoires de l'ancien Grand Duché de Lituanie devient d'actualité, tout particulièrement à la veille de la campagne de Moscou. Lorsqu'en 1812, l'empereur mit les pieds sur le sol de la République, le peuple polonais et lituanien tout entier se rangea à ses côtés, dans l'espoir que son glaive victorieux allait « réunir en un seul organisme politique les parties sectionnées du Royaume de Pologne et du Grand Duché de Lituanie. » (1)

C'est au nom de cette idée que les Polonais et les Lituaniens combattirent dans les rangs de l'armée napoléonienne. Mais la fortune trahit le maître du monde et les autorités des puissances co-partageantes remirent à nouveau la main sur la République de Pologne toute entière.

En sanctionnant la création du Royaume de Pologne, sans lui rattacher les provinces lituaniennes, le Congrès de Vienne provoqua une amertume profonde aussi bien à Varsovie qu'à Wilno. La population lituanienne, sous le coup de l'attitude provocative et sans merci des autorités russes, ressentait de plus en plus le besoin d'être rattachée aux autres territoires polonais. Elle envoya, à ce sujet, une délégation auprès du tsar Alexandre. Celui-ci promet de satisfaire leurs désirs. Il aurait adressé les paroles suivantes au délégué de la province de Wilno : « Vous êtes mécontents en Lituanie, et vous devez l'être aussi longtemps que vous ne serez pas amalgamés avec les vôtres et que vous ne jouirez pas des bienfaits d'une Constitution. Lorsque je pourrai citer cette province pour modèle et qu'on verra qu'il n'en résulte aucun inconvénient pour l'empire, il me sera facile d'effectuer le reste. Vous n'avez qu'à me donner les demandes que vous avez à me faire. Encore une fois, confiance... » (2).

La population lituanienne avait entière confiance en Alexandre, persuadée qu'il devait lui rendre sa patrie, en unissant en un seul bloc la Lituanie et la Pologne. Elle saluait avec enthousiasme les démarches entreprises par lui à cet effet. Le premier acte qui semblait réaliser, bien que dans une mesure minime, les promesses du tsar, fut l'oukase du 13 juillet 1817 qui prévoyait la constitution d'un corps d'armée spécial recruté uniquement parmi la population des territoires lituaniens. On donna à ce corps d'ar-

---

(1) Henry MOSCICKI. — Les projets de rattachement de la Lithuanie au Royaume de Pologne, dans la période de 1813 à 1832, p. 3, Varsovie, 1921.

(2) OGINSKI. — Mémoires IV. Paris, 1827, p. 235.

mée des uniformes dont la coupe se rapprochait de celle de l'armée du Royaume. Puis, on ne nomma que des Polonais aux grades supérieurs aussi bien dans la troupe que dans l'administration.

Ces mesures furent un encouragement pour la population lituanienne qui n'aspirait qu'à être rattachée à la Pologne. Voici ce qu'écrivait le comte Paul Kisielew, au sujet de l'état d'esprits en Lithuanie en 1817-1820, dans le rapport qu'il adressait au tsar Nicolas I<sup>er</sup>, le 29 mars 1835 : « Dans les provinces lituanoruthènes, tous les esprits ne songeaient qu'à la reconstitution de la Pologne, dans ses anciennes frontières... nul ne doutait de l'issue satisfaisante de ces espérances, dont tout le monde désirait la réalisation, à l'exception des gens les moins fortunés, toute la jeunesse noble avait en horreur le service dans les armées russes, les regards de tous étaient tournés vers Varsovie... les représentants des plus grandes familles se montraient en public en costume national polonais. » (1).

Peut-on reconnaître d'une manière plus explicite l'intimité de l'union polono-lituanienne ?

Une série de preuves palpables confirment la tendance que manifestait la population lituanienne à s'unifier avec la Pologne. Si l'on parcourt la correspondance des représentants de ces territoires ou bien celle des agents russes, on arrive à la même conclusion. Cette tendance immuable apparaît également dans les décisions prises par la noblesse, aux diètes de districts (2).

Ne voulant pas perdre contact avec le reste des terres polonaises, la jeunesse lituanienne communique, en permanence, avec Varsovie. Cette dernière voit arriver, en 1818, un grand nombre de propriétaires fonciers lituaniens et de la jeunesse de Wilno, désireux de prendre part à l'ouverture de la première Diète du Royaume. En même temps, une note de sympathie profonde pour l'idée de l'union de la Lituanie avec la Pologne se fait entendre dans la littérature. Elle est le plus fortement accentuée dans les œuvres de Niemcewicz, Tomaszewski, Czartoryski et autres.

Conformément à l'esprit des promesses du tsar Alexandre, la question du rattachement de la Lituanie à la Pologne devient d'une actualité brûlante. La presse étrangère, elle-même, s'en empare (3). Mais, l'animation provoquée par la question litua-

---

(1) ZABLOTSKY DIESIATOVSKY. — Le comte Kisielew et son temps. IV. Saint-Petersbourg, 1882, p. 146.

(2) Voyez H. MOSCICKI. — Sous le signe de l'Aigle, 1915 (en polonais).

(3) On lit dans la *Gazette de Francfort* du 1<sup>er</sup> février 1819 que des députés lithuaniens allaient siéger à la prochaine Diète de Varsovie.

nienne ne tarda pas à décroître. Les promesses d'Alexandre n'eurent point d'effet, étant donné l'opposition de l'entourage immédiat du Tsar (1).

Sous le règne du tsar Nicolas I<sup>er</sup>, successeur d'Alexandre, il ne fut plus possible de favoriser l'idée du rattachement de la Lituanie à la Pologne. Ce monarque était d'avis que la chose était « irréalisable ». Dans sa correspondance avec le Grand Duc Constantin on peut lire : « La Lituanie est une province russe, elle ne peut retourner à la Pologne. Ce serait attenter à l'intégrité du territoire de l'Empire. » (2)

La question du rattachement de la Lituanie à la Pologne ne cessait pourtant d'être une question d'actualité brûlante parmi les Polonais et les Litvaniens. Lorsque toutes les espérances furent définitivement déçues et que la patience du peuple fut à bout, on lança l'appel aux armes afin de se libérer de l'esclavage.

Les faits qui se déroulèrent, au cours de l'insurrection de 1830-31, laquelle embrasa aussi bien le Royaume de Pologne que les territoires litvaniens, démontrent que l'appel aux armes fut entendu de toutes les couches de la population. Les meilleures relations existaient entre la noblesse polonaise et litvanienne d'une part et le peuple, de l'autre. Cela facilitait sensiblement le développement d'une action commune contre l'envahisseur russe. Dans sa conception principale, l'insurrection était une lutte soutenue pour le rattachement de la Lituanie à la Pologne. L'idée de l'indépendance litvanienne ne fut même pas soulevée. Voici la devise du peuple litvanien : « Nous avons pris les armes dans un esprit d'union avec le Royaume. » (3) ou bien : « Nous considérons comme notre devoir de ne constituer qu'une seule nation avec la Pologne. » (4).

Les armées russes, réussirent, dans un court espace de temps, à étouffer l'insurrection, mais les répressions les plus cruelles prescrites par le tsar ne purent détruire la conception de l'indépendance du peuple polonais et litvanien, formant une seule nation.

En 1863, éclate une nouvelle insurrection sur les territoires de

---

(1) Certaines personnes sont portées à attribuer le changement qui s'opéra dans l'attitude du Tsar Alexandre, en ce qui concerne la question litvanienne, aux influences des généraux Michel Orlov et Tchernichev, adversaires irréductibles du rattachement au Royaume des provinces litvaniennes.

(2) Recueil de la Société Impériale Historique Russe. Saint-Pétersbourg, 1910. Corresp. de l'Empereur Nicolas et du Grand Duc Constantin.

(3) Déclaration des Insurgés de la Province de Rosienie.

(4) Proclamation des citoyens de la province de Troki.

l'ancienne république soumise à la domination russe. La Lituanie y prend à nouveau une part active. Les statistiques de l'Insurrection démontrent que le plus grand nombre de batailles par rapport à toute l'étendue de la République eut lieu dans la partie Nord-Ouest et la Lituanie (1).

Lors de cette insurrection, les habitants des Palatinats de Wilno, Kovno, Grodno, et Vitebsk envoyèrent au Gouvernement national polonais une déclaration couverte de trois cent mille signatures (2).

Bien que dirigée par des intellectuels d'origine noble, l'Insurrection de 1863 avait un caractère nettement populaire. Ses chefs comptaient d'ailleurs beaucoup sur l'aide des paysans, chez lesquels le sentiment de l'indépendance était profondément ancré. Ces espérances ne furent pas déçues.

On vit se former en Lituanie de nombreux détachements, où le commandement se faisait en lituanien. De nombreux chefs de ces détachements étaient issus de la classe paysanne lituanienne. Il suffit de citer les noms de Louis Narbutt, de Paul Suzinas, Adam Bitis, Lukaszunas, Grigas, Dickvis, Pujdek et de beaucoup d'autres. Le dernier Chef du Gouvernement National Polonais fut un lituanien : Romuald Traugutt. Le dernier Commissaire du Gouvernement Insurrectionnel en Lituanie fut l'ardent populiste Constantin Kalinowski. Lorsque, envoyé par le Gouvernement Russe pour étouffer l'Insurrection, le général Mouriaev ordonna de le pendre et lorsque lecture lui fut donnée de la sentence dans laquelle il était désigné comme noble, Kalinowski s'écria : « Il n'y a pas de noblesse, tous sont égaux. » (3)

A de rares exceptions près, il n'y eut pas une seule famille, aussi bien dans le Royaume qu'en Lituanie, dont un des membres ne traversât le calvaire des tortures qu'infligeaient les autorités russes aux patriotes polonais ou ne payât de sa vie la part prise à la grande cause commune. Malgré l'oppression, l'élan du peuple ne faiblit pas. Il se maintenait au nom de cette devise sublime : « Mourons, les armes en main, pour la Patrie et la Liberté ». On voyait sur les étendards insurrectionnels, en Lituanie et en Pologne, la même devise : « Pour notre liberté et la vôtre. »

Les quelques faits que nous venons d'énumérer démontrent

---

(1) Les statistiques mentionnent en tout 1228 combats.

(2) ZALESKI. — Le Dilemme Russo Polonais, p. 221. Paris, 1920.

(3) Boleslas LIMANOWSKI. — Histoire de la Lituanie. Varsovie, 1916, p. 58. (en polonais).

clairement que l'idée d'une union étroite entre les deux pays était une question d'actualité brûlante, non seulement dans les milieux de la noblesse polonaise et lituanienne, mais aussi parmi les larges masses du peuple lituanien, quoi qu'en disent les adversaires de l'Union polono-lituanienne.

Si l'on prend en considération les nombreuses victoires remportées en commun, ainsi que les défaites essuyées, la somme énorme d'efforts partagés par les deux nations, les flots de sang versés, pour la résurrection d'un Etat unique, on sera forcé de reconnaître que ces sacrifices témoignent d'une union indéfectible mieux que tous les traités que ces deux peuples auraient pu conclure entre eux.

En résumant ce que nous venons d'exposer, il y a lieu de constater que la formule de l'Union de Lublin qui déclarait que les deux peuples se sont fondus en une seule Nation, correspondait entièrement à la réalité dans la suite. Il est compréhensible que cette transformation ne pouvait se produire immédiatement. Elle ne fut que le résultat d'une longue évolution qui, ayant commencé vers la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, dura plusieurs centaines d'années au cours desquelles le contact des deux peuples devait arriver à produire des valeurs morales communes et faire mûrir suffisamment, au point de vue social, l'idée d'unité des deux peuples, étant donné que « les nationalités ne sont pas des formations spontanées et naturelles, mais des formations historico-sociales » (1).

Avec le temps, on voyait grandir « le sentiment du rôle que les hommes d'une même nation doivent jouer ensemble dans le monde, alors que, surtout après les partages de la République de Pologne, apparaissait de plus en plus « le besoin de défendre un patrimoine commun d'idées, de richesses intellectuelles et matérielles », le tout aidant au maintien et au développement « chaque jour de la cohésion nationale » (2).

L'histoire des temps passés aurait dû être une indication précieuse pour ceux qui édifièrent le nouvel Etat lituanien constitué au xx<sup>e</sup> siècle. Or, les influences du dehors qui agirent sur la jeunesse lituanienne et s'immiscèrent dans le jeune mouvement lituanien, au cours des dernières années, le détournèrent de la voie normale. Un voile fut jeté sur le passé.

Le différend polono-lituanien actuel démontre pourtant qu'en rompant avec la tradition, on avait fait naître des difficultés insurmontables.

---

(1) JELLINEK. — L'Etat moderne et son droit. I<sup>re</sup> partie, p. 204.

(2) LÉON DUGUIT. — Traité de Droit Constitutionnel. Vol. II, p. 8.

## CHAPITRE II

---

PHÉNOMÈNES AYANT RENDU POSSIBLE L'UNION DE LA LITUANIE ET DE LA POLOGNE. — ASSIMILATION DE LA LITUANIE, AU POINT DE VUE CONSTITUTIONNEL. — L'ADOPTION DU SYSTÈME PARLEMENTAIRE POLONAIS. — LA TRANSFUSION DE LA CULTURE POLONAISE EN LITUANIE ET SON IMPORTANCE. — LE RÔLE DE L'UNIVERSITÉ DE WILNO. RÉPARTITION ETHNOGRAPHIQUE DE L'ÉLÉMENT POLONAIS ET LITUANIEN SUR LES TERRITOIRES DE L'ANCIEN GRAND DUCHÉ.

Pour avoir une juste idée des liens qui unissaient la Pologne à la Lituanie, il ne suffit pas de les considérer uniquement du point de vue des traités conclus entre ces deux Etats et de la façon dont les diverses couches sociales s'étaient adaptées à l'Union. Celle-ci s'appuyait sur des facteurs d'une haute valeur qui réglèrent son évolution et, grâce auxquels, ces deux Etats et ces deux peuples se fondirent, en réalité, en un seul organisme. Ces facteurs, c'était l'assimilation dans le domaine constitutionnel et l'assimilation sur le terrain culturel.

Nous ne voulons pas étudier ces phénomènes en détail. Il est toutefois nécessaire de leur consacrer quelques pages, dans cette étude, car ils feront comprendre les raisons de la gravitation de la Lituanie vers la Pologne, gravitation grâce à laquelle l'Union demeura non seulement inébranlable à travers une série de générations, mais put, au contraire, se resserrer d'année en année. Puis, un bref aperçu de l'assimilation dans le domaine culturel nous permettra d'élargir nos vues sur les revendications continues que formulent aujourd'hui les politiciens lituaniens à l'égard de certains territoires de l'ancien Grand Duché de Lituanie, territoires dont la population, aussi bien du point de vue culturel que de celui de la nationalité et du sentiment de son appar-

tenance à tel ou tel Etat, n'a rien de commun avec l'Etat lituanien de formation nouvelle constitué en marge de la Pologne. Nous pensons donc que cette introduction au développement ultérieur de notre travail n'est pas sans avoir un certain sens pratique ainsi qu'un intérêt d'actualité.

Transplantée dans le Grand Duché dont l'organisation antérieure était entièrement différente, la structure sociale et politique de la Pologne eût le mérite de créer sur tous les territoires de l'Union une administration et un ordre social uniformes. Les influences civilisatrices et culturelles de la Pologne firent le reste. En embrassant complètement les deux peuples dans leur étreinte créatrice, elles écartèrent de leur esprit le sentiment d'une existence distincte et fondirent en une seule mentalité des tendances et des aspirations jusqu'ici différentes.

L'union de la Lituanie avec la Pologne eut une influence décisive sur le développement des institutions du Grand Duché, qui, par rapport à la Pologne, était en retard au moins de deux siècles dans son organisation sociale et politique (1).

La Lituanie pouvait bénéficier de l'exemple que lui donnait l'Etat uni à elle. Les institutions de ce dernier qui lui servaient de modèle furent greffées sur le corps du Grand Duché après leur adaptation aux conditions locales. Ce processus qui avait pris naissance vers la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle se développa avec intensité pendant 200 ans environ, après lesquels la Lituanie se transforma à la mode occidentale, en prenant pour base de son organisation sociale la structure qu'avait établie la Pologne dans la répartition des classes de la Société et en adoptant dans le domaine politique les méthodes parlementaires polonaises.

Le premier pas que fit le roi Jagello sur la voie de l'assimilation du Grand Duché de Lituanie fut l'édit promulgué en 1387, par lequel il assurait aux boyards lituaniens une organisation sociale créant des classes analogues à celles qui réglementaient la structure de la noblesse polonaise. Le titre de boyard qui répondait jusque là à une fonction publique donnait désormais droit à certains privilèges. Il conférait notamment la propriété héréditaire des biens fonciers, exonérait la noblesse lituanienne de l'obligation de fournir au Grand Duc son concours pour l'exécution de lourds travaux et lui concédait le droit de marier ses fils, en se passant de l'autorisation du Souverain. En vertu de l'Union de Horodlo, conclue en 1413, la noblesse polonaise accepta que de

---

(1) L<sup>e</sup> prof. St. KUTRZEB. — Histoire de l'organisation intérieure de la Pologne, Tome II. *La Lituanie*, p. 34 (en polonais).

nombreuses familles nobles de Lituanie eussent le droit d'user des mêmes blasons qu'elle. L'extension des blasons polonais aux familles lituaniennes était d'une grande importance, étant donné qu'elle assimilait la classe des nobles lituaniens à la noblesse polonaise et devenait l'expression de la parenté existant entre les familles des deux nations. L'accès aux blasons polonais ne fut au début concédé qu'à la noblesse lituanienne, mais, à partir de 1434, ce privilège fut également étendu à la noblesse ruthène. Cela contribua sensiblement à créer une organisation uniforme de la noblesse sur toute l'étendue des pays de l'Union.

Il est vrai que, pendant une longue durée de temps, il subsista encore des différences entre les institutions nobiliaires en Pologne et en Lituanie, étant donné que dans cette dernière, les privilèges n'étaient de fait accessibles qu'aux classes supérieures de la noblesse. Toute une série de lois réalisa, dans la suite, l'assimilation des institutions nobiliaires, et, au *xv*<sup>e</sup> siècle, il existait déjà en Lituanie une noblesse, issue des seigneurs et des boyards qui se distinguait nettement du reste de la population. Il n'y avait non plus de différence, à cette époque, entre la bourgeoisie des deux pays.

L'assimilation faisait également son chemin dans le domaine administratif. L'organisation territoriale polonaise fut introduite en Lituanie immédiatement après l'Union dynastique. Les principautés de Troki et de Wilno furent érigées en Palatinats. Au *xvi*<sup>e</sup> siècle, fut réalisée la réforme administrative des principautés ruthènes, ainsi qu'eut lieu l'unification du système financier et militaire. L'organisation des autorités administratives supérieures, en Lituanie, de même que celle des autorités provinciales était la même qu'en Pologne.

Ce ne fut uniquement dans le domaine de la justice, que la Lituanie s'était réservé, en vertu du second Statut de 1566, une organisation spéciale. Toutefois, l'assimilation ne tarda pas à s'opérer dans ce domaine également, lorsque fut admis, pour les tribunaux de première instance, le principe des juges électifs, comme cela se pratiquait en Pologne.

Les institutions constitutionnelles polonaises viennent se greffer sur l'organisation politique de la Lituanie, au cours du *xv*<sup>e</sup> et du *xvi*<sup>e</sup> siècle. Les plus remarquables réformes réalisées dans ce domaine furent celles de 1434 et de 1447 qui étendaient, entre autres, à la Lituanie, la célèbre loi existant depuis un certain temps en Pologne et en vertu de laquelle tout citoyen était garanti contre les emprisonnements arbitraires effectués sans une procédure de justice régulière.

Ce fut dans le domaine des institutions parlementaires que la Lituanie bénéficia d'avantages encore bien plus considérables, à la suite de son union avec la Pologne.

Il ne pouvait être question de développement des institutions parlementaires dans la Lituanie païenne. Ce dernier ne commence qu'après l'Union avec la Pologne. La structure politique avait déjà atteint, dans cette dernière, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, un certain degré de développement. Une loi renforçant l'autorité de la noblesse y est promulguée en 1505. Elle décrétait que, sans l'assentiment de la Diète, le Roi ne pouvait introduire aucune réforme.

L'organisation parlementaire polonaise reposait sur deux Chambres : la Chambre des Nonces (Députés) où siégeait la noblesse, et le Sénat composé des évêques catholiques et des hauts dignitaires. Ces deux Chambres n'étaient pas en opposition. Elles étaient juxtaposées l'une à l'autre. En outre, des assemblées régionales avaient lieu dans chaque district pour l'élection des députés et des juges.

Les institutions parlementaires polonaises, qui ne tardèrent pas à être greffées sur l'organisation politique de la Lituanie devaient, incontestablement, exercer sur cette dernière une profonde attirance. Le système parlementaire est introduit en Lituanie, à partir de la moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Son organisation se précise en 1496. Bien que ces institutions fussent d'une grande importance pour la Lituanie, étant donné qu'elles provoquaient la fusion entre elles des principautés distinctes et contribuaient à accélérer l'assimilation de tout le territoire, elles ne furent pas, pendant une assez longue durée de temps, à la hauteur de l'organisation parlementaire, en Pologne, dont le caractère était essentiellement plus démocratique.

Les réformes parlementaires réalisées en Pologne assuraient des libertés aux grandes masses de la noblesse, alors qu'en Lituanie, seules, en bénéficiaient à peine plusieurs familles aristocratiques peu nombreuses. Le Conseil Ducal où siégeaient les magnats lituaniens et qui, à partir de 1504, s'était vu conférer les attributions législatives (1) dont bénéficiait tout le Parlement de la Couronne, ce Conseil gouvernait, en réalité le pays. Quant aux larges couches de la noblesse, elles étaient privées de la faculté d'exercer leurs influences politiques et de prendre part aux actes du gouvernement. Le parlement lituanien ne reposait pas, d'ailleurs, sur le principe électif. C'était là la raison de l'opposition permanente

---

(1) LOUBAVSKY. — Aperçu de l'histoire de l'Etat lituano-ruthène, à partir de l'Union de Lublin. Moscou, 1910, n° V, § 7 (en russe).

qui se manifestait de la part des magnats lituaniens contre le resserrement des liens unissant la Lituanie à la Pologne, raison pour laquelle les autres classes de la Société ne cessaient d'aspirer à ce resserrement.

D'importantes réformes furent réalisées en Lituanie au cours des années 1564-66. Elles contribuèrent, sous beaucoup de rapports, à assimiler son organisation intérieure à la Pologne. En 1564, les magnats consentirent une concession importante dans le domaine de la réorganisation de l'Etat (1), en renonçant à certaines de leurs charges héréditaires. En 1565-66, une Diète permanente fut constituée aux côtés du Conseil Ducal. On décréta également la convocation de diétines de districts « copiant en tout les usages en vigueur dans le Royaume de Pologne » (2). Cette dernière mesure réglait le mode d'élection des juges et des députés à la Diète de Lituanie. La noblesse lituanienne bénéficiait désormais de privilèges identiques à ceux qui avaient été octroyés à la noblesse polonaise.

C'est dans ces conditions que devint possible la conclusion d'une Union plus étroite, ce qui, comme nous le savons, eut lieu en 1569.

Bien que la Lituanie possédât, à partir de l'Union de Lublin, une administration distincte, son organisation intérieure était de fait assimilée. Les années qui suivirent apportèrent uniquement quelques réformes peu importantes qui servirent à parfaire l'œuvre dans son entier. La dualité de l'administration cessa d'ailleurs, après un certain temps, de correspondre aux exigences de la vie, et elle fut abolie. Le premier pas fut fait, sous ce rapport, en 1573 lorsque fut créée l'institution, commune aux deux pays, de sénateurs résidant en permanence auprès du Roi. En 1774, est constituée une institution administrative commune pour toute la République, laquelle prend le nom de « Conseil Permanent ». Les importantes lois organiques de 1768 et 1775 étaient communes pour la Couronne et la Lithuanie. Finalement, la Diète de 4 ans (1788-92), créa une série d'autres institutions communes, et les deux pays se fondirent entièrement en un seul organisme, en constituant un Etat unitaire.

Dans cet ordre d'idées, nous allons maintenant examiner la façon dont s'opéra la transfusion de la culture polonaise dans la

---

(1) O. HALECKI. — Histoire de l'Union Jagellonienne. Tome II, p. 245. (en polonais).

(2) LOUBAVSKY. — Opus Cit. N° XIV.

vie intime de la Lituanie. C'est une des pages les plus belles des relations entre les deux pays.

Nous avons déjà fait remarquer que, dans son ensemble, le Grand Duché de Lituanie ne portait pas un caractère essentiellement lituanien. L'élément slave y prédominait. A partir du <sup>xvi</sup>e siècle, l'élément polonais commence à y être représenté en nombre relativement important. Il est composé, au début, de captifs ramenés de Pologne, à la suite des incursions des Prussiens, des Jadzwinges et des Lituaniens. Ces captifs s'établirent en Lituanie, en y fondant des villages et des villes et en habituant les habitants aux formes d'une culture supérieure. Selon les premiers chroniqueurs et les historiens de l'époque, cette colonisation était le résultat d'un plan appliqué systématiquement et avec un but déterminé par les princes lituaniens. Ils avaient assuré à la langue polonaise, dans la vie privée, un traitement sur pied d'égalité avec la langue ruthène. On avait également assuré, aux Polonais, la liberté du culte. Ceci est confirmé par la réponse faite, en 1324, par le prince Gedymin, aux envoyés du Pape : « les Ruthènes, selon leurs rites, les Polonais, selon leurs coutumes. » (1).

Cette colonisation se développa, après l'union avec la Pologne, dans des conditions bien plus favorables. De nombreux artisans polonais venaient se fixer dans les villes lituaniennes. D'autres Polonais s'établissaient dans les campagnes, en qualité de fermiers. La petite noblesse, elle-même, émigrerait en Lituanie pour y occuper différents emplois privés.

D'autre part, l'élément polonais se greffant sur la souche locale, était renforcé par la polonisation de nombreux éléments ruthènes ou ruthénisés, qui abandonnaient la culture ruthène pour la culture polonaise. Il est incontestable que la pénétration de la civilisation polonaise en Lituanie fut facilitée par la conversion de cette dernière au christianisme. Cela ne fit que préparer le terrain du rapprochement intellectuel. Il faut remarquer, en outre, que l'extension qu'avait prise la langue ruthène parmi les classes supérieures de la Société lituanienne, de même que l'assimilation par ces dernières de la culture ruthène qui, au <sup>xiv</sup>e siècle, était devenue prédominante dans presque toute la Lituanie (2), tout cela constituait autant de facteurs favorables au rayonnement de la culture polonaise en Lituanie. Il était, en effet, bien plus

---

(1) NAPIERSKY. — Russische-Livlandische Urunden. N° 67, p. 46.

(2) Le prof. Alexandre BRUKNER. — Les Polonais et les Lituaniens, la langue et la littérature, p. 391 (en polonais).

facile de passer de la langue ruthène ou blanc-ruthène à la langue polonaise, dont les premières en sont plus rapprochées que ne l'est la langue lituanienne.

A partir de l'année 1413, époque à laquelle l'Union de Horodlo avait octroyé aux boyards lituaniens, de rite latin, les droits civiques et politiques de la noblesse polonaise, l'assimilation culturelle prend une extension de plus en plus grande. La culture polonaise commence à concurrencer sérieusement la culture blanc-ruthène et finit par remporter de véritables succès. La cause principale de la pénétration de la culture polonaise et de la victoire qu'elle remporta sur la culture blanc-ruthène consiste en ce que tout ce qu'il y avait de Polonais en Lituanie était presque synonyme de l'idée de liberté. D'autre part, la culture polonaise apportait avec elle les bienfaits de la civilisation occidentale, alors que la langue ruthène servait d'instrument à la civilisation byzantine tombée en décrépitude.

Une grande partie de la population lituanienne, noyée jusque là dans la mer blanc-ruthène, troque pour le polonais son idiome blanc-ruthène (1).

Armée de ses institutions et de son esprit, la civilisation polonaise se fraye le passage « ce ne fut ni par la force, ni par la ruse, ni par la trahison, que la noblesse et la bourgeoisie se polonisèrent ; ce phénomène se produisit exclusivement, à la faveur de la supériorité morale de la culture polonaise, sans avoir recours à des confiscations, à des expropriations, ni à l'interdiction de publications en langue lituanienne ou de l'emploi de cette langue dans la conversation » (2).

A partir du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, l'assimilation culturelle fait des progrès rapides. C'est d'abord la jeunesse lituanienne qui, en grand nombre, suit les cours de l'Université de Cracovie et qui, se trouvant dans l'entourage de la jeunesse polonaise, lui emprunte ses coutumes et son idéal national. Le reste de la noblesse commence petit à petit à prendre l'exemple des intellectuels revenus de Cracovie et de la cour royale, en usant de la langue polonaise, en place du blanc-ruthène. Le clergé lithuanien faisait également, en majeure partie, ses études à Cracovie.

Les notables polonais et lituaniens affluaient à la Cour du

---

(1) Casimir NITSCH. — La langue polonaise dans le territoire de Wilno. *Przegląd Współczesny*, n° 33. 1925, p. 31 (en polonais).

(2) Alexandre BRUKNER. — Les Polonais et les Lituaniens, etc... p. 389 (en polonais).

roi Jagello qui veillait, lui-même, à ce que les Lituanien<sup>s</sup> aient le même accès que les Polonais aux études scientifiques et aux honneurs. Par ailleurs, le roi Sigismond Auguste fit, vers le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, avec sa Cour, plusieurs séjours à Wilno, ce qui eut une influence considérable sur le rapprochement polono-lituanien, dans tous les domaines.

Les mariages mixtes, si nombreux à partir de la fin du xv<sup>e</sup> siècle, contribuèrent aussi considérablement à l'assimilation de la Lituanie.

L'acte de l'Union de Lublin, en 1569, avait encadré dans des formes légales le développement de ce processus national, en établissant les bases des rapports réciproques entre les deux pays placés sur un pied de complète égalité. Cela ne fit que contribuer encore davantage au renforcement de la culture polonaise en Lituanie et en Ruthénie. L'élément polonais afflue en masse en Lituanie, en se dispersant sur tout le territoire. « Sans porter atteinte à l'autonomie politique du pays, l'élément polonais pénétrait dans toutes les classes de la population, collaborant efficacement à son développement intellectuel et économique ainsi qu'à sa défense contre toute agression extérieure. » (1)

On voit surgir des centres polonais de plus en plus nombreux, en Lituanie, dans les villes, les campagnes et les résidences de la noblesse. Ces centres polonais exercent par leur supériorité culturelle une forte attraction sur toutes les couches de la population lituanienne, à commencer par les milieux gouvernementaux, pour finir par atteindre même les masses populaires. Ce processus eut pour résultat final, comme l'établissent les recherches scientifiques de M. Wasilewski, qu'au xviii<sup>e</sup> siècle « la Lituanie est, au point de vue politique et cultural, un pays non moins polonais que le Royaume, bien que les masses populaires, les serfs, usent entre eux du blanc-ruthène, du lituanien, du russe et du letton. Par contre, tout ce qui ne manque pas de conscience politique, en Lituanie, est Polonais » (2).

Après les partages de la République, tout au moins au début du xix<sup>e</sup> siècle, le rayonnement de la culture polonaise en Lituanie est très puissant. Il ne commence à rencontrer des obstacles que le lendemain de la brutale répression de l'insurrection de 1831

---

(1) Le Prof. O. HALECKI. — Le développement des nationalités en Lituanie.

(2) LÉON WASILEWSKI. — La Lituanie et la Ruthénie Blanche. Cracovie, 1925 (en polonais).

par le gouvernement russe. Il ne perd pourtant pas de son intensité et la culture polonaise pénètre même dans les masses populaires.

L'Université de Wilno contribua pour beaucoup à répandre en Lituanie l'instruction et l'esprit polonais, au cours de la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle. Cette Université, à l'autorité de laquelle étaient soumises toutes les écoles en Lituanie, était un établissement d'enseignement d'un degré supérieur. « Si Cracovie avait créé le type parfait de l'Université polonaise au moyen âge, Wilno sut réaliser le type véritable de l'Université moderne » (1). Elle avait, comme professeurs, non seulement les plus remarquables parmi les intellectuels Polonais, comme Jean et André Snia-decki, Jundzill, Borowski et Lelewel, mais également des étrangers de marque, comme Frank, Bojanus et Grodek. L'influence de ce corps enseignant fut très forte et très profonde. Pour les professeurs de Wilno, leur Université était, non seulement un centre d'instruction, mais également un milieu d'éducation élevant de bons citoyens. Avec l'inspecteur d'Académie, le prince Adam Czartoryski en tête, ils se rendaient parfaitement compte que la renaissance nationale ne pouvait être que l'œuvre d'un travail assidu, du développement de la pensée et de l'âme humaine. La portée de ce problème fut aussi comprise par les élèves de ce centre d'études. Le souvenir de beaucoup d'entre eux, comme Mickiewicz et Slowacki, les plus grands poètes polonais, Thomas Zan, Jezowski Milewski et tant d'autres, restera pour toujours profondément ancré en Lituanie et en Pologne.

L'Université de Wilno, ce bastion le plus avancé de la civilisation polonaise à l'Est pendant 264 ans, fut le foyer le plus ardent d'où rayonna la civilisation dans toute l'Europe Orientale. On peut juger de l'influence puissante qu'exerçait, au point de vue civilisateur, ce magnifique centre d'enseignement, si on se rappelle qu'en 1808, on ne comptait dans toute la Russie que 5.145 étudiants à peine, alors que seule, la circonscription polonaise de Wilno en possédait 7.422. Combien sont justes, dans ces conditions, les paroles d'un des professeurs de l'Université de Wilno rétablie après la guerre qui déclarait, en parlant de sa fermeture par les autorités russes « qu'anéantir l'œuvre civilisatrice de Wilno, c'était non seulement frapper la Pologne, mais dégrader la Russie elle-même » (2).

---

(2) Louis JANOWSKI. — L'Université de Wilno. 1578-1842. Wilno, 1921 (en polonais).

(1) Le prof. Louis JANOWSKI. — L'Université de Wilno. L'Est Européen 1921.

L'enseignement donné par l'Université de Wilno ne rayonnait pas uniquement en Lituanie et dans l'Europe Orientale, il s'étendait à tous les territoires de l'ancienne République de Pologne, étant donné qu'aucun des grands centres polonais ne pouvait se flatter d'avoir à son actif une activité culturelle et nationale si intense. Comme le démontre le professeur Eugène Romer, plus du cinquième des livres, publiés en langue polonaise entre les années 1815 et 1829 le furent à Wilno. Beaucoup de professeurs et d'étudiants de l'Université de Wilno se livrèrent à des recherches sur le passé et la vie du peuple lituanien. Ces ouvrages, qui faisaient connaître l'ancienne Lituanie à tout le monde scientifique, étaient presque exclusivement écrits en Polonais et par des hommes qui se sentaient Polonais. Ils constituaient un important apport à la culture polonaise en Lituanie.

L'Université de Wilno n'eut jamais quoi que ce soit de lituanien. Quant à la langue lituanienne, il ne pouvait même en être question, étant donné qu'elle avait cessé de longue date d'être employée dans les milieux intellectuels et qu'elle n'était pas appropriée au mouvement intellectuel.

La majorité des facultés de l'Université de Wilno furent fermées en 1832 (1). La culture polonaise n'en cessa pas moins de propager, en dépit des persécutions dont était l'objet la jeunesse universitaire pour l'activité qu'elle déployait en faveur de la renaissance nationale. L'année 1843 porte un coup terrible au développement de la culture polonaise en Lithuanie. Après avoir noyé dans le sang l'insurrection polonaise, les autorités russes se livrèrent à des répressions à outrance contre tout ce qui était polonais. Le système adopté par le général-gouverneur Mouraviev de triste mémoire avait pour objet d'imprimer à la Lituanie, dans tous les domaines de la vie intérieure, un caractère purement russe. Etouffé complètement, l'enseignement polonais ne pouvait plus se développer à Wilno qu'en secret.

La culture polonaise disparut de la vie publique et des relations officielles. Toutefois, elle ne cesse encore aujourd'hui d'avoir le dessus dans une grande partie de l'ancien Grand Duché de Lituanie. Il n'y a pas de répression qui soit capable d'annihiler complètement les résultats d'un développement séculaire.

---

(1) L'Université de Wilno fut définitivement fermée par les autorités russes, en 1842. Elle ne rouvrit ses portes qu'en 1919 après que Wilno fut délivrée par les Polonais de la présence des autorités bolchevistes.



La pénétration de la culture polonaise, dans les territoires de l'ancien Grand Duché de Lituanie, avait été si forte, l'idéal national polonais s'était si profondément ancré dans les cœurs et dans les esprits, que jusqu'aux dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, on ne cessa de considérer les mots Polonais et Lituanien comme des synonymes, tel que Polonais-Mazur et autres.

Les deux conceptions s'étaient étroitement confondues, étant donné qu'aucun obstacle ne s'était jusque là opposé à une étroite union des deux peuples.

Mais au cours du dernier demi-siècle, un changement radical s'opère dans la question du caractère polonais de la Lituanie. La culture polonaise cesse de se propager avec la même intensité qu'auparavant. Elle est même forcée de s'effacer dans certains domaines de la vie et, ce qui est encore plus important, l'élément polonais commence à faire route à part, en se séparant des autres nationalités qui commencent à revêtir un caractère individuel, complètement distinct. Ce mouvement qui se met en opposition avec la culture polonaise donne naissance à des tendances séparatistes de la part du peuple lituanien, et particulièrement dans les milieux où l'élément polonais était moins nombreux. Il en résulte un tracé très net d'une ligne de démarcation qui commence à se dessiner entre l'élément polonais et lituanien sur le territoire de l'ancienne Lituanie.

On peut distinguer, actuellement, quatre régions ethnographiques. Au nord-ouest, une région lituanienne, comptant de 1.800.000 à 2.000.000 de Lituaniens, au sud-ouest, une région polonaise avec environ deux millions et demi de Polonais ; à l'est, une région blanc-ruthène, avec environ cinq millions et demi d'habitants, enfin, au sud-est, une région ruthène ou ukrainienne, comptant environ 400.000 habitants. En dehors de ces quatre groupes nationaux, il y a lieu de mentionner encore les Lettons au nord et les Juifs ainsi que les Russes dispersés sur tout le territoire (1).

La Lituanie ethnographique comprend l'ancien gouverne-

---

(1) Voyez la carte du prof. I. Rozwadowski, dans l'ouvrage collectif, intitulé « la Pologne et la Lituanie, dans leurs rapports historiques ». Varsovie 1914 (en polonais) ou bien la carte ethnographique de Georges Machleja et de Bohdan Zaborski, 1922.

ment de Kovno (excepté le district de Jeziorosy), une partie des districts de Troki, Swienciany et Wilno, les districts septentrionaux du gouvernement de Suwalki, une très mince bande de terrain empruntée au gouvernement de Grodno, enfin, une partie de la Prusse Orientale avec les environs de Memel. En tout, environ 55.000 km<sup>2</sup>. La population n'en est pas homogène. On rencontre des îlots polonais dispersés sur tout le territoire, allant jusqu'à occuper une place importante dans la partie centrale du pays, notamment dans le gouvernement de Kovno. Dans les villes, l'élément polonais est même souvent prépondérant. A l'exception de quelques îlots, situés dans les districts de Lida et d'Oszmiana et inclus dans les territoires de la République de Pologne, la presque totalité de la Lituanie ethnographique est comprise dans les frontières de l'actuelle République Lituanienne dont la superficie est exactement de 56.258 km<sup>2</sup>, y compris le territoire de Memel, d'une superficie de 2.823 km<sup>2</sup>. La population totale de l'état Lituanien, y compris Memel, était évaluée pour le 1<sup>er</sup> Janvier 1926, à 2.229.876 habitants par le Comité statistique officiel de l'Etat (1).

La région ethnographique polonaise occupe la partie centrale des territoires de l'ancien Grand Duché de Lituanie. La densité de la population y est la plus grande dans la bande de territoire qui va de Bialystock et Grodno à Wilno, où elle s'élargit considérablement. Un de ses bras prend la direction de Kovno et de Minsk, puis elle va du côté de Dunabourg, en constituant même un pourcentage important d'éléments polonais dans le district d'Illuksza qui sépare le gouvernement de Kovno du gouvernement de Vitebsk (Livonie). La région ethnographique polonaise comprend les districts de Sokolka, Bielsk et Bialystock, une partie du gouvernement de Grodno, puis une partie, étendue du gouvernement de Wilno. L'îlot polonais existant dans cette dernière est d'une longueur de plus de 100 kilomètres, toutefois, sa largeur est moins considérable. En ce qui concerne Wilno, c'est une ville où prédomine l'élément polonais. La région ethnographique lituanienne qui s'étend au nord-ouest de Wilno ne s'avance, en aucun endroit à une distance de plus de 30 km., se tenant toujours à une distance plus considérable (2).

Cette région ethnographiquement polonaise n'est pas englobée en entier dans les frontières de l'Etat polonais, étant donné que

---

(1) Bureau d'informations de Wilno. Données les plus importantes sur l'Etat lituanien 1926 (en polonais).

(2) Casimir NITSCH. — La langue polonaise dans la région de Wilno.

les régions purement polonaises de Jewje et de Szyrwinty appartiennent à la Lituanie de Kovno.

Si l'on prend en considération l'existence sur le territoire de l'ancien Grand Duché de Lituanie de différents groupements ethniques il est nécessaire de signaler la distinction qui doit être faite entre les mots « Lituanie et Lituanien » employés dans leurs différentes acceptations. Nous avons vu ce qui doit être considéré comme Lituanie historique et comme territoire ethnographique lituanien d'où est sortie l'actuelle République de Kovno.

En ce qui concerne le mot « Lituanien », il n'était nullement employé, jusqu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, pour désigner l'appartenance à telle ou telle nationalité. Nous avons bien vu plus haut que la distinction, entre les nationalités polonaise et lituanienne, s'était depuis longtemps perdue. Si l'on en usait, c'était uniquement dans un sens territorial, pour désigner un habitant de la Lituanie historique. On employait ce terme pour distinguer la provenance de telle ou telle province d'individus appartenant au même Etat et faisant partie de la même nation. Ainsi, dans la République de Pologne, pour les distinguer des habitants du reste de l'Etat que l'on dénommait « gens de la Couronne », étaient considérés, comme Lituaniens, tous les habitants de la Lituanie, bien que pour la plupart ils ignorassent la langue lituanienne. C'est dans ce sens que furent « Lituaniens » le poète polonais Adam Mickiewicz, le chef de la première insurrection, Thadée Kosciuszko, mentionné plus haut, ainsi que le chef du gouvernement national, lors de l'insurrection de 1863, Roman Traugutt. Enfin, est « Lituanien » dans ce sens l'ancien chef de l'Etat, le maréchal Joseph Pilsudski, actuellement président du Conseil en Pologne, et une série d'autres personnalités ayant bien mérité de la Patrie polonaise.

---

### CHAPITRE III

---

LA GENÈSE DU CONFLIT POLONO-LITUANIEN. — RÉVEIL DU NATIONALISME LITUANIEN. — LES INFLUENCES EXERCÉES PAR LA POLITIQUE RUSSE SUR LE DÉVELOPPEMENT DU SÉPARATISME LITUANIEN : PROPAGANDE ANTIPOLONAISE DES AUTORITÉS RUSSES, LUTTE CONTRE L'INFLUENCE POLONAISE SUR LES MASSES LITUANIENNES SE MANIFESTANT PAR DES MESURES RÉPRESSIVES CONTRE LA CULTURE POLONAISE ET UNE POLITIQUE SCOLAIRE SPÉCIALE ; OPPOSITION AUX INFLUENCES POLONAISES DU MOUVEMENT NATIONALISTE LITUANIEN. — ACTIVITÉ SÉPARATISTE DES PIONNIERS DU MOUVEMENT NATIONALISTE LITUANIEN, DANS LA LITUANIE PRUSSIENNE ET SUR LE TERRITOIRE DE LA RUSSIE. — LE RÔLE DU CLERGÉ. — LE CARACTÈRE ANTIPOLONAIS DU NOUVEAU MOUVEMENT. — AUTRES FACTEURS AYANT FAIT DÉVIER DE SA VOIE NORMALE LE NATIONALISME LITUANIEN.

Durant la période où la Pologne se trouva démembrée, il s'opéra en Europe un changement radical, en ce qui concerne l'idée de la nation. Cette idée était, encore au XVIII<sup>e</sup> siècle, identique à celle de l'Etat. La distinction apportée entre ces deux idées, dans le sens admis actuellement, était une chose nouvelle. Le développement, en Europe, des aspirations nationales, conséquence naturelle d'une rapide démocratisation des peuples, a conféré aux nationalités une physionomie très-nette, en les dressant, dans maintes occasions, contre les Etats auxquels elles avaient appartenu auparavant. C'est ainsi que sur le territoire de l'ancienne République de Pologne, firent leur apparition, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, des aspirations politiques parmi certaines nationalités qui n'en avaient nullement eu dans le passé. Nous voyons naître, vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle un mouvement national lituanien, reflet

d'un réveil national, venant de l'Occident, avec un retard de toute une génération, secouer la torpeur des peuples de l'Europe septentrionale.

Antérieurement aux vingt dernières années du xix<sup>e</sup> siècle, les conflits entre nationalités étaient inconnus en Lituanie. Les premières tentatives de réveil du sentiment national chez les Lituanien sont d'origine un peu plus antérieure. Les savants et les écrivains allemands, en Lituanie prussienne, commencent à manifester, vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle et au début du xix<sup>e</sup>, un certain intérêt à l'égard du passé du peuple lituanien. C'est à ce moment que fait son apparition un des plus grands poètes lituaniens, Christin Duonelajtis qui écrit et publie ses œuvres en lituanien. Ces tentatives ne rencontrent cependant pas d'écho parmi les Lituaniens des autres parties de la République. Par contre, l'Université de Wilno, dans l'époque florissante de son existence donne lieu à un mouvement animé en faveur d'études sur l'histoire de l'antique Lituanie. De nombreux professeurs et étudiants de cette Université entreprennent l'étude à leurs origines, de la littérature, du passé et de la vie du peuple lituanien. Ces travaux et ces publications, écrites, à de rares exceptions; comme nous l'avons indiqué plus haut, par des Polonais et en langue polonaise, constituent un important apport de la culture polonaise, en Lituanie.

Comme nous l'avons établi, dans les chapitres précédents, aucune différence n'existait entre le peuple polonais et lituanien, en ce qui a trait à leur intérêt commun qui était compris dans l'unique et grande idée de la reconstruction d'une République commune. Les Lituaniens n'ont jamais manifesté de tendances séparatistes, ils n'ont jamais fait preuve du désir d'être un Etat distinct, ni n'ont encore moins fait preuve d'hostilité envers les Polonais. D'où est donc né l'antagonisme dont la Lituanie actuelle est animée à l'égard de la Pologne, antagonisme dont les conséquences peuvent encore longtemps peser sur les rapports normaux devant s'établir entre les deux peuples et les deux Etats ? Telle est la question à laquelle nous allons tâcher de répondre.

Le mouvement « purement lituanien », comme on l'appelle, est un phénomène de date très récente. Il n'est né que vers l'année 1880, et ne s'est développé que vers la fin du xix<sup>e</sup> siècle. Au début, il avait pour objet le perfectionnement de la langue et la création d'une culture purement lituanienne. Rien ne peut être plus légitime et plus digne de tous les encouragements. Mais les dirigeants du mouvement lituanien ne se bornèrent pas à ces postulats. Non contents de créer une culture qui leur fût propre, ils adop-

tèrent un principe insufflé par eux systématiquement au peuple lituanien et qui se résume en ces quelques mots : « Au-dessus de tous et au dessus de tout, tu haïras la Pologne » (1).

Les ambitions et les susceptibilités qui agissaient, au moment du développement du nouveau mouvement, sur ses leaders ne furent pas soumises à la discipline d'une pensée régulière, ne furent pas subordonnées aux exigences réelles de la vie nationale, à une époque donnée et à un moment voulu. Elles ne pouvaient donc pas, par la suite, devenir une force créatrice et constructive. En violant le testament de leurs ancêtres, les pionniers du nouveau mouvement conduisirent le peuple lituanien sur une voie contraire à ses intérêts vitaux et à sa destinée.

Les promoteurs du mouvement lituanien voulaient se soustraire, d'une façon révolutionnaire, à l'influence psychique des Polonais. En admettant même, qu'ils eussent quelques raisons pour cette tentative d'émancipation, tout au moins eut-il fallu que celle-ci put s'accomplir progressivement et sans violence ; dans tous les cas ils n'avaient pas dû en venir jusqu'à la haine qu'ils ont manifestée envers la Pologne. Dans leur émulation culturelle les pionniers du nouveau mouvement auraient dû se forcer d'élever l'édifice de leur avenir national, tout en conservant néanmoins le respect et la reconnaissance dûs à une civilisation séculaire, animatrice d'une longue série de générations. Les Lituanais de formation nouvelle ont au contraire manifesté pour cette dernière une haine indicible. Mais ce n'est pas tout. La lutte culturelle a été transportée sur le terrain politique, ce qui est le comble de l'anomalie.

Le mouvement lituanien s'est engagé sur une voie anormale et ses partisans, oublieux de la solidarité incontestable des deux peuples frères, se sont mis à considérer pour un ennemi le peuple polonais, uni au peuple lituanien, par les liens si solides du passé.

Toutefois, l'attitude hostile de la Lituanie à l'égard de la Pologne ne pouvait pas naître spontanément, sans qu'on sût pourquoi. Ses origines sont plus profondes qu'on pourrait le supposer. Afin de comprendre les véritables tendances du mouvement néo-lituanien, il nous semble indispensable d'étudier les circonstances qui ont accompagné sa naissance et mettre en évidence les conditions dans lesquelles s'est développé le processus qui traça un trait sur le passé.

---

(1) LADISLAS POMIAN. — La Pologne et la Lituanie. Tiré du « Przegląd Polityczny », Varsovie 1925, p. 15 (en polonais).

Le séparatisme lituanien, et c'est justement ce que nous voulons démontrer fut, en grande partie, le produit de la politique du gouvernement russe qui, tendant à fondre la Lituanie avec le reste de l'Empire, et se rendant compte qu'elle était exclusivement soumise aux influences de la Pologne, eut recours à plusieurs moyens pour couronner son œuvre. A l'aide des agents tsaristes et d'une littérature complaisante, on répandait des informations fausses et tendancieuses à l'égard de la Pologne, en prétendant que la classe paysanne y avait été opprimée. On usait de représailles à l'égard de la culture polonaise ainsi que des éléments polonais et lituaniens, à l'aide d'ordonnances et de lois draconiennes. On opposait aux influences polonaises le mouvement lituanien naissant qui, étant donné son faible champ d'action, ne provoquait pas d'appréhensions parmi les autorités russes.

Toutes ces mesures qui ne visaient qu'un seul but, savoir la russification du pays, eurent pour résultat d'imprégner de l'esprit russe, en le rendant hostile à la nation polonaise, le mouvement néo-lituanien dont les chefs après avoir été d'une façon artificielle soustraits aux influences polonaises, furent entièrement soumis à celles de Moscou.

La Russie, comme, d'ailleurs, aussi les autres Etats qui s'étaient partagé les territoires de la République de Pologne, usait de tous les moyens, pour représenter la Pologne, comme un pays d'oppression pour son propre peuple et les nationalités qui étaient unies à elle. C'est avant tout à la bureaucratie russe qu'en incombe la responsabilité. Aussi bien dans leur propagande verbale, que dans leurs écrits, les fonctionnaires du gouvernement tsariste exprimaient l'opinion que la Pologne était un pays où « les seigneurs » pouvaient tout se permettre, alors que les paysans menaient une existence minable, plongés dans la misère et soumis aux pires traitements. Ils s'efforçaient d'inculquer, par tous les moyens, l'opinion que la Pologne n'avait jamais pu être autre chose qu'un pays d'asservissement et d'esclavage et de représenter tous les efforts tendant à reconquérir l'indépendance polonaise (insurrections de 1794-1830 et 1863) comme le désir de la noblesse de soumettre à son joug les larges masses paysannes (1).

Il était facile de propager impunément de semblables calomnies et de pareilles erreurs historiques parmi les masses incultes du peuple, étant donné que la censure exercée impitoyablement sur la presse par le gouvernement russe ne permettait pas aux écri-

---

(1) Voir Joseph SOROKOWICZ. — La Pologne, la Lituanie et la Ruthénie Blanche, 1919 (en polonais).

vains polonais de redresser ces opinions erronées. Le peuple, privé d'instruction, et ignorant l'histoire, pouvait supposer que le servage avait existé uniquement en Pologne, alors que dans les autres pays l'asservissement des paysans était inconnu et que la noblesse n'y possédait pas de privilèges.

Ce n'est pas ici le lieu de démentir les arguments dont usait la propagande moscovite. Rappelons seulement que la République de Pologne était un des états de l'Europe où le progrès était le plus avancé, par rapport aux autres pays, aussi bien dans l'ordre social, que dans l'organisation politique. Le régime était, en principe, républicain tout en admettant l'existence du pouvoir royal. La Pologne était un pays où régnait la plus grande tolérance. Les Juifs, les Mahométans et les Protestants pouvaient librement pratiquer leur culte, sous la tutelle des lois polonaises. La Constitution du 3 mai 1791 avait placé les bourgeois sur un pied d'égalité avec la noblesse. Elle avait également décrété une série de changements radicaux dans la situation des paysans (1).

Il ne faut pas oublier que ce fut la crainte des réformes démocratiques introduites dans la Pologne voisine qui amena le gouvernement tsariste à s'entendre avec Berlin et Vienne pour la perte de la République de Pologne, que l'on dépouilla de tout, en ne lui permettant pas de réaliser de changements dans sa législation sociale.

Le Gouvernement de l'empire russe, où l'esclavage personnel du « moujik » se maintint jusqu'en 1858, ne permettait pas de faire mention des nombreux mémoires qui étaient envoyés de Pologne à Saint-Petersbourg, en réclamant la libération des paysans, en Pologne et en Lituanie. Il laissait également ignorer les fréquents accords conclus par les propriétaires fonciers avec les communes rurales. D'ailleurs, la noblesse polonaise, en Lituanie, avait convoqué, en 1817, un congrès qui décréta l'abolition du servage. Tout cela n'empêcha pas le gouvernement russe de proclamer, quelque temps après, que « le tsar avait libéré le peuple lituanien, en dépit des efforts des seigneurs polonais » et de propager systématiquement l'idée que la Pologne était le champion de la réaction et du servage, qu'elle s'opposait à tout élargissement des droits du peuple (2).

---

(2) NIEWENGLOWSKI. — Les idées politiques et l'esprit public à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Constitution du 3 mai. Paris, 1901.

(2) En ce qui concerne la situation des paysans lituaniens, voir l'ouvrage de Leliwa : la situation du peuple lituanien dans l'Etat russe, ЧАМОКИНЕ, St-Petersbourg, 1896. Comparez A. KASTELANSKY : les formes du mouvement nationaliste dans les états contemporains. Saint-Petersbourg, 1910 (en russe).

Si, encore, ces insinuations calomnieuses n'avaient eu uniquement pour effet que d'induire en erreur l'opinion publique de la Russie proprement dite, cela n'aurait eu rien d'inquiétant, car que pouvait importer ce que pensait à ce sujet le pays des environs de Moscou ou de Kazan ? Malheureusement, la manière fallacieuse de présenter les choses, pénétrait astucieusement dans les esprits des paysans des territoires polonais, se propageait en Lituanie et en Ruthénie Blanche, en suscitant l'hostilité des masses populaires, d'une part, envers les propriétaires fonciers et, de l'autre, celle des paysans lituaniens ou blanc-ruthènes envers tout ce qui était polonais.

Les autorités russes causèrent un tort énorme aux deux peuples frères, car, ce n'est qu'en pleine conformité avec l'alliance « de libres avec libres, d'égaux avec égaux » que ces peuples pouvaient trouver des bases stables pour leur existence commune. Or, les menées russes réussirent à réaliser le contraire. On opposa à l'idée de liberté celle de la prétendue terreur polonaise, et à celle de l'égalité, l'existence de deux tendances nettement adverses, la tendance paysanne et celle de la noblesse. Si l'on considère qu'en Lituanie, les Polonais constituent une majorité importante parmi les propriétaires fonciers, on comprendra facilement que les masses du peuple lituanien, en faisant crédit à la propagande russe, pouvaient ne pas être animées de sentiments très tendres à l'égard des polonais, propriétaires fonciers.

Toutefois, les efforts du tsarisme ne réussirent pas, antérieurement à l'insurrection de 1863, à insuffler des tendances séparatistes au peuple lituanien et à faire naître en lui des sentiments hostiles à l'égard des Polonais. Un facteur puissant ne cessait de déjouer tous les efforts déployés dans ce sens. Ce facteur, c'était la forte influence que l'esprit polonais exerçait sur le peuple lituanien qui, dans son for intérieur, se tenait pour polonais. Antérieurement à l'insurrection de 1863, comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, les classes intellectuelles lituaniennes, entièrement élevées dans l'ambiance de la culture polonaise, n'avaient de distincte que la langue. Quant aux sphères paysannes, elles vivaient dans le rayonnement de la communauté politique et nationale avec la Pologne,

Ce facteur empêchait, d'une part, la russification immédiate du pays et, de l'autre il s'opposait aux efforts de la politique russe tendant à ce but par la propagation parmi le peuple lituanien d'idées antipolonaises. C'est pour cette raison qu'afin d'affaiblir « ces influences néfastes » de la Pologne sur le peuple lituanien » on déclara directement la guerre aux éléments polonais et on s'efforça

de soustraire les masses du peuple lituanien à l'action de la culture polonaise, en élevant, dans un esprit entièrement russe, les dirigeants du mouvement lituanien.

La lutte du gouvernement contre l'élément polonais en Lituanie s'étendit à toutes les manifestations de la vie. On supprime, en 1863, les diétines provinciales de la noblesse. Par un oukase rendu en 1687, les Polonais furent exclus des fonctions de maréchaux de la noblesse, aussi bien pour les districts que dans les provinces (gouvernements). La loi du 22 mai ferma aux Polonais tout accès aux fonctions publiques. En connexion avec cet ostracisme, dans la vie politique et sociale, des lois spéciales d'exception vinrent porter de graves atteintes à la propriété polonaise. En vertu de la loi du 10 décembre 1865, il fut interdit aux personnes « d'origine polonaise » d'acquérir des terres en Lituanie et en Ruthénie.

Une circulaire du comte Mouraviev, en date du 23 juillet 1866, prescrivait la destruction des caractères polonais, dans les imprimeries, comme mesure indispensable pour « enlever au pays son coloris polonais ». Une autre circulaire, en date du 26 juillet 1866, limitait le commerce des livres polonais aux librairies existant dans les villes plus importantes et cela, à condition qu'elles fassent également le commerce de livres allemands et français. Il faut ajouter à cela que la commission créée, à cette époque, pour contrôler le commerce des livres polonais jugea utile de recommander qu'on ne délivrât pas d'autorisations pour ce commerce aux catholiques, ainsi qu'il soit interdit de tenir des livres et des journaux polonais dans les cafés, les restaurants, les bibliothèques des chemins de fer et autres endroits publics.

Toute trace de polonisme fut effacée de l'enseignement. On destitua impitoyablement les instituteurs polonais. Afin de leur substituer des maîtres russes, le gouvernement les gratifia de nombreux privilèges en Lituanie et en Ruthénie. A partir de 1857, furent fermées toutes les écoles paroissiales et populaires fondées par des propriétaires fonciers. Et comme on manquait de professeurs russes, on se tira d'affaire, en fermant un grand nombre de gymnases, d'instituts de noblesse et d'écoles professionnelles. Le polonais, proscrit dans les conversations, l'était à plus forte raison dans les leçons. On le bannit même de l'école élémentaire, par l'ordonnance du 22 mars 1863 (1).

---

(1) Charles LUTOSTANSKI. — Les partages de la Pologne et la lutte pour l'Indépendance. Paris, MCMXVIII. Tome I.

Toutes ces mesures avaient une influence néfaste sur le développement culturel et économique du pays. Il avait par cela même une influence pernicieuse sur les couches profondes de la population. L'affaiblissement de l'élément polonais et de la culture polonaise amoindrit de ce fait son influence sur le peuple lituanien en général. Les autorités russes allèrent pourtant encore plus loin. Encore en 1854, il fut prescrit d'isoler, dans les établissements d'instruction publique, la jeunesse lituanienne de la jeunesse polonaise, afin d'éviter l'assimilation de la première par la seconde. Quelques années plus tard, en 1862, l'inspecteur d'Académie de la circonscription de Wilno, Chirinsky-Chakhmatov, proposait à ses supérieurs de renforcer la nationalité lithuanienne qu'il ne jugeait pas hostile au gouvernement.

L'ordonnance n° 141, en date du 13 septembre 1865, interdit emploi pour tous les imprimés lituaniens, sans exception, des caractères latins reconnus pour être spécifiquement polonais. Cette mesure visait principalement les influences polonaises, étant donné que les autorités russes se rendaient parfaitement compte que tout le mouvement littéraire en Lituanie qui avait pris, les derniers temps, des proportions assez importantes, était uniquement représenté par la noblesse et le clergé, élevés sous l'influence des traditions politiques polonaises.

La question lituanienne, utilisée comme arme dans la lutte contre le polonisme, est mise, tout particulièrement, en évidence, à cette époque. L'exemple en est fourni par l'article de Gilferding, un des principaux auteurs de l'interdiction des caractères latins, article intitulé : « Quelques remarques sur le peuple lituanien et samogitien » (1).

L'auteur y préconise le besoin de libérer le peuple lituanien des influences polonaises et représente l'importance de l'instruction pour les Lituaniens. Un autre russificateur ardent, Mikouline, s'apitoyait sur la pénurie d'instituteurs russes pour la Lituanie. « Le séminaire orthodoxe lituanien, écrivait-il, fournit des instituteurs pour les écoles blanc-ruthènes, mais il ne peut servir pour la Samogitie » (2).

Un fonctionnaire supérieur de la circonscription académique de Wilno, Koulich, proposait d'introduire dans toutes les écoles

---

(1) Article de Gilferding dans le supplément à l'Invalide Russe. N° 25, 1864 (en russe).

(2) STUDNICKI. — L'Etat lituanien contemporain. Varsovie, 1922, p. 8 (en polonais).

du gouvernement de Kovno, où elle était plus répandue, l'enseignement de la langue lituanienne, mais à condition qu'elle fût matière obligatoire pour les Russes et les Lituanien et que son enseignement aux Polonais fût interdit, étant donné que la connaissance du lituanien par ces derniers était capable de renforcer les influences polonaises parmi les Lituanien. Ces exemples montrent quels étaient les motifs des mesures prises par les autorités russes.

Il y a lieu de noter un fait caractéristique. Alors que l'oukase du 13 septembre 1865 interdisait l'emploi des caractères latins pour les imprimés lituanien, l'oukase du tsar Alexandre II, en date du 25-VIII-1886 favorise, d'une façon évidente, l'élément lituanien. En vertu de cet oukase, les enfants des paysans lituanien bénéficient d'une série de privilèges. Un lycée destiné spécialement aux Lituanien fut fondé à Mariampol ainsi qu'une école normale pour instituteurs primaires. Les droits de cité sont garantis à la langue lituanienne, dans la province de Suvalki. De nombreuses bourses sont créées, dans les Universités de l'Etat, pour les étudiants lituanien. La langue polonaise fut, en outre, complètement bannie des écoles lituanien et remplacée par le russe.

De cette façon, la jeunesse lituanienne recevait l'enseignement donné dans les écoles primaires et secondaires pour la plupart par des maîtres russes. A la sortie de ces écoles, elle se rendait dans les universités russes. Là, elle s'adonne à la lecture de la littérature russe, se pénètre de son esprit, adopte des idées et des tendances issues d'un milieu complètement étranger et se base, par la suite, sur ces idées et ses tendances dans la manifestation de ses aspirations nationales. Ce n'est plus à Wilno, Varsovie ou Cracovie, comme ce fut le cas jadis, qu'elle puise les éléments de son développement intellectuel, c'est à Moscou et à Saint-Petersbourg qu'elle va les chercher. Aussi, est-ce dans ces villes que la jeunesse universitaire pose les bases du mouvement néo-lituanien. Déjà vers 1870, le célèbre publiciste et politicien russe, Katkov, avait remarqué certains groupements se différencier, parmi les étudiants de l'Université de Moscou et s'exprimait d'accorder son entière protection à ce mouvement.

Sous prétexte de favoriser la langue lituanienne ainsi que le mouvement national lituanien, le gouvernement russe désirait gagner les sympathies des Lituanien, uniquement, afin de les opposer aux Polonais, mais, en réalité, le peuple lituanien était non moins durement persécuté que le peuple polonais.

Malgré cela, les intellectuels lituanien, au lieu de rechercher

l'aide et l'appui de l'élément polonais, afin d'étudier et de créer ensemble une base de défense contre l'ennemi commun, continuaient à suivre le mouvement polonophobe imposé par la Russie et adoptaient une attitude franchement russophile. « Il se faisait entendre des voix lituaniennes qui lançaient l'anathème sur tout ce qui était polonais, en prétendant que l'intérêt du développement lituanien exigeait que l'on se rapprochât de la littérature et de la culture russes, au lieu de s'adresser pour cela à la Pologne » (1).

Un historien de la littérature lituanienne, le professeur Michel Birzyszka, en dernier lieu recteur de l'Université de Kovno, caractérise de la façon suivante l'influence néfaste qu'avait sur la jeunesse lituanienne, la tutelle russe «... cette façon de favoriser, au début, la langue lituanienne, dans les écoles primaires et secondaires, voire même supérieures, ainsi que de leur inculquer des opinions polonophobes, avait pénétré du venin de la haine, envers les Polonais, beaucoup de jeunes lituaniens. Déjà, sous le toit paternel, ils s'étaient habitués à identifier l'idée de « seigneur » avec celle de « polonais ». Arrivés à l'école, ils envisageaient avec cette méfiance qui est propre aux fils de paysans les fils des « seigneurs » qui les traitaient de haut. Tout cela avait pour conséquence de creuser, entre eux et la jeunesse polonaise, un abîme qui ne faisait que devenir plus profond dans les Universités. » (2)

En prenant en considération ce que nous venons d'exposer dans le présent chapitre, on peut, sans hésiter, affirmer que l'esprit de séparatisme fut imposé au peuple lituanien par la politique contraire à tout esprit civilisateur des autorités russes. Tous les observateurs impartiaux sont également d'accord pour reconnaître que la haine des Lituaniens envers les Polonais est un phénomène artificiel privé de toutes bases sérieuses. Par ailleurs, si la Russie n'exploita pas entièrement en sa faveur les aspirations des Lituaniens à une renaissance nationale et ne réussit pas à les retourner en masse contre les Polonais, c'est uniquement pour cette simple raison qu'au dessus du désir de brouiller entre eux deux peuples frères planait l'idée de faire de la Lituanie une province essentiellement russe. Cette circonstance interdisait à la Russie de soutenir pleinement l'œuvre régénératrice de la jeune Litua-

---

(1) Le Dr Alexandre BRUKNER. — Les Polonais et les Lituaniens, etc..., Les rapports historiques entre la Pologne et la Lituanie, p. 391 (en polonais).

(2) Le prof. BIRZYSZKA. — Résumé de l'histoire de la littérature lituanienne. Wilno, 1919.

nie. Mais ce que la Russie ne fut pas en état d'accomplir fut réalisé par les Allemands, au cours de leur occupation de la Lituanie.

\*  
\* \*

Privés de la possibilité de publier des journaux à eux, à la suite de l'interdiction d'user des caractères latins, les intellectuels lituaniens émettent, au début, leurs opinions uniquement dans la presse russe ou dans des feuilles éphémères. Il y a lieu de noter que dès le début de leur entrée en lice, les dirigeants lituaniens, entièrement sous l'influence russe, commencent à colporter les racontars sur la prétendue oppression des paysans lituaniens par les Polonais. En plus, les Lituaniens s'efforcent de démontrer que leur mouvement national n'a rien de commun avec le mouvement national polonais, qu'il lui est même hostile.

Plus digne d'attention est l'activité déployée par les maisons d'édition lituaniennes en territoire prussien (1), et tout particulièrement à Ragnit et à Tilsitt. Faible au début, ce mouvement fut, dans la suite, encouragé par l'Allemagne qui y voyait un moyen de combattre le polonisme et de susciter des troubles dans les provinces avoisinant la frontière.

Des imprimés de tout genre franchissaient, en fraude, la frontière russe et étaient ensuite répandus clandestinement sur tout le territoire habité par des Lituaniens. Cette propagande contribua, en grande partie, à réveiller et à renforcer le mouvement lituanien à peine naissant.

En 1883, un groupe d'étudiants lituaniens, de l'Université de Moscou, ayant à sa tête « le père de la renaissance lituanienne » Bassanovicz (2) fonda à Ragnit une publication mensuelle *Auszra* (l'Aurore) qui, dans la suite, fut transportée à Tilsitt. Bien qu'elle ne parut que pendant trois ans à peine, cette revue eut une grande influence sur toute la Lituanie dont la population, avide depuis longtemps de la parole imprimée, se mit à absorber avec empressement toutes les publications de ce genre. Contrairement aux publications existant jusque là qui avaient un caractère confessionnel par excellence, la revue *Auszra* était la seule à situer la question lituanienne sur un terrain plus large (3).

---

(1) Michel ROMER. — Les Lituaniens, dans la Prusse Ducale, Lwow, 1908 (en polonais).

(2) Jean PELISSIER. — Les principaux artisans de la renaissance lituanienne. Lausanne, 1918.

(3) L. WASILEWSKI. — La Lituanie et ses peuples, p. 46 en (polonais).

Quelques années plus tard, paraît, à Tilsitt, un nouvel organe *Szviiesa* (La Lumière) dirigé par des prêtres lituaniens qui s'efforçaient de soumettre à leur influence le mouvement national qui venait de s'éveiller.

En 1889, fait son apparition, également à Tilsitt, une revue mensuelle *Varpas* (La Cloche). Une année plus tard, c'est le tour du périodique *Ukinikas* (Le Cultivateur) destiné à l'usage de la population des campagnes ainsi que d'une publication catholique *Zemaïcziu ir Lietuvos Apzvalga* (Revue Samogitienne et Lituanienne). En 1896, commence à paraître le *Tėvynes Sargos* (Le Gardien de la Patrie), enfin, en 1901, le *Nanjiens*.

En dehors des périodiques ci-dessus indiqués, il paraissait encore, en Lituanie Prussienne, une série de brochures, et, d'autre part, le mouvement d'éditions lituaniennes se développait en Amérique, d'où toutes sortes de publications pénétraient en Lituanie.

Toutes ces publications réclament la reconnaissance du caractère distinct de la population lituanienne et de son droit à se développer indépendamment. Toutefois, autant étaient justifiées et capables de se réaliser les aspirations lituaniennes à l'indépendance, autant les incursions antipolonoises, si violentes, tout particulièrement, dans la revue *Ausra* étaient des actes injustes qui jetaient une sombre tache sur le mouvement lituanien de cette époque.

Les collaborateurs de ces périodiques et les auteurs de ces nombreuses brochures de propagande, imprégnées d'influences russes ou allemandes firent dévier le mouvement national sur des voies impropres et il est inutile de s'attacher plus longtemps à démontrer que la production littéraire lituanienne, qui se développait en territoire prussien, était entièrement étrangère à la renaissance du peuple lituanien élevé jusqu'en 1863 dans des idées complètement autres.

Toutefois, avant que les influences des chefs du mouvement lituanien aient pénétré dans les masses populaires, les frottements, qui avaient lieu entre Polonais et Lituaniens et dont la première apparition remonte à la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, se produisaient exclusivement, sur un champ étroit, entre les intellectuels polonais et une classe tout à fait spéciale d'intellectuels lituaniens issus du peuple. Les larges masses de la population entrèrent en jeu plus tard (1).

---

(1) Lad. WIELBORSKI. — Les conditions d'existence de la population polonaise dans l'Etat Lituanien. Wilno, 1925.

L'interdiction d'imprimer le lituanien en caractères latins était un obstacle au développement de l'intensité de l'agitation parmi les masses de la population lituanienne. Désireux d'obtenir l'abrogation de cette interdiction, les intellectuels lituaniens faisaient des démarches auprès des autorités russes, soit directement, soit par l'intermédiaire de la presse. Ajoutons qu'ici encore, ils ne laissaient passer aucune occasion de mettre en branle leur politique antipolonaise. Citons à cette occasion, l'exemple d'une des nombreuses démarches dirigées par ces milieux contre la Pologne. Il s'agit du mémoire remis, en 1884, au général gouverneur de Varsovie, Hourko, par l'ex-rédacteur de *l'Auszra*, Szulpas. Selon ce mémoire, les considérations suivantes plaident en faveur de la levée de l'interdiction qui pesait encore sur la presse lituanienne locale :

a) le besoin de fournir des informations vraies et non déformées par les Polonais, ainsi que de communiquer les décisions gouvernementales ;

b) la fusion morale avec la Russie et la lutte contre l'hostilité alimentée, par les Polonais, contre cette dernière ne sont possibles que lorsque existera une presse lituanienne locale ;

c) la presse lituanienne contribuera à affaiblir le prestige de la Pologne en Lituanie ;

d) elle déplacera les aspirations et contribuera à détacher la classe intellectuelle de la Pologne ; lorsque sera créée une association lituano-russe pour la propagation des livres parmi le peuple, on obtiendra la possibilité de le détacher de la Pologne ;

e) la presse lituanienne provoquera la déchéance morale de la Pologne qui se verra enlever, non seulement les territoires lituaniens, mais aussi leur littérature. Lorsque les Lituaniens se seront assimilés des auteurs de la taille de Mickiewicz, Kraszewski, Kondratowicz et autres, la valeur de la Pologne diminuera sensiblement aussi bien à ses yeux personnels, qu'à ceux de l'étranger.

En outre, d'après le même mémoire, les motifs suivants plaident en faveur du retour aux caractères latins. Les superstitions nationales et l'hostilité envers les Russes inculquées par les Polonais portent les Lituaniens à considérer les caractères russes pour des instruments de la religion orthodoxe. Les Polonais répandent, sous l'aspect de livres de messe, des écrits qui raillent la Russie, son trône, le clergé, et, en général, tout ce qu'elle a de sacré, etc. (1).

Il suffit de jeter un coup d'œil sur le texte de ce mémoire pour s'assurer que les efforts de l'influence « civilisatrice » des autorités russes, sur les pionniers du mouvement lituanien, ne furent pas vains.

---

(1) LÉON WASILEWSKI. — La Lituanie et la Ruthénie Blanche, p. 88. (en polonais).

Les années 1904 et 1905 sont marquées par un rebondissement subit du mouvement lituanien occasionné par la guerre japonaise et les soubresauts révolutionnaires. En 1904, satisfaction est donnée à quelques-unes des réclamations lituaniennes. On restitue, aux publications en langue lituanienne, le droit d'user de caractères latins, à la suite de quoi le mouvement littéraire se transporte sur les territoires de la Grande Lituanie, après avoir abandonné le sol de la Prusse. A partir de ce moment, les sphères intellectuelles lituaniennes développent, sur une plus large échelle, leur activité séparatiste. Le point culminant de l'histoire du mouvement lituanien fut l'assemblée dénommée « Congrès National » qui fut convoquée à Wilno, au mois de novembre 1905 et à laquelle prirent part tous les partis politiques du pays, ainsi que des délégations des colonies lituaniennes en Russie et en Prusse. En dehors d'autres desiderata, « le Congrès » met à l'ordre du jour la question de l'autonomie de la Lituanie, dans les limites de la Russie, avec une Diète siégeant à Wilno.

Il faut noter que le mouvement lituanien est empreint d'impérialisme. Le mémoire présenté, en novembre 1905, au comte Witte, par les politiciens lituaniens, dévoile leurs tendances. Voici un des principaux passages de ce mémoire : « Les Lituaniens estiment que le territoire habité par eux depuis de longs siècles comprend les départements de Wilno, Kovno, Grodno, une partie de la Courlande et le département de Suvalki rattaché au Royaume de Pologne depuis le Congrès de Vienne. Les Lituaniens considèrent que ces territoires leur appartiennent au point de vue ethnographique et que, en dehors des Lituaniens, tous les autres habitants de ce pays — Polonais, Juifs, Russes — sont des intrus, y établis beaucoup plus tard » (1).

Les prétentions territoriales que renferme cette partie du mémoire et qui, d'ailleurs, furent confirmées par le Congrès National Lituanien, ne reposent sur rien. Elles sont même risibles. Le mémoire considère comme territoire lituanien le gouvernement de Grodno où il n'y a presque pas de Lituaniens et réclame le rattachement à la Lituanie autonome du gouvernement de Wilno dans lequel les Lituaniens ne constituent que 8 % de la population. Il étend ses prétentions sur tout le gouvernement de Suvalki, cinq districts duquel sont peuplés de Lituaniens et deux exclusivement de Polonais.

---

(1) *Journal Officiel*, 1905. Mémorandum des partis lithuaniens. (Pravitsel'svennyi Vestnik).

A la suite du mouvement libéral qui s'empara de toute la Russie, le gouvernement favorise, pendant un certain temps, l'élément lituanien. L'oukase du 17 octobre 1905 autorise officiellement l'emploi de la langue lituanienne dans l'Administration et dans les écoles. Les Lituniens reçoivent le droit de liberté de réunions, d'associations. Toutes les persécutions religieuses sont abolies. Le général-gouverneur de Wilno adresse même un manifeste au peuple lituanien, en l'assurant de l'attitude loyale, à son égard, des autorités russes et en promettant de soumettre les revendications lituniennes à la Douma d'Empire.

Les Lituniens réussirent à mettre en vigueur certaines des décisions du Congrès de Wilno. On rappela, de certaines écoles lituniennes, les instituteurs russes, on remplaça l'administration communale, nommée d'office par les autorités russes, par des personnes élues du sein de la population locale, on ferma les boutiques du monopole sur l'alcool, etc... Toutefois, le reflux des vagues révolutionnaires ne tarda pas à arrêter, dans son essor, le mouvement lituanien qui s'était si rapidement animé. Il entre alors dans une autre étape, et s'adonne, notamment, à inculquer au peuple le sentiment de son indépendance nationale, en passant petit à petit de l'étroite plate-forme, sur laquelle il opérait jusqu'à, à une activité plus large, au sein des masses populaires.

A partir des dernières années du xix<sup>e</sup> siècle, un nouveau facteur, le clergé, commence à prendre le dessus, dans le mouvement lituanien. Il joue un rôle important représentant, à ce moment, la partie la plus forte, au point de vue numérique, de la classe intellectuelle lituanienne. Il s'empare des postes dirigeants et des situations influentes, en s'efforçant de s'imposer à toute la population lituanienne. Cet élément se plaça sur le terrain d'une lutte implacable contre le polonisme. Il introduisit cette lutte dans les églises, en faisant de la politique du haut de la chaire. Des différends très aigus surgirent, dans presque tous les diocèses, au sujet de la langue à employer dans les cérémonies désignées sous le nom de supplémentaires (cantiques, récitation du chapelet, etc.). On vit apparaître, en scène, tous les symptômes d'une lutte entre nationalités, lutte à laquelle prenaient part des agitateurs fanatiques et des foules fanatisées se trouvant les uns et les autres à un degré très bas de développement culturel. En ce qui concerne, notamment, le niveau intellectuel du clergé, dans les degrés inférieurs de la hiérarchie ecclésiastique, il était, dans la plupart des cas, dans un état déplorable. Il ne faut pas oublier que le désir le plus cher de tout paysan lituanien plus aisé était d'avoir un prêtre dans la famille. Aussi le père élevait-il, pendant quatre ans, son fils au lycée, puis

l'envoyait-il ensuite pour quelques années à peine au séminaire où il devait recevoir la préparation nécessaire à sa profession de prêtre. Rien d'étonnant que ce clergé, trop peu instruit, et souvent sans vocation, n'ait pu être à la hauteur de son devoir, et, en s'écartant de sa destination, ait exercé une influence pernicieuse sur le peuple, en l'excitant contre les « antagonistes » polonais.

Grâce à l'énorme influence qu'ils avaient sur leurs paroissiens, les prêtres menaient campagne dans les villages, contre les propriétaires fonciers et le polonisme. D'autre part, les intellectuels en accommodant l'histoire aux besoins de leur propagande, représentaient la Lituanie, comme un pays qui fut sans cesse exploité par la Pologne depuis l'union des deux nations. Ce fut la bande de territoire s'étendant entre Wilno et Kovno, laquelle est habitée par une population extrêmement disparate, au point de vue linguistique, qui devint le terrain de la lutte pour le polonisme. C'est là, que, vers la fin du xix<sup>e</sup> siècle se croisèrent deux mouvements opposés : la naissance d'une idée nationale dans les larges masses du peuple lituanien et la cristallisation, pour ainsi dire, du sentiment polonais. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, les masses populaires que rien ne séparait jusque là, étant donné que la diversité des langues n'était pas un élément de scission dans l'uniformité de l'organisation intérieure, ces masses populaires commencèrent à se scinder en deux nationalités. Ceux qui avaient jusque là employé la langue lituanienne commencèrent à se considérer comme Lituaniens, et ceux dont la langue usuelle était le polonais se déclarèrent Polonais.

Il faut, toutefois, remarquer qu'encore jusqu'au moment de la constitution de l'Etat lituanien, les masses populaires lituaniennes n'étaient pas entièrement pénétrées de haine contre la Pologne. Voilà ce que dit, à ce sujet, le professeur Henri Grappin : « La polonophobie est devenue le mot d'ordre du nationalisme lituanien, dont les représentants se trouvent surtout dans le clergé. Elle n'a pas encore réussi, malgré une propagande active, à pénétrer fortement les masses lituaniennes » (1).

La communauté d'épreuves les avait rapprochées des polonais et il n'était pas facile aux chefs du mouvement lituanien de séparer, dans un court espace de temps, ce que l'histoire avait uni.

---

(1) HENRI GRAPPIN, *Pologne et Lituanie*, Paris, 1919, p. 15.



La renaissance d'un peuple est, en principe, un phénomène sain et naturel. Aussi personne n'aurait-il songé à lui opposer des appréhensions spéciales, s'il n'y avait eu des circonstances de formation secondaire qui accompagnèrent le mouvement lituanien dès que fut née la question lituano-polonaise. Ces circonstances, reste des influences exercées par la Russie, furent cause que l'émulation culturelle des Lituaniens envers les Polonais dégénéra en lutte sans merci contre le polonisme. Cette émulation de deux cultures, de la culture lituanienne naissante et de la culture polonaise, que les Lituaniens tenaient, à la suite des calomnies lancées par les Russes, pour « impérialiste », ne prit pas la voie qui lui était propre, mais revêtit le caractère d'un antagonisme aigu transplanté du domaine culturel sur le terrain politique. Il faut noter que même les plus libéraux des hommes politiques lituaniens sont animés de malveillance à l'égard de la culture polonaise et considèrent l'émulation culturelle comme la genèse du conflit entre la Pologne et la Lituanie (1).

S'il y a lieu de constater que la lutte déclanchée en Lituanie contre les influences culturelles polonaises a eu, à un certain moment, un caractère spontané, étant un phénomène inévitable au point de vue historique qui se produisit sous l'influence, évidemment assez retardée, des aspirations nationales des autres pays de l'Europe, il faut cependant reconnaître que les dimensions que cette lutte prit, dans ses attaques, contre la culture polonaise, de même que la haine dont fait preuve la majorité des dirigeants du

---

(1) Un des hommes politiques et des publicistes lituaniens les plus éminents, sous réserve de ne juger qu'objectivement l'état des choses, a exposé cette question de la façon suivante : « En laissant de côté les raisons d'ordre social, il faut chercher la cause principale du différend lituano-polonais dans la rivalisation des deux cultures, de deux organisations psychiques celle des paysans que l'on dénomme aujourd'hui « démocratique » avec différentes additions, et celle des seigneurs (elle porte aujourd'hui le nom « d'impérialiste »). Autrement dit, c'est le « bauervolk » dressé contre le « herrenvolk ». Il est difficile d'accorder les traditions historiques du seigneur avec celles de l'esclave qui aujourd'hui est en train de s'émanciper... Le peuple lituanien est un peuple paysan jusqu'à la moelle... Le peuple polonais (en dépit de ses apparences démocratiques) est encore aujourd'hui dirigé par les héritiers des traditions seigneuriales. Les chefs sont des fils de nobles, sinon de grande souche, tout au moins issus de la petite gent nobiliaire... » Joseph ALBIN HERFACZEWSKI. *La Lituanie et la Pologne*. Wilno, 1921, p. 9.

mouvement lituanien puisent indiscutablement leur origine dans des influences étrangères. La lutte contre le polonisme est menée du côté lituanien avec un tel acharnement que la Lituanie a consenti à ce que fussent effacés cinq siècles de son histoire. La crainte des influences assimilatrices du côté de la Pologne ne faisait que rendre cette lutte plus âpre encore.

Possédant une civilisation qui en était encore à ses débuts, la classe intellectuelle lituanienne était obligée, pour pouvoir s'opposer à la culture polonaise, de chercher des forces pour son développement ultérieur, soit dans des légendes païennes depuis longtemps assoupies, soit dans des réserves culturelles auxquelles le peuple lituanien était jusqu'ici entièrement étranger dans les mentalités et les milieux ennemis des peuples russe et allemand.

Privé de ces influences étrangères, le mouvement lituanien n'aurait pas pris un aspect d'antagonisme si aigu envers le polonisme. C'est en majeure partie la faute de ces influences si les Lituaniens de jadis et ceux du groupement constitué actuellement forment deux nationalités différentes unies uniquement par leur caractère anthropologique commun.

Il y eut toutefois encore d'autres facteurs qui entrèrent en jeu. On ne peut pas les passer sous silence.

Il faut mentionner, en première ligne, l'aveugle acharnement des néophytes nationaux qui allèrent au delà de l'excuse que pouvaient leur fournir les circonstances. Si l'ambiance a, en principe, une forte influence sur l'homme, il n'est pourtant pas un manequin ne possédant pas d'idées et d'opinions qui lui soient propres. Il doit toujours pouvoir être capable de fournir une certaine dose de critique personnelle. Il doit prévoir, à grande distance, les conséquences de ses actes, car la myopie est un péché mortel en politique, un péché dont les conséquences pèsent gravement sur les générations ultérieures. La politique russe ainsi que, comme nous le verrons plus loin, les projets du gouvernement allemand ont apporté aux Lituaniens des avantages momentanés.

Le gouvernement russe suscitait la conception d'une nation lituanienne, le gouvernement allemand celle d'un Etat Lituanien qu'il tenta de réaliser pendant la guerre, mais l'un aussi bien que l'autre se servaient de la question lituanienne dans leur lutte contre le polonisme. Les patriotes lituaniens ne réussirent pas à résister avec assez de force à la pensée secrète des autorités d'occupation. Au contraire, le front anti-polonais correspondait, on ne le pouvait mieux, aux sentiments des intellectuels lituaniens qui désiraient hâter l'éclosion d'une émulation culturelle ainsi que le développement plus rapide de la pensée pol

tique lituanienne en général. La conception d'une renaissance nationale ou politique de la Lituanie n'avait pas été étudiée à fond par les esprits lituaniens. Aussi les pionniers du mouvement lituanien, ne possédant pas, sous ce rapport, de plan tracé à l'avance, suivirent-ils la ligne de la moindre résistance, en se solidarisant tout simplement avec les plans russes ou allemands.

Les patriotes lituaniens ont incontestablement dépassé toute mesure. Ils se dirent que les relations avec les Polonais auraient une influence défavorable sur leur développement national et que le polonisme était, en réalité, le plus grand adversaire de l'idée nationale lituanienne. « Par conséquent, il fallait rompre net et définitivement avec le polonisme, y renoncer pour toujours et le combattre à chaque pas et par tous les moyens ». Finalement, ils lancèrent la devise : « La Lituanie aux Lituaniens ; les Polonais, en Lituanie, doivent se muer en Lituaniens. » (1).

Cela eut, pour conséquence, encore une autre fiction qui consistait à affirmer que « la population usant de la langue polonaise ou blanc-ruthène n'était pas polonaise ou blanc-ruthène, mais bien lituanienne de souche la plus pure. » Pour cette raison, il fallait, même à l'encontre de sa volonté, lui restituer sa langue maternelle. Rien d'étonnant que de semblables idées dussent plonger dans un désespoir amer les Polonais établis dans les territoires de l'ancien Grand Duché de Lituanie. Aussi refusèrent-ils leur appui au mouvement lituanien en le raillant même parfois. Cela ne devait que provoquer un redoublement de haine de la part des chefs de ce mouvement.

L'un des traits les plus caractéristiques du mouvement lituanien, dans son ultime période, est l'identification de l'idée de nationalité avec la conception du territoire. Les chefs du mouvement lituanien oublient que la Lituanie est une expression géographique, une formation historique issue de l'existence commune, au cours des siècles, de tous les peuples et de toutes les races qui s'y étaient fixés. Ils ne veulent pas reconnaître la vérité historique, en vertu de laquelle les peuples polonais et lituanien avaient trouvé des bases excellentes pour leur entente commune et leur développement. En reniant l'union politique et morale de jadis entre la Lituanie et la Pologne ainsi qu'en s'efforçant d'établir une corrélation entre le mouvement actuel et le passé et de trouver, dans ce dernier, un rapport avec leurs aspirations actuelles, les chefs du mouvement néo-lituanien se sont trouvés

---

(1) J.-M. ROZWADOWSKI. — Nous, la Ruthénie et la Lituanie. Cracovie, 1917, p. 9 (en polonais).

en présence de la nécessité d'accommoder ce passé au gré de leurs doctrines actuelles. « Transporter dans les siècles reculés toutes les idées du siècle où l'on vit, c'est des sources de l'erreur celle qui est la plus féconde » (1).

On peut enfin citer encore un autre facteur qui fit dévier le nationalisme lituanien de sa voie normale, c'est l'effet de l'antagonisme des classes sociales, étant donné que les leaders du mouvement néo-lituanien sortent, en général, des classes inférieures, restées ethnographiquement lituaniennes.

La différence des conditions sociales en Lituanie, entre les Polonais, possesseurs de la majeure partie des biens fonciers, et les Lituaniens qui cultivent eux-mêmes la terre, a incontestablement, une grande influence sur le développement de l'antagonisme des masses populaires lituaniennes envers les Polonais. Elle n'en est toutefois pas la cause. Si l'on prend par exemple la révolution de 1905 ou l'invasion bolcheviste, l'on voit que le peuple lituanien n'a jamais adopté une attitude hostile nettement décidée contre les Polonais, propriétaires fonciers. La différence de situation sociale entre les Polonais et les Lituaniens fut seulement exploitée, sous la poussée des idées socialistes, par les intellectuels qui prirent la direction du mouvement lituanien, et cela afin d'attirer les sympathies de la population rurale. La question sociale liée au mouvement nationaliste allécha une partie des paysans qui, en général, envisageaient d'un œil jaloux les terres des gros propriétaires fonciers.

Mais, prise isolément, cette idée n'explique nullement l'antagonisme lituano-polonais. Ce dernier n'est nullement dirigé contre les propriétaires fonciers exclusivement, il s'attaque à tout l'élément polonais, dans son ensemble, élément représenté d'une façon également puissante, dans toutes les classes de la Société. C'est pourquoi les différences sociales, par elles-mêmes, ne peuvent pas être prises pour un facteur expliquant cet antagonisme général.

L'opinion s'est établie, dans certains milieux, que la politique polonaise, à l'égard des Lituaniens, était marquée par des tendances « impérialistes » et qu'elle était dirigée contre le mouvement national lituanien, circonstance qui envenimerait encore davantage l'antagonisme. On a fréquemment expliqué le manque de collaboration des Polonais de Lituanie avec le mouvement lituanien par une prétendue influence des facteurs agraires sur la noblesse polonaise désireuse de conserver ses propriétés fon-

---

(1) MONTESQUIEU. — *Esprit des lois*. Liv. XXX, Chap. XL.

cières. Il sera question, dans le chapitre suivant, de l'attitude adoptée par les milieux polonais à l'égard de la question lituanienne. Nous nous bornerons ici à constater que l'accusation portée, contre les propriétaires fonciers, d'avoir, soi-disant, adopté une attitude hostile envers le peuple lituanien est foncièrement injuste. Ils se sont au contraire, activement employés à alléger le sort de ce dernier. La dernière guerre en a, une fois de plus, démontré la vérité (1).

Voilà ce qu'écrit, à ce sujet, un des écrivains politiques lituaniens : « La haute noblesse de Lituanie qui se trouvait à l'étranger, pendant cette guerre, a donné une preuve éclatante de bonne volonté, en travaillant avec les représentants de la renaissance lituanienne pour venir en aide aux compatriotes éprouvés » (2).

---

(1) Le 12 décembre 1915, fut organisé en Suisse, avec siège central à Fribourg, le « Comité général de secours pour les victimes de la guerre en Lituanie » auquel, en dehors des représentants de la renaissance lituanienne, collaborèrent également les Polonais de Lituanie.

(2) Antoine VISCONT. — La Lituanie et la guerre, p. 132.

## CHAPITRE IV

---

L'ATTITUDE DES AUTORITÉS ALLEMANDES A L'ÉGARD DE LA QUESTION POLONAISE ET LITUANIENNE. — EXTERMINATION DE L'ÉLÉMENT POLONAIS EN LITUANIE. — OPPOSITION DU MOUVEMENT BLANC-RUTHÈNE ET LITUANIEN AU POLONISME, COMME INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE CE DERNIER. — INFLUENCE DE LA POLITIQUE ALLEMANDE SUR L'ORIENTATION DU MOUVEMENT LITUANIEN. — CHANGEMENTS DANS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DE BERLIN. — NAISSANCE DE L'ÉTAT LITUANIEN. — LE CONSEIL D'ÉTAT (TARYBA) ; SON ATTITUDE A L'ÉGARD DES POLONAIS. — ACTIVITÉ DES CHEFS DU MOUVEMENT LITUANIEN, AU DELA DES FRONTIÈRES DE LA LITUANIE. — L'ÉLÉMENT POLONAIS EN LITUANIE, EN PRÉSENCE DE LA QUESTION LITUANIENNE. — ATTITUDE DE L'ÉTAT POLONAIS, A L'ÉGARD DE LA NOUVELLE LITUANIE.

Dès la déclaration de la guerre en 1914, le problème de la Pologne s'impose à la Russie et à l'Allemagne. La reconstitution de l'Etat Polonais devient une question d'actualité.

En ce qui concerne, par contre, celle d'un Etat Lituanien, la question n'avait pas été prise en considération, au moment où, par la bouche du Grand Duc Nicolas, la Russie comblait de promesses la Pologne, ni lorsque, au cours de l'occupation, l'Allemagne reconnut la formation d'un Etat polonais.

La question lituanienne n'entre en jeu que plus tard, lorsque l'Allemagne se fut rendu compte qu'il lui était impossible de faire entrer la Pologne dans son jeu et d'obtenir d'elle qu'elle levât des soldats pour fournir une armée polonaise combattant à ses côtés. Le gouvernement de Berlin commence dès lors à manifester plus d'intérêt à l'égard de la Lituanie. Alors qu'elle aurait dû faire partie de l'ensemble du problème polonais, la ques-

tion lituanienne s'en sépare d'une façon bien plus nette que cela n'avait eu lieu avant la guerre, et celle-ci terminée, elle apparaît sur le terrain international lui-même.

Les autorités allemandes d'occupation eurent une influence décisive sur le développement de la question lituanienne. Ayant en vue leur intérêt personnel, elles contribuèrent, indirectement, au développement du mouvement lituanien, orienté vers la constitution d'un Etat n'ayant aucune attache avec la Pologne. Nous verrons plus loin le rôle que joua l'Allemagne dans la constitution de l'Etat lituanien et quelle fut la voie sur laquelle elle le poussa, en le détournant de sa voie normale.

Nous essaierons ensuite de donner une caractéristique de l'opinion des autres habitants de la Lituanie historique, en ce qui concerne la question lituanienne, nous verrons, enfin, l'écho que provoqua, cette dernière, dans les milieux polonais.

Peu de temps après la déclaration de guerre, la majeure partie de l'ancienne République de Pologne, y compris les territoires lituaniens, se trouva sous l'occupation allemande. Au début de celle-ci, les Allemands attribuaient peu d'importance à la question lituanienne. Ils penchaient plutôt vers la conception de la création d'un Etat polonais, espérant obtenir son concours dans leur lutte contre les Alliés. Or, les Polonais trompèrent ces espérances. Le baron von Ropp le constatait, avec regrets, à Berlin, quelque temps après : « La Pologne avait reçu de la part de l'Allemagne une occasion exceptionnelle de régler son sort. Que lui demandait-on ? Uniquement de se ranger parmi les Puissances centrales et de se placer aux côtés des Allemands avec le demi-million de soldats dont elle disposait. Les Allemands l'y invitaient... La Pologne pouvait devenir une Puissance et la Pologne refusa (1) ».

C'est alors que le gouvernement de Berlin décide de séparer des territoires de l'Empire de Russie une partie de la Lituanie et de l'ériger en province allemande, comptant y trouver un terrain propice à la colonisation et un débouché favorable au commerce allemand. C'était ni plus ni moins que la continuation de la politique pratiquée par les Chevaliers Teutoniques rêvant de soumettre à la domination allemande tout le bassin de la mer Baltique. « Nous avons besoin d'un accroissement territorial,

---

(1) Discours prononcé par le baron von der Ropp, le 24 mars 1918, à une réunion de la Société Lituano-Allemande. *STUDNICKI, l'Etat Lituanien contemporain*, p. 23 (en polonais).

déclarait le général Ludendorff, nous le trouverons en Courlande et en Lituanie qui offrent des possibilités agricoles favorables » (1)

Pour nous, écrivait un auteur allemand, « la faible Lituanie ne saurait jamais constituer un danger ». (2)

Les sphères politiques allemandes commencent à s'occuper de la question lituanienne. Il se dégage, à ce sujet, deux courants d'opinion. L'un conseille d'amener, à l'Etat allemand, uniquement les territoires compris actuellement dans les frontières de la Lituanie de Kovno, en y adjoignant les districts occidentaux de la province de Wilno, mais sans la ville de Wilno, elle-même. L'autre préconise l'annexion de tous les territoires de l'Est, c'est-à-dire également la province de Grodno et toute la région de Wilno. C'est cette dernière opinion qui l'emporte finalement.

On comprend facilement, dans ces conditions, la raison pour laquelle les autorités allemandes autorisèrent, non seulement, dans la suite, les patriotes lituaniens à réclamer la ville de Wilno pour capitale de leur nouvel Etat, mais prêtèrent, en général, leur appui à toutes les tendances séparatistes des Lituaniens.

Il importait, pour l'Allemagne, de rendre impossible toute collaboration polono-lituanienne. Elle imposa, à cet effet, une administration d'une sévérité toute particulière (le Commandement Supérieur des territoires de l'Est, Oberbefehlshaber Ost), aux territoires qui constituaient l'objet de l'annexion projetée. On désigna, comme chef de l'administration militaire, le prince Isenburg chargé de préparer le terrain à la future transformation de ces provinces en « hinterland » allemand.

Les autorités allemandes se heurtèrent, cependant, à de sérieuses difficultés provenant de l'élément polonais de ces provinces, encore fortement et bien organisé. Elles se rendaient bien compte de l'importance du polonisme en Lituanie, comme le témoigne le rapport du chef de l'administration de Wilno, von Beckerath : « Les Polonais constituent une majorité compacte à Wilno et dans les districts environnants. Dans les autres régions, ils forment des minorités importantes. La grande propriété foncière se trouve presque entièrement entre leurs mains, est aussi polonaise la majorité du clergé, des professions libérales et du monde financier, quand ce dernier n'est pas isréalite. Mal-

---

(1) Mémoire du général LUDENDORFF, du 15 octobre 1917, annexé à la réponse du maréchal v. HINDENBURG au D<sup>r</sup> MICHAELIS, chancelier de l'Empire.

(2) D<sup>r</sup> Karl MAHRMANN. Nordeutschland in Litauen. Kolberg, 1917, p. 37.

gré toutes les vicissitudes de l'histoire, les Polonais restent en Lituanie une puissance économique et politique de premier ordre... Notre recensement de 1916 a démontré que l'importance de l'élément polonais en Lituanie est beaucoup plus considérable et que les Polonais sont seuls à y posséder des qualités politiques et créatrices vraiment remarquables ».

La population polonaise, en Lituanie, était un élément hostile aux visées de la politique allemande qui tendait à incorporer la Lituanie à l'Allemagne. Aussi, les autorités allemandes, se rendant parfaitement compte du danger qui en résultait, pour la réalisation de leurs plans, avaient-elles recours à tous les moyens d'oppression à l'égard de l'élément polonais en s'efforçant de briser sa prépondérance politique et culturelle. Comme l'atteste, dans sa suite, le même rapport de von Beckerath « le Commandant en chef à l'Est avait donné l'ordre que, dans les circonscriptions soumises à son Administration, on combattit par tous les moyens les influences polonaises, en leur opposant les autres nationalités (Lituanien, Blanc-Ruthènes et Juifs) auxquels il était prescrit d'accorder toute l'aide voulue » (1).

Les autorités allemandes se conformèrent, avec tout le dévouement voulu, aux ordres du Commandant en Chef à l'Est. Les territoires placés sous l'administration de l'Ober-Ost furent séparés de la façon la plus stricte des territoires avoisinants soumis à l'occupation allemande, et, en particulier, des provinces de l'ancien Royaume de Pologne; toute liaison avec celles-ci fut supprimée. Les autorités d'occupation s'efforçaient d'étouffer toutes les manifestations de la vie polonaise sociale et économique, laquelle avait atteint, avant la guerre, un tel degré de développement. La grosse propriété foncière qui se trouvait presque entièrement entre les mains de Polonais eut beaucoup à souffrir. Le Conseil Municipal de Wilno qui, lors des dernières élections, avait été presque exclusivement composé de Polonais (2) fut dissous. Puis, ce fut le tour de différentes associations philanthropiques et d'enseignement, comme le Comité d'Enseignement, l'Université du nom de Mickiewicz, la Société des Amis de la Science, le Comité Municipal d'assistance aux indigents et même la Société de Gymnastique « Sokol » et la Société d'a-

---

(1) Rapport secret de von BECKERATH envoyé de Wilno le 3 janvier 1917 à Ludendorff.

(2) Le Conseil Municipal de Wilno se composait de 59 Polonais, 9 Russes, 7 Juifs et 1 Lituanien.

virus qui furent toutes fermées. D'autres associations d'enseignement, comme « Swiatlo » (La Lumière) et « Oswiata » (l'Enseignement), qui devaient se constituer n'obtinrent pas la légalisation des autorités allemandes. Une politique analogue était pratiquée dans les campagnes. On y fermait les écoles primaires, comme ce fut le cas dans la paroisse de Troki, sous prétexte qu'il y avait trop d'écoles (12 pour onze mille habitants), on confisquait les bibliothèques polonaises, par exemple celle de Gedrojc, etc... Les autorités allemandes arrivèrent même à empêcher le retour, de Russie, de l'ancien évêque de Wilno, qui leur paraissait hostile à leurs projets, étant donné qu'en sa qualité de vrai patriote, il était partisan d'un retour aux anciennes relations de la Pologne avec la Lituanie.

Les Allemands étaient les continuateurs de la politique russe dans les mesures d'oppression à l'égard des Polonais. Ils arrivèrent même à compléter ce que le gouvernement russe avait été incapable de réaliser. Bien que les mesures d'oppression pratiquées par les autorités allemandes n'eussent pas résu à étrangler complètement l'élément polonais, si vivace, en Lituanie, elles rendirent quand même des services indirects aux partisans de la séparation, étant donné qu'elles affaiblissaient sensiblement l'élément polonais si fortement détesté par ces derniers.

Par contre, l'élément lituanien était sensiblement favorisé. Les Allemands se rendaient parfaitement compte que le faible mouvement lituanien aux tendances antipolonaïses si accentuées, non seulement, ne pouvait constituer un obstacle à leur politique d'annexion, mais qu'il écartait, de plus en plus, ce pays du reste de la Pologne.

Les Allemands ne cachaient pas, du reste, leurs prétendues sympathies à l'égard du peuple lituanien. « La tendance consistant à reconnaître la nationalité lituanienne et à la favoriser par le gouvernement allemand, cette tendance s'est manifestée, dès le premier jour où la Lituanie s'est trouvée au pouvoir des troupes allemandes. Les délégués lituaniens qui ont été reçus à plusieurs reprises à Berlin le savent parfaitement... l'administration allemande s'est efforcée de prévenir les désirs de la population, en ce qui concerne les écoles lituaniennes, les besoins spirituels, l'assistance lituanienne aux pauvres, etc... » (1).

Se conformant aux prescriptions du Commandant en Chef,

---

(1) Passage de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, cité chez Rivas (L'occupation allemande en Lituanie, p. 113).

les autorités allemandes soutiennent également le mouvement blanc-ruthène représenté à peine par quelques meneurs. Comme il ressort du mémoire cité ci-dessus de von Beckerath, les autorités d'occupation se rendaient, toutefois, compte que les « Blanc-Ruthènes du district de Wilno se considéraient comme Polonais et que les tendances séparatistes cultivées par quelques hommes de lettres blanc-ruthènes ne dépassaient pas les limites restreintes de leur entourage immédiat et ne pouvaient pas être sérieusement prises en considération ». Désireux de soustraire les Blanc-Ruthènes aux influences polonaises, les Allemands ne trouvèrent rien de mieux que de soulever cette partie de la population contre la nation polonaise. En voici un exemple caractéristique. Les autorités d'occupation fondèrent à Wilno un périodique blanc-ruthène « Homan » qui, non seulement, était publié avec des fonds allemands, mais dont les allemands assumaient également la rédaction.

Quelques Blanc-Ruthènes, à peine y étaient attachés. L'unique journal polonais, la *Gazeta Wilenska* qui paraissait, à ce moment à Wilno, ne pouvait pas évidemment engager de polémique avec les opinions qui étaient émises dans ce périodique. Aussi les Allemands ne se gênaient-ils pas. Le « Homan » devint l'instrument d'une agitation anti-polonaise à outrance. On y faisait croire aux lecteurs qu'une Pologne indépendante serait un Etat de « seigneurs et de nobles ». Toutes tendances à réunir la Lituanie à la Pologne, étaient qualifiées « de honte », « d'infamie », « de trahison », etc. (1)

Les autorités d'occupation s'efforçaient d'obtenir une influence directe sur le nationalisme lituanien et blanc-ruthène afin de le mettre en jeu contre la Pologne. Les leaders du mouvement lituanien songèrent à utiliser la victoire allemande, sur laquelle ils comptaient, pour réaliser leur rêve, la création d'une grande Lituanie, et c'est pour cela qu'ils se solidarisèrent avec les projets du gouvernement de Berlin. Dès le 10 juin 1916, les chefs du mouvement lituanien adressaient au Commandement allemand un mémoire qui réclamait la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie, avec Wilno pour capitale.

Le mémoire remis par M. Szaulis « au nom de la Lituanie »

---

(1) Comme l'affirme un des documents de l'époque remis aux autorités allemandes en 1917, « même les journaux russes les plus polonophobes d'antan n'avaient osé déverser autant d'incongruités sur les Polonais » que le faisait le « Homan ». Mémoire sur les Associations et la Presse. La Lituanie sous le gouvernement du Pr. ISENBURG, p. 95.

aux autorités allemandes, en avril 1917, demandait la création d'une Lituanie sous le protectorat de l'Allemagne. Il était plein d'attaques anti-polonaises. L'un des rôles du nouvel Etat devait consister à séparer la Pologne de la mer. Selon les communiqués des autorités allemandes, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères « avait pris connaissance, avec bienveillance, des desiderata du peuple lituanien et promis de leur donner satisfaction, dans la mesure du possible, au moment du Congrès de Paix, sous la forme d'une large autonomie accordée à la Lituanie ». (1)

Cette nouvelle avait eu une répercussion immédiate en Pologne et une résolution du Conseil Provisoire d'Etat, présentée aux autorités allemandes, protestait contre l'attribution éventuelle de Wilno à la Lituanie.

Cette protestation demeura cependant sans effet. Les Allemands continuèrent leur politique visant l'affaiblissement de la Pologne. Les meneurs lituaniens leur donnaient entière raison. Sous ce rapport M. Gabrys, président du « Conseil Suprême Lituanien » était d'avis dans son organe « Pro Lithuania » (n° d'avril 1917), que la constitution d'un Etat Polonais compris dans des frontières étendues était contraire aux intérêts de l'Allemagne elle-même et à ceux de la Russie. Il n'hésitait pas à conseiller à ces deux Etats au nom de leur sécurité réciproque de se mettre d'accord et de créer une puissante Lituanie.

La réalisation, bien que partielle, en 1917 et 1918, des exigences des hommes politiques lituaniens n'était nullement l'effet d'intentions sincères du gouvernement allemand à l'égard du peuple lituanien. Elle avait uniquement pour motif les buts personnels et les exigences de la politique allemande qui devait subir une certaine évolution. L'année 1917 devait nécessairement imprimer une autre direction aux tendances impérialistes de la politique allemande. Les principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui venaient de l'occident et de l'orient, démolirent le plan allemand d'incorporation directe de la Lituanie à l'Allemagne en qualité de « Nouvelle Prusse Orientale ». Ce plan se mua en la constitution de la Lituanie en Etat autonome mais lié étroitement au Reich Allemand sous l'aspect d'un « Bundestat ». Il s'agissait de créer l'état de fait accompli et de présenter à l'étranger le peuple lituanien comme exprimant le désir d'établir des liens étroits entre la Lituanie et l'Allemagne et ma-

---

(1) RIVAS : Occupation allemande en Lituanie.

nifestant une hostilité décisive contre toute union avec la Pologne.

Les principes d'une semblable solution de la question lituanienne furent établis à l'avance par les Allemands. Le 10 juillet 1917, le baron von Ropp soumettait à l'Empereur un mémoire où l'on pouvait lire : « Tout le territoire habité par le peuple lituanien se trouve entre les mains de l'Allemagne. Le nationalisme lituanien peut être soumis à des influences directes et mis en jeu contre la Pologne... Me rendant compte du danger imminent qui menace du côté de la Pologne, j'ai adressé un mémoire à M. le Ministre des Affaires Etrangères en lui demandant de faire constituer le plus vite possible un Conseil National Lituanien qui devra proclamer *urbi et orbi* le point de vue anti-russe et anti-polonais des Lituaniens. M. le sous-Secrétaire d'Etat avait vivement apprécié ce projet et, peu de temps après, j'appris que le Grand Quartier Général l'avait accepté. Je partis pour les marches orientales afin d'y prendre en mains la formation du Conseil et de diriger la politique des Lituaniens ». (1)

La politique de la Lituanie se trouva ainsi dirigée incontestablement par les Allemands. Au mois d'août 1917, les autorités allemandes autorisent la constitution d'un Comité d'organisation qui s'occupa de l'élaboration d'un programme politique pour la Lituanie. Ce programme prévoit que les frontières de l'Etat Lituanien doivent englober les anciens gouvernements russes de Suwalki, Kovno, Grodno, ainsi que presque tout le gouvernement de Wilno avec la ville de Wilno. Toute liaison avec l'Etat Polonais et la Russie est exclue ; par contre, ce programme prévoit des rapports étroits entre la Lituanie et l'Allemagne, une convention militaire et ferroviaire ainsi qu'une union douanière et monétaire.

En présence du succès relatif réalisé grâce à ce groupe de Lituaniens, les autorités allemandes leur accordèrent l'autorisation de convoquer une Conférence élargie à Wilno, ce qui eut lieu le 18-23 septembre 1917.

Bien que les Lituaniens fussent en minorité dans le pays du sort duquel devait décider la Conférence en question, on n'y invita pas les représentants des autres nationalités, savoir les Polonais, les Blanc-Ruthènes et les Juifs. Les membres de la Conférence ne furent pas élus régulièrement par la population, mais désignés par les représentants des partis.

---

(1) On peut trouver une partie de ce mémoire dans l'ouvrage de Stanislas du MORIEZ, *La Question Polonaise vue d'Allemagne*, Paris, pp. 39 et suivantes

Dans ces conditions, est plus douteuse l'affirmation des Lituanien<sup>s</sup> qui prétendent que la Conférence en question fut « l'organe fidèle du peuple lituanien », (1) ce qui n'empêche pas, toutefois, les Allemands de proclamer à l'étranger que cette Conférence avait réuni les représentants autorisés du peuple lituanien.

Le 22 septembre 1917, la Conférence élit un Conseil composé de 20 membres qui devait décider du sort de la Lituanie. Les autorités avaient adjoint à ce Conseil qui prit le nom de « Taryba » plusieurs « représentants » non lituaniens. Toutefois, ces derniers, ne voulant pas être uniquement des figurants, ne tardèrent pas à démissionner.

La formation de la « Taryba » était un fait important dans la constitution de l'Etat lituanien, à la création duquel l'assentiment des Allemands paraissait assuré.

Dès le début de son existence, la « Taryba » devient un instrument fidèle de la politique allemande. Ses membres sont les hôtes fréquents de Berlin, plusieurs même d'entre eux, comme, par exemple, le Dr Szaulis en font leur résidence. Dans la capitale du Reich, il se constitue une « Association Lituano-Allemande » ayant pour objet de populariser l'idée d'une union étroite de la Lituanie avec l'Allemagne. La direction de cette association fut confiée aux députés Erzberger et Gaigalat ainsi qu'au prof. A. Weber et au baron von der Ropp.

La politique allemande ne tarda pas à produire ses effets. Le 11 décembre; par 14 voix (le centre et la droite) contre 4 et 2 abstentions, la « Taryba » votait la déclaration suivante : « La Taryba lituanienne, reconnue par les Lituaniens du pays et de l'étranger, comme seul représentant autorisé du peuple lituanien, se basant sur le droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes et sur les résolutions de la Conférence lituanienne tenue à Vilnius du 16 au 23 septembre 1917, proclame la restauration de l'Etat Lituanien indépendant ayant Vilnius pour capitale et la suppression de tous les liens qui ont uni la Lituanie à d'autres peuples. Pour rétablir le nouvel Etat et pour défendre ses intérêts aux négociations de paix, la Taryba lituanienne sollicite la protection et le secours de l'Empire allemand. Les intérêts vitaux de la Lituanie exigent la création de relations étroites et durables avec l'Empire allemand ; aussi la Taryba serait-elle d'accord pour établir un lien fédéral perpétuel entre l'Etat litua-

---

(1) Joseph EHRET, *La Lituanie*, p. 237.

nien et l'Empire allemand. L'union des deux pays devra surtout consister en une convention militaire et commerciale ainsi qu'en une Union douanière et monétaire ». (1)

En corrélation avec cette déclaration, un acte solennel de Guillaume II, en date du 23 mars 1918 reconnaît la Lituanie et confère, en même temps, au Chancelier d'Empire, des pouvoirs spéciaux en vue d'entreprendre, d'accord avec les représentants de la population lituanienne, les démarches indispensables pour le rétablissement de l'Etat lituanien indépendant et l'entrée en vigueur de rapports d'union étroite avec l'Etat allemand ainsi que la conclusion indispensable des conventions prévues.

La constitution politique de la Lituanie se trouvait ainsi déterminée. Le nouvel Etat devait être théoriquement indépendant, mais, en réalité, il était un Etat vassal de l'Allemagne, lié, à cette dernière, par de solides traités. Oublieux de leur union avec la Pologne, oublieux d'une vie commune, à travers les siècles, avec le peuple polonais, les Lituaniens rompent avec lui et se réfugient sous l'aile tutélaire de l'Allemagne. La Taryba prit même des garanties contre l'éventualité d'une union personnelle du nouvel état avec la Pologne et s'engagea encore plus avant dans la voie de la politique allemande, en offrant, le 9 juillet 1918, le trône de Lituanie au prince allemand, Guillaume d'Urach.

Les Allemands ayant perdu la guerre, la Lituanie ne tomba pas sous leur domination, mais l'influence fatale de la politique allemande demeura et les semences de haine jetées par les Allemands produisirent leur effet. Les Lituaniens de formation nouvelle avaient été si près, bien que sous l'égide des Allemands, à s'emparer de Wilno que, s'étant faits à l'idée de la posséder, ils ne peuvent plus, jusqu'à ce jour, renoncer à leurs prétentions sur cette ville. La volonté de la population ayant, dans la suite, décidé que Wilno devait être rattachée à la Pologne, la haine des chefs du mouvement lituanien, à l'égard des Polonais, n'a fait qu'augmenter.

Il est vrai qu'une partie importante des nationalistes lituaniens se rendait compte de la valeur réelle des intentions allemandes. « Seule, la force, écrivait à ce propos M. Rivas, obligera les Allemands à renoncer à jamais d'étendre leur domination sur la Lituanie et la Courlande. Si le cours des événements les contraignait à faire de nouvelles propositions de paix, sous la menace

---

(1) Traduit par Joseph EHRET. *La Lituanie*, p. 243.

de dangers intérieurs, leur renoncement momentané à la Lituanie et à la Courlande ne serait qu'un piège ». (1)

L'accord avec l'Allemagne assurait quand même certains avantages momentanés aux politiciens lituaniens. Ils se rendaient parfaitement compte que ce n'était uniquement avec l'appui des bayonnettes allemandes qu'ils réussiraient à s'emparer de Wilno. C'est la raison pour laquelle ils se rangèrent sous le drapeau de l'ennemi séculaire de leur pays. Les leaders du mouvement lituanien réclamaient que ce fussent eux et non les Polonais qu'on reconnût, comme autorisés à administrer le pays. Satisfaction entière leur fut donnée, sous ce rapport. L'opinion fut même émise par certains auteurs allemands que les Polonais devaient être complètement expulsés de Lituanie. « Les véritables Polonais possédant maintenant un Etat national, mais n'ayant aucun droit de cité en Lituanie, devraient au plus tôt quitter ce pays ». (2)

Pour se faire une idée complète de l'attitude adoptée, pendant la guerre, à l'égard de la Pologne, par les dirigeants du mouvement lituanien, il est impossible de passer sous silence l'activité déployée par eux dans les pays d'Occident. De nombreuses conférences furent organisées par eux à Berne, Lausanne et à la Haye. Ces conférences avaient pour objet d'attirer l'attention de l'étranger sur leurs réclamations nationales. Un Bureau de Presse lituanien fut organisé d'abord à Paris, puis transféré dans la suite en Suisse où il fit paraître une série d'ouvrages de propagande. Ce qui frappe le plus à la lecture des publications de ce Bureau ou à celle des résolutions des différentes conférences qui se tinrent, à cette époque, ce sont avant tout les tendances séparatistes que propageaient leurs auteurs. Voici ce qu'on peut lire dans une résolution votée par la Conférence des patriotes lituaniens qui s'est tenue à Berne du 22 février au 3 mars 1916 : « Attendu : 1<sup>o</sup> que les Polonais considèrent la Lituanie, comme ayant été et étant une province polonaise ; 2<sup>o</sup> que, de ce chef, les Polonais usurpent les droits légitimes des Lituaniens ; 3<sup>o</sup> que les Polonais ont la tendance de se donner partout pour les représentants légitimes de la Lituanie.

« Nous, représentants véritables de la Lituanie, croyons devoir

---

(1) RYBAS. Occupation allemande en Lituanie, p. 110.

(2) (W. GAIGALAT. Litauen, das besetzte Gebiet, etc. Frankfurt a. M. 1917 p. 192. Stanislas DE MORIEZ. La question polonaise vue d'Allemagne, Paris, p. 246.

déclarer que l'Union entre les Etats lituanien et polonais ayant été dissoute par le partage de ces Etats entre les Puissances avoisinantes, à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, cette union a cessé « ipso facto » d'exister réellement et juridiquement ». (1)

Les chefs du mouvement lituanien, en Suisse, ne songeaient nullement à renouer cette union séculaire. M. J. Gabrys écrivait dans une lettre ouverte qui a paru dans le n<sup>o</sup> 10 de « Pro Lithuania » de 1917 : « La Lithuano-Pologne est morte, et bien morte, comme le Saint Empire romano-germanique, et nous ne croyons pas plus à la restauration de l'une, qu'à la résurrection de l'autre ». *Exempla docent et vestigia torrent*. Nous avons trop souffert de ne plus nous retrouver nous-mêmes, pour recommencer l'aventure par suggestion plus ou moins habile et par persuasion plus ou moins caressante ». (2)

Quant à l'activité déployée pendant la guerre, par les Lituaniens sur le terrain russe, elle est animée de la même malveillance à l'égard de la Pologne. Les émigrés lituaniens, à Moscou et à Pétrograd multipliaient également des démarches auprès du Gouvernement russe, en réclamant la constitution d'un Etat lituanien comprenant Wilno et Grodno.

Par contre, les Lituaniens émigrés en Amérique et qui se trouvaient à l'abri des influences russes ou allemandes, adoptèrent une attitude toute différente. « Le Congrès politique des Lituaniens d'Amérique, réuni à Chicago les 21 et 22 septembre 1914, exprime ses sympathies aux nationalités voisines : polonaise, blanc-ruthène, ukrainienne, etc... et souhaite qu'elles obtiennent chacune leur autonomie » (3).

Bien qu'elle réclame l'application assez large du principe ethnographique, au moment de la constitution d'un Etat lituanien dans les limites de l'empire de Russie, la résolution des Lituaniens d'Amérique ne souffle mot de Wilno. Elle se borne à réclamer que la partie ethnographique lituanienne du gouvernement de Suwalki qui, depuis le Congrès de Vienne, faisait partie du Royaume de Pologne, se trouve rattachée au nouvel Etat lituanien.

D'où provient l'esprit de conquêtes lituanien ?

Les questions qui ont été traitées plus haut semblent résoudre celle-ci. Les dirigeants du mouvement lituanien étaient allés chercher un appui pour leurs prétentions dans des milieux hostiles

---

(1) Antoine VISCONT. La Lituanie et la guerre. Genève, 1917, Annexe.

(2) J. GABRYS. L'Etat lituanien et la Mitteleuropa. Lausanne, 1917.

(3) Antoine VISCONT *op cit.*, Annexe.

à la Pologne qui, pendant un siècle et demi, avaient opprimé aussi bien les Lituanien que les Polonais. L'Etat lituanien, œuvre de la politique de Ludendorff, en réclamant Wilno, Grodno, etc..., ne fait que poursuivre la politique qui lui a été inspirée par les conquérants et qui a pour objet d'affaiblir la Pologne. Les intentions allemandes, dans ce domaine, sont universellement connues. « A qui donnera-t-on Wilno ? Le Chancelier a déclaré que cette ville deviendrait la capitale de la Lituanie ; les Polonais ont donc perdu la partie... Dans l'intérêt de l'Allemagne, il faut que les désirs de la Lituanie reçoivent satisfaction : Grodno et Minsk doivent donc aussi lui appartenir. Il faut créer une Lituanie aussi forte que possible, afin qu'elle constitue un contre-poids à la Pologne » (1),

\*  
\* \*

La solution de la question lituanienne, telle que la projetait la Gouvernement de Berlin et que l'avaient acceptée les dirigeants du mouvement Lituanien, était contraire aux intérêts des populations de la Lituanie et de la Pologne. Le mouvement néo-lituanien, lui-même, avec ses tendances à la constitution d'un Etat lituanien distinct destiné à rompre tous les liens de ses anciennes traditions et à se soumettre entièrement aux influences germaniques, fut, pour les Polonais, une source d'amers désenchantements.

Les Polonais qui constituaient, en Lituanie proprement dite, l'élément de la population locale, doté d'une vieille civilisation, devaient être directement et au plus haut degré intéressés à la façon dont allait être décidé le sort de leur Patrie. Or, les autorités allemandes ne tenaient nullement compte de la volonté ni des intérêts des Polonais, en excitant, au contraire, contre eux, les autres nationalités. Les Polonais, qui, en Lituanie historique, se considéraient comme l'élément dirigeant légitime, dans les régions où ils constituaient la majorité, durent traverser des moments pénibles, en se voyant écartés de toute influence sur le cours des événements. Toutefois, quelque cruelles que furent les mesures d'oppression dirigées contre les Polonais en Lituanie et les persécutions dont ils furent l'objet, elles ne contribuèrent nullement à affaiblir leur moral et leur volonté. Au contraire,

---

(1) Das Halbfertige litauen. La « Post » de Berlin, 24 mars 1918.

elles contribuaient à concentrer leurs énergies et à tremper leurs caractères pour la défense de leurs intérêts. Quant aux idées nationales, elles ne cessaient de vivre et de prendre des forces.

Au cours de la première période de l'occupation lorsque fut constitué l'Etat polonais, la population polonaise, en Lituanie, réclamait le retour des territoires lituaniens à la Pologne, leur incorporation dans les frontières de l'Etat polonais. Mais lorsque le mouvement lituanien élargit sensiblement son champ d'action et adopta une attitude franchement hostile à toute union avec la Pologne, la population polonaise de la Lituanie, placée en présence d'un facteur plus puissant, car soutenu par le Gouvernement allemand, fut forcée de renoncer au désir de voir l'ensemble des territoires lituaniens constituer, à l'avenir, un des éléments de l'Etat polonais, et fut réduite à ne prendre que la défense des territoires qui étaient ethnographiquement polonais.

Pourtant, cette population ne laissa jamais entendre de propos hostiles au peuple lituanien. Les Polonais de Lituanie reconnurent pour justes les aspirations du peuple lituanien à la création d'un Etat indépendant. Toutefois, ils ne s'étaient faits à cette idée que dans la supposition que la Nouvelle Lituanie serait reconstituée dans ses limites ethnographiques et dans l'espoir que ce nouvel Etat allait jouer le rôle d'allié et non d'ennemi, à l'égard de la Pologne.

Une partie de la population polonaise de la Lituanie ethnographique consentait même à remettre à la Nouvelle Lituanie une partie des territoires habités en majorité par des Polonais, à condition que celle-ci conclurait une union fédérative avec la Pologne. Ces partisans du projet de Fédération, établis sur les territoires de la Lituanie ethnographique, comprenaient que c'était l'unique moyen d'arriver à réunir ces territoires à l'Etat polonais.

Par contre, les habitants des territoires ethnographiquement polonais de la Lituanie étaient partisans d'une incorporation pure et simple de ces territoires à l'Etat polonais. C'est ainsi que les habitants des districts de Wilno et d'Oszmiana déclarent : « Nous voulons être, pour des siècles, unis à la Pologne ». Dans une adresse remise au Conseil d'Etat, à Varsovie, en 1917, et portant plusieurs milliers de signatures, « les citoyens de Wilno et des régions orientales de l'ancienne République de Pologne expriment la prière chaleureuse et instante que des démarches soient entreprises, dans le plus bref délai possible, afin de les rattacher à l'Etat Polonais ». Des résolutions analogues furent

votées par la population des districts de Bialystok, de Nowogrodek et de beaucoup d'autres (1).

Une foule de pétitions et de résolutions adoptées, au cours de meetings et d'assemblées, par la population du Grand Duché de Lituanie, en affirmant qu'elle était polonaise et qu'elle exigeait d'être réunie à l'Etat polonais, constituent le témoignage évident de la volonté expresse de cette population (2).

Les aspirations des Polonais de Lituanie trouvent leur expression éloquente dans une déclaration signée, le 24 mai 1917, de 44 représentants de différents courants de la pensée politique polonaise, en Lituanie, et remise au Prince Isenburg pour être envoyée au Chancelier d'Empire. « Respectant entièrement les aspirations des peuples à des conditions d'existence qui leur donneraient les meilleures garanties de leur développement national, nous, Polonais de Lituanie, réclamons, pour nous aussi, de mêmes conditions d'existence. Nous considérant, d'autre part, pour des citoyens possédant des droits égaux aux autres habitants de la Lituanie et intéressés au même degré à son sort, nous déclarons que notre opinion doit être prise en considération lorsque l'on statuera sur le sort de ce pays.

« Constituant une partie inséparable de la grande nation polonaise, nous désirons et nous désirerons toujours une Union avec la Pologne, avec laquelle notre pays a partagé aussi bien les années de gloire et de développement florissant que les luttes et les malheurs communs.

« Le désir que nous exprimons ici n'est nullement en opposition avec les intérêts des autres nationalités de ce pays. Il s'accorde, au contraire, avec eux d'une façon capable de leur donner le plus de satisfaction, en proposant la création d'un Etat commun basé sur le principe de l'autonomie complète des parties le composant » (3).

En ce qui concerne l'attitude de l'Etat Polonais à l'égard de la Lituanie, celle-ci ne peut soulever le moindre doute. Les Allemands occupaient encore les territoires de l'ancienne République de Pologne, que de nombreuses déclarations et réso-

---

(1) L. WASILEWSKI. — La Lituanie et la Ruthénie Blanche, p. 180 et suivantes (en polonais).

(2) Ces pétitions étaient adressées, pendant l'occupation allemande, en 1917, au Conseil d'Etat Provisoire, à Varsovie, et dans la suite, au Conseil de Régence. On peut les trouver aujourd'hui dans les actes de la Diète Constituante.

(3) La Lituanie sous le gouvernement du prince Isenburg. Cracovie, 1919, pp. 4-16 (en polonais).

lutions furent envoyées à l'adresse de la nation lituanienne afin de lui rappeler les vérités historiques immuables et avvertir la nation sœur de se tenir sur ses gardes, en présence des dangers qui la menacent.

Tous les partis politiques, sans exception, de l'Etat polonais ressuscité se prononcèrent pour le rétablissement de l'ancienne Union avec la Lituanie. Une déclaration prise en 1917 par l'Assemblée du Parti Socialiste Polonais, du Parti Populaire Polonais, du Parti de l'Indépendance nationale et de l'Union des Partis Démocratiques pose nettement la question : « La Pologne s'efforcera inlassablement à renouveler son union avec la Lituanie indépendante, dans la ferme conviction que les peuples habitant la Lituanie : Lituniens, Polonais, Blanc-Ruthènes, trouveront, dans l'union conclue délibérément et de plein gré entre les deux pays, les garanties du développement national, cultural et économique de toutes les classes sociales » (1).

On retrouve la même conception dans une déclaration signée par les représentants du reste des partis politiques polonais. « Les partis et les groupements politiques... reconnaissent le droit de l'ancien Grand Duché de Lituanie à une existence indépendante. La Pologne désire, de la façon la plus chaleureuse, le renouvellement de son Union traditionnelle avec le Grand Duché de Lituanie indépendant » (2).

Le manifeste de la Fédération des partis polonais de gauche, du mois de janvier 1918, déclare que la solution unique du problème lituanien consiste à reconnaître, aux populations de Lituanie, le droit à l'Indépendance et exprime « la conviction que les éléments démocratiques lituniens se rendent compte de la communauté d'intérêts entre la Pologne et la Lituanie et que bientôt l'union politique des deux pays sera réalisée » (3).

Enfin, la déclaration du Conseil d'Etat Provisoire, en date du 6 avril 1917, la déclaration du Gouvernement, en date du 30 janvier 1918, ainsi que les notes multiples adressées par le Gouvernement de la République de Pologne au Gouvernement Lituanien assurent les Lituniens de l'attitude amicale de l'Etat

---

(1) Le problème Lituanien pendant la guerre. Recueil de décisions et d'appels rassemblés par L. A. Varsovie, 1919 (en polonais).

(2) *Id.*

(3) Le problème lituanien pendant la guerre. Recueil de décisions et d'appels rassemblés par L. A. Varsovie, 1919 (en polonais).

polonais et déclarent qu'il est tout disposé à ce qu'un rapprochement ait lieu entre les deux pays, etc... (1)

Nous voyons donc qu'aussi bien les sphères gouvernementales de l'Etat polonais, que la population polonaise, en Pologne et en Lituanie, avaient accepté le fait de la constitution d'un Etat lituanien séparé des anciens territoires de la République et avaient reconnu le droit à toutes les nationalités de décider de leur sort. La main que la Pologne a tendue à la Lituanie pour une étreinte pacifique, en lui offrant l'aide de son alliance, cette main, bien qu'elle se fût tendue dans le vide, la Pologne ne la retira jamais, car elle croyait fermement que le peuple frère se dégagerait un jour de l'emprise étrangère. Elle observe la même attitude depuis plusieurs années, bien que les conditions se soient modifiées et que le désenchantement de la Pologne se soit accru.

La Pologne s'efforça même de conquérir les Lituaniens au prix de cession d'une partie de son propre territoire, étant donné qu'elle consentait, à un moment, à ce que l'Etat lituanien s'étendit au delà de ses frontières ethnographiques et cela, à la seule condition que les droits des citoyens polonais de la région de Wilno fussent garantis. Une union conclue entre les Etats polonais et lituanien devait assurer l'observation des droits des Polonais dans l'Etat lituanien ainsi constitué.

Malheureusement, la politique imposée à la Lituanie par la Russie et l'Allemagne ne subit aucun changement. Alors que la « Taryba » lituanienne et d'autres représentants du mouvement lituanien continuaient à rejeter les propositions de tout genre que lui faisait la nation polonaise, celle-ci ne pouvait consentir à ce que, contre la volonté de leurs populations, la ville de Wilno et d'autres régions polonaises devinssent la proie de la « lituanisation ».

Les Polonais du Royaume ont toujours considéré Wilno comme leurs seconde capitale et comme la « perle de la couronne de Pologne ». Cette ville ne cessa jamais d'être chère à tous les cœurs polonais. Ils ont toujours été conscients de la force numérique ainsi que de la prépondérance intellectuelle et économique de leurs compatriotes en Lituanie. Rien donc de plus naturel qu'ils se soient préoccupés du sort de « leurs frères ». Aussi, de même qu'après 1807 ou 1815, lors d'une résurrection partielle de leur Patrie, les Polonais du Royaume réclamaient le rattachement

---

(1) République polonaise. Ministère des Affaires Etrangères, Doc. Diplomatiques concernant les relations polono-lituanienues, T. I, Varsovie, 1920-21.

à la Pologne des autres parties de la République, de même, au cours de la dernière guerre, au moment où l'Etat polonais fut reconstitué, ne pouvaient-ils pas se faire à l'idée que la volonté des populations polonaises des confins orientaux pût être violée.

Dans l'attitude qu'elle adopta à l'égard de la question lituanienne, la Pologne ne fit que faire valoir ses droits et prendre la défense des intérêts de ses citoyens. A aucun moment, elle ne tenta d'imposer à la Lituanie une union quelconque. Elle désira, au contraire, toujours traiter avec la Lituanie comme d'Etat à Etat et « la solution du problème lithuanien proposée par la nation polonaise n'est ni une politique impérialiste, ni une politique de classe » (1).

Telles furent, dans leur ensemble, les idées des Lituaniens et des Polonais, en ce qui concerne la solution du problème lituanien. Les opinions étaient, comme nous le voyons, entièrement opposées l'une à l'autre et le conflit, qui couvait au cours de la guerre mondiale, éclata en plein entre les deux Etats, lorsque, devenus indépendants et ayant été délivrés de l'occupation allemande, ils abordèrent la question de délimitation de leurs frontières. C'est à ce moment que le conflit polono-lituanien se transporte du terrain des frottements intérieurs de différentes nationalités, sur le terrain international.

---

(1) Henri GRAPPIN. — Pologne et Lituanie. Paris, 1919, p. 22.

## CHAPITRE V

---

LA QUESTION LITUANIENNE A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX DE PARIS. — OPPOSITION DU POINT DE VUE DES DÉLÉGUÉS POLONAIS AVEC CELUI DES DÉLÉGUÉS LITUANIENS. — DÉCISION DU CONSEIL SUPRÊME DU 8 DÉCEMBRE 1919. — SITUATION DE LA RÉGION DE WILNO EN 1919. — TRAITÉ LITUANO-SOVIÉTIQUE DU 12 JUILLET 1920. — LA QUESTION LITIGIEUSE SUR LE TERRAIN INTERNATIONAL. — INSUFFISANCE DE LA SOLUTION PARTIELLE ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DE SUWALKI DU 7 OCTOBRE 1920. — LE GESTE DU GÉNÉRAL ZELIGOWSKI. — NOUVELLE INTERVENTION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ; PROJET DE CONSULTATION POPULAIRE ; RAISONS POUR LESQUELLES CE PROJET FUT ABANDONNÉ. — NÉGOCIATIONS DIRECTES ENTRE LES DEUX GOUVERNEMENTS. — CONFÉRENCE DE BRUXELLES (DU 20 AVRIL AU 3 JUIN 1921). — LE PREMIER PROJET HYMANS. — LE PRINCIPE FÉDÉRATIF. — LE CONTRE-PROJET LITUANIEN. — LE DEUXIÈME PROJET HYMANS. — ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS DIRECTES. — RECOMMANDATION DU CONSEIL DU 20 SEPTEMBRE 1921. — RÉOLUTION FINALE DU CONSEIL DU 13 JANVIER 1922. — LIQUIDATION DES ZONES NEUTRES. — LA CONSULTATION POPULAIRE A WILNO. — DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS DU 15 MARS 1923.

La question polonaise vint à l'ordre du jour de la Conférence de la Paix de Paris, en janvier 1919. Une commission spéciale fut constituée qui avait pour objet d'étudier les postulats de la Délégation polonaise, de mettre au point la question polonaise pour les prochains débats de la Conférence, enfin, de préparer un projet concernant les futures frontières de l'Etat polonais reconstitué.

En examinant la question des frontières, la Délégation polo-

naise présenta son point de vue sur la question lituanienne qui venait de faire fraîchement son apparition. Bien que la Lituanie eût été, jusqu'aux partages, une des parties intégrantes de la République de Pologne, la Délégation polonaise ne se prononce pas en faveur de son incorporation pure et simple dans les frontières de l'Etat Polonais. Conformément aux principes ethnographiques du Président Wilson, elle prévoit l'existence indépendante de la Lituanie, exprimant uniquement le désir que cet Etat soit en liaison étroite avec la Pologne. Ce point de vue apparaît dans la déclaration faite par le représentant de la Pologne, M. Paderewski, devant la Commission de la Conférence, en sa séance du 12 avril 1919. Le Délégué polonais donna lecture de la déclaration de la Commission des Affaires Etrangères de la Diète Polonaise où il était question des assurances que la Pologne donnerait aux Ruthènes et aux Blanc-Ruthènes de se prononcer librement sur leurs intentions de maintenir ou non les liens les unissant à l'Etat Polonais; cette déclaration contenait également ce passage : « La Pologne reconnaît le droit de la Lituanie à une existence indépendante. Elle s'efforcera, néanmoins, de renouveler l'ancienne Union existant entre les deux nations ». Puis, Paderewski exprima l'avis que les Polonais s'entendront facilement avec les Lituniens qui avaient été pendant des siècles unis à la Pologne (1).

Tous les mémoires présentés par la Délégation polonaise, au cours de la Conférence de la Paix, maintiennent le point de vue d'une Union étroite, bien que non établie d'une façon déterminée, entre la Pologne et la Lituanie. Quant à la région de Wilno, ils en réclament l'annexion à la Pologne. Nous lisons dans le mémoire remis à la Commission des Affaires polonaises, le 25 février 1919 ; « La Lituanie devrait comprendre le gouvernement de Kovno, une bande de terrain prise au nord-ouest du gouvernement de Wilno, la partie septentrionale du gouvernement de Suwalki et la partie nord-est de la Prusse Orientale (le bas cours du Niémen)... Les territoires polonais, à l'Est du Royaume de Pologne devraient comprendre la majeure partie du gouvernement de Wilno (y compris la ville de Wilno) ainsi que le gouvernement de Grodno » (2).

Des postulats analogues concernant la délimitation de la Po-

---

(1) Stanislas KOZICKI. — La question des frontières de la Pologne à la Conférence de la Paix de Paris, en 1919. Varsovie, 1921, p. 120 (en polonais).

(2) Stanislas KOZICKI. — *Op. cit.*

logne et de la Lituanie sont exposés dans la note de la Délégation polonaise du 3 mars 1919 ainsi que dans le mémoire remis par le représentant de la Pologne au Président des États-Unis, le 8 octobre 1919, à Washington.

En dehors de la Délégation Polonaise, il y avait encore une Délégation lituanienne indépendante envoyée à la Conférence par le gouvernement provisoire lituanien, « la Taryba ». Elle comprenait le prof. Waldemaras, MM. Galvanauskas, Klimas et autres. Une opposition très nette se dessina de suite entre les desiderata de ces deux Délégations. La Délégation Lituanienne réclamait, entre autres, dans ses mémoires, le rattachement de Wilno à la Lituanie. Elle protestait contre l'idée d'une liaison quelconque avec la Pologne. Elle développa, en outre, pendant la durée de la Conférence de la Paix, une grande activité de propagande en exploitant, à son avantage, de la façon la plus imprudente, l'ignorance complète des affaires lituaniennes qui régnait en Occident (1).

Les Alliés s'efforçaient d'apaiser le conflit aigü qui se dessinait entre les points de vue des Délégations polonaise et lituanienne, en tâchant de les mettre d'accord. Toutefois, tous ces efforts n'aboutirent à aucun résultat.

Il faut dire que la Conférence de la Paix de Paris ne prenait pas très au sérieux les prétentions lituaniennes. D'ailleurs, les principales Puissances n'avaient pas encore reconnu l'Etat lituanien. C'est pourquoi la frontière entre la Pologne et la Lituanie ne fut pas tracée par le Traité de Versailles.

Le tracé des frontières orientales de l'Etat polonais, dont une partie devint, dans la suite, la frontière commune de la Pologne et de la Lituanie, constituait pour la Conférence de la Paix un problème extrêmement difficile, étant donné qu'elle prenait en considération l'éventualité du rétablissement en Russie d'un gouvernement régulier et qu'elle avait pris pour base de ses décisions l'application du principe ethnographique préconisé par le Président Wilson. C'était une chose des plus compliquées d'ap-

---

(1) On peut voir un exemple de l'acharnement avec lequel était menée cette propagande dans les brochures qui étaient répandues par les représentants de la Taryba parmi les membres de la Conférence de la Paix. La population lituanienne y était évaluée au chiffre de 4 à 8 1/2 millions. On y parlait beaucoup de la culture lituanienne, de ses influences, de la puissance historique de la Lituanie, etc. Mais le comble, c'était une carte murale, dessinée par M. Gabrys très répandue parmi les membres du Congrès et qui représentait le territoire lituanien, plus de deux fois plus grand qu'en réalité.

plier ce principe dans les régions où la répartition des nationalités n'était pas précisée par des frontières nettes et où la population ne possédait pas, à un degré suffisant, de conscience nationale.

Par un acte international, le Traité de Versailles proclama solennellement la naissance de l'Etat polonais. Il le dota à l'ouest de frontières précises ; quant aux frontières orientales, elles devaient, conformément à l'art. 87 du Traité, être fixées dans la suite par les Puissances alliées et associées.

Cet état d'incertitude donna naissance, entre la Pologne et la Lituanie, à de nombreuses difficultés qui pendant longtemps ne purent être éliminées des rapports entre les deux pays.

Pour parer à l'inconvénient de cet état provisoire, la décision du Conseil Suprême des Puissances alliées et associées, en date du 8 décembre 1919 conférait au gouvernement polonais le droit d'organiser une administration régulière des territoires de l'ancien Empire de Russie se trouvant à l'ouest de la ligne tracée par le Conseil. On rangea parmi les territoires reconnus comme indiscutablement polonais l'ancien Royaume de Pologne, à l'exception de la partie septentrionale du gouvernement de Suwalki (les districts d'Augustowo et de Suwalki, ainsi que la moitié du district de Sejny avec la ville de Sejny) ainsi que l'ancienne circonscription de Bialystok, soit trois districts de l'ancien gouvernement de Grodno, savoir les districts de Bialystok, Bielsk et Sokolka.

La ligne tracée par le Conseil Suprême que l'on désigna, dans la suite, sous le nom de « ligne Curzon » était uniquement une frontière provisoire. La décision des Puissances alliées ne préjugait nullement du sort des territoires situés à l'Est de cette ligne et dont faisait également partie la ville de Wilno. La déclaration du 8 décembre 1919, tout en réservant expressément les droits éventuels de la Pologne sur les territoires revendiqués par celle-ci, ne tranchait en aucune façon le litige pendant entre la Pologne et la Lituanie, étant donné que la frontière définitive devait être établie par une décision ultérieure du Conseil Suprême.

\*  
\* \*

Jetons maintenant un coup d'œil sur les conditions dans lesquelles se trouvaient, à cette époque, les territoires litigieux. Après l'évacuation de ces territoires par les armées allemandes, l'armée rouge occupa, au début de janvier 1919, la ville de Wil-

no. Toutefois, elle n'y séjourna pas longtemps. Les bolcheviks furent chassés par des détachements de l'armée polonaise qui entrèrent dans Wilno. Il est évident que les forces polonaises n'auraient pas été en état de s'y maintenir, n'aurait été l'aide que leur prêta la population locale, dont le concours contribua en majeure partie à la réussite de cette entreprise. Cette population voyait enfin, après un siècle et demi de souffrances et de sacrifices, se réaliser son idéal d'union avec la Pologne.

Toutefois, le sort de cette population ne devait être tranché que plus tard. En expédiant sa force armée contre les bolcheviks, la Pologne ne préjugait nullement du sort du pays qu'elle venait libérer. La preuve en est fournie par la proclamation du Chef de l'Etat publiée quelques jours après l'occupation de Wilno. Nous y lisons, entre autres : « Je désire vous donner la possibilité de régler vous-mêmes vos affaires intérieures, de trancher les questions de nationalité et de confession, comme vous l'entendrez vous-mêmes, sans aucune pression, ni violence quelconque de la part de la Pologne. C'est pourquoi, bien que le canon tonne encore sur votre territoire et que le sang continue à couler, je n'institue pas d'administration militaire, mais une administration civile, pour laquelle je ferai appel à des habitants du pays, fils de cette terre » (1).

Cette proclamation bénéficia d'un accueil très favorable dans les milieux de la Conférence de la Paix. Par contre, l'opinion publique en Pologne et la majorité de la population locale auraient préféré voir dans l'occupation de ces territoires par les armées polonaises le signe de leur rattachement définitif à la Pologne. C'est pourquoi la déclaration du Conseil Suprême du 8 décembre 1919 qui ne reconnaissait pas définitivement Wilno ainsi que la région environnante à la Pologne, plongea dans une profonde consternation la population de ces territoires. Elle n'en demeura pas moins fermement persuadée que la question de l'appartenance territoriale du pays ne tarderait pas à être résolue selon ses désirs.\*

En juillet 1920, sous la pression de l'offensive bolcheviste, l'armée polonaise est obligée d'évacuer Wilno. Au même moment, la Lituanie conclut avec le gouvernement bolcheviste un traité signé à Moscou, le 12 juillet 1920, et en vertu duquel

---

(1) Proclamation du chef de l'Etat aux habitants de l'ancien Grand Duché de Lituanie; Wilno, le 22 avril 1919 (Documents diplomatiques concernant les relations polono-lituanienues, Varsove 1920).

le territoire de Wilno lui était attribué. La Lituanie s'engageait en même temps à autoriser l'armée rouge à se servir de ce territoire, comme base d'opérations contre la Pologne. A la faveur de cet accord, la main mise bolchevique sur le territoire de Wilno se maintint au delà du temps prévu. Ce n'est que le 25 septembre que les autorités et les troupes bolchevistes évacuent ce territoire, en y cédant la place aux Lituanien. Ceux-ci n'y restent que deux semaines environ, obligés eux-mêmes de s'en aller le 8 octobre 1920.

Profitant de la situation difficile dans laquelle s'était trouvée la Pologne, au cours de la guerre avec les Bolcheviks, les troupes lituaniennes avaient, d'autre part, franchi la ligne de démarcation désignée sous le nom de « ligne Curzon » et pénétré dans les territoires reconnus, comme indiscutablement polonais, par la Déclaration du Conseil Suprême du 8 décembre 1919. Les détachements lituaniens occupèrent Suwalki ainsi que Sejny, et attaquèrent les troupes polonaises sans déclaration préalable de guerre. Dans une note remise au gouvernement polonais le Ministre des Affaires Etrangères Lituanien déclarait que son gouvernement ne reconnaissait pas la ligne de démarcation établie par le Conseil Suprême et exigeait que les troupes polonaises se retirassent des territoires reconnus à la Lituanie par le Traité lituano-soviétique.

A la suite d'une semblable attitude de la Lituanie, l'affaire du conflit territorial entre les deux Etats fut à nouveau portée sur le terrain international.

Après la violation de la ligne de démarcation par les troupes lituaniennes, le gouvernement polonais sollicita l'intervention de la Société des Nations. Dans sa note du 4 septembre 1920, il demandait « d'user de tous les moyens dont la Société des Nations pourrait disposer, afin de retenir le Gouvernement lituanien dans cette étrange entreprise et d'éviter à la nation polonaise la douleur d'avoir à lutter contre une nation sœur » (1).

La Société des Nations était dès lors saisie du litige qui devait occuper le Conseil depuis le mois de septembre jusqu'au début de l'année 1922.

---

(1) Documents diplomatiques concernant les relations polono-lituaniennes. Publication du Ministère des Affaires Etrangères. Vol. I, Varsovie, 1920.



Les premières dispositions que le Conseil de la Société des Nations jugea utile de prendre pour éviter les hostilités ne furent que de simples recommandations ayant pour objet de mettre d'accord les deux parties, sans prévoir aucune solution capable de trancher le conflit.

Pendant que le Conseil de la Société des Nations délibérait sur cette affaire, le Gouvernement polonais s'efforçait de s'entendre directement avec le Gouvernement lituanien. La conférence qui fut, à cet effet, convoquée à Kalwarja et qui délibéra du 16 au 19 septembre ne donna aucun résultat, la délégation lituanienne ayant opposé un refus catégorique à la reconnaissance de la ligne de démarcation du 8 décembre 1919.

Entre temps, le délégué belge à la Société des Nations, M. Hymans, remit au Conseil de la Société des Nations, le 18 septembre 1920, un rapport qui prévoyait l'établissement entre les troupes respectives d'une ligne de démarcation basée sur celle du 8 décembre 1919. Conformément à ce rapport, la Lituanie devait prendre l'engagement que le territoire occupé par ses troupes, à l'Est de cette ligne, ne servirait pas de base d'opérations à l'armée soviétique dans sa lutte contre la Pologne. Le Conseil de la Société des Nations approuva le rapport de M. Hymans et le communiqua aux délégués polonais et lituaniens. Les représentants des deux pays acceptèrent la proposition du Conseil. Afin de surveiller l'exécution des engagements pris par les deux parties, le Conseil de la Société des Nations nomma une Commission Militaire de Contrôle qui se rendit sur les lieux. Cette commission était composée d'un officier anglais, italien, japonais et espagnol, avec le colonel français Chardigny comme président.

Les plénipotentiaires des deux Gouvernements réunis à Suwalki reprirent le 23 septembre les pourparlers qui avaient été interrompus à Kalwarja, le 19 septembre et, après quelques jours de négociations, ils signèrent, le 7 octobre 1920, un accord qui établissait provisoirement les positions respectives des deux parties. La ligne de démarcation coïncidait avec la ligne Curzon jusqu'aux environs de Grodno, puis elle se dirigeait vers l'Est et s'arrêtait à son point de rencontre avec le chemin de fer de Lida à Wilno, laissant ainsi Wilno entre les mains des Lituaniens.

L'accord du 7 octobre 1920 ne tranchait pas le fond du litige.

Il n'établissait qu'une ligne provisoire, laquelle, d'après l'art. 1, « ne préjugait nullement des droits territoriaux d'aucune des parties contractantes ». Au cours des pourparlers, la délégation polonaise avait déclaré (1) qu'elle considérait comme nul et non avenu le traité lituano-bolcheviste conclu à Moscou, le 12 juillet 1920. Il convient de noter que la délégation lituanienne prit expressément acte de cette déclaration (2).

La suite des événements ne tarda pas à révéler l'insuffisance d'un acte fragmentaire qui n'atténuait que l'une des conséquences du conflit, alors que ses causes principales demeuraient sans changement.

La tranquillité ne régna pas longtemps dans le secteur polono-lituanien. Des facteurs inattendus entrèrent en jeu.

Après avoir, entre temps, chassé les bolcheviks de Grodno et de Lida, l'armée polonaise s'arrêta à la frontière établie par l'accord du 7 octobre. Elle ne pouvait continuer la poursuite des armées rouges plus avant au Nord, car elle serait entrée en conflit avec les autorités lituaniennes qui avaient occupé Wilno cédée par les bolcheviks. Or, au moment où les autorités lituaniennes commencèrent à établir leur administration sur le territoire de Wilno, la division de volontaires désignée sous le nom de division Lituano-Blanc-Ruthène qui faisait partie de l'armée polonaise, mais qui avait été recrutée parmi les habitants de la région de Wilno, se trouvait à peine à quelques dizaines de kilomètres de Wilno. Dans sa poursuite victorieuse des bolcheviks, elle ne voyait luire devant elle qu'une seule perspective, celle de délivrer ses foyers de la présence de l'étranger. Or, après que fut signée la convention de Suwalki, elle reçut, du Haut-Commandement, l'ordre de suspendre les opérations de guerre et de ne pas s'avancer au-delà de la ligne de démarcation. Et voici que sous l'action spontanée du désespoir, cette division ainsi que quelques détachements de volontaires, recrutés également sur les territoires litigieux, avec, à leur tête, le général Zeligowski, leur concitoyen, rompant leurs attaches avec l'armée polonaise, marchent sur Wilno. Le 9 octobre 1920, le général Zeligowski, à la tête de ses détachements, libère Wilno. Les autorités et les troupes lituaniennes fuient à la hâte, alors que la population locale acclame chaleureusement le général Zeligowski et lui prête tout son concours.

---

(1) Procès-verbaux officiels des conférences polono-lituaniennes de Suwalki, Annexe n° 4.

(2) *Id.* Annexe n° 5.

Les territoires occupés par le général Zeligowski prirent le nom de « Lituanie Centrale ». Leur administration fut confiée à une Commission Provisoire de Gouvernement choisie parmi les représentants de la population locale. C'étaient des personnes bénéficiant du respect général et connues pour leur fructueuse activité sociale et politique (Witold Abramowicz, Léon Bobicki, Alexandre Gasztowt, Miécislas Engel et Théophile Szopa).

Les hostilités, suspendues après l'occupation de Wilno, ne tardèrent pas à être reprises à nouveau, à la suite de l'offensive déclanchée par les troupes lituaniennes s'efforçant de contraindre les détachements du général Zeligowski à évacuer Wilno. Désireux d'éviter l'effusion de sang, ce dernier, après avoir repoussé les attaques lituaniennes, proposa, à plusieurs reprises, au gouvernement de Kovno, l'ouverture de négociations de paix ou, tout au moins, afin d'établir une ligne provisoire de démarcation. Ses propositions demeurèrent, cependant, sans résultat. Les hostilités ne cessèrent que sur l'intervention de la Commission Militaire de Contrôle, laquelle, à la suite de l'accord conclu le 29 novembre 1920 entre les forces du général Zeligowski et les forces lituaniennes, obtint la constitution, dans la région de Wilno, d'une zone neutre devant être respectée jusqu'à la liquidation définitive du différend polono-lituanien.

\*  
\* \*

Les milieux politiques de l'Europe toute entière s'étaient vivement intéressés au geste du général Zeligowski. Le ministre des Affaires Etrangères lituanien multiplia démarches sur démarches auprès des gouvernements de plusieurs Etats, ainsi qu'auprès de la Société des Nations.

Au cours de sa dixième session, le Conseil de la S. D. N., essaya, dans sa séance du 28 octobre, de régler le conflit par voie pacifique. Les deux parties furent entendues. Le représentant lituanien exigea le retrait des troupes du général Zeligowski du territoire de Wilno. Le représentant polonais déclara que son gouvernement n'était pas responsable des événements survenus à Wilno, qu'il avait désavoué le général Zeligowski et marqué qu'il le considérait comme rebelle. Le gouvernement polonais n'avait pu prendre, envers celui-ci, aucune mesure de discipline, étant donné que le général Zeligowski se trouvait à la tête d'un mou-

vement national et patriotique qui répondait aux sentiments de la nation polonaise (1).

Après avoir délibéré, en présence des représentants de la Lituanie et de la Pologne, le Conseil proposa qu'une consultation populaire fût organisée, sous les auspices et sous le contrôle de la Société des Nations, pour permettre aux habitants du territoire en litige situé à l'Est de la ligne fixée par le Conseil Suprême, le 8 décembre 1919, d'exprimer librement leur désir d'être rattachés, soit à la Pologne, soit à la Lituanie. Afin de maintenir l'ordre dans la région contestée, le Conseil proposa d'envoyer sur place des forces de police internationales destinées à remplacer les détachements du général Zeligowski. Une Commission Civile devait, en outre, être envoyée sur les lieux, en vue de régler la procédure du plébiscite et d'arrêter toutes les mesures administratives et politiques nécessaires à sa préparation.

Le Conseil demanda aux délégués des deux parties de l'informer, dans un délai de dix jours, à dater du 28 octobre 1920, si leurs gouvernements étaient prêts à accepter sa recommandation. Les délégués de la Pologne et de la Lituanie donnèrent au Conseil l'assurance demandée (2).

Ainsi, grâce au concours de la S. D. N., le conflit, entre la Pologne et la Lituanie, aurait pu être tranché d'une manière équitable, si des difficultés inattendues ne s'étaient produites.

Les préparatifs concernant l'organisation de la consultation populaire n'avançaient guère. La Commission Civile, composée de cinq membres et présidée par le colonel Chardigny, désigné, en outre, à prendre le commandement du détachement international, se heurta à plusieurs obstacles. Le gouvernement lituanien, malgré l'acceptation de la proposition du Conseil, soulevait diverses objections. Il contestait, en particulier, la possibilité d'organiser une consultation populaire, prétendant qu'à la suite de l'occupation militaire, la population des territoires litigieux se serait trouvée gênée dans la liberté d'exprimer son opinion. Il était, par conséquent, d'avis que le corps de police international demeurât un temps plus long dans les régions contestées, ce qui permettrait, à la population, de se dégager de l'emprise de l'occupation militaire. En outre, le séjour des trou-

---

(1) Société des Nations. Dixième session du Conseil. Procès-verbaux. Documents de l'Assemblée, n° 37, p. 34.

(2) Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lituanie. Publication officielle de la S. D. N., Genève 1920.

pes internationales était impossible, selon l'avis du gouvernement lituanien qui déclarait s'être engagé, envers les Soviets, à ne pas admettre de troupes étrangères quelconques sur le territoire qui lui avait été cédé, en vertu du Traité de Moscou. Le gouvernement des Soviets, de son côté, appuya les objections du gouvernement lituanien par des notes diplomatiques et une série de déclarations.

Il n'avait pas été possible, d'autre part, d'obtenir une entente des deux pays intéressés sur la délimitation même du territoire devant être soumis au plébiscite. Une conférence convoquée, à cet effet, au mois de Décembre à Varsovie, ne donna aucun résultat. Au lieu de débattre la question des territoires devant être soumis à la consultation populaire, les délégués lituaniens ne cessaient d'exiger, du Gouvernement polonais, l'évacuation des territoires attribués à la Lituanie, en vertu du Traité du 12 juillet 1920 avec les bolcheviks.

Après avoir consenti à la consultation populaire, les Lituaniens se prirent, dès le 23 décembre 1920, à manifester des doutes sur l'opportunité même d'une telle démarche et informèrent le Conseil de la Société des Nations qu'ils préféraient un arrangement entre les gouvernements. A l'ouverture de l'Assemblée Constituante, le 17 janvier de l'année suivante, le Gouvernement lituanien mettait, publiquement, en doute, l'impartialité de la Commission chargée par le Conseil de la préparation du plébiscite. Le 16 janvier, les délégués lituaniens avaient réclamé qu'on rattachât, à la zone plébiscitaire, les territoires situés au-delà de la frontière, attribués à la Lituanie par le Traité de Moscou du 12 juillet 1920, et où il n'existait même pas de minorité lituanienne. Ils refusèrent également tout plébiscite dans la ville même de Wilno qui constituait pourtant le cœur du différend.

Il y a lieu de noter également des difficultés d'un autre genre. Le Gouvernement suisse s'était opposé, en sa qualité d'Etat neutre, au passage, à travers son territoire, de certains contingents destinés à constituer le corps de police international. Les conditions sanitaires de la région contestée n'étaient pas non plus sans inspirer des inquiétudes aux gouvernements qui avaient consenti à prendre part à l'opération. Toutefois, ces deux obstacles qui s'opposèrent à la mise en œuvre de la consultation populaire n'étaient que d'ordre secondaire. Ils auraient pu facilement être écartés si les parties intéressées avaient été librement et définitivement consentantes au plébiscite. Malheureusement, l'accord entre les deux parties faisait toujours défaut.

Le projet que le colonel Chardigny soumit au Conseil de la S. D. N., le 2 mars 1921, et lequel réglait les détails de la consultation populaire fut rejeté par la délégation lituanienne. Elle déclara, au nom de son gouvernement, que celui-ci « ne reconnaîtrait jamais la consultation populaire comme moyen de résoudre le conflit polono-lituanien et demandait qu'il y fût substitué un arbitrage ».

En présence de telles difficultés, le Conseil de la S. D. N. décida, après de longues délibérations, de renoncer à résoudre le conflit par voie de consultation populaire et proposa, dans sa recommandation du 3 mars 1921, l'ouverture, à Bruxelles, de négociations directes entre les deux gouvernements, sous la présidence de M. Hymans, délégué de la Belgique et rapporteur au Conseil de la question lituano-polonaise. Dans l'idée du Conseil, ces négociations devaient « aboutir à un accord entre les deux pays, traitant, sur un pied d'égalité, toutes les questions territoriales, économiques et militaires » (1).

Le débat sur le fond devait être précédé d'une discussion en vue d'un accord sur le statut provisoire du territoire contesté.

La recommandation du Conseil ayant été acceptée par les gouvernements lituaniens et polonais, respectivement les 12 et 13 mars 1921, les négociations s'ouvrirent à Bruxelles, le 20 avril 1921. Elles débutèrent par un échange de vues général. Le 14 mars, la délégation lituanienne avait présenté un mémoire justifiant les prétentions du gouvernement lituanien sur le territoire de Wilno. La délégation polonaise en avait présenté un autre en réponse.

Les thèses opposées des deux délégations furent résumées par M. Hymans, dans les termes suivants :

« Il suffira de dire que les Lituaniens invoquent l'ancienne histoire du Grand Duché de Lituanie et le Traité de Moscou du 12 juillet 1920, par lequel les Soviets ont renoncé, en faveur de la Lituanie, à la souveraineté russe sur Wilna et son territoire, quoiqu'une portion de sa population ne parle pas la langue lituanienne, tandis que les habitants de langue polonaise ne dépassent pas 20 % de la population totale des régions contestées ; enfin, que le bassin du Niémen forme une unité économique dont Vilna est le centre naturel et qu'il ne peut être divisé sans que cette ville et sa province dépérissent. Ils récusent toute mani-

---

(1) *Journal Officiel de la Société des Nations*, mars-avril 1921, p. 181.

festation intervenue en faveur de rattachement à la Pologne, sous le régime actuel d'occupation militaire.

« La délégation polonaise conteste les données statistiques sur lesquelles s'appuient les revendications lituaniennes et évalue l'élément polonais à plus de 60 % de la région contestée. Elle refuse de reconnaître le titre du Gouvernement des Soviets à disposer de Vilna, vu qu'il a lui-même, le 28 août 1918, abrogé tous les traités relatifs au partage de la Pologne... Elle conteste la nécessité économique du rattachement à la Lituanie de la région de Vilna et déclare que ce pays ne peut se relever qu'avec le concours de la Pologne. Elle affirme, enfin, que la population ne cesse de manifester son désir d'appartenir à la patrie polonaise et déclare qu'on ne peut disposer de son sort en dehors d'elle » (1).

Etant donné des points de vue tellement opposés, M. Hymans présenta, au cours de la Conférence, son propre projet qui prévoyait la façon de trancher le différend existant entre les deux pays. L'avant-projet suggéré par M. Hymans contenait les principes suivants d'une entente générale. Les deux Etats reconnaissent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté. Ils reconnaissent avoir l'un et l'autre des intérêts communs qui rendent nécessaire l'établissement entre eux d'un système de coopération. La Lituanie devrait être organisée en Etat fédéral composé de deux cantons autonomes, celui de Kovno et celui de Wilno. Ces cantons devraient être organisés sur une base analogue à celle des cantons suisses. L'armée devrait être organisée sur la base d'un recrutement régional avec un commandement unique. Les langues polonaise et lituanienne devraient être officielles dans tout l'Etat fédéral. Des délégations des Parlements polonais et lituanien constituées à la représentation proportionnelle devraient examiner en commun tout acte de politique étrangère exigeant une solution législative. Le texte approuvé par ces délégations devrait être ratifié par les deux Diètes.

Le projet prévoyait encore un autre organe de liaison entre les deux Etats. C'était un Conseil commun des Affaires Etrangères composé de 6 fonctionnaires nommés en nombre égal par les deux gouvernements. Ce Conseil devait décider, à la majorité des voix, quelles étaient les questions intéressant en commun les deux pays. Le projet prévoyait, en outre, une convention

---

(1) Rapport de M. Hymans sur la Conférence de Bruxelles, 20 avril-3 juin. *Journal Officiel de la S. D. N.* Septembre 1921, p. 773.

militaire défensive, un commandement unique et un Conseil économique commun. En cas de désaccord sur l'interprétation de cette Convention, la Pologne et la Lituanie devaient s'engager à se soumettre à la décision d'un arbitre désigné par la Société des Nations avec leur agrément (1).

En présentant ce projet aux parties intéressées, M. Hymans leur demanda si elles consentaient à l'accepter comme base de la discussion ultérieure. Or, ni la délégation lituanienne, ni la délégation polonaise ne donnèrent de réponse sans que celle-ci ne comportât des réserves. La première faisait observer, le 27 mai, que l'adhésion au projet comme base de discussion ne pouvait, en aucune manière, préjuger de l'acceptation par la délégation lituanienne d'aucun article, ni de l'ensemble dudit projet, et que la déclaration ne produirait son effet qu'au cas où la délégation polonaise accepterait, elle aussi, l'avant-projet, comme base de discussion (2).

La seconde déclarait, le 28 mai, que la Pologne était prête à conclure, dès à présent, avec l'Etat lituanien, des traités et des conventions portant sur les questions indiquées plus haut, et basés sur l'égalité complète des deux parties contractantes. Elle faisait savoir que les idées du projet pouvaient être considérées comme base de discussion, mais à condition que la population de Wilno et de son territoire y eût donné son consentement. La délégation polonaise proposait enfin « de surseoir aux négociations actuelles jusqu'au moment où les représentants légitimes de cette région, en qualité de délégation de la Lituanie Centrale, pourraient y prendre part » (3).

La délégation lituanienne fit savoir, dans sa déclaration du 29 mai, que « pas plus dans l'avenir, que dans le passé, la Lituanie n'envisagerait la conclusion de convention militaire défensive, économique ou autre, en dehors de la solution de la question de Vilno ».

Elle ne consentait, en outre, en aucun cas, à ce que les représentants du territoire de Wilno prissent part aux pourparlers, et cela en dépit de la résolution du Conseil de la S. D. N. du 3 mars 1921 qui ne s'opposait nullement à la participation des représentants du territoire de Wilno aux négociations. Entre

---

(1) Voir avant-projet présenté ar M. Hymans pour servir de base de discussion. *Journal Officiel de la S. D. N.*, 1921, II<sup>e</sup> année n<sup>o</sup> 7, p. 780.

(1) *Journal Officiel de la S. D. N.* Septembre 1921, p. 775.

(3) Documents diplomatiques concernant les relations polono-lituanienues. Varsovie 1921, vol. 2.

temps, elle remettait au Conseil de la S. D. N. son propre projet devant « former la base d'un accord définitif entre la Lituanie et la Pologne » et enfin, dans sa lettre du 30 mai 1921 adressée au Conseil, elle déclarait « n'entendre nullement revenir sur les termes de la réponse qu'elle avait faite, pour faire connaître son programme, au sujet de l'avant-projet transactionnel (1).

Le projet de la délégation lituanienne et celui de M. Hymans s'excluaient mutuellement d'une façon absolue. Le projet de M. Hymans suggérait l'établissement entre la Pologne et la Lituanie fédérale « d'un système de coopération » fondé sur des conventions spéciales et sur des organes de liaison permanente, alors que le projet lituanien ne prévoyait que « des relations de paix et de bon voisinage » entre les deux Etats. Le projet lituanien établissait la souveraineté de la Lituanie sur la province de Wilno et n'accordait à la majorité polonaise de ce territoire qu'une « autonomie culturelle » conforme aux traités des minorités que le gouvernement lituanien s'offrait à conclure avec les Puissances. L'idée d'organisation de la Lituanie en Etat fédéral n'était plus maintenue dans ce projet. Enfin, le projet suggéré par M. Hymans reconnaissait, comme langue officielle, le polonais et le lituanien, alors que le projet lituanien n'admettait, comme telle, que seule la langue lituanienne.

Conçu en de tels termes, le projet lituanien ne pouvait même pas être discuté par les deux parties, et la délégation polonaise déclara « avoir les doutes les plus sérieux au sujet de l'utilité de négociations ultérieures avec les représentants du gouvernement de Kovno » (2).

Les deux parties n'ayant pu se mettre d'accord, M. Hymans décida de surseoir aux débats et présenta son rapport sur le cours des négociations au Conseil de la S. D. N. Celui-ci, dans sa session de juin 1921, prit note du rapport de M. Hymans et, par décision du 28 juin, il invita les gouvernements intéressés à reprendre les négociations, à partir du 15 juillet 1921, en prenant comme base de la discussion ultérieure le projet de M. Hymans reconnu par le Conseil, comme « étant de nature à amener l'accord définitif entre la Pologne et la Lituanie ».

Prenant, en même temps, en considération les observations

---

(1) Voir : Documents déposés par la délégation lituanienne. *Journal Officiel de la S. D. N.*, 2<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 7, appendice 3.

(2) Documents diplomatiques concernant les relations polono-lituanienues. Vol. 2. Varsovie 1922.

de la délégation polonaise, le Conseil proposa, afin de donner aux divers groupes ethniques des populations du territoire en litige, l'assurance qu'il serait tenu compte de leurs revendications, qu'un ou deux représentants de chaque groupe puissent, sur la proposition respective de chacune des deux parties, être entendus, à titre d'information, au cours des négociations. Le Conseil recommandait, en outre, que l'accord qui serait signé par les deux gouvernements « fût soumis aux Diètes des deux Etats, ainsi qu'à la Diète de Wilno que prévoyait l'avant-projet » (1).

Le Conseil recommandait, enfin, d'éloigner tous les éléments des troupes d'occupation qui ne seraient pas originaires du territoire contesté ainsi que de réduire les forces du général Zeligowski.

Le gouvernement lituanien déclara qu'il n'était pas en état d'appliquer les recommandations du Conseil et réclama le retour au statu quo antérieur au 9 octobre 1920. De son côté, le Gouvernement polonais déclara qu'il acceptait ces recommandations et que tous les soldats polonais servant dans l'armée du général Zeligowski seraient rappelés en Pologne, mais qu'en ce qui concerne la réduction des forces qui resteraient sous les ordres de ce général, le Gouvernement polonais ne pourrait que se borner à transmettre, à ce général, la demande du Conseil à ce sujet.

L'attitude intransigeante de la Lituanie rendit, cette fois encore, impossible la solution du litige. M. Hymans essaya d'intervenir encore une fois. Il réussit, au mois d'août 1921, à réunir les représentants des deux pays à Genève, afin qu'ils puissent trouver un terrain commun d'entente. Il présenta aux deux parties un nouveau projet (2) de règlement des relations entre la Pologne et la Lituanie, projet qui différait en beaucoup de points du précédent. Alors que l'avant-projet transactionnel spécifiait la création d'un Etat fédéral lituanien où les deux provinces de Kovno et de Wilno auraient joui de droits égaux, le second se bornait à une incorporation pure et simple de la province de Wilno à l'Etat lituanien. Seule, une sorte d'autonomie locale était accordée à la ville de Wilno. Un simple accord politique et une convention militaire défensive étaient substitués à l'étroite

---

(1) *Journal Officiel de la S. D. N.* Septembre 1921, p. 784.

(2) Documents diplomatiques concernant les relations polono-lituanienes, vol. 2, Varsovie 1921.

entente militaire et diplomatique prévue par le premier projet.

Le second projet de M. Hymans, si favorable à la Lituanie, ne fut accepté ni par l'une, ni par l'autre partie. Les représentants lituaniens déclarèrent que leur gouvernement ne pourrait accorder aux Polonais de Wilno, que les droits conférés habituellement aux minorités nationales.

Les tentatives du Conseil pour aboutir à une solution équitable du conflit s'étaient ainsi heurtées à des obstacles insurmontables et, au mois de septembre 1921, M. Hymans fut obligé de déclarer au Conseil que ses efforts en vue d'amener les deux Gouvernements à accepter une solution étaient restés vains.

En prenant acte du rapport de M. Hymans, le Conseil de la Société des Nations, conformément à l'article 15, paragraphe 4 du *Pacte*, afin de clôturer la procédure introduite devant lui, formula une recommandation dans laquelle il « déclare, à l'unanimité, recommander le second projet de M. Hymans ».

Il décida, en outre, « l'Assemblée se trouvant en session, d'inviter M. Hymans à lui exposer l'état actuel du différend, de façon à donner, à l'Assemblée, l'occasion d'aider par son autorité au règlement du litige » (1).

Conformément à cette décision, M. Hymans, présente, le 24 septembre 1921, son rapport à l'Assemblée de la S. D. N., en rendant compte en détail des moyens dont disposait l'Assemblée pour trancher le conflit polono-lituanien. Puis, il exposa les raisons pour lesquelles l'accord n'avait pas pu être fait ni, en ce qui concerne le plébiscite, ni en ce qui concerne l'acceptation des projets par lui élaborés. Il demanda, enfin, à l'Assemblée, de contribuer par son autorité morale à la réconciliation des deux parties.

Après de longs débats, au cours desquels elle entendit les deux parties, l'Assemblée, ayant pris connaissance exacte de l'objet du litige, adopta à l'unanimité une déclaration dans laquelle elle « faisait appel aux sentiments de sagesse et aux souvenirs fraternels des deux peuples pour parvenir à un accord nécessaire à tous les deux comme à la paix du monde » (2).

L'autorité morale de l'Assemblée de la Société des Nations fut cependant impuissante, les Gouvernements polonais et li-

---

(1) *Journal Officiel de la S. D. N.* 3<sup>e</sup> année, n° 2 annexe 295 ou « Actes de la deuxième Assemblée, 1921, p. 384.

(2) Société des Nations. Actes de la deuxième Assemblée. Séances plénières. Genève 1921, p. 399.

tuanien, le premeier, par la déclaration verbale de son représentant au Conseil, le deuxième, par une note du 20 décembre, ayant déclaré impossible l'acceptation de la solution proposée. L'attitude négative des deux gouvernements fut confirmée devant le Conseil en sa séance du 12 janvier 1922 (1).

Le Conseil de la S. D. N. se vit ainsi obligé de renoncer à trancher le conflit et il vota, à l'unanimité, le 13 janvier 1922, une résolution constatant que le refus des deux gouvernements mettait fin, selon l'article 15 du pacte, à la procédure de conciliation instituée par sa résolution du 3 mars 1921 (2).

Dans sa résolution du 13 janvier, le Conseil proposait l'établissement de relations diplomatiques et consulaires. Dans le cas où cela serait impossible, le Conseil engageait les parties à confier leurs intérêts respectifs à des Puissances amies dont les représentants seraient chargés de veiller à l'observation des mesures de pacification. Le Conseil décida, en outre, de rappeler sa Commission Militaire de Contrôle et proposa, aux deux gouvernements, de substituer, aux zones neutres, une ligne de démarcation provisoire étant bien entendu, que les droits territoriaux des deux Etats seraient entièrement réservés.

Le 23 janvier 1922, le Gouvernement polonais accepta, purement et simplement, les propositions du Conseil, alors que le Gouvernement lituanien, par une déclaration faite à la séance du 13 janvier 1922, et par une lettre, en date du 21 janvier 1922, déclarait qu'il ne pouvait pas donner son libre consentement aux changements proposés par le Conseil, qu'il jugeait comme étant sans objet, l'établissement de relations diplomatiques et consulaires avec la Pologne, dans les conditions de la situation actuelle, et qu'il considérait, enfin, que le tracé d'une ligne de démarcation provisoire porterait atteinte aux intérêts de la Lituanie (3).

Conformément à la recommandation du Conseil, le Gouvernement polonais proposa, en mars 1922, au Gouvernement lituanien, le partage de la zone neutre et l'établissement d'une ligne de démarcation, mais cette proposition fut sans effet. Dans sa note du 8 mars, M. Hymans proposa alors, au Gouvernement

---

(1) *Journal Officiel de la S. D. N.* Procès-verbal de la seizième session du Conseil, n° 2. Annexes 295. A. et 295 B.

(2) *Journal Officiel de la S. D. N.* Procès-verbal de la seizième session du Conseil, n° 2, p. 100.

(3) Ministère des Affaires Etrangères de Lituanie. Le conflit lituano-polonais. Correspondance échangée entre le Conseil de la S. D. N. et le Gouvernement Lituanien. 15 décembre 1921-13 mars 1922. Kovno 1922.

lituanien, de régler la question des zones neutres avec le Gouvernement polonais. Cette proposition fut également repoussée. M. Jurgutis. Ministre des Affaires Etrangères de Lituanie, motiva ce refus par la crainte que la délimitation provisoire pût être interprétée comme une renonciation à l'engagement de Suwalki et une légitimation de l'annexion de Wilno de la Pologne qui venait justement d'être prononcée par la Diète de Varsovie.

Conformément à la décision du Conseil, la Commission Militaire de Contrôle fut rappelée. La situation des habitants de la zone neutre en souffrit sensiblement, étant donné que le territoire compris dans la zone en question se trouva sans administration et sans surveillance. Le chaos et le désordre y régnaient en plein. De nombreuses plaintes commencèrent à affluer au Secrétariat de la Société des Nations, aussi bien de la part du Gouvernement polonais (1), que de celle du Gouvernement lituanien (2) et même de la part des habitants de la zone neutre, plaintes qui dénonçaient le désordre qui y régnait et les violations du droit des gens commises, tant par les postes militaires, que par des bandes armées de malfaiteurs.

En présence de cet état de choses, l'intervention du Conseil de la Société des Nations devient indispensable. Au cours de la session du 12 mai 1922, il décida de désigner une Commission ayant à sa tête M. Saura qui avait déjà pris part à la Commission Civile plébiscitaire, aux fins d'une enquête sur place, de l'établissement d'un plan du partage éventuel de la zone neutre et du tracé d'une ligne provisoire de démarcation. Le Gouvernement polonais donna son plein assentiment à la décision du Conseil et offrit de donner son concours à l'enquête projetée, tandis que le Gouvernement lituanien se déclara hostile à ce projet et refusa de s'associer à l'enquête en question. L'opposition de la Lituanie n'empêcha pas, toutefois, le Conseil de mettre en réalisation son projet, dans des buts de documentation personnelle.

Comme, toutefois, les inconvénients du maintien de la zone neutre devenaient de plus en plus graves, le Conseil de la Société des Nations, après avoir pris connaissance du rapport de M. Saura, ainsi que du projet présenté par le Gouvernement polo-

---

(1) Notes du Gouvernement polonais du 15 mai 1922, 26 juin 1922, 15 novembre 1922 et 7 décembre 1922.

(2) Notes du Gouvernement lituanien du 13 mai 1922, 17 juillet 1922, 15 novembre 1922 et 7 décembre 1922.

nais, prit à l'unanimité, le 3 février 1923, une résolution permettant à chacun des gouvernements d'introduire une administration régulière dans le territoire des zones neutres déterminées par la ligne de démarcation projetée par le délégué du Conseil, M. Saura. La décision du Conseil spécifiait que la ligne de démarcation établie par elle ne préjugait nullement des droits sur les territoires litigieux (1).

\*  
\* \*

Dès le moment où la procédure de conciliation instituée par la résolution du Conseil de la S. D. N., en date du 3 mars 1921, devait prendre fin sans avoir pu aboutir à un accord entre les gouvernements intéressés, l'idée de la consultation populaire proposée auparavant par le Conseil redevenait une question d'actualité dans les milieux politiques du territoire de Wilno.

Immédiatement après l'occupation de Wilno, en avril 1919, le chef de l'Etat polonais, J. Pilsudski, avait promis, comme nous l'avons vu plus haut, à la population locale, de lui donner la possibilité de se prononcer sur son sort. La proclamation qu'adressa, le 9 octobre, 1920 aux habitants de ce territoire, le général Zeligowski leur garantissait également le droit de décider de leur sort et prévoyait la convocation, à cet effet, d'une Diète composée de représentants des habitants du territoire de Wilno. Le général Zeligowski fut, cependant, obligé de surseoir, momentanément, à l'exécution de son projet, étant donné qu'il différerait du projet de plébiscite proposé par le Conseil de la S. D. N. dans sa résolution du 28 octobre 1920 et accepté par la Pologne et la Lituanie. Mais, comme d'une part la consultation populaire proposée par le Conseil ne put avoir lieu, pour les raisons qui nous sont connues, et que d'autre part les accords entre les gouvernements n'avaient pas tranché le conflit, le général Zeligowski aborda la réalisation des engagements pris envers la population locale.

Un décret du général Zeligowski de novembre 1921, n° 417, confiait, à la Commission Provisoire de la Lituanie Centrale, le soin d'organiser les élections dans ce territoire. Puis, considérant que son caractère militaire pourrait, s'il continuait à détenir

---

(1) *Journal Officiel de la S. D. N.* Mars 1923, p. 357.

le pouvoir, provoquer des suspicions à l'égard des élections, au cours desquelles la population devait se prononcer librement sur son sort, il se démit du Pouvoir Suprême et le remit entre les mains du Président de la Commission Provisoire de Gouvernement, M. Alexandre Mejsztowicz.

Les Lituanien, qui avaient soulevé tant d'objections, afin de rendre impossible la consultation populaire proposée par le Conseil de la S. D. N. et dont le résultat défavorable pour eux était certain, s'opposèrent également à la préparation du plébiscite projeté par la Commission Provisoire de Gouvernement de la Lituanie Centrale. La note du Gouvernement lituanien, en date du 14 décembre 1921, déclare, par avance, considérer ces élections comme entachées de nullité (1).

Les élections eurent lieu le 8 janvier 1922, la Diète de Wilno, issue de ces élections, en sa qualité d'Assemblée des Représentants de la population locale, vota, le 20 février 1922, le rattachement du territoire de Wilno à la Pologne. Donnant satisfaction à cette décision, la Diète polonaise adoptait, le 24 mars 1922, une résolution, en vertu de laquelle elle incorporait, le territoire de Wilno, à la République de Pologne.

De cette façon, la question de l'appartenance des territoires litigieux fut résolue.

Cette solution ne pouvait donner satisfaction aux prétentions du Gouvernement lituanien. Le 15 mai 1922, M. Sidzikauskas, président de la délégation lituanienne auprès de la S. D. N. adressait au Conseil une protestation accompagnée d'un volumineux mémoire exposant les conditions dans lesquelles avaient eu lieu les élections et protestant contre la prétendue pression opérée par les autorités polonaises au moment du vote (2).

Bien que l'incorporation de Wilno à la Pologne fut un fait accompli, la frontière entre la Pologne et la Lituanie n'avait pas encore obtenu sa reconnaissance internationale. Il est vrai que par sa résolution du 3 février 1923, le Conseil de la S. D. N. avait supprimé les zones neutres et avait tracé une ligne de démarcation, mais cette dernière n'avait qu'un caractère provisoire et non définitif.

Comme nous l'avons vu plus haut, le Conseil de la S. D. N., par sa résolution du 13 janvier 1921, avait reconnu comme ter-

---

(1) Ministère des Affaires Etrangères de Lituanie. Correspondance échangée entre le Conseil de la S. D. N. et le gouvernement lituanien. Kovno 1922.

(2) *Id.*, p. 34 et suivantes.

minée la procédure introduite par lui afin de mettre d'accord les deux Etats. Mais, même après avoir épuisé les moyens de règlement pacifique, le Conseil conservait sa compétence pour prendre toutes les mesures susceptibles d'éviter le renouvellement des hostilités.

Sous ce rapport, l'intervention du Conseil de la S. D. N. obtint le résultat voulu en arrivant à tracer une ligne de démarcation provisoire entre les deux Etats. Bien que le Gouvernement lituanien eût protesté contre la décision du Conseil, il dut, néanmoins, s'incliner devant la recommandation de ce dernier, n'étant pas en état de s'opposer à l'exécution du projet en question et n'ayant pas le droit de poursuivre par la violence la réalisation de ses prétentions, sous peine de tomber sous le coup des dispositions de l'article 16 du *Pacte*, étant donné que la résolution du Conseil, en date du 3 février 1923, avait été votée à l'unanimité.

La mission du Conseil était donc terminée. Ses démarches n'avaient par eu pour but une délimitation définitive de la frontière entre les deux pays, mais la sauvegarde de la paix en Europe Orientale. Son intervention donna lieu à un fait d'une importance primordiale en préparant le terrain à la Conférence des Ambassadeurs dont dépendait la solution définitive de la question des frontières.

En abordant l'exécution des droits qui découlent de l'article 87 du Traité de Versailles, lequel remet, d'une façon explicite, à la charge de la Conférence des Ambassadeurs, la délimitation des frontières orientales de la Pologne, la Conférence se trouva en présence d'une affaire étudiée à fond et claire sous tous les points, grâce à la collaboration ingénieuse et prudente du Conseil. Cela lui permit de s'acquitter avec succès du devoir qui lui incombait.

La Conférence des Ambassadeurs fut sollicitée, par les deux gouvernements intéressés, de procéder à la fixation des frontières orientales de la Pologne, question que le Traité de Versailles avait laissé ouverte.

D'une part, le Gouvernement polonais, désireux d'amener une solution entière de cette question, soumit à la Conférence des Ambassadeurs, par lettre du 15 février, la nécessité de prendre une décision à cet effet.

D'autre part, le Gouvernement lituanien, lui aussi, par la déclaration qu'il fit à la séance du Conseil de la S. D. N., le 13 janvier 1922, avait prié le Conseil « de vouloir bien attirer l'attention du Conseil Suprême des Puissances Alliées et Associées sur la gravité de la situation et de le prier de bien vouloir procéder à la fixation des frontières orientales de la Pologne prévue par

le paragraphe 3, de l'article 87, du Traité de Versailles, fixation qui résoudrait en même temps le conflit polono-lituanien » (1).

Cette demande fut renouvelée directement à la Conférence des Ambassadeurs par une requête, en date du 17 mars 1922, et par la note du 18 novembre 1922.

Faisant suite à ces demandes, la Conférence des Ambassadeurs ne manqua pas de résoudre cette question. Le 15 mars 1923, elle fixa les frontières de la Pologne avec la Russie et la Lituanie. La décision des Principales Puissances Alliées et Associées reconnaît pour frontière définitive, entre la Pologne et la Lituanie, la ligne de démarcation provisoire qu'avait recommandée le Conseil de la S. D. N., en date du 3 février 1923. Elle laisse, en même temps, aux gouvernements intéressés, la possibilité de procéder aux modifications qu'ils jugeront utiles d'apporter au tracé de la frontière politique ainsi établie.

Il convient de retenir que le Gouvernement lituanien a protesté par une note (2) contre cette décision de la Conférence et que le représentant de la Lituanie déclara, à la séance du Conseil de la S. D. N., du 21 avril 1923, n'attribuer aucune valeur à la résolution des Puissances Alliées.

A la suite des nombreuses plaintes qui affluaient à la Société des Nations, de la part des Gouvernements polonais et lituanien, en dénouçant les rapports anormaux existant entre les deux pays, M. Raymond Poincaré, agissant au nom des principales Puissances Alliées, proposa à la Pologne et à la Lituanie, par lettre du 2 juin 1924, d'établir entre elles des relations diplomatiques et consulaires, ainsi que de cesser toutes entraves au commerce. Le Gouvernement polonais fit savoir, le 7 juillet 1924, qu'il était prêt à entrer dans cette voie. Quant au Gouvernement lituanien, il déclara, après longue réflexion, par note du 17 octobre 1924, qu'il ne pouvait pas donner satisfaction aux recommandations de la Conférence des Ambassadeurs.

L'intervention des Puissances n'a pas, jusqu'ici, eu d'influence sur l'attitude adoptée par la Lituanie. La situation anormale, dans laquelle se trouvent les rapports polono-lituanien, dure, comme par le passé.

---

(1) *Journal Officiel de la Société des Nations*. Février 1922, p. 139.

(2) Lettre du 11 avril 1923 adressée par M. Galvanauskas à M. Poincaré.

## CHAPITRE VI

---

L'ATTITUDE DE LA POPULATION LOCALE EN PRÉSENCE DU LITIGE CONCERNANT LE TERRITOIRE DE WILNO. — LA DÉCLARATION DE LA DIÈTE DE WILNO. — OBJECTIONS DES HOMMES POLITIQUES LITUANIENS EN CE QUI CONCERNE LA CONSULTATION POPULAIRE SUR CE TERRITOIRE. — RÉFUTATION DE CES OBJECTIONS. — LE RÉGLEMENT ÉLECTORAL, — L'ATTITUDE DES GROUPEMENTS NATIONAUX RESPECTIFS EN PRÉSENCE DES ÉLECTIONS A LA DIÈTE DE WILNO. — RÉSULTAT DES ÉLECTIONS. — DONNÉES STATISTIQUES ; LEUR PORTÉE. — ÉVALUATION APPROXIMATIVE DU POURCENTAGE DE LA POPULATION QUI FUT HOSTILE AU RATTACHEMENT DU TERRITOIRE DE WILNO A LA POLOGNE. — OBJECTIONS INJUSTIFIÉES AU SUJET D'UNE PRÉTENDUE PRESSION OPÉRÉE PENDANT LES ÉLECTIONS.

Le litige polono-lituanien ne peut pas être considéré exclusivement comme un différend entre le Gouvernement de Varsovie et celui de Kovno. C'est avant tout un conflit entre Kovno et Wilno. Les Lituanien ont toujours eu et ils ont encore aujourd'hui la tendance à créer, sur une importante partie des territoires de la Lituaie historique, un Etat souverain et national soumis à leur hégémonie, alors que la population locale, en majorité polonaise dans certaines régions, a élevé contre ces prétentions une protestation catégorique en s'efforçant de se défendre contre la suprématie unilatérale des Lituanien. Elle désirent maintenir l'Union séculaire avec la République de Pologne. Le geste du général Zeligowski et de toute la division se trouvant sous ses ordres ainsi que la résolution de la Diète de Wilno issue des élections qui eurent lieu le 8 janvier 1922, en sont la preuve éclatante.

Voici la déclaration adoptée par la Diète de Wilno, par 96 voix contre 6 abstentions, en ce qui concerne l'appartenance du territoire de Wilno :

« Au nom de Dieu Tout-Puissant.

Nous, députés de la Diète de Wilno, élus par la volonté libre et universelle de la population du territoire de Wilno, possédant pleinement le droit de décider du sort de ce territoire, nous souvenant des liens plusieurs fois séculaires, qui, par les actes de Horodlo et de Lublin, couronnés par la décision de la Constitution du 3 mai 1791, ont uni, en un seul Etat, notre terre et la Pologne, en vertu d'accords librement consentis, nous souvenant aussi du sang de nos pères généreusement versé dans les luttes de la nation, après les partages néfastes de la Patrie, rendant hommage à la vaillance et au dévouement de Joseph Pilsudski, soldat polonais, fils de ce pays, à l'acte historique du général Zeligowski, conformément au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ; au nom de la population de ce territoire, de ses générations vivantes et futures ; ayant pour but d'assurer, sous tous les rapports, leur liberté ainsi que leur développement moral et matériel, à la séance du 20 février 1922, décidons et arrêtons :

1) Nous considérons tous les liens de droit public à nous imposés par la force par l'Etat russe, comme à jamais rompus et ayant cessé d'exister, de même que nous dénonçons, à la Russie, le droit de s'ingérer dans la question du territoire de Wilno.

2) Nous rejetons et écartons à tout jamais les prétentions sur le territoire de Wilno affirmées par la République lituanienne et lesquelles ont trouvé leur expression dans le traité lituano-soviétiste du 12 juillet 1920, ainsi que toutes autres.

3) Nous constatons solennellement que nous n'acceptons aucune décision, pas plus quant au sort de notre territoire qu'en ce qui concerne son régime intérieur, prise par des éléments étrangers, à l'encontre de notre volonté.

4) Le territoire de Wilno, sans condition et sans réserve, constitue une partie intégrante de la République polonaise.

5) La République polonaise possède le droit de souveraineté plein et exclusif, sur le territoire de Wilno.

6) Les autorités légales de la République polonaise possèdent, uniquement et exclusivement, le droit de statuer sur les lois et le régime administratif du territoire de Wilno, conformément à la constitution de la République polonaise du 17 mars 1921.

7) Nous invitons la Diète Constituante et le Gouvernement de la République Polonaise à exercer immédiatement les droits et obligations qui découlent de l'appartenance du territoire de Wilno à la République Polonaise (1) »

Le Gouvernement de Varsovie se trouvait ainsi en présence d'une demande formelle d'annexion et ne pouvait s'y opposer qu'au nom des intérêts suprêmes du pays. Des négociations furent entreprises, à ce sujet, entre une délégation de la Diète de Wilno et le Gouvernement polonais. Celui-ci aurait voulu laisser une certaine autonomie au territoire de Wilno, afin de ne pas se heurter à l'accusation de visées annexionnistes. Se trouvant en présence d'une demande pure et simple d'incorporation de cette province à la Pologne, le Ministère polonais se vit dans l'obligation de donner sa démission dans les premiers jours de mars. Mais la Diète Constituante de Varsovie confirma, à l'unanimité, la décision de la Diète de Wilno, en sa séance du 27 mars 1922.

---

(1) La Diète de Wilno de 1922. Compte-rendu sténographique des séances. X<sup>e</sup> séance de la Diète (traduction) Wilno, 1922.

La décision de la Diète de Wilno est un fait d'une haute importance. Elle montre nettement les tendances de la population locale, qui, d'une part, affirme que « le territoire de Wilno sans condition et sans réserve, constitue une partie intégrante de la République de Pologne » et, de l'autre, rejette catégoriquement toutes les prétentions du Gouvernement de Kovno sur le territoire de Wilno. Cette décision fut aussi une victoire morale et non des moindres pour l'Etat Polonais, étant donné qu'elle prouvait que, en ce qui concerne le territoire litigieux, la Pologne n'avait jamais eu de tendances impérialistes, mais qu'elle s'était uniquement dressée pour la défense de ses droits imprescriptibles sur une région dont la population, elle-même, réclamait impérieusement son retour à la Mère-Patrie.

Le Gouvernement lituanien, qui, se rendant parfaitement compte des résultats défavorables pour lui du plébiscite, avait protesté contre l'organisation d'une consultation populaire par la Commission Provisoire du Gouvernement, jugea d'autant plus opportun de protester contre la légalité des élections, dès que l'issue du plébiscite fut connue (1).

Il y a lieu d'attirer, ici, l'attention sur le mémoire du Gouvernement lituanien annexé à la lettre adressée, le 15 mai 1922, au Conseil de la Société des Nations par M. Sidzikauskas, président de la Délégation lituanienne (2).

Ce mémoire refuse de reconnaître la légalité des élections.

Il part de ce principe qu'elles eurent lieu avec l'ingérence et sous l'influence des autorités militaires. Il affirme qu'un régime de terreur fut appliqué à la population non polonaise et que le règlement électoral favorisait spécialement l'élément polonais. Sans tenir compte du résultat effectif des élections, le mémoire en question se borne à déclarer, sans fournir la moindre preuve à l'appui, que « 88,73 % de la population avaient déclaré à l'avance ne pas être d'accord avec elles et ne pas vouloir y participer ».

Le mémoire en question est loin d'être unique. Les hommes politiques lituaniens convaincus ainsi que d'autres mal inspirées se sont continuellement efforcés de répandre l'opinion que la dé-

---

(1) Note du gouvernement lituanien adressée au Conseil de la S. D. N., le 14 décembre 1921.

(2) Mémoire relatif aux élections de Wilno du 8 janvier 1922, présenté par la Délégation de Lituanie au Conseil de la Société des Nations. Publication du Ministère des Affaires Etrangères de Lituanie. Le conflit lituano-polonais. Correspondance, etc. Annexe n° 24. Kovno 1922.

cision de la Diète de Wilno n'était que l'expression de la minorité de la population du territoire litigieux, et que celle-ci avait imposé sa volonté par la force, au reste de la population. Voici ce qu'on peut lire dans un autre mémoire : « Les Polonais ont feint d'organiser un plébiscite qui eut lieu sous la pression des bayonnettes du général Zieligowski et dont toute la population autochtone s'est abstenue, exception faite de quelques émigrants polonais et des polonisants qui ne composent même pas 10 % de la population totale du pays.

« C'est un fait, écrivait l'auteur du mémoire, qui a été prouvé par des témoignages et des documents indéniables » (1).

Nous tâcherons de démontrer plus loin que la Diète de Wilno issue des élections du 8 janvier 1922 fut la véritable représentation de la population locale, que sa décision fut l'expression de la volonté d'une écrasante majorité des habitants du territoire soumis à la consultation populaire, qu'enfin, tous les efforts faits pour démontrer le contraire, ainsi que les affirmations, sans aucune preuve à l'appui, des adversaires de cette majorité, ne sont que les effets d'une effronterie dépassant les limites permises.

Il y a lieu, avant tout, de faire quelques remarques en ce qui concerne le règlement électoral lui-même d'après lequel eut lieu le vote du 8 janvier 1922. En l'analysant, on doit reconnaître qu'il est l'expression des postulats les plus avancés des principes démocratiques.

L'organisation du scrutin sur les bases les plus larges exclut tout privilège, soit de sexe, de condition, de nationalité ou de religion. Le scrutin étant général (art. 1) et égal (art. 2) assurait à la population entière la libre expression de sa volonté. Etant secret (art. 60) et direct, il garantissait l'entrée à la Diète des mêmes personnes sur lesquelles se porteraient les voix de la population. Enfin, l'application du principe de la représentation proportionnelle assurait, en même temps, la répartition équitable des mandats.

Toute pression sur le vote était rigoureusement exclue. L'article 13 du règlement électoral rend les autorités préposées au scrutin entièrement indépendantes de l'administration du pays et des autres organes gouvernementaux. Tout cela permettait aux électeurs de manifester, au cours du vote, leur véritable

---

(1) Mémoire concernant la situation des Lituanais du territoire de Wilno présenté à la V<sup>e</sup> assemblée de la Société des Nations par L. Vaillonis, délégué des organisations lituanaises de Wilno.

volonté. Les présidents des commissions de vote étaient, en vertu du même article, choisis parmi les juges du Tribunal local. Leur indépendance excluait toute possibilité d'élections tendancieuses et partiales. En outre, tous ceux qui faisaient partie des commissions de vote devaient être originaires du pays. La police était tenue à l'écart dans un rayon de cent pas, des locaux de vote. Pour assurer l'ordre et la tranquillité, les autorités préposées au vote avaient fait appel à une garde civique dont les fonctions étaient purement honorifiques.

L'article 81 du règlement de vote prévoyait que tous les doutes pouvant surgir, au cours des élections, ainsi que les plaintes contre les actes des autorités préposées au vote devaient être soumises au jugement définitif de la Cour de Cassation de Wilno, siégeant en public et constituant l'instance judiciaire suprême de l'endroit.

La participation des militaires aux élections était exclue (art. 3), de même que celle de tous les fonctionnaires arrivés sur le territoire plébiscitaire après l'entrée des troupes du général Zeligowski.

Les véritables organes chargés de l'organisation des élections étaient des commissions constituées « collégialement » dans les circonscriptions et les districts de vote. Les membres de ces commissions étaient des citoyens de l'endroit appartenant à différents partis politiques et à différentes nationalités. Ils devaient avoir leur domicile dans la circonscription ou le district électoral.

Afin d'assurer la sécurité du vote et garantir sa régularité, la décret du Président de la Commission Provisoire de Gouvernement, n° 427, instituait une série de sanctions pénales pour toute action hostile au libre cours des élections à la Diète. Ces sanctions comportaient une peine d'emprisonnement de 1 à 3 ans pour différents abus, durant les élections.

Le rôle de la police se borna à faciliter, aux fonctionnaires chargés de recueillir les votes, l'accomplissement de cette fonction et de tout ce qui s'y rattache, ainsi qu'à maintenir la sécurité et l'ordre publics indispensables. Conformément aux dispositions du Commandement Général de la Police « la Police ne doit, sous aucun prétexte, gêner la liberté des réunions et de la campagne électorale... Elle n'intervient que dans le cas où les membres d'une réunion se permettraient des excès à l'égard des organes préposés aux élections, des orateurs, des autres membres de la réunion, etc... Il est également interdit à la Police d'opérer une pression quelconque sur la population dans le sens,

soit de sa participation, soit de son abstention aux élections » (1).

Le décret du Président de la Commission Provisoire de Gouvernement, n° 431, abroge toutes les dispositions antérieures capables de limiter la liberté des réunions et des meetings électoraux ; il assure la liberté la plus complète à la presse et, en général, à la pensée imprimée. Les dispositions concernant la liberté de la presse ayant été prises dès le 13 décembre 1921, soit un mois avant les élections, les minorités nationales avaient par suite la possibilité d'organiser leur campagne électorale.

Le règlement de vote écartait la possibilité de tout abus ainsi que toutes les irrégularités pouvant se produire, au cours du scrutin, il garantissait, à la population, l'entière liberté de se prononcer sur son sort. Une série de décrets de la Commission de Gouvernement compléta les dispositions du règlement de vote, en établissant définitivement les conditions susceptibles d'assurer la liberté des élections.

A la faveur de la complète liberté qui était offerte aux électeurs, les agitateurs lituaniens déployèrent une grande activité. Leur propagande fit des progrès rapides, celle-ci entraînant à sa suite la majorité des Lituaniens et une partie des Blanc-Ruthènes.

Selon l'attitude que les différents groupements nationaux adoptèrent envers la future Diète, on pouvait distinguer deux camps opposés, mais loin d'être égaux en nombre. La majorité qui comprenait tous les partis polonais ainsi que « l'Union nationale des partis Blanc-Ruthènes, » s'efforçait de faire prendre part au vote le plus grand nombre d'électeurs et à conquérir le plus grand nombre de mandats. Quant à la minorité des électeurs, à laquelle appartenaient les groupements lituaniens ainsi que le Comité National Blanc-Ruthène, elle boycottait, d'une façon manifeste, la Diète et s'efforçait d'obtenir l'abstention du plus grand nombre d'électeurs possible.

L'attitude des Lituaniens était décidée et très claire. Ils se rendaient parfaitement compte que, ne constituant à peine que 7 % de la population de tout le territoire, ils ne parviendraient jamais à faire pencher la balance de leur côté. Ainsi, s'efforçaient-ils, par tous les moyens, d'affaiblir l'autorité des électeurs aux yeux de l'étranger. Le Comité Provisoire Lituanien, à Wilno, fit savoir au président de la Commission électorale qu'il ne présenterait aucune liste de candidats et que la population lituanienne allait s'abstenir. Pour achever l'œuvre de discrédit qu'ils jetaient

---

(1) Ordre du Commandement Général de la Police, en date du 31-12-21 n° 122.

sur les élections, les Lituanien lièrent leur cause à celle des Blanc-Ruthènes qui constituent une partie relativement considérable de la population de ce territoire, mais les masses blanc-ruthènes présentaient trop peu de consistance pour apporter, à la Lituanie, une aide efficace.

Quant aux Blanc-Ruthènes, ils étaient partagés. Une partie d'entre eux était très bien disposée en faveur de la cause polonaise, en général, et des élections à la Diète, en particulier. On peut en voir la preuve dans les décisions adoptées au Congrès de la Ruthénie Blanche de l'Ouest qui eut lieu à Wilno, les 11 et 12 décembre 1921. Nous y lisons, entre autres : « Attendu que le passé historique du peuple Blanc-Ruthène le rattache à la République Polonaise, que ce rattachement correspond entièrement aux intérêts nationaux... que la Constitution Polonaise garantit au peuple blanc-ruthène la plénitude de ses droits... que le gouvernement lituanien, au cours de toute la période de l'organisation de son Etat, a manifestement traité le mouvement national blanc-ruthène d'une façon hostile et a repoussé sans pitié nos droits au territoire de Wilno... le Congrès invite chaleureusement, toute la population blanc-ruthène, à prendre la part la plus active aux élections à la Diète de Wilno, en affirmant, de cette façon, son indéfectible volonté de rattacher ce territoire à la Pologne » (1).

Une autre partie des Blanc-Ruthènes menait une campagne violente contre les élections. Elle avait à sa tête un « Comité National Blanc-Ruthène » qui était soutenu et inspiré par le fameux « gouvernement » de Lastowski, siégeant à Kovno. Le lieu de résidence de ce gouvernement jette à lui seul, une lumière suffisante sur le caractère de son activité. Il faut, toutefois, remarquer que l'appel de ce Comité, en date du 11/XII- 1921 (2) qui recommande aux Blanc-Ruthènes de s'abstenir aux élections, bien qu'il émette les pires opinions sur les autorités polonaises et leur attitude à l'égard des Blanc-Ruthènes, n'exprime nullement le désir que Wilno soit rattaché à la Lituanie.

Cette partie des Blanc-Ruthènes, qui recevait des ordres du Gouvernement de Kovno, suivait l'exemple des Lituanien en travaillant avec ardeur aux fins de renverser l'ordre des choses qui existait alors sur le territoire en litige.

---

(1) Les élections à la Diète de Wilno, du 8 janvier 1922 (en polonais) Wilno, 1922.

(2) On peut trouver cet appel dans les Rapports de la Commission Militaire de Contrôle de la Société des Nations, du 12 février 1922. Genève 1922.

Cette attitude des Lituaniens et des Blanc-Ruthènes fut constatée par la Commission Militaire de Contrôle qui arriva aux conclusions suivantes : « L'entente complète et le travail en commun avec le Gouvernement de Kovno des organisations lituaniennes et blanc-russiennes est indéniable ; les organisations qui considèrent et proclament que Vilna est la capitale de la Lituanie, provisoirement et illégalement occupée par les Polonais, tout en cherchant à maintenir et à développer les intérêts lituaniens à Vilna, travaillent ouvertement contre le régime de fait existant dans la ville » (1).

L'appel du Comité National Blanc-Ruthène, invitant à s'abstenir aux élections ne remporta cependant pas de succès. Nombreux furent les Blanc-Ruthènes qui, comme nous le montre le tableau produit plus bas, prirent part aux élections.

L'attitude neutre observée par les Israélites à l'égard des élections à la Diète de Wilno, mérite d'être spécialement remarquée. Ils annoncèrent officiellement qu'ils ne prendraient pas part aux élections et ne communiquèrent pas la liste de leurs candidats. Cette attitude fut adoptée sous l'influence du parti sioniste qui avait l'oreille de la population israélite, dans la région de Wilno. Ses partisans considéraient que les Israélites constituaient une nationalité déterminée et distincte, dans la région de Wilno. Ils demandaient que le Gouvernement leur garantît des droits spéciaux. Leur attitude fut l'objet d'une vaste réclame menée à grand bruit, pendant la période électorale, par leurs journaux paraissant à Wilno. L'organe de la démocratie israélite « Unser Tog » était d'avis « qu'il ne pouvait s'agir de se prononcer pour la Pologne ou la Lituanie, étant donné qu'il est impossible de choisir une nouvelle Patrie, comme on ne choisit pas ses parents. Quant à la question des intérêts économiques, celle-ci doit reculer à l'arrière plan » (2). Un autre article du même journal, en date du 26-12-21, constate que les intérêts cultureux économiques des israélites, dans la région de Wilno, s'orientent vers la Pologne. Il en résulte que le peuple Juif devrait, conformément à ses intérêts, se prononcer, en réalité, pour la Pologne. Cependant, les représentants de la population israélite ne doivent pas le faire, étant donné qu'ils n'ont pas le droit de renoncer à leurs desiderata nationaux les plus importants.

---

(1) Rapport du Président de la Commission militaire de Contrôle de la Société des Nations, du 12 février 1922. Genève 1922.

(2) Le journal *Unser Tog Wilno*, le 1-1-1922.

La presse israélite de la Lituanie de Kovno posait nettement la question. Voici quelques mots qui caractérisent l'opinion de la Société juive de l'autre côté de la frontière : « Nous voulons... nous préférons que Wilno restât une ville juive. Nous sommes à même de supposer que les Juifs possèdent non moins de droits sur Wilno que les parties en litige » (1).

Il faut constater que la presse israélite, dans le territoire de Wilno, à l'exception, peut-être, de plusieurs articles du journal *Unser Feind*, voyait des avantages dans l'union avec la Pologne. Les Juifs se considéraient, eux-mêmes, comme étant des « neutres loyaux ». S'ils s'abstinrent aux élections, ce ne fut pas pour des considérations de principe, mais pour des raisons tactiques. Finalement, au moment des élections, ils changèrent d'attitude. Il est vrai que les Sionistes continuèrent à s'abstenir de voter, mais la droite Juive, constituée par les représentants de la classe aisée et industrielle, vota avec le parti démocratique polonais ; quant aux socialistes et aux membres du *Bund* ils votèrent avec les socialistes polonais.

Il faut jeter un coup d'œil sur les données statistiques pour se faire une idée des résultats que fournirent les élections du 8-1-22. Cela nous permettra également de mettre en valeur les rapports numériques entre les groupes nationaux distincts, à la Diète de Wilno et de constater que cette Diète fut l'expression effective de la majorité de la population. Le cadre de notre ouvrage ne nous permet pas d'aborder une étude détaillée des données statistiques ; nous renvoyons ceux que la question intéresse, à un ouvrage spécial (2). Nous nous bornerons à citer les chiffres les plus importants (voir tabl. p. 121 et 123).

En dehors de la Lituanie Centrale, administrée par la Commission provisoire de Gouvernement, le territoire soumis à la consultation populaire comprenait également les districts de Lida, Wasiliszki et de Braslaw. Ces districts furent reconnus comme litigieux, bien qu'ils se trouvassent à l'intérieur des frontières administratives de la Pologne. « En comprenant dans le territoire plébiscitaire les districts de Lida et de Braslaw, en dépit d'énormes difficultés soulevées par le Parlement, la Pologne poussa jusqu'aux dernières limites sa fidélité aux principes du droit des

---

(1) Article du *Journal Našs* du 29-9-21, reproduit par le journal *Głos Litwy* (La Voix de la Lituanie, en polonais).

(2) Les Elections de Diète de Wilno. Publication de la Commission Electorale, Wilno 1922, Vol. I et II, Statistique.

Peuples de disposer d'eux-mêmes, principes qu'elle réclamait au même titre, pour toutes les nations » (1).

Il ressort du Tableau I, que la proportion numérique des électeurs au nombre global des habitants ( $387.397 : 735.089 = 53 : 100$ ) était de 53 %. Si l'on prend en considération que le règlement du vote avait limité, à 21 ans, l'âge requis pour avoir droit au vote, et qu'il avait, en outre, exclu, des listes électorales, les militaires et les personnes dépourvues de la plénitude des droits

TABLEAU I. — La superficie, la population, le nombre des inscrits, le nombre des votants

| Circonscriptions électorales                                                                                             | Superficie en km <sup>2</sup> | Total des habitants | Total des inscrits | Nombre des inscrits par 100 habitants | Nombre des votants |                   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------|-------------------|
|                                                                                                                          |                               |                     |                    |                                       | Total des votants  | Par 100 habitants |
| WILNO (VILLE) (1).....                                                                                                   | 97                            | 128.954             | 74.495<br>4.853    | 58                                    | 43.489             | 54,8              |
| LITUANIE CENTRALE comprenant les circonscriptions de Swienciany, de Komaje, d'Oszmiana, de Troki et la ville de Wilno.   | 13.014                        | 499.554             | 263.537            | 53                                    | 168.292            | 63,9              |
| TOUT LE TERRITOIRE ÉLECTORAL comprenant la Lituanie centrale plus les circonscriptions de Wasiliszki et de Braslaw ..... | 20.211                        | 735.089             | 387.397            | 53                                    | 249.325            | 64,4              |

(1) En tenant compte des réclamations des intéressés, la Commission électorale de la Ville de Wilno a inscrit sur les listes électorales, outre 74.495 habitants de la ville, 4.853 réémigrants ayant droit de vote d'après l'article 1 du règlement électoral (*Journal Officiel du Gouvernement* prov. n° 38 (48), décret 421). Les réémigrants n'appartenant pas à la population de la ville de Wilno figurent séparément sur ce tableau.

politiques, le pourcentage ci-dessus démontre que toutes les personnes qui remplissaient les conditions exigées par le règlement électoral figuraient sur les listes et avaient, par conséquent, la faculté de prendre part aux élections (2).

La proportion entre le chiffre des votants et la totalité des ayants-droit au vote ( $249.325 : 387.397$ ) accuse 64,4 %, c'est-à-

(1) *Journal de Genève*, du 13 janvier 1922.

(2) Le droit était reconnu à tous les électeurs de s'assurer que leur nom figurait sur les listes dressées par les commissions électorales. Au cas où une omission était constatée, la liste électorale se complétait par le nom de l'électeur en question, après que son droit au vote eût été constaté.

dire la majorité absolue. Nous trouvons là une confirmation de ce principe, à savoir que la Diète du territoire de Wilno, issue des élections, était juridiquement qualifiée pour représenter ses habitants et décider de son sort. Ces chiffres témoignent également de l'intérêt très vif porté, par la population, au sort de son pays. Si, d'autre part, on prend en considération la mauvaise saison, au cours de laquelle eurent lieu les élections, et l'hiver rigoureux ne permettant pas à un grand nombre de femmes inscrites d'abandonner leurs ménages afin de se rendre au siège de la circonscription électorale, souvent éloignée de 10 kil., le résultat des élections est une preuve indéniable de ce que la majorité de la population rurale était toujours pleinement consciente que ses intérêts étaient intimement liés à ceux de la population des autres régions de la République de Pologne.

Le fait que 83 % des électeurs polonais ont voté prouve que la Diète issue de ces élections exprimait la volonté de la majorité écrasante des habitants, c'est-à-dire des Polonais. D'autre part, le fait que d'autres nationalités avaient pris part aux élections témoigne de ce que cette Diète n'était pas issue de l'expression exclusive de la majorité ; mais représentait aussi la volonté d'autres groupements nationaux dont les aspirations concordaient avec celles des Polonais. Le pourcentage important des abstentionnistes lituaniens, juifs et blanc-ruthènes montre que les électeurs étaient laissés entièrement libres et que, ni les organes électoraux, ni les autorités administratives n'effectuaient la moindre pression, mais se posaient uniquement sur le terrain du respect du droit de chaque citoyen à la libre expression de sa volonté, dans le sens qu'il croyait conforme à ses opinions politiques. Sur le nombre total de la population qui est de 735.089, 106 députés ont été élus ; cela revient à dire qu'il faut compter un mandat par 7.000 habitants. Ce qui confirme que le principe accordant, aux minorités politiques, la faculté d'élire leurs candidats, avait été appliqué dans son intégrité.

D'autre part, la répartition des mandats qui, en vertu de l'art. 43 du règlement électoral fut effectuée, compte tenu des ententes intervenues entre les listes dans les différentes circonscriptions électorales, ainsi que l'application du système d'Hont prouvent que la répartition en question fut conforme aux principes de l'équité.

64,4 % des électeurs, ayant droit au vote, ont voté pour les différentes listes polonaises. Il ne reste donc que 35,6 % d'abstentionnistes. Mais ce serait une erreur de les considérer tous comme des partisans de l'incorporation du territoire de Wilno

TABLEAU II. — La participation électorale des groupements nationaux

| Circonscriptions<br>électorales        | Polonais                |      |                                               | Lituanais               |     |                                               | Juifs                   |      |                                               | Blancs-Ruthènes et autres |      |                                               |
|----------------------------------------|-------------------------|------|-----------------------------------------------|-------------------------|-----|-----------------------------------------------|-------------------------|------|-----------------------------------------------|---------------------------|------|-----------------------------------------------|
|                                        | Nombre<br>des habitants |      | Nombre<br>des inscrits<br>Chiffres<br>absolus | Nombre<br>des habitants |     | Nombre<br>des inscrits<br>Chiffres<br>absolus | Nombre<br>des habitants |      | Nombre<br>des inscrits<br>Chiffres<br>absolus | Nombre<br>des habitants   |      | Nombre<br>des inscrits<br>Chiffres<br>absolus |
|                                        | Chiffres<br>absolus     | %    |                                               | Chiffres<br>absolus     | %   |                                               | Chiffres<br>absolus     | %    |                                               | Chiffres<br>absolus       | %    |                                               |
| Wilno-ville.....                       | 72.416                  | 56,1 | 51234                                         | 2.952                   | 2,3 | 4713                                          | 46.559                  | 36,1 | 22.171                                        | 7859                      | 5,5  | 5110                                          |
| Lituanie centrale.....                 | 340.802                 | 68,2 |                                               | 44.379                  | 8,9 |                                               | 62.224                  | 13,0 |                                               | 49.149                    | 9,9  |                                               |
| Tout le territoire électo-<br>ral..... | 503.004                 | 68,4 | 273357                                        | 52.814                  | 7,2 | 28.684                                        | 84.810                  | 11,5 | 38.522                                        | 94.462                    | 12,9 | 49.734                                        |
|                                        |                         |      | 83                                            |                         |     | 8,2                                           |                         |      | 15,3                                          |                           |      | 41                                            |

à la Lituanie. Tout au contraire, la majorité d'entre eux voulait maintenir l'ancienne union avec la Pologne, une autre partie affirmait sa neutralité et seul, un petit nombre pouvait être considéré comme adversaire de la Pologne. Afin de le démontrer, nous croyons utile d'effectuer un calcul qui établira le pourcentage de chaque groupement national s'étant abstenu de voter, par rapport à la totalité des ayants-droit sur le territoire litigieux.

a) Comme nous le montre le tableau ci-dessus (tabl. II), sur le nombre total des Polonais constituant les 68,4 % de la population globale, 83 % des ayants-droit ont pris part au vote ; il y eut donc, parmi les Polonais, 17 % d'abstentions. Par conséquent, le pourcentage des Polonais, qui se sont abstenus à voter, peut se calculer comme suit, par rapport au chiffre total des ayants-droit :  $(68,4 \times 17) : 100 = 11,688 \%$ .

b) Sur le chiffre total de la population lituanienne ayant droit au vote et qui constituait les 7,2 % de la population globale, ont pris part aux élections 8,2 %, ce qui porte les abstentions, parmi les lituaniens, à une proportion de 91,8 %. Par conséquent, le pourcentage des Lituaniens inscrits sur les listes électorales et s'étant abstenus de voter, par rapport au chiffre total des électeurs, est de :  $(7,2 \times 91,8) : 100 = 6,609 \%$ .

c) Sur le chiffre total de la population Juive, constituant les 11,5 % de la population, ont pris part au vote 15,3 % des ayants-droit ; il y eut donc parmi les Juifs inscrits sur les listes électorales 84,7 % d'abstentions. Le pourcentage des ayants-droit israélites s'étant abstenus de voter égale par conséquent, par rapport au nombre total des électeurs :  $(11,5 \times 84,7) : 100 = 9,740 \%$ .

d) Sur le restant de la population (blanc-ruthène pour la plupart) constituant les 11,6 % de la population totale, 41 % des ayants-droit ont pris part au vote ; il y eut donc 59 % abstentions. Le pourcentage des abstentions de cette catégorie, par rapport au chiffre global des électeurs, égale par conséquent :  $(11,6 \times 59) : 100 = 6,844 \%$ .

En général, une proportion de 35,6 % des électeurs inscrits n'a pas voté. Sur ce nombre, les voix polonaises s'étant abstenues égalent 11,6 % du chiffre total des ayants-droit, c'est-à-dire presque le tiers du total des abstentions. Il serait absurde de supposer que ces Polonais se soient abstenus, afin de manifester leurs sympathies en faveur de la Lituanie. Il faut chercher, à cette abstention, des causes toutes différentes. Tout d'abord, les conditions difficiles dans lesquelles eurent lieu les élections (communications pénibles, hiver rigoureux, épidémies sévissant dans certaines circonscriptions, etc...) contribuèrent, pour une

large part, à rendre le vote impossible à un grand nombre d'électeurs. Au surplus, beaucoup d'entre eux ne se rendaient pas suffisamment compte de la portée des élections.

En ce qui concerne les électeurs Juifs s'étant abstenus, ils constituent les 9,7 % de tous les ayants-droit, c'est-à-dire moins d'un tiers des abstentionnistes. Nous connaissons leur point de vue : ils se sont abstenus, non pour des raisons de principe, mais pour des raisons de tactique et, en aucun cas, ils n'étaient inspirés par le désir d'être incorporés à la Lituanie.

Une question surgit, savoir dans quelle proportion le restant de la population aurait-elle été susceptible de se prononcer pour la Lituanie. Les électeurs, de cette catégorie, s'étant abstenus constituent les 14,2 % de la totalité des ayants-droit dont à peine 6,6 % sont des Lituaniens. Une partie très importante de ces électeurs ne peuvent être considérés comme des partisans de la Lituanie. Parmi eux, un grand nombre s'était, en effet, abstenu de voter pour les raisons rappelées ci-dessus ; d'autres, également nombreux, ne disposaient pas de leur conscience politique étant, pour la plupart, des illettrés, uniquement préoccupés de leur existence matérielle et ne pouvant avoir aucune idée politique. On peut donc considérer, sans exagérer, que la proportion des partisans de la Lituanie, sur le territoire litigieux, n'a pas dépassé de 7 à 8 % du nombre total de la population.

Les données statistiques que nous avons citées sont un tableau éloquent du résultat des élections et de l'aspect national du territoire où se déroula la consultation populaire. Ces données, qui constituent les deux tableaux ci-dessus, ont été élaborées d'après la statistique nationale des provinces sous « l'Administration Polonaise des Pays de l'Est » établie en 1919, ainsi que d'après les listes officielles de la Commission Centrale des Elections, dont l'exactitude n'a été mise en doute, ni au moment du dépouillement du scrutin dans les 316 secteurs électoraux, ni pendant la vérification des résultats de ce scrutin par les nombreuses commissions des circonscriptions électorales ; cette exactitude a été également confirmée par 44 signatures de citoyens universellement respectés et représentant toutes les nationalités, sans exception, habitant le territoire de Wilno.

Nous avons vu précédemment que, de même que le règlement électoral, les décrets de la Commission Provisoire écartent toute idée de pression ayant pu être exercée par les autorités administratives sur les électeurs. Aussi, les hommes politiques lituaniens ne peuvent prétendre que la Commission Provisoire ait omis de garantir, dans une mesure suffisante, l'impartialité des élections.

La preuve de la mise en vigueur des prescriptions est fournie par des chiffres indiscutables, ainsi que par le fait qu'aucune plainte concernant la manière d'agir des autorités électorales, de même qu'aucune protestation fondée contre la façon dont eurent lieu les élections ne furent portées par devant la Cour de Cassation, institution suprême chargée de statuer, en dernière instance, sur les questions de cet ordre.

Les nombreux correspondants de journaux étrangers, ayant assisté aux élections, affirmèrent qu'elles furent organisées avec toute l'équité, la liberté et l'impartialité voulus. Désirant se rendre compte de la façon dont se déroulaient ces élections, ainsi que du véritable esprit des populations rurales avec lesquelles ils voulaient entrer en contact, un groupe de journalistes étrangers fit la tournée des circonscriptions électorales. Ils affirmèrent, tous, le caractère sérieux des élections, de même que la volonté unanime des électeurs de se prononcer pour leur rattachement à la Pologne. Voici ce que disait l'un d'eux : « J'ai visité aujourd'hui quelques centres électoraux de province. j'y ai constaté, parmi les électeurs, une unanimité complète, bien qu'une partie de la population israélite s'abstient de prendre part aux élections, dont les conditions d'impartialité sont, pourtant, entièrement sauvegardées. Questionnés, tous m'affirment leur volonté d'appartenir à la Pologne. Même les enfants, avec un air sérieux, vraiment touchant, disent : « Pour la Pologne » (1).

Les élections auraient eu, d'ailleurs, un résultat identique indépendamment du mode qui les eût régies. Ni l'égide de commissions et de troupes spécialement déléguées à cet effet par les Alliés, ni la « protection » des autorités lituaniennes, civiles et militaires, n'auraient pu modifier le caractère nettement polonais de ce pays.

Il ne peut être question de représailles d'aucune sorte de la part des autorités polonaises. Les autorités locales de Wilno étaient imbuës d'un esprit tolérant au plus haut point envers toutes les populations habitant le territoire litigieux. Elles firent preuve de bonne volonté et, au cours des élections, elles ne cessèrent d'être à la hauteur de leur tâche, donnant ainsi, conformément à la promesse du général Zeligowski, le droit à la population de la région de Wilno « d'exprimer sa volonté, sans aucune contrainte et de décider ainsi du sort futur de son territoire ».

---

(1) *Le Temps*, 10 janvier 1922.

## CHAPITRE VII

---

ARGUMENTS INVOQUÉS PAR LE GOUVERNEMENT LITUANIEN POUR JUSTIFIER LES PRÉTENTIONS DE LA LITUANIE SUR LE TERRITOIRE LITIGIEUX. — LE PRINCIPE DES DROITS HISTORIQUES. — IMPOSSIBILITÉ DE SON APPLICATION. — ABSENCE DE CONTINUITÉ ENTRE LA LITUANIE HISTORIQUE ET LE NOUVEL ÉTAT LITUANIEN. — LA VALEUR DES ARGUMENTS ETHNOGRAPHIQUES. — L'ASPECT DE LA QUESTION « NATIONALITÉS » SUR LE TERRITOIRE LITIGIEUX, A LA LUMIÈRE DES STATISTIQUES. — ABSENCE DE TOUT CARACTÈRE LITUANIEN. — LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS ET L'ORIGINE ETHNIQUE. — CONSIDÉRATIONS ÉCONOMIQUES ET QUESTION DE LA DÉPENDANCE DU TERRITOIRE DE WILNO. — ARGUMENTS JURIDIQUES. — TRAITÉ DE MOSCOU, DU 12 JUILLET 1920, ET TRAITÉ DE RIGA DU 18 MARS 1921. — INTERPRÉTATION DE L'ART. 87 DU TRAITÉ DE VERSAILLES PAR LE MÉMOIRE LITUANIEN DU 17 OCTOBRE 1924. — LE REFUS DU GOUVERNEMENT LITUANIEN DE RECONNAÎTRE LA DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS (15 MARS 1923) EST DÉNUÉ DE TOUT FONDEMENT.

Le droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes, longtemps contesté quand il s'est agi de Wilno, a fini par s'imposer. Les hommes politiques lituaniens ne cessent toutefois, comme auparavant, de revendiquer Wilno, et, pour justifier leur thèse, ils invoquent une série d'arguments. La valeur de ces prétentions, ainsi que la pauvreté de l'argument tiré d'une prétendue pression exercée lors des élections à la Diète de Wilno, ont été appréciés comme il convenait par les juges compétents en matière de politique internationale, qui ont attribué définitivement Wilno à la Pologne. La résolution de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 15 mars 1923, a clos, en droit, la question de Wilno.

sur le terrain international. Or, rien n'a changé dans l'attitude du Gouvernement lituanien qui continue à considérer le débat comme toujours ouvert et traite d' « occupation » l'exercice du pouvoir souverain sur le territoire de Wilno.

Absorbé, en 1923, par son offensive diplomatique au sujet de Memel, le Gouvernement lituanien n'a pas été en mesure de porter ailleurs ses efforts, mais le dénouement de la question de Memel, en lui déliant les mains, lui a permis de nouvelles tentatives pour remettre une seconde fois la question de Wilno sur le terrain international. Ainsi, lorsque la Conférence eut suggéré l'idée, le 8 juin 1924, de la reprise des relations diplomatiques normales entre la Pologne et la Lituanie, le Gouvernement lituanien, par une note datée du 17 octobre 1924, précisa son attitude, à cet égard, en demandant que la Conférence des Ambassadeurs se réunisse en vue d'examiner à nouveau la question. Un mémoire était joint à la note ; il groupait l'ensemble des prétentions lituaniennes sur le territoire de Wilno et déclarait ne pas reconnaître la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 15 mars 1923. Les prétentions de la Lituanie étaient fondées sur des arguments historiques, ethnographiques, économiques et juridiques.

Ils appellent quelques remarques.

Voici les arguments historiques les plus importants : la ville a été fondée par Gedymin, Grand Duc de Lituanie. Elle a été le centre de la Lituanie ethnographique. L'Union dynastique avec la Pologne n'a laissé que des traces insignifiantes dans la ville et le territoire du même nom. Wilno a été, sous tous les régimes, la capitale de la Lituanie jusqu'en 1914, son foyer intellectuel, artistique et religieux ; enfin elle est le berceau de la renaissance nationale lituanienne.

Les arguments historiques ci-dessus ne constituent ni le droit ni, le plus souvent, la vérité historique.

La théorie, dite historique, en vertu de laquelle les hommes d'Etat lituaniens revendiquent aujourd'hui, contre la volonté de ses habitants, un territoire possédé jadis par la Lituanie, manque de base sérieuse.

La vie de l'Etat n'a pu conserver, indéfiniment stationnaires, les mêmes formes ; celles-ci ont subi, au contraire, des modifications essentielles durant une évolution, longue de six siècles. Les territoires que la Lituanie revendique, au nom du passé, ont fait partie de l'état lituanien, distinct de la Pologne, en des temps extrêmement reculés. Depuis 1386, en effet, la Lituanie vit en communauté politique avec la Pologne, unie à elle par des liens

de plus en plus étroits. L'Acte de Lublin (1569) proclame que deux états et deux nations se sont fondus en un seul corps. Enfin, la Constitution du 3 mai supprime définitivement la dualité administrative encore existante (V. chapitres I et II).

Les autres peuples qui, conjointement au peuple lituanien, ont vécu sur le territoire de l'Ancien Grand Duché de Lituanie et y forment encore aujourd'hui la grande majorité ont fini par se cristalliser ; ils ne veulent absolument pas être compris dans les frontières de l'état lituanien actuel. Ainsi le principe des droits ou des limites historiques, invoqué par le Gouvernement de Kovno n'est pas soutenu par celui des nationalités. La thèse historique qui justifierait aux yeux des hommes politiques lituaniens leurs prétentions concernant Wilno ne tient donc aucun compte de la situation actuelle et par cela même ne saurait avoir une valeur quelconque. « Ou bien la théorie historique doit en venir à l'acceptation du fait actuel, ou bien elle se détruit elle-même » (1).

A l'appui de leurs revendications, les hommes politiques de la nouvelle école invoquent la large portée de l'expression Lituanie ; mais, un tel argument, ne plaide nullement en leur faveur. Nous connaissons d'autres exemples dans l'histoire où des pays entiers, voire même des états puissants, ont emprunté leur nom de façon toute occasionnelle à telle ou telle tribu.

Ainsi la France, par exemple, délaissant la vieille dénomination de Gaule, a pris son nom à la tribu germanique des Francs qui, poussés vers l'Ouest par la migration des peuples, sont à l'origine de la formation de la puissance française. L'Italie doit son nom, non pas à Rome, mais à une des premières races qui ont habité la péninsule italique. S'il fallait appliquer logiquement en d'autres cas la méthode adoptée par le Gouvernement lituanien pour démontrer qu'en raison de considérations historiques, le territoire de Wilno doit, aujourd'hui, appartenir à la Lituanie, on aboutirait à des conclusions absurdes. « Sous prétexte, écrit M. René Johannet, que les Celtes ont fondé Belgrade, Vienne, Londres et Milan, irons-nous réclamer ces villes à leurs possesseurs ? En tant que descendants des Francs, revendiquons-nous l'Allemagne jusqu'à l'Elbe ? » (2)

Que Wilno fut la capitale du Grand Duché de Lituanie, c'est un fait universellement connu, mais doit-elle pour cela appartenir aujourd'hui à la Lituanie, alors que celle-ci n'a plus rien de

---

(1) Louis LE FUR : Races, Nationalités, Etats, p. 126.

(2) René JOHANNET. — Principe de Nationalités (Paris 1918, p. 289).

commun avec l'ancien Grand-Duché ? L'Etat lituanien en rompant avec la tradition, en brisant tout lien avec la Pologne n'est pas la continuation du Grand Duché de Lituanie intimement uni à la Pologne ; c'est une création complètement nouvelle. Oui, Wilno a été — il l'est encore — le foyer artistique, religieux et intellectuel de la Lituanie historique, mais non pas du peuple lituanien ni de la Lituanie ethnographique. Les principaux progrès accomplis par le pays lituanien, dans l'ordre de la civilisation, sont, en majeure partie, l'œuvre du génie polonais. Nous l'avons vu dans les chapitre précédents : l'évolution de l'enseignement à Wilno avait, depuis une série d'années, un caractère profondément polonais. Nous avons mentionné le rôle joué dans le mouvement intellectuel de la Lituanie par l'Université de Wilno, ses maîtres et ses élèves.

Or, nous l'avons vu, le mouvement néo-lituanien, lui, n'est pas du tout parti de Wilno. Les milieux qui l'ont couvé sont complètement différents.

A Wilno, en effet, la situation ne le permettait pas. Tout d'abord, il était interdit, sous le régime russe, d'employer les caractères latins pour l'impression d'ouvrages en lituanien ; mais même après que le décret contenant cette interdiction eut été aboli les dirigeants du mouvement lituanien ne purent faire de Wilno le centre de leur activité, car il n'y avait à Wilno, ni coutumes lituaniennes d'aucune sorte, ni bases suffisantes de nature ethnographique.

Dans les années 1905 et 1917 eurent lieu à Wilno des réunions de leaders lituaniens ; la Taryba, elle-même, Conseil lituanien créé par les Allemands, y siégea quelque temps.

Sont-ce là des arguments, toutefois, capables de justifier les prétentions sur Wilno ?

Complètement erronée cette affirmation figurant dans le mémoire lituanien : à savoir que l'Union dynastique polono-lituanienne n'a laissé que des souvenirs insignifiants dans la ville même de Wilno et dans le pays qui porte son nom. Tout d'abord, il ne s'agit pas là de l'Union dynastique qui attachait l'un à l'autre deux Etats au début de leur rapprochement (cette union, demeure, du reste, très vivace parmi les habitants du territoire de Wilno qui parlent toujours avec un grand respect et admiration de Jagello, roi de Pologne et Grand Duc de Lituanie). Sans doute, l'auteur du mémoire visait les origines de l'Union de Lublin, que les Lituaniens de la nouvelle école n'aiment pas à évoquer franchement. Que les principes de l'Union de Lublin vivent encore dans l'esprit des habitants du territoire de Wilno, les

faits mentionnés dans le premier chapitre en sont déjà une preuve. Aussi y avons-nous mis une insistance particulière. Mais il est d'autres témoignages d'un passé tout récent : la participation active des habitants de Wilno dans la lutte contre les envahisseurs bolchevistes et la résolution de la Diète de Wilno issue des élections du 8 janvier 1922.

L'origine du conflit territorial provient de ce que le nouvel Etat lituanien a basé sa renaissance politique sur des facteurs tout à fait différents de ceux sur lesquels s'est appuyé naguère le Grand Duché de Lituanie au cours de son évolution séculaire. Les hommes politiques lituaniens, en rompant avec la tradition, ne peuvent exiger l'application d'un principe qu'eux-mêmes ont déchiré ; ils ne peuvent, pour édifier leur pays, invoquer l'histoire, attendu qu'ils ont rompu avec elle.

D'autres conditions, celles d'ordre ethnographique, pourraient venir appuyer les prétentions lituaniennes quant au territoire de Wilno ; elles seules pourraient justifier leurs prétentions si celles-ci étaient fondées.

Or, les considérations ethnographiques ne plaident aucunement en faveur de la thèse lituanienne. Quand les Lituaniens ont conquis les territoires situés dans la vallée de la Wilia (aujourd'hui région de Wilno), les territoires en question se trouvaient peuplés par des éléments clairsemés, de race ruthène. A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIV<sup>e</sup> siècle se fondèrent là-bas les premières colonies importantes de Polonais. Les colons polonais relevaient le niveau de l'agriculture dans la région, apportant en même temps, par leur nombre, des forces à l'état lituanien. Peu nombreuse, en effet, et perdant constamment de sa force, la nation lituanienne avait besoin d'être soutenue par d'autres éléments. Les princes lituaniens désireux d'augmenter le matériel humain entreprenaient des incursions systématiques sur le territoire de leurs voisins polonais et ramenaient avec eux des colons qui s'établissaient ensuite dans les forêts impraticables. Ainsi ce sont les Lituaniens eux-mêmes qui ont introduit la colonisation polonaise dans la province de Wilno.

Outre l'élément polonais et l'élément ruthène, le premier établi sur ce territoire, de nouveaux venus s'y installent : les Kryvitchi blanc-ruthènes, qui absorbent progressivement ou repoussent l'élément lituanien. Tel fut l'état de choses jusqu'à l'Union avec la Pologne. A partir de ce moment, nous savons ce qu'ont été les progrès du polonisme en Lituanie, nous n'y reviendrons pas. Il nous suffira de constater que l'élément polonais en Li-

tuanie est aussi ancien que l'élément lituanien et blanc-ruthène et, comme eux, établi depuis des siècles dans le pays. Il en résulte, que ces trois nationalités peuvent, au même titre et en assumant les mêmes obligations, revendiquer les mêmes droits sur la Lituanie historique, dans son ensemble.

Les hommes politiques lituaniens, en affirmant que le territoire de Wilno appartient à la Lituanie pour des raisons ethnographiques (mémoire présenté le 14 mai 1921 à la Conférence de Bruxelles et mémoire joint, le 17 octobre 1924, à la lettre adressée au Président de la Conférence des Ambassadeurs) usent de la méthode négative. Ils s'efforcent de démontrer le caractère non polonais de ce territoire, en se basant sur des statistiques russe tendancieuses et périmées. Il manque à leur argumentation une chose essentielle susceptible de plaider la cause lituanienne, à savoir : une démonstration indéniable établissant le caractère lituanien du territoire en question.

Le Gouvernement russe, pratiquant la russification à outrance, transformait trop aisément tous les Slaves en Ruthènes. Il voulait démontrer, aux yeux de l'étranger, le caractère non polonais de cette région et, pour atteindre ce but, falsifiait les statistiques qui ne présentent, par conséquent, au point de vue scientifique, aucune importance. Le témoignage fourni par von Beckerrath, dans un mémoire secret qu'il adressait au Commandant en chef de l'Armée-Allemande, est, à cet égard, très concluant : « Les statistiques officielles russes que nous avons trouvées ici et qui ne répondent point aux exigences scientifiques modernes de ce genre de travail, sont sûrement falsifiées au désavantage des Polonais, dont la force et l'importance réelles apparaissent, ici, à chaque pas. Notre recensement de 1916 prouve que l'importance des Polonais en Lituanie est infiniment plus considérable... S'il est possible de gouverner sans eux pendant la guerre, gouverner contre eux, en temps de paix, semble non seulement difficile, mais dangereux, car les autres nationalités de la Lituanie ne sont pas en état de fournir un point d'appui sérieux et constant » (1). Une seconde preuve de la valeur contestable des données russes nous est donnée par un autre haut fonctionnaire allemand, ennemi avéré du polonisme : « En ce qui concerne les régions occidentales de la Russie (Lituanie et Ruthénie-Blanche), écrit Kleinov, nous pouvons bien admettre sans être taxés d'exa-

---

(1) Pour la suite du mémoire, voir le chapitre IV.

gération que l'élément polonais y est deux fois plus nombreux que ne l'affirment les statistiques officielles » (1).

Aussi, les Lituanien<sup>s</sup> sont-ils en désaccord avec la vérité lorsqu'ils affirment que l'élément polonais ne dépasse point, sur le territoire de Wilno, 20 % de la population totale. La base étant erronée, l'argumentation, elle-même, ne peut être que fausse. De plus, il est difficile de calculer exactement le pourcentage incombant, sur le territoire litigieux, à chaque nationalité, d'après les statistiques russes, dressées conformément aux divisions administratives établies par le Gouvernement russe. C'est ainsi que, par exemple, la région englobée par le recensement de 1858, qu'invoquent les hommes politiques lituanien<sup>s</sup>, dépasse de beaucoup l'étendue du territoire litigieux. Une de ses parties qui est absorbée par l'Etat lituanien et peuplée de Lituanien<sup>s</sup> n'entrait même pas dans le cadre du territoire litigieux ; il convient également d'écarter, du territoire de Wilno, les districts de la Dzisna et de la Wilejka, peuplés, principalement, par une population blanc-ruthène. De cette façon, même d'après les statistiques russes, la proportion de la population polonaise du territoire litigieux se trouve être bien plus considérable par rapport aux autres populations habitant cette région.

Les mémoires lituanien<sup>s</sup> passent complètement sous silence les statistiques récentes dressées en 1916 et 1919. La première fut établie par les autorités allemandes d'occupation du « Ober-ost ». Bien que leurs sympathies vis-à-vis des Lituanien<sup>s</sup> ne puissent être mises en doute, cette statistique affirme nettement que, non seulement dans les grandes villes comme Wilno et Grodno, mais encore sur tout le territoire de l'ancienne Lituanie historique occupé alors par les Allemands, les Polonais constituaient une majorité relative (2). Si, en prenant pour base la statistique allemande qui englobait tout le territoire de l'ancienne Lituanie soumis à l'occupation allemande, on effectuait un calcul, il en résulterait une majorité écrasante de la population polonaise.

Nous pouvons parvenir à un résultat identique en nous basant sur des listes partielles, dressées, en 1916, uniquement, à l'usage de l'arrondissement de Wilno par les autorités d'occupation. Le recensement allemand effectué dans des divisions admi-

---

(1) KLEINOV. — Die Zukunft Polens. Passage emprunté par Henri GRAPPIN. Pologne et Lituanie, Paris, 1919.

(2) Polnische BLÄTTER. Berlin 1917. Ch. VII, p. 160.

nistratives variables quant à leur forme et quant à leur étendue, se présentent, pour l'arrondissement de Wilno, de la façon suivante :

|                               | I      | II     | III     |
|-------------------------------|--------|--------|---------|
| Nombre d'habitants.....       | 74.740 | 63.076 | 197.881 |
| Nombre de Polonais.....       | 68.136 | 56.632 | 148.200 |
| Pourcentage des Polonais..... | 94.7%  | 89.8%  | 74.3%   |

Pour la ville de Wilno, sur un chiffre total de 126.000 habitants, la statistique allemande compte : 53 % de Polonais, 40 % de Juifs et de 1,8 % de Lituaniens.

Ainsi, Wilno et ses environs immédiats, dont le chiffre de la population égale, approximativement, 324.000 habitants (197.881 + 126.000) comprennent une majorité de Polonais. Quant aux environs plus éloignés, non englobés par ce recensement, mais faisant partie du territoire litigieux, l'élément polonais y prédomine, aussi bien par rapport à l'élément lituanien qui ne se rapproche jamais de Wilno à plus de 30 km., que de la population blanc-ruthène. Cette majorité n'y est, cependant, pas aussi écrasante que dans les environs immédiats de Wilno. Si donc le recensement allemand, au lieu des environs immédiats de Wilno, avait compris la totalité du territoire litigieux, dont la population atteint 735.089 habitants, la proportion de la population polonaise, tout en se trouvant inférieure, n'aurait pu, cependant, tomber à un pourcentage inférieur à 55 % (1).

Considérons encore les données de la plus récente statistique, dressée par l'Administration Civile des territoires de l'Est, en 1919, c'est-à-dire, au moment où la question de Wilno restait encore pendante et où fut donné le signal du plébiscite. Cette statistique répond à toutes les exigences modernes. C'est, d'après M. Durand, ancien Directeur du Bureau de Recensement des Etats-Unis, « une œuvre scientifique » dotée d'une forme admirablement lucide et savante ». M. Durand, en se basant sur plu-

---

(1) Les calculs de M. MALISZEWSKI [ « L'élément Polonais en Lituanie », Varsovie, 1918, p. 9). qui a réparti les données du recensement allemand d'après les 4 divisions administratives des districts de Wilno, de Troki, de Grodno et de Lida, confirment nos recherches. Ils portent à 56 % le chiffre de la population polonaise dans ces districts dont la population s'élève à 716.166, ce qui équivaut approximativement au chiffre total de la population du territoire litigieux.

sieurs faits, constate « que les résultats obtenus répondent, au moins, d'une façon approximative, à la réalité (1).

Voici les résultats de cette statistique : (2)

| Territoires                          | Population totale<br>Chiffres absolus | Polonais<br>% | Blanc-<br>Ruthènes<br>% | Litua-<br>niens<br>% | Juifs<br>% |
|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------|-------------------------|----------------------|------------|
| Wilno (ville).....                   | 128.954                               | 56,2          | 1,4                     | 2,3                  | 36,1       |
| District de Wilno.....               | 184.208                               | 87,3          | 0,4                     | 7,5                  | 3,6        |
| Cercle de Wilno (Gouvernement),..... | 1.633.504                             | 53,6          | 21,4                    | 6,9                  | 8,1        |

En ce qui concerne exclusivement le territoire litigieux, les données élaborées par la Commission Générale des Elections, sur la base du recensement de 1919 et que nous avons citées dans la chapitre précédent, mentionnent un pourcentage de 68 % de Polonais et de 7,2 % de Lituanien.

Nous constatons donc, d'après les données statistiques que, sur le territoire, objet du litige polono-lituanien, les Polonais constituent une majorité incontestable. Quant aux Lituanien, toutes les statistiques affirment leur infériorité absolue. C'est ainsi que celle de 1897 établit la proportion des Lituanien à 17 %, celle de 1909 à 13 %, celle de 1916, à 10 % et celle de 1919, la plus récente, à 7,2 %. Cette diminution qui va croissant, depuis 1897, est due à l'émigration des Lituanien aux Etats-Unis, ainsi qu'à la conscience acquise par les masses populaires dont la majorité s'est déclarée, en dernier lieu, pour la Pologne. Ce nouveau mouvement néo-lituanien n'a pas réussi, en effet, à s'attirer leurs sympathies.

Ces chiffres contredisent donc éloquentement les prétentions du Gouvernement lituanien. Considérée du point de vue de la nationalité, la configuration du territoire de Wilno ne peut laisser aucun doute. Les hommes politiques lituanien s'en rendaient bien compte lorsqu'ils ne voulaient à aucun prix admettre le plé-

(1) Lettre de M. Durand, membre de la Mission Américaine de Conseil Technique en Pologne, adressée, en date du 6 août 1920, au prof. Romer.

(2) Statistique Nationale des provinces sous « L'Administration polonaise des pays de l'Est. (Travaux Géographiques publiés sous la direction de Eugène Romer. Fascicule VII Décembre 1919).

biscite dans cette région (1). Les arguments qu'ils invoquaient ne visaient qu'à impressionner l'opinion à l'étranger. Mais les éléments compétents des diverses nations, se sont rapidement rendu compte de leur peu de valeur, ce qui a contribué au discrédit définitif de la thèse lituanienne.

Un autre argument, alors, entra en ligne de compte : les hommes politiques lituaniens s'efforcèrent de prouver que les Polonais établis sur le territoire de Wilno, ainsi que ceux habitant à l'intérieur des frontières lituaniennes, pouvaient être considérés uniquement, comme des Lituaniens polonisés ayant abandonné leur langue maternelle pour le Polonais. Car, de par leur religion et leur race, ils faisaient partie du peuple lituanien.

En ce qui concerne la religion, ce n'est pas un élément susceptible de servir de base au principe des nationalités ; mais, si l'on veut, en ce sens, lui donner le rôle de facteur de cohésion, elle ne concordera pas avec la thèse lituanienne, car la population de Wilno est unie à la Pologne, non seulement par la langue et l'esprit, mais aussi par la religion.

Les Lituaniens affirment qu'ils partent du principe ethnique et que la population en question est d'origine lituanienne. Cette doctrine est, d'ailleurs, très caractéristique. Les hommes politiques lituaniens considèrent qu'un individu appartient à une nationalité, non en vertu d'une conception d'ordre subjectif, mais d'ordre objectif. Ainsi, le descendant d'une famille, jadis lituanienne, n'est pas considéré par eux comme polonais, même, si tel est son avis ou son désir. Il ne peut être question d'appliquer cette doctrine ni en général, ni en l'occurrence.

En réalité, il est absurde d'invoquer le principe ethnique. Son application détruit tout ce qu'a créé l'histoire pendant des nombreux siècles. En se basant sur ce principe, les Allemands pourraient avoir des prétentions sur l'Angleterre et les Lituaniens sur la Prusse Orientale et bien d'autres cas nombreux pourraient se présenter. Or il ne faut pas oublier que chaque peuple provient de la fusion de plusieurs tribus différentes qui se sont graduellement transformées, formant une entité nouvelle tout en gardant cependant, dans certaine mesure, les traces de leurs diverses origines.

Dans le cas présent nous sommes conduits à faire les considé-

---

(1) En mars 1921, la Lituanie a déclaré qu'elle ne renoncerait pas à ses droits sur Wilno, même au cas où la consultation populaire donnerait la majorité à la Pologne.

rations suivantes. D'abord un certain nombre d'habitants polonais constituent l'élément autochtone qui est établi dans les régions de Wilno depuis de longs siècles et seule, l'autre partie de la population polonaise descend d'ancêtres lituaniens ou blanc-ruthènes. Celle-ci est non moins polonaise, dans son esprit, que la population du Royaume de Pologne, car c'est précisément la vie en commun, pratiquée pendant des siècles qui crée une idée commune de patriotisme et de nationalité. D'autre part, il est à remarquer qu'entre personnes de races diverses habitant le même pays, par suite des unions il se fait une fusion et les caractères distinctifs de chaque race vont en s'atténuant pour se perdre à la longue dans une race unique

La race n'est pas, d'ailleurs, un facteur capable de suffire par lui-même à créer et à maintenir un lien entre les divers éléments qui constituent une nation. Les paroles du Maréchal Pilsudski sont un exemple entre mille de ce que la conception de nationalité ne peut être uniquement basée sur la race : « En ma qualité de lituanien, a eu l'occasion de dire le Maréchal, j'appartiens à une race autre que la race polonaise » (1). Ces paroles constituent une conception très juste de la question traitée. En effet, si un Lituanien de race a pu être le Chef de l'Etat polonais et de la nation polonaise, à plus forte raison, la partie de la population polonaise du territoire de Wilno qui est lituanienne de race et polonaise de sentiment ne peut qu'être unie à la nation polonaise, avec laquelle elle est liée par le patriotisme, la langue, la culture et l'ancienneté de la tradition.

Les arguments ethnographiques ne peuvent, par conséquent, être allégués par des hommes de Kovno, étant diamétralement opposés à la thèse lituanienne.

Les prétentions lituaniennes à la possession de ce territoire ne peuvent pas davantage se soutenir au point de vue économique. L'un des principaux arguments, invoqué par les Lituaniens, à ce point de vue est que l'incorporation du territoire de Wilno à la Pologne aurait pour lui les plus fâcheuses conséquences, qu'elle provoquerait des troubles dans cette région et réduirait Wilno au simple rôle d'une petite ville de province. Rien ne peut justifier cette supposition. Le rôle de Wilno, au cours des siècles passés, lorsque la Lituanie ne s'était pas encore détournée de la

---

(1) Interview du maréchal de Pologne, Joseph Pilsudski par un correspondant étranger. Stanislas Mackiewicz : « Le statut de la Lituanie Centrale, » Wilno, 1922, p. 17.

Pologne, avait une importance primordiale. Le régime tsariste affaiblit la situation de cette ville, en y opprimant l'élément polonais. Quant à la dernière guerre, à l'occupation allemande et aux incursions bolchevistes, elles ont définitivement abattu les forces économiques de ce pays. Le territoire de Wilno est surtout une région agricole. Aussi a-t-il beaucoup souffert des réquisitions continuelles de son cheptel, de la détérioration de ses instruments aratoires et de la ruine de ses bâtiments de ferme. Les entreprises industrielles de ce pays, dont la fondation remonte avant la guerre, et qui sont moins nombreuses que celles des autres régions de la Pologne, ont été immobilisées totalement par la guerre.

Des deux pays : Lituanie ou Pologne, lequel est capable de reconstruire la région qui est l'objet du litige ?

Le territoire de Kovno, qui constitue actuellement le plus important des territoires de l'Etat lituanien, occasionnait au Gouvernement russe, en 1913, un déficit, de 2,5 millions de roubles. Or, la province de Wilno présentait, cette année-là, un déficit infiniment plus considérable, égalant 24,0 millions de roubles. Le bilan commercial de ces territoires, pour la période 1909-1911 se présentait, comme suit, pour certains de ses postes : a) agriculture du gouvernement de Wilno (—) 5.277 mille roubles ; Gouvernement de Kovno (+) 1.656 mille roubles ; b) industrie de l'alimentation : Gouvernement de Wilno (—) 3.469 mille roubles et Gouvernement de Kovno (—) 5.320 mille roubles ; c) industrie textile : (—) 6.105 mille roubles pour le Gouvernement de Wilno et (—) 3.115 mille roubles pour le Gouvernement de Kovno. Actuellement, étant donné la situation créée par la guerre, de même qu'à la suite de la réforme agraire qui ruina l'agriculture, le bilan commercial de l'Etat lituanien accuse un déficit permanent : au cours de la période de cinq années comprise entre 1921 et 1926, seul, l'excédent de l'importation sur l'exportation est de 16.000.000 lites.

Il apparaît nettement des données ci-dessus que la Lituanie actuelle n'aurait pu, en aucun cas, être en état de subvenir aux besoins du territoire de Wilno. De même que celui de Kovno, ce territoire se ressent d'un manque continu de produits manufacturés. Il découle de l'état de la situation, telle quelle était avant la guerre, que la Lituanie de Kovno n'aurait pu subvenir aux besoins du territoire de Wilno que dans une très faible mesure (30 %) et cela, uniquement, au point de vue agricole. La Lituanie, en sa qualité de pays nettement agricole, peut, en effet, exporter du blé ; mais cette exportation n'est capable de couvrir

qu'une partie de l'importation des produits industrialisés. De plus, boucher le déficit budgétaire, en pratiquant des coupes dans ses forêts, ne fait qu'affaiblir, d'année en année, les forces économiques d'un pays dont l'existence financière propre est à peine, assurée. Il ne peut donc être question d'un nouveau fardeau sous forme d'adjonction d'une autre province. D'autre part, en faisant venir les produits industrialisés d'Allemagne qui, en 1923, a fourni à la Lituanie les 80 % de son importation totale, la Lituanie se place directement sous la dépendance de ce pays.

Toute autre est la situation de la Pologne. Elle possède des richesses minières de premier ordre et le développement de son industrie atteint des proportions assez considérables. Par son charbon, des mines de Dombrowa et du bassin de la Silésie, par son pétrole de Galicie, elle peut relever l'industrie du territoire de Wilno ; elle peut également lui fournir des instruments aratoires de toute sorte, subvenir à son besoin de produits alimentaires et de produits textiles, car cette industrie est représentée, en Pologne, par des centres importants à Lodz, à Zyrardow, à Biala, à Bielsk, etc...

Les résultats obtenus, depuis les quelques années que le territoire de Wilno est revenu à la Pologne, suffisent à nous convaincre des avantages économiques et autres que Wilno a pu tirer de cette incorporation. En effet, la vie économique y est devenue plus active dans tous les domaines. Le nombre des entreprises industrielles diverses s'éleva, dès 1922, à 986 ; celui des ouvriers employés y était de 5.000. En 1925, ces entreprises sont au nombre de 1323 et emploient 7.340 ouvriers, malgré la crise sévissant, à cette époque, sur tout le territoire de la République de Pologne. Le nombre des entreprises commerciales, dans la ville de Wilno atteint, en 1924, 8.900, lorsque tout le territoire en compte 19.500. Sur ce nombre, les plus importantes, de la première et de la deuxième catégories, s'élevaient à 2.000. Le chiffre d'affaires de ces entreprises atteignait 245.000.000 zlotys environ. Par ailleurs, l'agriculture, prit rapidement son essor. Le nombre du cheptel vivant va jusqu'à dépasser dans une proportion de 25 à 30 %, l'état d'avant-guerre. Pour 161.800 chevaux et 387.500 de cheptel à cornes, relevés, sur le territoire de Wilno, en 1911, nous avons, en 1925, plus de 205.000 chevaux et 460.000 de cheptel à cornes. Le chiffre des produits agricoles a augmenté au point que des transports considérables de laitages étaient périodiquement dirigés vers Varsovie, Lodz et autres villes importantes de la Pologne. La culture du lin prit également une importance considérable. En 1923, la région productrice

du lin expédia aux fabriques polonaises de Zyrardow et de Stradom, ainsi qu'à l'étranger, 4.890 tonnes de lin ouvré et 2.380 tonnes de graines oléagineuses.

D'autre part, on prit des mesures susceptibles de relever l'état économique du pays. On ouvrit une série d'institutions de crédit qui effectuaient principalement des prêts à court terme (quelques années) afin de venir en aide aux institutions industrielles et commerciales, ainsi qu'aux petits agriculteurs. Les moyens de communication, ces artères de la vie économique, furent rapidement reconstruits. Sur un total de 148 gares dont 92 furent détruites pendant la guerre, on en reconstruisit 50 jusqu'en 1925, avec toutes les dépendances. Les autres moyens de communication, comme les postes, les télégraphes et les téléphones, furent, avec la même rapidité, remis en état.

Quant à la ville de Wilno, elle-même, le progrès réalisé au point de vue du bien-être de ses habitants et des habitants des provinces limitrophes, donna à cette ville un aspect plus actif et lui communiqua un caractère de plus en plus moderne. Au cours de 1925, d'importants travaux y furent exécutés, on agrandit considérablement l'usine d'électricité, on posa 26 km. de câbles souterrains. La ville compte, actuellement, 10.300 abonnés environ qui consomment, en moyenne, 5 millions de kilowatt-heures d'énergie électrique par an. Des travaux de canalisation ont également été entrepris. Le réseau d'égouts, construit jusqu'à présent, est de 30 km. ; un tiers de la ville est canalisé et 170 maisons en ont été reliées au réseau (1).

Nous ne citons que quelques exemples, à peine, car il nous est impossible d'entreprendre une étude détaillée de cette question. Mais notre but est atteint, car ces exemples sont assez éloquents pour détruire la thèse suivant laquelle les Lituanais voudraient démontrer que Wilno et ses environs sont en train de dépérir sous la domination polonaise.

Des arguments mentionnés, il découle que, non seulement, le territoire de Wilno et la Pologne se complètent mutuellement ; mais que la majeure partie de la Lituanie actuelle doit, si elle ne veut plus dépendre de l'Allemagne, s'appuyer, économiquement, sur la Pologne.

De son rattachement à la Pologne, Wilno tire encore une importance toute spéciale : non seulement, elle devient le centre

---

(1) Rapport du Président du Conseil Municipal de Wilno. (*Le Messager Polonais*, janvier 1926.)

du transit russo-allemand et russo-lituanien, mais également de celui entre Varsovie et la Lettonie, entre Varsovie et la Russie. Or, il est indéniable, qu'après la stabilisation de la situation en Russie, le mouvement commercial entre ce pays et la Pologne sera infiniment plus intense qu'entre la Lituanie et la Russie.

Restent encore les arguments juridiques, base des prétentions lituaniennes sur Wilno. Le Gouvernement lituanien, tendant à justifier ces prétentions, invoque d'abord le traité conclu à Moscou, le 12 juillet 1920, en vertu duquel la Russie cédait à la Lituanie ses droits sur le territoire de Wilno. Le second argument cité se rapporte à la convention polono-lituanienne, conclue le 7 octobre 1920 à Suwalki. Comme nous allons le voir tout à l'heure, ces arguments ne sont nullement convaincants. En ce qui concerne le premier, la Délégation Polonaise à la Conférence de Bruxelles (23 mai 1921) (1) a démontré, très justement, qu'il est en tout point opposé aux décisions et aux accords internationaux. Elle retire à cette cession du territoire de Wilno à la Lituanie, découlant du traité russo-lituanien, toute valeur juridique. Le 18 août 1918, le Gouvernement soviétique, conformément au décret du Conseil des Commissaires du Peuple, en date du 28 octobre 1917, a abrogé pleinement et irrévocablement les traités et conventions conclus, relativement à la Pologne, par les trois Puissances copartageantes, à commencer par les traités réglant les trois partages de la Pologne et tous les actes ultérieurement signés, y compris le traité du 4 octobre 1883, par lequel l'Allemagne et la Russie disposaient du sort de la Pologne. Cette décision solennelle, définitivement publiée dans le « Moniteur des Lois et des Décrets » et notifiée au Gouvernement allemand, par une déclaration officielle du Gouvernement des Soviets, en date du 3 octobre, a force légale.

En renonçant aux territoires soumis à la domination russe, dont faisait, également, partie le territoire de Wilno, le Gouvernement des Soviets, par son décret du 18 août 1918, a rendu à ces territoires leur état juridique d'avant les partages. Ils devaient donc, fatalement, revenir à leur propriétaire légal, c'est-à-dire à la Pologne. Aussi, au moment de la signature du Traité de paix avec le Gouvernement de Kovno (12 juillet 1920) la Russie ne

---

(1) Voir : Documents diplomatiques concernant les relations polono-lituaniennes, volume II, Varsovie 1921. Mémoire présenté le 23 mai 1921 par la Délégation polonaise à la Conférence de Bruxelles en réponse au Mémoire de la Délégation lituanienne présenté à la dite conférence, le 14 mai.

pouvait, à aucun titre, céder à ce Gouvernement des territoires arrachés à la Pologne par les partages. Prenant comme base cette déclaration, ainsi que le fait que le Traité du 12 juillet 1920, disposait, en dehors de lui, du sort de territoires habités par une population polonaise, le Gouvernement polonais a refusé de reconnaître ce traité et a notifié sa décision aux Gouvernements soviétique et lituanien.

La Délégation polonaise démontre ensuite que, par le Traité de Riga, en date du 18 mars 1921, que signèrent, d'une part, la Russie et l'Ukraine, et de l'autre, la Pologne, la Russie reconnaît, dans toute leur plénitude, les droits de la Pologne sur les territoires soumis à la domination russe et ayant appartenu à la Pologne avant les partages. Les droits de la Pologne sur les territoires cédés par l'art. III de ce traité à la Ruthénie Blanche et à l'Ukraine, étaient exactement de même nature que les droits de la Pologne sur les autres territoires lui ayant appartenu avant le premier partage. En demandant à la Pologne qu'elle renoncât à ses droits par le Traité de Riga, en faveur de la Russie Blanche et de l'Ukraine, ce qui eut lieu d'ailleurs, la Russie lui reconnaissait, conformément au décret du Gouvernement soviétique mentionné ci-dessus, une plénitude de droits sur les autres territoires lui ayant appartenu avant les partages et, par conséquent, au territoire de Wilno.

De plus, en vertu du traité signé à Riga, le 18 mars 1921, par la Pologne, d'une part, la Russie et l'Ukraine de l'autre, la Russie se désintéresse du territoire illégalement cédé à la Lituanie. Voici le texte de l'art. IV de ce traité : « Les deux parties contractantes conviennent que pour autant que les territoires situés à l'ouest de la frontière fixée dans l'article 2 du présent traité, comprennent des territoires litigieux entre la Pologne et la Lituanie, la question de l'appartenance de ces territoires à l'un de ces deux Etats regarde exclusivement la Pologne et la Lituanie ».

Par conséquent, en vertu de l'art. 4 du Traité de Riga, le Gouvernement des Soviets n'a aucun droit pour statuer sur le sort de Wilno et toutes ses déclarations dans ce sens, en désaccord avec ledit Traité, sont dénuées de toute valeur légale. D'ailleurs, le caractère litigieux de ce territoire a été reconnu par la Société des Nations, par l'Etat lituanien et par l'Etat polonais.

Il est d'ailleurs, un fait certain, c'est que le Gouverneent des Soviets a annulé également, par le Traité de Riga, la clause du Traité russo-lituanien, qui traçait la frontière entre les deux pays. L'art. 2 du Traité de Riga, ayant trait à la délimitation de la frontière polono-soviétique, établit, notamment, une frontière

commune entre la Russie et la Pologne, au lieu de la frontière commune russo-lituanienne prévue par le Traité du 12 juillet 1920. Ceci annule les décisions de ce Traité concernant le tracé de la frontière russo-lituanienne et, par conséquent, la délimitation qu'il avait prévue n'a plus force légale.

Le second titre juridique, sur lequel s'appuient les prétentions lituaniennes, d'après le mémoire annexé à la lettre du Gouvernement lituanien, en date du 17 octobre 1924, découle de l'accord de Suwalki, conclu entre la Pologne et la Lituanie, le 7 octobre 1920. Cette convention établissait un tracé provisoire délimitant les pays intéressés et laissant Wilno sous la domination lituanienne. Cependant, d'après l'art. 1 de cette convention, ce tracé « ne préjuge nullement des droits territoriaux d'aucune des parties contractantes » (1). Il est indéniable que les prétentions qui découlent de cette convention sont dénuées de tout fondement. Les Lituaniens ne peuvent prétendre à des droits territoriaux sur Wilno en s'appuyant, uniquement, sur une délimitation provisoire que cette convention établissait afin d'enrayer l'éventualité d'une intervention armée.

\*  
\* \*

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 15 mars 1923, a sanctionné l'état de fait résultant de la volonté manifestée par la population locale qui s'est déclarée en faveur de la réunion du territoire de Wilno à la Pologne. Le Gouvernement lituanien protesta, à plusieurs reprises, contre cette décision. Le mémoire, joint à la lettre qu'il adressa, en date du 17 octobre 1924, au Président de la Conférence des Ambassadeurs, cite les motifs de son attitude. Ce mémoire dénie, à la Conférence des Ambassadeurs, le droit de prendre une résolution susceptible de lier la Lituanie. Il affirme que l'art. 87, alinéa 3, du Traité de Versailles, accordant aux Grandes Puissances le droit de statuer sur les frontières de la Pologne, non fixées par le traité lui-même, ne reconnaît nullement, à la Conférence des Ambassadeurs, la faculté de délimiter la frontière polono-lituanienne. Selon lui,

---

(1) Protocoles officiels des Conférences polono-lituanienues à Souwalki. Aide-mémoire concernant les négociations de Souwalki, depuis le 30 septembre jusqu'au 5 octobre 1920. Varsovie 1920.

seuls des pourparlers directs entre les deux parties intéressées, ou, en cas de leur non-aboutissement, un arbitrage, auraient pu résoudre le litige. Or, le Gouvernement lituanien dit ne jamais avoir pu supposer que la Conférence aurait imposé son arbitrage à ce sujet. Ensuite, le mémoire considère que l'art. 87 du Traité de Versailles ne reconnaît pas, aux Grandes Puissances, le droit de disposer, à leur gré, de territoires qui ne leur ont été cédés en vertu d'aucuns traités ou accords quelconques, et sur lesquels, seules, la Russie ou la Lituanie avaient le droit d'exercer un droit de souveraineté. D'autre part, le mémoire s'efforce de démontrer que le Gouvernement lituanien n'a, en aucune façon, reconnu aux Grandes Puissances Alliées, le droit d'établir la frontière en question. En se basant sur la note du 18 novembre 1922, il assure, notamment, que « le Gouvernement de Kovno a simplement prié les Grandes Puissances d'user du droit que leur conférait l'art. 87, sans rien ajouter qui pût faire interpréter cette demande dans le sens d'une extension de ce droit à la fixation d'une frontière lituanienne ».

Le mémoire conclut que la décision de la Conférence des Ambassadeurs est subjective et que le Gouvernement lituanien la trouve contraire au droit et à la justice. Il considère, enfin, que cette décision n'a pas été reconnue et n'aurait pu l'être par la Société des Nations.

La réponse que le Président de la Conférence des Ambassadeurs adressa, en date du 3 décembre 1924, au Gouvernement lituanien, écarte, sans discussion, son interprétation de l'art. 87 du Traité de Versailles et des droits que cet article confère aux Puissances Alliées. Elle confirme, ainsi, la compétence de la Conférence quant à la fixation de la frontière polono-lituanienne.

En réalité, les points dudit mémoire ayant trait à la décision de la Conférence des Ambassadeurs, de même que sa première partie se rapportant aux prétentions lituaniennes, sur le territoire de Wilno, dont nous avons discuté précédemment la valeur, sont dénués de tout fondement. Il convient de démontrer que la résolution de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923, n'était nullement subjective et qu'elle avait, vis-à-vis de la Lituanie, toute force légale. Les Grandes Puissances pouvaient, depuis longtemps, mettre à exécution le droit que leur conférait l'art. 87. Elles s'abstinrent, cependant, désireuses d'attendre une entente éventuelle des parties intéressées, dont l'initiative a été donnée par le Conseil de la Société des Nations. La question du litige polono-lituanien s'est placée, pendant trois années, sur le terrain international et a été étudiée, en détail, par

les facteurs compétents. Mais, en raison du non-aboutissement de toutes les tentatives de conciliation, les Gouvernements Alliés durent en venir à une autre procédure qui régla définitivement la question. Si la Conférence, en vertu de l'art. 87 du Traité de Versailles, avait agi d'office, on aurait pu, à la rigueur, être d'accord avec la thèse lituanienne affirmant que la décision de la Conférence ne peut engager la Lituanie.

Il est également impossible de reconnaître comme ledit mémoire, que l'art. 87 du Traité de Versailles ne confère pas, aux Grandes Puissances, le droit de fixer la frontière polono-lituanienne, de même que le Gouvernement lituanien n'a pas autorisé la Conférence à décider de cette question.

L'art. 87, alinéa 3, du Traité de Versailles, établit nettement que les frontières polonaises, dont le Traité ne prévoit pas la fixation, seront tracées ultérieurement par les Puissances Alliées. Cet article confère, à la Conférence des Ambassadeurs, le droit de fixer les frontières de la Pologne non encore établies, c'est-à-dire la frontière orientale dont une partie touche à la Lituanie.

En ce qui concerne le deuxième point, à savoir que le Gouvernement lituanien ne reconnut pas, à la Conférence des Ambassadeurs, le droit de fixer la frontière polono-lituanienne, il est aussi dénué de fondement. Tout d'abord, comme il découle de ce qui précède le Gouvernement lituanien n'avait nullement besoin de donner, à la Conférence des Ambassadeurs, son autorisation, car ce droit était réservé, à la Conférence, par l'art. 87 du Traité. D'autre part, il convient de faire remarquer que le Gouvernement lituanien a plus d'une fois adhéré spontanément à l'art. 87, reconnaissant la compétence de la Conférence à statuer sur la question de la frontière polono-lituanienne. Il a donc, par avance, approuvé sa décision.

En réalité, dans la déclaration, faite, le 13 janvier 1922, au Conseil de la S. D. N., le Gouvernement lituanien a affirmé que la Conférence des Ambassadeurs, en fixant la frontière orientale de la Pologne « résoudrait, en même temps, le conflit polono-lituanien » (1).

D'autre part, au cours de la session du Conseil de la Société des Nations, du 17 mai 1922, le Délégué lituanien a déclaré que « le Gouvernement lituanien prie le Conseil de bien vouloir attirer l'attention des Puissances Alliées sur l'urgence et la nécessité absolue de tracer les frontières orientales de la Pologne, le

---

(1) *Journal Officiel de la S. D. N.*, février 1922, p. 139.

droit ayant été donné aux dites puissances par l'art. 87, du Traité de Versailles » (1).

Enfin, le 16 novembre 1922, M. Galvanauskas, qui était, à ce moment-là, Ministre des Affaires Etrangères de Lituanie, a adressé, au Président de la Conférence des Ambassadeurs, une note qui dit que le Gouvernement lituanien « serait particulièrement reconnaissant aux Puissances Alliées et Associées si, en vue de hâter l'avènement d'une ère de paix et d'amitié entre la Lituanie et la Pologne, ces Puissances voulaient bien user du droit que leur confrère l'art. 87 du Traité de Versailles et fixer les frontières orientales de la Pologne ».

Le Gouvernement lituanien est, également, en désaccord avec la vérité lorsqu'il affirme avoir été le seul détenteur du droit de souveraineté sur le territoire dont le sort avait été décidé par la Conférence des Ambassadeurs. Cette assertion découle des arguments juridiques qu'il cite pour justifier ses prétentions sur Wilno et dont nous avons démontré le non fondement. La Lituanie ne peut, non plus, prétendre à un droit de souveraineté à la suite d'une domination passagère de quelques semaines à peine qu'elle exerça en territoire de Wilno, au moment où l'Armée rouge battit en retraite sous Varsovie, moment dont elle profita pour s'emparer dudit territoire.

Affirmer que la Société des Nations n'a pas reconnu la résolution de la Conférence du 15 mars 1923, c'est ne se baser sur rien. La Société des Nations a, en effet, pris note du rapport qui lui a été présenté par M. Hymans disant : « Qu'après la fixation de la frontière politique, selon la procédure prévue par le Traité de Versailles et acceptée par le Gouvernement lituanien, la question débattue par le Conseil, au cours de sa dernière session, appartient, dès lors, à l'histoire du litige ». D'ailleurs, comme l'affirme, dans sa réponse du 3 décembre 1924, la Conférence des Ambassadeurs, le Délégué lituanien, a reconnu, au cours de la session du Conseil, en date du 21 avril 1923, que le Conseil de la S. D. N. considérait, de son côté, la question comme résolue.

A l'heure actuelle, ni le Conseil de la Société des Nations, ni la Conférence des Ambassadeurs n'ont l'intention de renouveler, avec le Gouvernement lituanien, une discussion au sujet du litige. Quant à la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 15 mars 1923, elle a liquidé définitivement cette question et est insérée au recueil des Traités.

---

(1) *Journal Officiel de la S. D. N.*, 1922, p. 1017.

Le Gouvernement lituanien proposa quand même de soumettre à nouveau cette question à la Conférence des Ambassadeurs. M. Herriot, au nom des Gouvernements Alliés, lui répondit, le 3 décembre 1924, qu'un nouvel examen des frontières, déjà fixées par une résolution de la Conférence des Ambassadeurs, était impossible et que les Gouvernements Alliés ne pouvaient donner suite à la proposition lituanienne.

Par conséquent, la non-reconnaissance de la décision de la Conférence des Ambassadeurs ayant trait, à la réunion de Wilno à la Pologne, par le Gouvernement lituanien, ne peut, en aucun cas, affaiblir cette décision que la Lituanie, elle-même, a, d'ailleurs, provoquée. Elle ne peut que jeter un jour défavorable sur la politique des dirigeants lituaniens qui ne respectent pas les décisions internationales obligatoires pour la Lituanie, ainsi que leurs propres déclarations.

---

## CHAPITRE VIII

---

LA SITUATION POLITIQUE PRÉSENTE. — LA LITUANIE S'APPUIE POLITIQUEMENT SUR LA RUSSIE. — LE PACTE DE NON-AGRESSION DU 28 SEPTEMBRE 1926. — SON ESPRIT ET SON IMPORTANCE. — LES CONSÉQUENCES DU RAPPROCHEMENT DE LA LITUANIE ET DES SOVIETS. — L'INFLUENCE DES SOVIETS SUR L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE INTÉRIEURE EN LITUANIE. — LE COUP D'ÉTAT DU 17 DÉCEMBRE 1926. — LA POLITIQUE LITUANIENNE S'ORIENTE VERS L'ALLEMAGNE. — LA PAIX EUROPÉENNE ET LA POLITIQUE ANTI-POLONAISE DU GOUVERNEMENT LITUANIEN.

Sigismond Auguste, dernier roi de la dynastie lituanienne des Jagellons qui mourut quelques années après l'Union de Lublin, avait laissé aux deux nations un testament célèbre (1). Celui-ci appelait les bénédictions célestes sur tous ceux qui conserveraient fidèlement, dans l'avenir, le souvenir de cet acte important, immortalisant ainsi la tradition, il jetait en même temps, l'anathème sur tous ceux qui sèmeraient la discorde entre Polonais et Lituaniens.

Les rapports sans précédent qui, existent aujourd'hui entre les deux pays, dominés par la haine d'un certain groupe de Lituaniens contre la Pologne, ont trompé les espérances profondes du Monarque.

Dès le début de sa vie indépendante le nouvel état lituanien a rompu tout rapport avec la Pologne (2) ; et les dirigeants litua-

---

(1) Oscar HALECKI — L'évolution historique de l'Union polono-lituanienne.

(2) Voici un exemple caractéristique de la campagne contre l'idée de l'union avec la Pologne :

« Il nous reste un moyen que nous avons déjà employé : dans les villages, devant le presbytère, les jours de foire... proclamer bien haut, à la face du monde ; nous ne désirons aucun lien avec les Polonais, nous ne voulons ni fédération, ni union ; pas de cantons en Lituanie, car tout cela ne veut dire qu'une chose : la Lituanie subjuguée par les Polonais et leurs frères, les gros propriétaires terriens » (proclamation publiée à l'occasion des délibérations autour du projet Hymans et signée par les membres du Comité Central de défense avec M. Slezevicius en tête, Studnicki. L'Etat lituanien actuel, p. 104.)

niens entretiennent constamment le peuple dans cette idée, à savoir que les plus grands ennemis de l'état lituanien, ce sont les Polonais (1).

Nous connaissons les raisons d'une pareille conduite, de la part des Lituanien, elles sont lointaines. Si, toutefois, le conflit a revêtu, dès la restauration de l'un et de l'autre pays, une telle acuité, la faute en revient aux deux parties intéressées.

L'attitude adoptée par le Gouvernement lituanien, en ce qui concerne les frontières du nouvel état, n'a tenu aucun compte des exigences du moment.

L'idée des hommes politiques lituanien, à savoir que Wilno devait être incorporé à l'état lituanien, devint, pour eux, un dogme incontestable ; le mettre en doute, même avec la meilleure foi du monde, était quelque chose de révoltant. Les Lituanien ne se contentent pas de vouloir Wilno ; ils le veulent sans réserve, sinon, il n'y a pas d'entente possible : c'est l'état de guerre. Pareille attitude excluait toute possibilité de négociations ; tout essai de rapprochement tenté par les hommes politiques polonais était, *a priori*, considéré avec malveillance par les Lituanien, comme un moyen détourné visant l'annexion de la Lituanie.

Si, en 1919, la Pologne avait pu protéger, de ses armes, la Lituanie de Kovno et réussir à faire échec au plan allemand, l'état lituanien se serait trouvé dans l'orbite de ses influences plutôt que de s'engager dans une politique anti-polonaise. Malheureusement, la Pologne, elle non plus, n'a pas accompli, à cet égard, le devoir que lui dictait l'histoire : sauver, en intervenant énergiquement, la cause, de plus en plus désespérée, de l'union des deux nations.

Cependant, la situation s'orienta, tragique, vers la séparation. Ce qui donne une gravité particulière au conflit polono-lituanien, c'est le fait, que la politique de l'état lituanien penche, aujourd'hui, du côté des ennemis communs de la Pologne et de la Lituanie.

---

(1) Selon l'habitude consacrée dans des cas de ce genre, c'est la presse qui mena surtout la campagne contre les Polonais. En 1919, déjà, l'organe du Gouvernement de Kovno publiait, en première page, des formules comme celle-ci : « Au réveil, pendant ton dur labeur, à l'heure tardive du coucher, souviens-toi, citoyen, que les ennemis de ta liberté ce sont les : Polonais, qui partent de Varsovie pour enlever sa terre au peuple laborieux de Lituanie, qui apportent l'esclavage, qui apportent la féodalité » (journal *Lietuva*, n<sup>os</sup> 180 et 187). Ce ne sont point là des voix isolées ; les journaux et autres manifestations publiques sont aujourd'hui encore remplis de haine à l'égard de la Pologne.

En réalité, la politique traditionnelle de la Russie et de l'Allemagne : briser le lien polono-lituanien, continue à être pratiquée. Nous savons quelle part de responsabilité retombe sur ces deux pays, qui, après avoir provoqué ce conflit, le rallument dès qu'il semble s'éteindre.

Le pire de tout est que la Lituanie, en partie, même inconsciemment, s'est livrée à l'influence étrangère.

L'offensive bolcheviste contre la Pologne montre que la Russie soviétique entendait contraindre la Lituanie et la Pologne, à adopter le régime des Soviets, ou, pour le moins, à rendre plus aigu le conflit existant entre elles. Ce dernier objectif a, d'ailleurs, été atteint.

Alors que, aussitôt devenues indépendantes, la Pologne, la Lettonie et l'Estonie intervinrent solidairement, les armes à la main, contre l'envahisseur bolchevik, afin de défendre leur indépendance, la Lituanie, en dépit de ses intérêts, adopta une attitude tout à fait opposée. Grisée par les promesses du Gouvernement des Soviets, la Lituanie conclut, en juillet 1920, un traité avec les Bolcheviks dont les armées se mirent à occuper le territoire de Wilno. Visant constamment la possession de Wilno la Lituanie se rapprocha des Soviets.

Au surplus, la situation délicate de la Pologne, au point de vue stratégique, fut mise à profit. La Lituanie, en échange du concours qui lui était accordée dans la question de Wilno, laissa l'armée rouge utiliser son territoire comme base d'opération contre la Pologne.

En abandonnant Wilno à la Lituanie, le Gouvernement des Soviets se proposait de créer une république lituanienne confédérée, communiquant, par Wilno directement, avec la Russie.

Le Traité de Moscou, conclu, le 12 juillet 1920, au moment du déclenchement de l'offensive de l'armée rouge, où le Gouvernement des Soviets, se basant sur ses succès momentanés, prévoyait la possibilité d'avoir une frontière commune avec la Lituanie, établissait, à l'article 2, la frontière lituano-russe. Ces plans ne tardèrent pas, cependant, à essuyer un échec. Après que les armées rouges eurent été chassées du territoire polonais, le gouvernement des Soviets fut obligé de conclure, le 18 mars 1921, le Traité de Riga, qui traça la frontière entre la Pologne et la Russie. Bien que ce Traité annulât, en ce qui concerne le tracé de la frontière, les stipulations du Traité de Moscou avec la Lituanie ; le gouvernement des Soviets confirma, envers celle-ci, la position qu'il avait prise, au moment de la signature dudit

Traité. Voici ce que nous lisons dans la note adressée par M. Tchitcherine au Gouvernement lituanien :

« Le Traité de Riga n'annule aucunement l'accord lituano-russe du 12 juillet 1920. Il stipule que la question de Wilno devra être tranchée exclusivement entre la Lituanie et la Pologne. Cela ne contredit nullement le Traité russo-lituanien qui continue à rester en vigueur après la signature du Traité de Riga » (1).

Ne se rendant pas compte, probablement, des véritables intentions des Soviets, le Gouvernement lituanien ne cessa de compter sur l'aide de la Russie, dans ses efforts pour la possession de Wilno. Une nouvelle occasion fut fournie aux deux pays, pour une démarche commune, par la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 15 mars 1923, laquelle, conformément à l'article 87 du Traité de Versailles, fixa définitivement les frontières orientales de la Pologne. Nous trouvons le passage suivant dans la note adressée au Gouvernement polonais, par le Gouvernement des Soviets, en date du 5 avril 1923.

« Le Gouvernement de l'U. R. S. S. ne peut reconnaître que la décision de la Société des Nations, en ce qui concerne la frontière polono-lituanienne, ait été empreinte d'objectivité. Il ne peut d'autant plus accepter, comme obligatoire pour lui, ladite décision, étant donné qu'il ne reconnaît pas, aux Puissances qui occupent, à la Société des Nations, une situation prépondérante, le droit de disposer d'un territoire étranger et du sort d'autres peuples. C'est pour ces raisons que le Gouvernement de l'U. R. S. S. considère également que la question des frontières orientales de la Pologne a été exclusivement résolue par le Traité de Riga, et nullement par le Conseil de certaines Puissances, dont les décisions n'ont aucune valeur pour la Russie, ni ses Alliés » (2).

Ces notes montrent le manque de logique qui apparaît dans l'attitude du Gouvernement des Soviets. Ainsi, dans sa note au Gouvernement polonais, celui-ci affirme que la question des frontières orientales de la Pologne a été résolue exclusivement par le Traité de Riga, et dans la note qu'il adresse au Gouvernement lituanien, le Gouvernement des Soviets déclare que le Traité de Riga n'annule, en aucune façon, le Traité lituano-russe, en date du 12 juillet 1920.

La note, adressée au Gouvernement polonais, nous amène,

---

(1) Mémoire présenté le 14 mai 1921, par la Délégation lituanienne à la Conférence de Bruxelles.

(2) *Revue Politique*. Annexe au n° 3-4 Vol. V. Novembre 1926, Varsovie.

en outre, à constater que les Gouvernements lituanien et celui des Soviets agissaient de concert, en l'occurrence. Nous savons que le premier avait également protesté contre la décision de la Conférence des Ambassadeurs. Toutefois, nous sommes d'avis que font erreur tous ceux qui considèrent que, par de semblables démarches, le Gouvernement des Soviets avaient les intérêts de la Lituanie à cœur. Ceux-ci n'étaient qu'un prétexte pour dissimuler les véritables intentions du Gouvernement de Moscou. Il s'agissait pour lui, avant tout, de démontrer qu'il ne reconnaissait ni l'autorité de la Conférence des Ambassadeurs, ni celle de la Société des Nations elle-même.

Sans rechercher à quel degré, et si, en général, les décisions de la Société des Nations peuvent être obligatoires pour la République des Soviets, il y a lieu de constater, qu'en l'occurrence, lorsque dans le sein de la Société des Nations, eut été discutée une question qui ne concernait pas la Russie, figurant ici, en qualité de tierce-Puissance, la reconnaissance ou la négation par cette dernière de la compétence de la Société des Nations. ne peut avoir aucune influence sur l'attribution d'une portée plus ou moins grande à la décision prise par la Société des Nations.

Au cours des trois dernières années, la politique du Gouvernement des Soviets à l'égard de la Pologne et de la Lituanie n'a subi aucun changement. Elle vient, en dernier lieu, de se refléter dans le traité conclu à Moscou, le 26 septembre 1926, entre la République de Lituanie et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Afin de se faire une juste idée de l'importance et de l'esprit même de ce Traité, il y a lieu de faire quelques remarques concernant les raisons pour lesquelles il fut conclu.

Ce Traité n'est nullement un fait isolé dans l'ensemble de la politique du Gouvernement des Soviets. Il avait été précédé par des traités d'amitié et de non-agression conclus par les Soviets avec la Turquie, le 17 décembre 1925, et l'Allemagne, le 24 avril 1926. Ne pouvant faire partie du groupement des Principales Puissances qui dirigent la politique internationale, les Soviets s'efforcent, par le système des traités de non-agression, de réagir contre les influences de la Société des Nations, ainsi que de manifester l'aversion qu'ils professent contre la politique de solidarité préconisée par cette dernière.

Il s'agit pour eux de gagner le plus grand nombre possible d'Etats neutres, spécialement, parmi leurs voisins, pour le cas d'un conflit entre la République Soviétique et une Puissance quelconque. Il surgit pourtant des difficultés, en ce qui concerne

la conclusion de traités de non-agression et de neutralité avec des membres de la Société des Nations, étant donné l'obligation qu'impose l'art. 16 du *Pacte*, à tous les membres de la Société des Nations, de donner assistance au cas où l'un d'eux serait victime d'une agression non provoquée.

Ce fut la raison pour laquelle les Etats Baltes et la Pologne s'abstinrent de conclure des traités avec la Russie. Le Traité conclu par les Soviets avec l'Allemagne, fut, à un certain point, une pression opérée sur ces pays, pression ayant pour objet de les amener à signer avec les Soviets des traités, et cela, d'autant plus facilement, que les pays Baltes et la Pologne se trouvent, pour ainsi dire, encerclée par l'Allemagne et la Russie, liées déjà par un accord de ce genre. Cette manœuvre du Gouvernement soviétique demeura pourtant sans résultat. Les Etats Baltes et la Pologne, soucieux, d'ailleurs, de leur sécurité personnelle et tenant compte des avantages que leur procure leur participation à la Société des Nations, ne pouvaient, en aucun cas, entrer en conflit avec les engagements pris envers cette dernière. Le Gouvernement des Soviets n'abandonna pourtant pas la partie et, afin de placer ces pays dans une situation encore plus difficile, il signa, le 26 septembre 1926, un traité de neutralité et de non-agression avec la Lituanie qui s'en était montrée désireuse.

Ce Traité, dans ces clauses territoriales, prend, pour point de départ, le Traité de Paix lituano-soviétique conclu à Moscou, le 12 juillet 1920. Injustement qualifié de « Traité de Paix » étant donné que la Lituanie et la Russie n'étaient pas en état de guerre, au moment de sa signature, ce Traité symbolisait le programme politique qui constituait l'idée directrice de l'armée bolcheviste, au moment où, en 1920, elle allait porter l'incendie de la guerre en Occident. Le nouveau Traité, en date du 28 septembre de l'année passée, ne fait que faire revivre ce symbole.

Du point de vue des problèmes faisant l'objet de la présente étude, ce sont les articles 1 et 4 dudit Traité qui méritent une attention toute particulière.

En voici la teneur :

Art. 1. — Le Traité de Paix entre la Russie et la Lituanie, conclu, à Moscou, le 12 juillet 1920, et dont toutes les dispositions restent en vigueur, demeure la base des relations entre l'U. R. S. S. et la République de Lituanie.

Art. 4. — Au cas où plusieurs tierces puissances concluraient un accord politique dirigé contre l'une des parties contractantes, ou au cas de conflit prévu à l'article 3, alinéa 2, ou encore, au cas où, aucune des parties contractantes, n'étant engagée dans un

conflit armé, une coalition des tierces puissances serait formée, en vue d'exercer le boycottage économique ou financier d'une des parties contractantes, l'autre partie n'adhérera, ni à cet accord, ni à une nouvelle coalition » (1).

L'article 1 du traité en question confirme le maintien en vigueur de toutes les dispositions du Traité, en date du 12 juillet 1920, et par conséquent, de celles de l'article 2 du Traité, lequel établit une frontière commune entre la Russie et la Lituanie. Le manque absolu de logique saute aux yeux.

Le Gouvernement des Soviets s'efforce, d'une part, au moyen de l'art. 1 du nouveau Traité, de rétablir la situation territoriale instituée par celui du 12 juillet 1920 et laquelle fut modifiée ultérieurement par le Traité signé, le 18 mars 1921, entre la Pologne et la Russie. Puis, dans la note adressée au Gouvernement lituanien, en date du 28 septembre 1926, à l'occasion de la signature du Traité, le Gouvernement des Soviets « déclare que la violation de fait des frontières lituaniennes qui a eu lieu contre la volonté du peuple lituanien n'a pas modifié son attitude à l'égard de la souveraineté territoriale définie par l'article 2 et par la note annexée au Traité de Paix conclu, le 12 juillet 1920, entre la Russie et la Lituanie » (2).

D'autre part, le Gouvernement des Soviets, déclarait à la Pologne qu'il n'avait nullement changé de point de vue, en ce qui concerne la frontière polono-russe prévue par le Traité de Riga. Voici ce que dit la note du Gouvernement en question transmise au Gouvernement Polonais par M. Voïkov, en date du 19 novembre 1926 :

« Le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclare, en même temps, qu'en signant le Traité, en date du 28 septembre de l'année courante, avec le Gouvernement de la République de Lituanie, il n'avait, à aucun point de vue, l'intention de mettre en doute la valeur de l'article 2 du Traité de Riga, lequel avait établi la frontière entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la République de Pologne » (3).

Par le traité conclu avec la Lituanie et par la note qui y est annexée et dans laquelle il est question de « violation de fait des frontières lituaniennes », le Gouverneent de l'U. R. S. S. entend

---

(1) Voir *L'Europe Nouvelle*, n° du 13 novembre 1926, p. 1577 (Sources et Documents).

(2) Voir *L'Europe Nouvelle*, n° du 13 novembre 1926, p. 1577.

(3) *Revue Politique*. Annexe au n° 3-4 Vol. V. novembre 1926. Varsovie.

reconnaître implicitement le bien fondé des revendications lituaniennes sur le territoire de Wilno. En d'autres termes, en prétendant que la question de Wilno n'avait jamais cessé d'être ouverte, et cela contrairement à la décision de la Conférence des Ambassadeurs, le Gouvernement des Soviets se dresse manifestement contre l'autorité de cette dernière.

C'est toutefois, une manifestation incapable de modifier en quoi que ce soit la décision prise par la Conférence des Ambassadeurs. Rien d'ailleurs, ne la justifie, étant donné l'affirmation de désintéressement complet des Soviets, en ce qui concerne la frontière polono-lituanienne, lequel a été consacré par l'article IV du Traité de Riga. D'autre part, la solution définitive de cette question engageant au même degré la Lituanie et la Pologne, exclut toute possibilité de nouvelle discussion à ce sujet. Elle ne peut plus être mise en doute par aucun acte international conclu avec la participation d'une seule des parties.

C'est le terrain sur lequel se placèrent également les Principales Puissances Associées auxquelles le Gouvernement lituanien, en se basant sur le Traité lituano-soviétique, adressa une requête de revision de la frontière polono-lituanienne. Cette question fut examinée par la Conférence des Ambassadeurs, dans sa séance du 20 octobre 1926. La Conférence déclara que la Lituanie avait demandé, en novembre 1922, aux Principales Puissances Alliées, d'user du droit qui leur appartenait de fixer les frontières orientales de la Pologne et, par conséquent, de fixer également la frontière polono-lituanienne. La Conférence, après avoir constaté qu'il fut fait droit à cette demande, déclara ensuite, à l'unanimité, que le Traité lituano-soviétique conclu, le 28 septembre 1926, n'était pas susceptible de modifier en quoi que ce soit la décision de la Conférence, en date du 15 mars 1923, intervenue entre temps et revêtue des formes légales voulues. De cette façon, les prétentions formulées par le Gouvernement lituanien furent définitivement rejetées.

L'expression de l'Amitié lituano-russe que contient le Traité du 28 septembre est, incontestablement, un geste inamical à l'égard de la Pologne. Mais, en dehors des raisons pour lesquelles il fut conclu et des craintes que ses clauses ont pu provoquer dans les milieux politiques polonais, le Traité en question a encore une autre importance. Il éloigne la politique lituanienne du giron de la Société des Nations.

En effet, les art. 3 et 4 du Traité de Moscou soulèvent des doutes sérieux, en ce qui concerne la façon dont la Lituanie remplit les engagements qu'elle a contractés envers le Pacte de la Société

des Nations. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de violation formelle des engagements découlant du Pacte, étant donné que dans la note, en date du 28 septembre 1926, accompagnant ledit Traité, le Gouvernement lituanien déclare « qu'il est parti de la conviction que le principe énoncé à l'article 4 du Traité, au sujet de la non-participation à des accords politiques éventuels conclus par des tierces puissances et dirigés contre l'une des parties contractantes, ne saurait porter atteinte aux obligations assumées par la Lituanie, conformément aux statuts de la Société des Nations » (1). Toutefois, l'interprétation de cette déclaration n'est pas sans donner lieu à certains doutes, étant donné la façon peu claire dont elle est formulée. Des malentendus peuvent, d'autre part, surgir en pratique. Supposons, par exemple que la Russie attaque un Etat, membre de la Société des Nations et que le Conseil, conformément à l'art. 16 du Pacte, décide que le devoir d'assistance doit jouer en faveur de l'Etat attaqué, la question se posera alors de savoir, si la Lituanie, en s'en référant au Traité lituano-soviétique d'amitié réciproque et de non-agression, pourra ne pas se conformer aux exigences générales du Pacte de la Société des Nations.

En revenant à ce qui a été dit plus haut, au sujet des avantages qu'a pu réaliser ou non la Lituanie en signant son Traité avec Moscou, nous sommes obligés de reconnaître qu'elle n'y a rien gagné et que, par contre, en concluant un Traité avec la Russie soviétique, elle a, au contraire, fait un nouveau pas vers son entrée complète dans l'orbite des influences soviétiques. En s'écartant de la Pologne et des Etats Baltes, la Lituanie a été réduite à chercher un appui auprès des Soviets. Elle n'a fait par cela que creuser plus profondément le fossé qui la sépare du forum international. Le Traité lituano-soviétique, avec lequel les hommes politiques lituaniens jonglent, en l'opposant à la décision des Grandes Puissances, n'a eu pour conséquence que de diminuer sensiblement le prestige de la Lituanie sur le terrain international. Espérer, d'autre part, que la Russie lui prêterait une aide active dans la conquête de Wilno, c'est de la part de la Lituanie ni plus ni moins que leurre et naïveté. D'ailleurs, la note adressée, en date du 19 novembre 1926, au Gouvernement Polonais par le Gouvernement des Soviets démontre clairement que celui-ci ne prend pas au sérieux les revendications.

---

(1) *L'Europe Nouvelle*, n° du 13 novembre 1926, p. 1579 (Sources et Documents).

lituaniennes. Si le Gouvernement des Soviets caresse l'espoir de s'emparer un jour de Wilno, ce n'est pas, en tout cas, afin de rendre cette ville aux Litvaniens. Toutefois, au moment actuel, en présence de la position relativement forte qu'occupe l'Etat Polonais sur le terrain international et de la situation intérieure, pleine de difficultés, de la Russie des Soviets, de semblables appréhensions ne sont pas fondées.

Il y a lieu de faire remarquer que l'Union des Républiques Soviétiques a non seulement réussi à influencer la politique extérieure de la Lituanie, elle a su aussi jouer un rôle prépondérant dans sa politique intérieure, ce qui a poussé, de plus en plus, la Lituanie vers une dépendance complète des Soviets. Ceux-ci ont su exploiter, à cet effet, d'une façon habile la politique économique de la Lituanie, basée uniquement sur des prémisses, d'ordre politique. En lui prodiguant sans cesse des promesses d'importantes concessions économiques, le Gouvernement des Soviets tenait continuellement en échec la Lituanie, en s'efforçant, par ailleurs, de provoquer, à l'intérieur de l'Etat lituanien, une forte agitation communiste.

L'activité des Soviets s'accroît dans cette direction plus particulièrement, à partir de la seconde moitié de l'année 1926, lorsque le pouvoir passa, en Lituanie, aux mains d'éléments libéraux. L'activité destructive des Soviets, au sein de l'Etat lituanien, se trouva sensiblement facilitée, d'une part, grâce à la communauté d'idées sociales unissant les sphères dirigeantes des deux pays, de l'autre, par la perspective d'avantages économiques devant découler du rapprochement avec les Soviets. Se souciant peu, par ailleurs, de réaliser toutes ses brillantes promesses, le Gouvernement des Soviets profitait de l'ascendant qu'il avait acquis, grâce à elles, sur le Gouvernement lituanien pour faire redoubler d'activité la propagande communiste qu'il menait depuis longtemps, à grands frais, en Lituanie. Ce furent donc de larges subventions accordées aux unions professionnelles locales, au caractère communiste, et d'encouragements tels que l'envoi, sous différents prétextes, de commissions communistes venant ranimer d'un souffle nouveau l'activité des organes de propagande installés dans le pays. Cette activité destructive pouvait se développer impunément, étant donné que le Gouvernement lituanien, dans l'espoir toujours d'obtenir un équivalent sous la forme des concessions économiques qui lui avaient été promises, désirait avant tout éviter tout conflit avec le Gouvernement des Soviets et, avec une étonnante légèreté, fermait les yeux sur les menées communistes sur son territoire.

Fortement inquiets de cet état de choses, les partis de droite et les groupements nationaux, bénéficiant de l'appui de la majorité de l'armée, réussirent à réaliser, sous la conduite de l'ancien président Smetona, le coup d'Etat du 17 décembre qui fit tant de bruit dans la presse, vers la fin de l'année passée.

Ce coup d'état marque un tournant dans la politique lituanienne. Les partis nationaux, se rendant compte des conséquences que peut avoir, pour la Lituanie, une dépendance plus ou moins directe des Soviets, se dressèrent ouvertement contre les communistes en marquant par cela même leur volonté de se soustraire aux influences politiques de Moscou. Toutefois, la Lituanie ne fit que passer d'une extrémité à l'autre, en inclinant du côté de l'Allemagne qui, de son côté, fit miroiter aux yeux de la Lituanie la perspective d'un emprunt ainsi que la possibilité d'une union douanière plus étroite avec le Reich. C'est ainsi que la réaction que manifesta la Lituanie, contre les Soviets, devint une victoire pour les influences allemandes dans ce pays.

Ces influences y avaient pris pied dès la constitution de l'Etat lituanien. Elles avaient marqué un léger recul au moment où, à la suite des démarches qu'avait faites le Gouvernement lituanien auprès des Alliés, les armées allemandes furent obligées de quitter le territoire lituanien. Mais cela fait, le Gouvernement lituanien se rapprocha à nouveau de l'Allemagne, profitant de ses conseils et de son aide effective pour l'organisation du nouvel Etat.

Les Allemands commencèrent par fournir des objets d'armement de tout genre pour l'armée lituanienne. La plus grosse partie des fusils dont elle dispose est d'origine allemande. Il en est de même pour la majeure partie de l'artillerie. Les militaires allemands furent appelés à jouer un grand rôle dans l'armée lituanienne.

Nous jugeons utile de citer ici quelques passages caractéristiques de la *Hartungsche Zeitung*, un des journaux allemands les plus importants, en date du 14 mai 1921, qui jette le jour sur les rapports qui existaient, à ce moment-là, entre la Lituanie et l'Allemagne : « 156 volontaires à peine répondirent, au printemps 1919, au premier appel du Gouvernement lituanien. Dans la suite, grâce aux efforts du clergé, le nombre des volontaires augmenta...

« Plus tard, pour les besoins de son armée, la Lituanie acheta aux Allemands une grande quantité d'armes. Actuellement, les troupes lituaniennes sont presque exclusivement armées d'armes allemandes. Les fils des paysans lituaniens portent les mêmes

armes et les mêmes casques qu'ont portés nos héros dans des centaines de combats victorieux. Les unités techniques furent rapidement formées. Leur matériel est, bien entendu, également allemand. Dans toutes les formations techniques, ainsi que dans l'aviation, on peut trouver des Allemands naturalisés Lituaniens. Il y a parmi eux non seulement des Lituaniens Prussiens de Meimel et du Nord-Est de la Prusse Orientale, il y a aussi des Allemands de tous les coins de notre patrie... La sympathie pour l'Allemagne se manifeste d'une façon très nette.

« L'auteur de ces lignes a entendu maintes fois des soldats — je cite les soldats en premier lieu, parce que leur opinion reflète la vraie mentalité de l'armée — dire « si jamais une guerre éclatait entre l'Allemagne et la France, alliée des Polonais, nous nous mettrions du côté de l'Allemagne ».

« Pour nous autres, Prussiens menacés, ces paroles sont précieuses et nous nous rappellerons toujours le deuxième anniversaire de la fondation de l'armée lituanienne qui, malgré tant de difficultés, a fait des progrès considérables et qui constitue aujourd'hui un élément d'ordre et de culture dans le chaos de l'Europe Orientale.

« Dans l'intérêt de notre patrie, nous souhaitons à la jeune armée lituanienne de triompher dans la défense de son pays et de son peuple contre l'insatiabilité polonaise ».

L'orientation de la politique lituanienne vers l'Allemagne et le désir de la Lituanie de s'appuyer économiquement sur l'Allemagne est loin d'être un phénomène naturel. Ce désir est contraire aux intérêts de l'Etat de Kovno. Plus intense sera l'orientation de la Lituanie dirigée dans ce sens, plus rapidement deviendra-t-elle une colonie économique de l'Allemagne et un bastion de la politique allemande. L'Allemagne se trouvera en état, de cette façon, de pouvoir exercer une plus grande influence sur la Lettonie et l'Estonie, en étendant entièrement sa domination sur le littoral de la Baltique ainsi que sur les voies commerciales menant en Russie, et englobant par cela même la Russie dans la sphère de sa politique et de ses influences.

Voilà pourquoi la tendance de la Lituanie à s'appuyer politiquement sur l'Allemagne à non seulement une influence sur l'attitude adoptée par l'Etat de Kovno à l'égard de la Pologne, mais elle est aussi capable de troubler la paix dans l'Est de l'Europe. On ferait erreur en supposant que les Allemands, en signant le Traité de Versailles, aient reconnu leur défaite. Au contraire, leur désir de revanche est universellement connu. Le Traité de Versailles ne constitue pas pour eux un frein sérieux contre

leurs aspirations impérialistes et leurs tendances d'expansion. Les efforts déployés par l'Allemagne, sous ce rapport, dans l'Est, ont déjà donné des résultats satisfaisants pour leur politique. La Lituanie est devenue avant tout l'objet des visées de cette politique. C'est elle qui, comme le veut l'Allemagne, a le devoir de servir de trait d'union aux deux Etats alliés, à la suite du Traité de Rapallo, lequel a créé les bases « d'une collaboration amicale et pacifique » entre les Soviets et l'Allemagne.

Or, il ne faut pas oublier que c'est justement la coopération de l'Allemagne et de la Russie qui a permis à ces deux Etats de devenir, avant la guerre, deux grandes Puissances, que ces deux Puissances ont été privées du rôle de premier plan qu'elles jouaient parmi les autres Etats européens uniquement le jour où leur entente fût détruite et qu'enfin, aujourd'hui, n'ayant plus d'intérêts opposés, elles peuvent, l'une et l'autre, retirer des avantages sérieux d'une étroite collaboration. Etant donné que ces deux Puissances n'ont plus de frontières communes actuellement, leur intérêt consiste à assujettir la Lituanie, à travers laquelle il leur sera loisible de communiquer directement.

Si on jette un coup d'œil sur la politique allemande, au cours des dernières années, on doit reconnaître que cette politique a eu pour effet de couronner les efforts entrepris par l'Allemagne dans la recherche de conditions favorables à son expansion dans l'Est. Dantzig reconnue Ville libre est séparée de la Pologne, la libre communication entre la Prusse Orientale et le Reich assurée à travers le corridor polonais, la suppression du contrôle des Puissances Alliées sur Memel et la remise de cette dernière ville à la Lituanie, la Lituanie de Kovno soumise entièrement aux influences allemandes, la signature du Traité de Rapallo avec la Russie et la signature, au cours de l'année passée, d'un second Traité avec celle-ci à Berlin, — tels sont les succès qu'a remportés la politique allemande dans ses efforts tendant à créer un contact direct avec la Russie. Wilno en devait être le dernier, Wilno qui tant qu'elle appartient à la Pologne et sépare la Russie de l'Allemagne, constitue un obstacle aux visées allemandes. Dans ce cas pourtant, malgré tous les efforts de l'Allemagne, et la discussion au sujet de Wilno qu'elle avait su susciter artificiellement, la réussite de Berlin n'a pas été complète.

L'orientation de la politique lituanienne du côté de l'Allemagne a ainsi pour conséquence de faciliter la réalisation des visées impérialistes de la politique du Reich. Soumise aux influences de l'Allemagne, la Lituanie présente pour celle-ci, non seulement un marché accueillant pour ses produits manufacturés, mais

elle consitue également la continuation de la Prusse Orientale et un débouché dans l'expansion de celle-ci vers la Baltique et la Russie. Si la ville de Wilno venait à être englobée dans tout ce système, elle deviendrait, grâce à sa situation géographique qui fait d'elle la dernière partie du pont germano-russe, une des bases les plus solides pour le renouvellement de l'ancienne alliance entre la Russie et l'Allemagne. Si, par conséquent, Wilno, cette clef des voies reliant Kœnigsberg à Moscou, venait à être comprise dans les frontières de l'Etat de Kovno, la Lituanie, détournée de ses voies historiques par l'astucieuse activité de l'Allemagne, serait entièrement à la disposition de celle-ci. Il ne faudrait pas alors attendre longtemps pour que cet état de choses provoquât une nouvelle perturbation de la paix dans cette partie de l'Europe.

En résumant les considérations que nous venons d'exposer, nous arrivons à la conclusion suivante. La Lituanie amenée à jouer le rôle d'instrument passif servant à tracer, selon les désirs de l'Allemagne et de la Russie, une ligne horizontale menant de l'Ouest à l'Est, a été détournée du rôle naturel qu'elle devait jouer dans la vie internationale. Elle fait partie d'un ensemble géographique déterminé par le tracé d'une ligne verticale. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte, en prenant spécialement en considération les cours d'eau qui la traversent, pour se rendre compte que la Lituanie est destinée à constituer un chaînon rattachant les Etats baltes, au Sud de l'Europe, en partant de la Finlande et en passant par la Pologne.

Au lieu d'exploiter les avantages de sa situation géographique et de remplir son rôle naturel, la Lituanie « oscille entrè deux extrêmes », la Russie et l'Allemagne. Assujettie à la Russie des Soviets, la Lituanie serait menacée d'être inondée par le communisme et de devenir une des petites républiques fédérées faisant partie de cet Etat (1). Sa dépendance de l'Allemagne qui se manifeste d'une façon bien plus nette, tout particulièrement après le coup d'Etat de Kovno du mois de décembre, constitue pour la Lituanie un danger, sinon immédiat, mais, par contre, très sérieux, car il peut mener à la perte de l'indépendance de la Lituanie incorporée dans le système du Reich allemand, sous la forme d'un « Bundestadt ».

Les intentions de l'Allemagne à l'égard de la Lituanie ne se sont nullement modifiées, depuis la constitution de cet Etat. Les

---

(1) Voir : PRUTÉNUM. — Le fond économique de la révolution de Kovno (*Revue politique*, volume V, numéro 5-6. Varsovie, 1926).

perspectives de son introduction dans le giron de l'Etat allemand, déjà très avancées pendant la guerre, se sont forcément atténuées à la suite du Traité de Versailles. Pourtant, quelques années se sont à peine écoulées, que cette question redevient d'actualité. C'est là qu'il faut chercher l'explication, non seulement de l'absence de toute protestation du côté allemand contre l'incorporation de Memel à la Lituanie, en qualité de future partie intégrante de l'Etat de Kovno, mais également les raisons de l'appui permanent prêté par l'Allemagne, aux prétentions lituaniennes, dans la lutte pour la possession de Wilno.

---

## CHAPITRE IX

---

LES CONSÉQUENCES DES RAPPORTS ANORMAUX ENTRE LA POLOGNE ET LA LITUANIE. — LA SITUATION DE LA MINORITÉ POLONAISE EN LITUANIE. — LA POLITIQUE AGRAIRE ET LES INTÉRÊTS DES MINORITÉS. — RÉDUCTION ARTIFICIELLE DU CHIFFRE DE LA POPULATION POLONAISE DANS LES STATISTIQUES OFFICIELLES. — RESTRICTIONS APPORTÉES AUX DROITS ÉLECTORAUX DES MINORITÉS. — L'AUTONOMIE CULTURALE. — INFLUENCE DES RAPPORTS ANORMAUX SUR LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DE LA POLOGNE. — LA QUESTION DE LIBERTÉ DE TRANSIT SUR LE NIÉMEN. — LA CONVENTION DE MEMEL. — L'INFLUENCE DES FACTEURS POLITIQUES SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA LITUANIE. — LA RÉFORME AGRAIRE. — RAPPORTS ANORMAUX ENTRE LA LITUANIE ET LE TERRITOIRE DE MEMEL.

Nous avons indiqué, dans le chapitre précédent, le caractère anti-polonais de la politique lituanienne ainsi que le tort causé aux intérêts de la Lituanie par cette politique qui a pour objet de faire d'elle un pont entre l'Allemagne et la Russie. Nous avons, en outre, souligné l'influence néfaste qu'un pareil état de choses pouvait avoir sur la paix dans l'Est européen, en signalant, en même temps, les dangers qui menacent la Lituanie, pour le cas où celle-ci persisterait dans son attitude actuelle. Nous avons enfin constaté que le conflit polono-lituanien avait eu pour conséquence indirecte de rendre plus faible la position de la Lituanie sur le terrain international.

Il nous reste maintenant à démontrer l'influence qu'exerce sur les intérêts de la Pologne et sur la situation économique de l'Etat lituanien l'absence d'une entente entre les deux pays.

En ce qui concerne la Pologne, la politique, de la Lituanie a, avant tout, sa répercussion sur l'élément polonais en Lituanie, puis sur les intérêts économiques de la Pologne elle-même.

Cela nous amène à porter notre attention sur deux questions : la situation de la minorité polonaise dans l'Etat de Kovno et les conditions du libre transit, à travers le territoire lituanien, dans la direction de Memel.

« L'élément polonais en Lituanie, a déclaré un des publicistes lituaniens connus, c'est une minorité qui, sous certains rapports, devient une majorité parfois écrasante » (1).

Afin de se rendre compte de la justesse de cette observation, il suffit de prendre en considération la quantité numérique de la minorité polonaise dans cet Etat ainsi que les traits caractéristiques des éléments qui la composent.

Le recensement officiel russe de 1897 évalue à 9 % le nombre des Polonais établis sur tout le territoire de l'Etat lituanien actuel, le territoire de Memel excepté. Si nous nous livrons à un nouveau calcul, en nous servant des données recueillies par le recensement allemand de 1916, nous obtenons la même proportion de 9 %, pour la population polonaise (2).

Il y a lieu de faire remarquer que l'évaluation stricte du chiffre de la population polonaise établie sur le territoire de l'Etat lituanien présente, en général, beaucoup de difficultés. Il est avant tout impossible de se baser sérieusement sur les listes de recensements russes ou allemandes. Etant entachées de partialité au moment où il fut procédé au recensement, celles-ci ne reflètent pas exactement le véritable état de choses. Puis, une autre circonstance rend difficile l'évaluation de la juste proportion de l'élément polonais. C'est à peine maintenant que, dans les masses populaires, s'opère la sélection des éléments lituaniens et polonais, que l'un et l'autre se cristallisent après avoir, pendant des siècles, été confondus. Ce procès de cristallisation se développe depuis plusieurs années d'une façon intense. Le nombre des éléments conscients croît de jour en jour. L'élément polonais se différencie de l'élément lituanien. Dans les deux camps, devient de plus en plus considérable le chiffre de ceux qui se considèrent comme des Polonais ou des Lituaniens pur sang. N'importe comment, le pourcentage de la population polonaise est incontestablement supérieur au chiffre indiqué dans les recensements tendancieux opérés par les autorités allemandes ou russes. Les érudits polonais (3) qui se sont consacrés à l'étude de la situa-

---

(1) *Litwa*, Journal paraissant à Kovno, n° 9-9-1921.

(2) Voir : LADISLAS WIELHORSKI. — Matériaux pour l'étude de la question lituanienne, volume II, p. 18. Wilno 1925 (en polonais).

(3) WAASILEWSKI, MALISZEWSKI, WIELHORSKI, STUDNICKI.

tion ethnographique de ces pays évaluent à plus de 200.000 le nombre des Polonais fixés en Lituanie, ce qui fait environ 10 %.

En ce qui concerne sa valeur qualitative, la population polonaise constitue, dans l'Etat de Kovno, une force importante, au point de vue social et économique. Elle est composée d'éléments équilibrés et très développés sous tous les rapports. Ce sont d'abord des agriculteurs, à commencer par de petits fermiers et en finissant par des propriétaires d'importantes exploitations agricoles. Puis, viennent les intellectuels, techniciens de tout genre, la bourgeoisie des villes où on rencontre l'élément polonais sur tous les degrés de l'échelle sociale, les artisans et le prolétariat ouvrier.

Jusqu'à la guerre, plus du tiers de toute la superficie de l'Etat lituanien était entre les mains de propriétaires polonais. Les propriétés foncières dépassant 80 hectares appartenaient dans une proportion de 9/10 à des Polonais. D'après les statistiques russes dressées par professions, il y avait, en 1897, dans les services publics du gouvernement de Kovno, 517 Polonais, sur 754 lituaniens ; dans les institutions sociales, on comptait 125 Polonais, sur 324 lituaniens ; au barreau, il y avait 76 Polonais, sur 118 Lituaniens ; le corps médical et les services sanitaires comptaient 249 Polonais, sur 291 Lituaniens (1).

Dans la ville même de Kovno, il y eut, aux élections municipales de 1924, 16 Polonais élus sur 17 Lituaniens. Cette proportion se trouve évidemment modifiée actuellement en faveur des Lituaniens, à la suite de la campagne anti-polonaise à outrance qui y a été menée, au cours des dernières années. Toutefois, ces chiffres démontrent d'une façon éloquente la force que possédait, encore tout récemment, l'élément polonais en Lituanie.

Même à l'heure actuelle, la minorité polonaise en Lituanie constitue, sous certains rapports, une force considérable. Son importance diminue toutefois d'année en année, étant donné que les autorités lituaniennes prennent, dans tous les domaines, des mesures ayant pour objet d'amoindrir l'importance de l'élément polonais qu'elles considèrent comme hostile à l'Etat Lituanien. Il a été décidé, avant tout, de saper les assises économiques de la minorité polonaise.

Bien que la Constitution lituanienne (2) stipule, à l'article 21

---

(1) Ladislas STUDNICKI. — L'Etat Lituanien contemporain, p. 54 (en polonais).

(2) ROUZIER. — La Constitution de la Lituanie et le Statut de Memel. Toulouse 1926.

que le droit de propriété est garanti et que les biens des citoyens ne peuvent être expropriés que pour cause d'utilité publique, les biens fonciers, presque exclusivement appartenant à des Polonais, ont tous été expropriés. La loi sur la réforme agraire du 15 février-29 mars 1922 laisse à peine aux propriétaires 80 hectares de terre arable et de prés, et cela à condition que ces propriétaires fassent partie d'une catégorie de personnes possédant les qualités exigées par la loi en question. Les indemnités minimales prévues par la loi n'ont pas été payées jusqu'ici. Il est douteux qu'elles le soient jamais. Dans certains cas prévus par l'article 4 de la loi du 3 avril 1922, des propriétés appartenant à des Polonais ont été expropriées sans indemnité, ce qui équivaut à leur confiscation pure et simple.

Un amendement à la Réforme Agraire publié le 14 avril 1924 remet toute la procédure concernant la réforme agraire entre les mains des institutions administratives, ce qui équivaut pratiquement à enlever aux intéressés toute possibilité de se pourvoir en appel contre les décisions prises à leur égard. Nous trouvons dans cet amendement une clause terrible qui confère à la Direction de la Réforme Agraire et au Ministre de l'Agriculture le droit de prendre une décision définitive et irrévocable, sans aucune procédure judiciaire, au sujet des questions de haute trahison et de déclarer tel ou tel citoyen, comme agissant au détriment de l'Etat, en décrétant la confiscation de ses biens.

La propriété foncière polonaise fut également visée spécialement par l'application de la loi du 15-10-1920 concernant les biens abandonnés par leurs propriétaires. Ces biens deviennent propriété de l'Etat qui les donne en fermage aux petits agriculteurs. La loi en question serait restée lettre morte si tous ceux qui furent obligés de quitter leurs propriétés, à la suite de l'invasion allemande, avaient pu librement rentrer chez eux. Malheureusement, hélas, les autorités lituaniennes refusèrent, dans beaucoup de cas, à des propriétaires polonais l'autorisation de réintégrer leur domicile.

En rédigeant ces lois, le législateur était guidé par des considérations de nature politique et non d'ordre social ou économique. Le fait que ces lois visaient spécialement l'élément polonais, en méconnaissance complète des engagements internationaux de la Lituanie, fut constaté par d'éminents jurisconsultes (1).

---

(1) P. FAUCHILLE et SIBERT. — Les lois agraires lituaniennes et les droits des minorités polonaises (Revue de droit international. Janvier-mars 1925, pp. 5-31).

Mémoire sur la question des minorités en Lituanie. Opinions de MM. Limbourg (Hollande) et Fauchille (France).

L'application de la réforme agraire marqua la spoliation complète d'un énorme capital foncier que possédaient les minorités polonaises en Lituanie, établies dans ce pays depuis des siècles et constituant les classes sociales les plus cultivées. Le but visé par les auteurs de la loi en question était atteint.

Les intérêts des minorités polonaises en Lituanie se trouvent également lésés du fait que le Gouvernement lituanien s'efforce de réduire artificiellement dans les tableaux statistiques, le nombre des Polonais habitant cet Etat, pour se soustraire aux obligations dont il est tenu dans le domaine de l'autonomie culturelle, notamment dans le domaine scolaire et religieux.

Ainsi, le recensement auquel a procédé, le 17 septembre 1923, le Gouvernement lituanien accuse à peine 3,18 % de Polonais, dans tout l'Etat lituanien. Pour la ville de Kovno, ce chiffre est porté à 4,5 % (1). Il est évident que ces chiffres ne sont que ceux que le Gouvernement Lituanien désirerait pouvoir accuser en réalité.

Au cours de la 33<sup>e</sup> session du Conseil de la Société des Nations, le représentant de la Lituanie, dans sa déclaration du 14 mars 1925, prétendait que le terme « minorité polonaise » ne peut être appliqué en Lituanie qu'exclusivement à des descendants d'émigrés polonais, d'ailleurs peu nombreux. Quant aux autres prétendus représentants de cette minorité nationale, ce ne sont que des Lituanais polonisés. Une semblable attitude ne répond nullement aux exigences de la science contemporaine. Elle rend toutefois compréhensible le fait que le recensement officiel n'a accusé que 3,18 % de Polonais.

En réalité, ce recensement ne correspond en aucune façon au véritable état de choses. Le chiffre de la population polonaise, en Lituanie, dépasse de trois fois celui qu'accusent les statistiques officielles. Lors des élections à la Diète de 1923, les listes polonaises obtinrent 63.654 voix, ce qui constitue 7,1 % de l'ensemble des votants, alors que le recensement officiel accuse en tout 64.105 Polonais sur tout le territoire de l'Etat Lituanien, bien que ce chiffre doive comprendre non seulement les personnes qui ont donné leurs voix à des listes électorales, mais également toutes les personnes ayant moins de 21 ans ainsi que les personnes qui ne bénéficiaient pas du titre d'électeur.

Si nous admettions l'hypothèse que le pourcentage des votants

---

(1) Interpellation de quatre fractions de minorités nationales (polonaise, allemande, juive et russe) relative au recensement officiel, présentée au Président du Conseil des Ministres le 15 avril 1924.

répond strictement au pourcentage de toute la population de tel ou tel groupe national, nous devrions accepter le chiffre de 7,1 % comme établissant le pourcentage de la population polonaise. Comme d'après le recensement en question, le chiffre total de la population de l'Etat Lituanien s'élève à 2.029.000 d'habitants, le nombre de Polonais devrait, selon le pourcentage ci-dessus, être évalué à 144.000.

Ce chiffre ne serait juste que si les groupements nationaux s'étaient présentés dans la même proportion aux urnes électORALES. Or, cela n'avait pas eu lieu. Il est incontestable que la participation de la population polonaise avait été inférieure à celle des Lituaniens. Plusieurs raisons en sont la cause. Toute manifestation officielle du caractère polonais, reconnue comme hostile à l'Etat, expose chaque individu à une quantité de chicanes administratives. Etant donné le secret du vote, il semblerait que cette crainte devrait être superflue. Pourtant, soupçonneuses en principe, les masses peu éclairées n'y prêtent guère foi et, par mesure de prudence, s'abstiennent de voter. D'autre part, le peu d'habitude que la population peu cultivée possède des affaires publiques, le manque de compréhension des avantages découlant du fait d'avoir au Parlement son député, enfin le manque de propagande du côté polonais pouvant faire comprendre aux minorités polonaises l'importance des élections, tout cela eut pour effet qu'une partie de la population polonaise s'abstint de participer aux élections ou de donner même ses voix à des listes électorales dont le programme était contraire à ses aspirations nationales. (1)

Aussi le chiffre de 144.000 ne représente-t-il que l'élite de l'élément polonais en Lituanie lequel, possédant la plénitude de ses droits politiques et conscient de ses devoirs envers le reste de la population polonaise, est capable de manifester sa qualité de polonais.

L'in vraisemblance des listes officielles de recensement, en ce qui concerne les Polonais, saute encore davantage aux yeux lorsqu'il s'agit de la ville même de Kovno. Ces listes y accusent 4,5 % de Polonais, alors que la même année, le nombre des votants ayant donné, dans la ville de Kovno, leurs voix à des listes polonaises s'élevait à 21,65 % du nombre total des voix et qu'en 1921, lors des élections municipales, le nombre des suffrages polonais se chiffrait par 28,80 % (2).

---

(1) Lad. WIELHORSKI. — Les conditions d'existence de la population polonaise dans l'Etat lituanien, p. XIX et suivantes (en polonais).

(2) Voir : Requête des représentants de la minorité polonaise en Lituanie au Conseil de la Société des Nations : Dépêche du 11 mars 1924 et mémoire du 1<sup>er</sup> juin 1924.

Il y a lieu de noter, en outre, qu'au cours des élections législatives, on applique une série de mesures qui réduisent au minimum les chances des candidats polonais. Il est vrai que pour base des élections proportionnelles a été accepté le système des listes « bloquées », mais une géométrie électorale adroitement appliquée (répartition des circonscriptions électorales) ainsi qu'une fausse interprétation de la loi électorale par la Commission Suprême ont pour conséquence de ne pas prendre en considération beaucoup de voix des minorités.

L'interprétation injuste et erronée de la loi électorale par la Commission Centrale en change entièrement l'esprit, en annulant complètement les effets de la représentation proportionnelle. Ainsi, lorsque l'on procéda, le 12 octobre 1922, pour la première fois aux élections à la Diète, en vertu de la loi électorale en question, et lorsque les commissions électorales eurent procédé au calcul des voix, il apparut que les listes des minorités (Polonais, Juifs, Allemands et Russes) avaient obtenu environ 17 % du nombre total des voix. Il y avait lieu de supposer, dans ces conditions, que les minorités nationales obtiendraient 13 mandats sur le nombre total de 78. Or, application faite de l'interprétation de la loi électorale prévue par la nouvelle loi du 25 octobre 1922 laquelle excluait de la répartition des mandats les listes de candidats qui n'auraient pas obtenu « le chiffre électoral complet », les minorités nationales n'obtinrent à peine que 5 mandats.

La décision de la Commission électorale Centrale fut confirmée par la Diète, le 1<sup>er</sup> décembre 1922. Rien ne put amener à modifier le système de répartition des mandats, pas même l'opinion de juristes célèbres, comme les professeurs G. de Lapradelle, W. Burckhardt et Triepel qui avaient dénoncé l'interprétation injuste et erronée par la Commission de l'art. 76 du Statut électoral (1).

L'attitude hostile du Gouvernement lituanien à l'égard de la minorité polonaise se manifeste, en outre, d'une façon permanente dans les restrictions sans nombre qui sont apportées aux avantages culturels dont cette minorité a le droit de profiter, d'après la Constitution.

Les écoles polonaises sont à peine tolérées. Celles qui existent

---

(1) Mémoire sur la question des minorités en Lituanie. La question des « restes » dans les élections lituaniennes.

Opinion de M. le prof. G. de Lapradelle. Paris, 30 novembre 1922.

Opinion de M. le prof. W. Burkhardt. Berne, 20 novembre 1922.

Opinion de M. le prof Triepel. Berlin-Grünwald, 18 novembre 1922.

sont l'objet de tracasseries continuelles de la part des autorités lituaniennes. A la suite du truquage des listes de recensement, le Gouvernement n'attribue aux écoles polonaises que 1/3 des sommes qu'il devrait, d'une façon normale, dépenser pour leurs besoins.

Les mêmes raisons font que le nombre des écoles polonaises est insignifiant. Ainsi, d'après le statut scolaire, art. 5, une école primaire doit être ouverte, en principe, pour un nombre d'habitants non inférieur à 500. Or, en pratique, les autorités lituaniennes exigent que les 500 habitants en question soient inscrits comme Polonais dans la rubrique correspondante des listes de recrutement. Mais même dans le cas où les listes officielles accusent dans telle ou telle localité le nombre exigé de 500 Polonais, les autorités suscitent des difficultés sans nombre avant d'accorder l'autorisation d'ouvrir une école polonaise (1).

En 1925, il y avait à peine 30 écoles primaires polonaises et 4 écoles secondaires. Mais ce nombre, même si restreint, d'écoles polonaises, ne fonctionnait pas librement. Le Gouvernement y avait détaché un certain nombre d'instituteurs lituaniens qui se livraient à une propagande anti-polonaise acharnée.

Le même chaos règne dans les affaires d'église. Les cérémonies religieuses, en langue polonaise, sont l'objet de chicanes et de tracasseries continuelles. Le nombre de prêtres polonais diminue de jour en jour. Ils sont, en outre, envoyés d'ordinaire dans des paroisses où l'élément polonais n'est que faiblement représenté.

En dehors de cela, il y a lieu de noter que dans toutes les localités où la population polonaise est plus compacte, a été proclamé « l'état de siège » en dernier lieu remplacé, par « l'état de défense renforcée ». Cette mesure fait dépendre des autorités militaires l'application de toutes les libertés constitutionnelles. C'est en elle qu'il faut chercher l'explication de toutes les répressions pratiquées pendant les élections et dont sont l'objet la presse ainsi que la langue polonaise.

Telle est la façon dont l'Etat de Kovno agit avec la population polonaise qui, pendant six cents ans, a vécu paisiblement côte à côte avec le peuple lituanien. Les restrictions apportées

---

(1) Réplique du Comité des Emigrés polonais de la Lituanie de Kovno en date 30 mai 1925, à la déclaration du représentant de la Lituanie, M. Sidzikauskas faite au cours de la 33<sup>e</sup> session du Conseil de la Société des Nations.

aux droits des minorités polonaises en Lituanie sont encore d'autant moins compréhensibles que, depuis sa renaissance à une vie indépendante, la Lituanie a fait spontanément, à plusieurs reprises, une série de déclarations au sujet des « droits des minorités religieuses et nationales » qui sont entièrement à son honneur (5 août 1919, automne 1920, 17 décembre 1921, 12 mai 1923) (1).

Or, ces déclarations ne furent que de vaines manifestations. La situation de la minorité polonaise en Lituanie, depuis les débuts de l'existence de cet Etat et jusqu'au moment actuel, dévoile les véritables intentions du Gouvernement Lituanien. En faisant ces déclarations, à quoi l'avaient amené des considérations d'ordre politique, il considérait à l'avance comme impossible, leur application à la population polonaise.

Quoiqu'il en soit, la politique pratiquée dans l'Etat Lituanien à l'égard de la minorité polonaise est contraire aux engagements internationaux de la Lituanie. Elle contribue à affaiblir l'élément polonais qui, à la suite de « l'état de guerre » est privé de toute possibilité de communiquer avec le reste de la nation polonaise. Si cet état de choses continue encore quelques années, cet élément sera complètement déclassé et aura perdu son caractère national.

Ni les plaintes adressées par la minorité polonaise à la Société des Nations, ni les interpellations des représentants des minorités nationales à la Diète n'ont pu contribuer à améliorer la façon dont est traité l'élément polonais en Lituanie. Il faut en conclure que seule, une entente polono-lituanienne saura assurer à la population polonaise en Lituanie le respect de ses droits. Cette entente est donc de la plus haute importance pour l'élément polonais.

★

★  
★ ★

Nous allons passer maintenant à l'étude de l'influence néfaste qu'exercent les rapports anormaux existant entre la Lituanie et la Pologne sur les intérêts économiques de cette dernière.

La Vistule et le port de Dantzig sont la voie naturelle par la-

---

(1) Par décision du 15 mai 1922, le Conseil de la Société des Nations a déclaré qu'il prenait note de la Déclaration signée à Genève le 12 mai par le représentant de la Lituanie et concernant la protection des minorités (*Journal Officiel* de la S. D. N. 1922, p. 524). Cette Déclaration est entrée en vigueur le 11 décembre 1923 et a été enregistrée le 6 février 1924 par le Secrétariat de la Société des Nations.

quelle la partie centrale et le sud-ouest de la Pologne accèdent à la mer. Quant au port de Memel, il sert d'accès à la mer aux territoires du nord-est. Or, ni l'un ni l'autre de ces ports n'est en possession de la Pologne. Dantzig a été reconnue ville Libre et Memel a été incorporée à la Lituanie.

Le refus d'incorporer Dantzig à la Pologne, comme il était tout indiqué, a porté une sérieuse atteinte aux intérêts politiques et économiques de la Pologne. Il est donc naturel et très compréhensible qu'il soit d'autant plus indispensable de garantir à la Pologne un libre accès à Memel qui constitue sa seconde issue sur la mer.

Ce port dont la Pologne ne pouvait naguère nullement profiter est situé à l'embouchure du Niémen et sert d'issue sur la mer à tous les territoires qui forment le bassin de ce fleuve et qui constituent un puissant « hinterland » d'une superficie de plus de cent cinquante kilomètres carrés, avec une population de plusieurs millions.

Avant la guerre, le port de Memel exportait principalement du bois qui constituait 79 % de la valeur totale de ses exportations. La quantité du bois exporté par le port de Memel atteignait annuellement le chiffre de 1.000.000 de mètres cubes, dont 650.000 m<sup>3</sup> provenaient des territoires polonais (1). Ce dernier chiffre représente les bois qui ont déjà été travaillés à Memel. Si l'on considère, par ailleurs, que le bois provenant du territoire actuel de la Pologne était en majeure partie exporté avant la guerre en état brut, la quantité générale des bois provenant des territoires polonais et dont le flottage s'opérait par le Niémen, dans la direction de Memel, devait être bien plus considérable.

Le flottage par le Niémen comprenait, en outre, environ 1.000.000 de mètres cubes de bois qui, arrivés à la frontière allemande, étaient ensuite dirigés sur Königsberg et Tilsitt. On peut ainsi évaluer, en moyenne, à environ 2.000.000 de mètres cubes (2) la quantité de bois dont le flottage était assuré annuellement par le Niémen.

Suivant le rapport de la Commission, en date du 6-3-1923,

---

(1) Voir : Rapport présenté le 6 mars 1923 à la Conférence des Ambassadeurs par la Commission extraordinaire constituée pour étudier la question de Memel. (*Journal Officiel* de la Société des Nations. Année V. Janvier 1924, p. 128).

(2) *Der Ostereuropäische Holzmarkt* (organe des commerçants et des industriels en bois à Königsberg). N° 10 (37) 1924.

20 % de la quantité totale du bois exporté proviendrait du territoire aujourd'hui lituanien, 20 % du territoire russe (Minsk), le reste, des territoires polonais (Wilno, Grodno, Szczara). Il convient, de la sorte, de fixer à 1.200.000 m<sup>3</sup>, la quantité de bois en état brut exporté en moyenne par an du territoire de la Pologne par la voie du Niémen.

Les chiffres ci-dessus démontrent d'une façon éloquente que la partie orientale de la Pologne est unie économiquement au Niémen et au port de Memel. Par suite la question du libre transit à travers la partie lituanienne de ce fleuve présente une importance primordiale pour les intérêts polonais.

Au cours des premières années, d'après-guerre, la Lituanie, prétextant l'état de guerre dans lequel elle aurait été avec la Pologne, n'autorisait pas le libre transit par le Niémen. Après le coup d'état de Memel, la reconnaissance *de jure* de la Lituanie par les Grandes Puissances, en date du 16 février 1923, avait été subordonnée à la nécessité de fournir par elles des assurances garantissant la liberté de transit par le Niémen ainsi que la mise du port de Memel à la libre disposition des territoires dont le Niémen constitue la principale artère de communication, y compris, par conséquent, les territoires polonais. Pourtant, l'attitude du Gouvernement de Kovno ne subit aucune modification. Pendant toute l'année 1923, il se refusa de reconnaître le Statut de Memel proposé par la Conférence des Ambassadeurs le 27 juin 1923, statut qui garantissait d'une façon relativement satisfaisante les intérêts de la Pologne, en lui assurant la liberté de transit par le Niémen et la faculté de disposer du port de Memel. Après un refus définitif de la part de la Lituanie, la Conférence des Ambassadeurs chargea une commission spéciale, sous la présidence de M. Norman Dawis, d'examiner la question et d'élaborer le Statut de Memel ainsi qu'un projet de convention.

Entre temps, la situation anormale ne cessait de durer, en agissant d'une façon néfaste sur la situation économique des confins orientaux de la Pologne, et même au-delà des frontières de l'Etat Polonais. D'immenses réserves de bois équivalant à dix coupes annuelles, s'étaient accumulées sur le territoire polonais, dans les régions arrosées par le Niémen et ses affluents. Alors que les marchés européens éprouvent un besoin permanent en bois et que les Etats Baltes vendent ce qui leur reste en fait de forêts, la Pologne, en dépit de ses immenses richesses forestières, ne peut fournir de bois aux autres pays européens, étant donné que les marchés avoisinants sont fermés pour elle et que

l'accès du Niémen, son artère naturelle de communication, lui est interdit (1).

Il serait, à vrai dire, possible de diriger, par voie ferrée, sur les ports de Libau et de Figa, comme cela avait lieu avant la guerre, une partie des transports de bois ouvré provenant des provinces du nord-ouest de la Pologne. Or, cette possibilité se heurte actuellement à des difficultés d'exécution pour des raisons politiques et pour des considérations d'ordre technique, comme, par exemple, la différence de la largeur d'écartement des voies ferrées par lesquelles ces transports devraient s'effectuer. Il ne reste, par conséquent, qu'à diriger les transports de bois sur le port de Dantzig distant d'environ 800 kilomètres.

Après la signature, le 8 mai 1924, de la convention de Memel, conclue entre l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon d'une part, et la Lituanie, de l'autre, et dont les stipulations concernant la réalisation des droits de la Pologne sont entrées en vigueur le 15 mai 1925, le transit par le Niémen des marchandises provenant des territoires polonais est en principe assuré. Il y a lieu pourtant de constater qu'aujourd'hui encore, bien que la situation juridique créée, dans la question de Memel, par cette convention doive être considérée comme plus satisfaisante que le régime extra légal qui existait jusque-là, les intérêts de la Pologne n'en sont pas moins garantis d'une façon insuffisante. En cas de mauvaise volonté de la part du Gouvernement de Kovno, la Convention de Memel ne présente pas de bases suffisantes pour la défense des intérêts en question.

Ces intérêts, en ce qui concerne Memel, se résument en deux questions de principe : le libre transit jusqu'au port de Memel des marchandises provenant des territoires polonais et la libre disposition du port de Memel pour des buts commerciaux. En ce qui concerne la première question, elle est plus ou moins résolue dans l'annexe III à l'art. 3 de la Convention du 8 mai 1924.

En vertu de cet article, le Gouvernement Lituanien s'engage à permettre et à accorder toutes les facilités voulues au mouvement des marchandises dirigées par le Niémen sur le port de Memel ou en provenance de ce dernier. Des facilités sont également accordée dans le port lui-même. Il s'engage aussi à ne pas appliquer au mouvement de ces marchandises, en raison des rapports politiques existant actuellement entre la Lituanie et la Pologne, les clauses des articles 7 et 8 du Statut de Barcelone

---

(1) Voir : La question du libre transit par le fleuve Niémen. (*Messenger polonais*, janvier 1926).

concernant la liberté de transit ainsi que l'article 13 des recommandations de Barcelone applicables aux ports soumis à un régime international (1). En d'autres mots, la Lituanie ne peut plus, à l'avenir, prétexter de son prétendu état de guerre avec la Pologne pour refuser à cette dernière le transit commercial par le Niémen.

La convention de Memel ne garantit pas explicitement la liberté du flottage des bois sur la Wilja et la Merezanka, les deux principaux affluents du Niémen, qui constituent les principales voies fluviales du territoire de Wilno et dont les embouchures se trouvent sur le territoire de l'Etat de Kovno. Il est dit, il est vrai, au début de l'art. 3 de l'annexe III de cette convention que le Gouvernement Lituanien assurera la liberté de passage par mer, par voie fluviale ou ferroviaire, aux transports provenant du territoire de Memel, à destination de ce territoire ou le traversant en transit, mais aucune réserve n'a été faite ici interdisant à la Lituanie de prétexter l'état de guerre avec la Pologne, comme cela a été fait pour le transit par le Niémen. Aussi l'application de cet article au transit par la Wilja et la Merezanka est-elle entièrement subordonnée à la bonne volonté du Gouvernement Lituanien. Une solution satisfaisante du transit à travers la Lituanie a été rendue impossible par l'attitude intransigeante de la Lituanie à l'égard de la Pologne, comme l'a constaté dans son rapport M. Dawis, le président de la Commission chargée d'élaborer le projet de la convention de Memel.

En ce qui concerne la seconde question, savoir les conditions dans lesquelles peut être assurée la libre disposition du port de Memel, il y a lieu de souligner que la convention du 8 mai 1924, conclue conformément au projet élaboré par M. Dawis, contient des clauses qui garantissent, en général, aux puissances intéressées le droit de disposer du port de Memel, sans conférer de pri-

---

(1) Voici le texte de ces articles :

*Article 7 du statut.* — « Il pourra être exceptionnellement, et pour un temps aussi limité que possible, dérogé aux dispositions des articles précédents par des mesures particulières ou générales que chacun des Etats contractants serait obligé de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible. »

*Article 8.* — « Le présent statut ne fixe pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, il subsistera en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs. »

*Article 13 des recommandations.* — « Les présentes dispositions ne fixent pas les droits et les devoirs des belligérants et des neutres en temps de guerre. Néanmoins, elles subsisteront en temps de guerre dans la mesure compatible avec ces droits et ces devoirs. »

vilèges spéciaux à la Pologne, bien que celle-ci soit le plus intéressée en l'occurrence. Sous ce rapport, le projet du 27 juillet 1923 élaboré précédemment par la Conférence des Ambassadeurs était plus favorable à la Pologne, étant donné que, dans le triumvirat du Conseil du Port, il assurait une place à la Pologne.

M. Dawis explique de la façon suivante l'impuissance de la Commission à résoudre d'une façon satisfaisante une série des questions : « Je ne connais pas de formule qui permette, par un statut ou un traité, de créer la bonne volonté et je ne connais pas de procédure légale qui puisse rendre possibles par elle-même des relations économiques et commerciales normales » (1).

Depuis l'entrée en vigueur de la convention de Memel, la Lituanie, inquiète de la ruine économique de Memel, qui, comme nous l'avons vu plus haut, devait uniquement sa prospérité à l'exportation des bois, autorise le transit des bois polonais par le Niémen, mais elle refuse le passage des transports de bois par voie ferrée. Ainsi la Lituanie s'efforce d'une façon manifeste à n'autoriser que le flottage des bois polonais, à l'état brut, afin d'alimenter le commerce de Memel ainsi que sa propre industrie forestière, et cela même dans des conditions défavorables pour la Pologne, tout en fermant en même temps le marché aux produits de l'industrie forestière du territoire de Wilno. Elle s'oppose, en outre, contrairement aux recommandations de la Société des Nations, à l'établissement de relations consulaires et diplomatiques régulières, sans quoi tout commerce normal est impossible.

Si l'on prend en considération tout ce que nous venons d'exposer dans la question du libre transit à travers le territoire lituanien, il en résulte d'une façon péremptoire que l'entente avec la Lituanie est très désirable du point de vue des intérêts économiques de la Pologne.

Voyons maintenant comment les choses se présentent du point de vue lituanien.

Nous avons exposé, dans le chapitre précédent, les résultats défavorables qu'a eu pour l'Etat Lituanien, le caractère anti-polonais de sa politique et son orientation du côté de la Russie et de l'Allemagne. Nous avons également indiqué les conséquences politiques qu'un pareil état de choses pouvait avoir à l'avenir pour la Lituanie. Pour terminer, nous nous bornerons à souli-

---

(1) La Société des Nations. L'Activité politique. La Question de Memel. p. 118. Genève 1925.

gner l'influence néfaste des facteurs anormaux, sur la situation économique de Lituanie.

Sous ce dernier rapport, l'influence des questions d'ordre politique est frappante. La fausse orientation de la politique étrangère de l'Etat lituanien a une influence des plus néfastes sur les possibilités de développement de la Lituanie.

L'Etat Lituanien est un pays agricole par excellence. L'industrie lituanienne ne possède pas plus de 300 entreprises industrielles plus considérables employant environ 4.500 ouvriers. Par contre, le pourcentage de la population agricole s'élève à 82-85 % (1). Cela correspond à 30 agriculteurs par kilomètre carré. En France et en Allemagne, où la production agricole est plus de deux fois supérieure, la densité de la population agricole ne dépasse pas 30-35 cultivateurs par kilomètre carré. Si l'on prend encore en considération que les prés et les terres arables, c'est-à-dire les cultures qui exigent un effort de la part du cultivateur, n'occupent pas plus de 60 % de l'ensemble du territoire lituanien, on constate qu'il y a, sous certain rapport, pléthore de la main-d'œuvre agricole.

L'agriculture lituanienne a beaucoup souffert des horreurs de la guerre. A la suite de l'occupation allemande qui avait provoqué l'exode en Russie ainsi que des opérations militaires dont la Lituanie avait été pendant une longue période de temps le théâtre, beaucoup de fermes avaient été brûlées et privées de leur cheptel mort et vivant ainsi que de tout matériel de transport.

Aussi, étant donné le caractère agricole du pays et la pléthore de la main-d'œuvre agricole, étant donné également les dévastations dont avait souffert l'agriculture pendant la guerre, enfin étant donné la situation géographique de la Lituanie, semblait-il tout indiqué que la première pensée du nouvel Etat Lituanien eût été de réorganiser l'agriculture et de créer ainsi les bases d'une exportation normale et de l'utilisation du maximum de la production économique du pays.

Pourtant, on agit autrement, et cela contrairement aux besoins naturels du pays. Le développement de l'agriculture et

---

(1) Les statistiques des professions extraites du recensement du 17 septembre 1923 accusent officiellement, comme s'occupant d'agriculture, 79 % de la population active, au point de vue économique. Ce pourcentage est, en réalité, supérieur, étant donné qu'il faut y ajouter une partie des domestiques de ferme qui vivent de l'agriculture et qui ne figurent pas dans le tableau des professions dressé lors du recensement en question.

l'exportation des produits agricoles furent rendus impossibles par une application irrationnelle de la réforme agraire, et cela pour des raisons plutôt politiques qu'économiques. Cette réforme, comme nous l'avons vu plus haut, vise avant tout les propriétés foncières se trouvant entre les mains des Polonais (1).

Les grandes propriétés ainsi que les propriétés moyennes qui, avant la guerre, exportaient des produits agricoles, qui supportaient, à elles seules, tout le fardeau de l'industrie agricole et venaient en tête par la qualité de leur production animale et végétale, se trouvent aujourd'hui démolies. Ont surgi à leur place de petites exploitations agricoles qui peuvent à peine se suffire et ne possèdent pas les moyens d'une expansion économique normale. Près de 50.000 nouvelles fermes furent créées avec les 490.300 hectares qui, jusqu'au début de l'année 1927, furent enlevés à la propriété privée (2). Au cours de la répartition de ces terres, on poursuit uniquement des buts politiques, sans prendre nullement en considération les capacités professionnelles des nouveaux fermiers, ni les ressources dont ils disposaient pour mener leurs exploitations.

Le morcellement de la grande propriété foncière s'est opéré sans tenir aucunement compte des capacités colonisatrices du peuple lituanien. Cette opération nécessitait de grands capitaux qui manquent à la Lituanie. L'Etat, se trouvant dans une situation financière difficile, n'a pas pu consentir de crédits suffisants ni pour la construction des bâtiments des nouvelles exploitations, ni pour l'achat du cheptel mort et vivant.

Il en résulte que d'immenses espaces morcelés restent en friche. A peine la moitié des nouveaux fermiers, mènent une exploitation plus ou moins rudimentaire. L'aide insignifiante du Gouvernement ne suffit pas à une exploitation rationnelle des nouvelles fermes qui sont fréquemment consenties en bail à leurs anciens propriétaires ou restent incultes.

Il reste jusqu'ici entre les mains des gros propriétaires fonciers environ 500.000 hectares, dont 260.000 sont destinés à être mor-

---

(1) D'après les statistiques officielles du Gouvernement Lituanien, publiées dans le journal *Lietuvos Ūkis* n° 5, les autorités lituaniennes reconnaissent que 88 % des terres frappées par la réforme agraire appartiennent à des personnes qui ne sont pas de nationalité lituanienne. En réalité, ce pourcentage doit être bien plus considérable.

(2) La loi sur la réforme agraire prévoyait en 1922 que 600.000 hectares devaient être morcelés parmi les petits fermiers. Ce chiffre fut porté cette année à 747.000 hectares. 66 % de ces terres ont été jusqu'ici morcelés, ce qui constitue 490.300 hectares employés à créer des fermes nouvelles.

celés. Il est compréhensible que ces terres ne soient pas soumises à une exploitation rationnelle. Leurs propriétaires, sachant que d'un jour à l'autre une partie de leurs terres leur sera enlevée, se livrent à une exploitation extensive qui est désastreuse pour la productivité de ces terres.

D'autre part la loi sur la réforme agraire interdit aux propriétaires de donner leurs terres en fermage. Ils sont obligés de mener leur exploitation pour leur compte personnel. Ils sont, en outre, forcés de supporter différentes charges des lois ouvrières qui exigent, entre autres, qu'une certaine quantité d'ouvriers avec leurs familles soient logés et entretenus par les propriétaires des exploitations agricoles auxquelles ils sont employés. La pléthore de la main-d'œuvre agricole ainsi que les salaires considérables imposés par la loi achèvent de gréver le passif de chaque exploitation agricole.

Les exploitations forestières ne se présentent pas sous un aspect plus avantageux. L'ensemble des terrains boisés s'élevait, avant la guerre, à environ 950.000 hectares, ce qui constituait environ 22,5 % de la surface générale du territoire. Ce chiffre est tombé actuellement à 15 %. L'exportation des produits de l'exportation forestière constitue actuellement environ 17 % de l'exportation générale. 61 % de l'ensemble des forêts ont été confisqués au profit de l'Etat.

Les exemples ci-dessus donnent une idée suffisante de la déchéance de l'agriculture en Lituanie. Ce phénomène trouve sa confirmation dans les bilans commerciaux de la Lituanie qui, pour une période de 5 années, à partir de 1921 et jusqu'à 1926, marquent un déficit de 16.000.000 de Lits, alors qu'avant la guerre le bilan commercial des territoires qui constituent l'Etat Lituanien actuel marquait une plus-value constante.

La réforme agraire a eu pour conséquence d'abaisser le niveau de l'industrie agricole, en Lituanie, de provoquer une hausse sur les prix du blé et une diminution de l'exportation. Elle a, en outre, contribué indirectement à provoquer une crise dans l'industrie. Les efforts consentis par le fisc afin d'intensifier la colonisation des terres enlevées aux gros propriétaires fonciers et à liquider les domaines appartenant à des Polonais, a absorbé les ressources financières qui auraient pu aider le commerce et l'industrie du pays. Cela a eu pour conséquence l'impossibilité, pour le commerce et l'industrie de la Lituanie, de tenir tête à la concurrence étrangère.

La réforme agraire est, par conséquent, un facteur des plus néfastes pour la vie économique de l'Etat lituanien. En ce qui

concerne les conditions sociales, elle n'est nullement un phénomène désirable ou tout au moins indispensable. Bien longtemps avant la guerre, la grosse propriété foncière, en Lituanie, manifestait déjà des tendances à se rétrécir (1). Ces tendances ne devaient fatalement que s'accroître davantage après la guerre, en portant sur une réduction non du nombre, mais de la superficie des grandes exploitations agricoles. Le procès de la cristallisation de grosses exploitations saines et de la naissance d'exploitations moins considérables, mais aptes à une production personnelle, était sur une bonne voie. Il ne restait qu'à prendre en mains ce mouvement naturel et à impliquer à ce processus une direction rationnelle.

A l'heure actuelle, la situation anormale de l'agriculture en Lituanie semble subir une certaine amélioration. Après le coup d'Etat du mois de décembre passé, le nouveau gouvernement paraît moins s'inspirer de considérations d'ordre politique, par rapport aux agriculteurs polonais. Il a momentanément arrêté le morcellement des grandes propriétés. Il s'efforce de relever l'agriculture et d'appliquer des méthodes rationnelles dans ce domaine. Toutefois, les pertes subies jusqu'ici par l'Etat Lituanien, à la suite des tristes expériences de ses premiers organisateurs, ne parviendront pas à être compensées de sitôt. Quant à celles qu'ont subies les propriétaires fonciers polonais, elles ne seront probablement jamais réparées.

Il faut également voir une conséquence des rapports politiques anormaux existant entre la Pologne et la Lituanie dans l'attitude que celle-ci a adoptée dans la question de la liberté de transit, à travers le territoire lituanien.

Comme nous l'avons vu plus haut, la ville de Memel, était, avant la guerre, un port principalement destiné à l'exportation du bois et un centre très développé de l'industrie forestière. Les bois affluaient principalement par voie de flottage sur le Niémen et ses affluents formant un bassin allemand. L'intérêt de la Lituanie exige donc que soient exploitées toutes les circonstances pouvant contribuer à animer la vie économique du port de Memel. L'Etat Lituanien apporterait par cela une preuve de la nécessité pour la Lituanie de posséder un accès à la mer et assurerait d'immenses avantages à la vie économique du pays. Il ne

---

(1) Voir : Lad. WIELHORSKI. — La question agraire dans la Lituanie de Kovno, *Rolnik Ekonomista*. (Organe des organisations agricoles polonaises). N° 6, 15 mars 1927.

suffisait, pour cela, que d'autoriser, au moins, le libre transit, dans la direction du port de Memel, des produits provenant de tous les territoires qui de tout temps avaient été les fournisseurs de ce port en matières premières. Ici non plus, le Gouvernement Lituanien n'a pas agi dans le sens des intérêts du pays.

Comme le confirment les informations recueillies par M. Prutenus (1), le port de Memel a entièrement changé de caractère. De port type d'exportation qu'il était avant la guerre, il est devenu aujourd'hui un port d'importation assurant exclusivement les besoins du petit « hinterland » lituanien et, en partie, les besoins de la ville voisine de Tilsitt. Les chiffres suivants cités par cet auteur donnent une idée précise de cet état de choses. Alors qu'en 1913, il était passé par Memel 384.000 tonnes de marchandises, ce chiffre est tombé, en 1924, à 294.000 tonnes, pour remonter, en 1925, à 366.000 tonnes. Au cours des mêmes années, le chiffre des exportations était respectivement de 270.000, 143.000 et 139.000 tonnes.

A la suite de son conflit avec la Pologne, la Lituanie n'autorisait pas, encore tout récemment, le flottage, sur le Niémen, des bois provenant des territoires polonais, à la suite de quoi la ville de Memel se trouvait privée des matières premières pour son industrie forestière, très développée avant la guerre. Cela entraînait des pertes importantes pour le port même de Memel et pour la vie économique de tout le pays.

Depuis la signature de la convention de Memel, la Lituanie est forcée d'admettre le transit des bois polonais par le Niémen. Elle renonce cependant aux avantages du transit ferroviaire et du flottage sur les affluents du Niémen. Cet état de choses a une répercussion désastreuse sur le bilan commercial de l'Etat Lituanien et sur sa situation financière. La Lituanie aurait pu combler le déficit de son budget avec les revenus et les versements de tout genre occasionnés par le transit en question. En outre, elle aurait pu réaliser des profits considérables par la transformation des bois bruts qu'elle recevrait, et cela lui eut permis de procurer du travail à de nombreux ouvriers. Le transit des marchandises par la voie principale menant par Memel de la Mer Noire à la Mer Baltique aurait provoqué l'affluence de capitaux et de crédits étrangers. L'affluence d'espèces monétaires aurait égale-

---

(1) PRUTENUS. — Prémisses géographiques de la politique et de la politique économique de la Lituanie. Revue politique. Juin 1926. Fascicule 6. Varsovie (en polonais).

ment contribué à augmenter les facultés d'achat de la population, tout en intensifiant ses capacités contributives, et, comme conséquence, de faciliter l'équilibre du budget de l'Etat, lequel ne peut être atteint actuellement que par des coupes en masse pratiquées dans les forêts, ce qui diminue le capital national. Dans ces conditions, il serait plus facile de réaliser un emprunt à l'étranger destiné à renforcer la production agricole, chose qui constitue un des principaux problèmes du gouvernement actuel.

Il ne serait pas difficile de sortir du chaos dans lequel se débat aujourd'hui la politique lituanienne. Il suffirait pour cela, que les sphères dirigeantes de l'Etat lituanien se rendissent suffisamment compte de la raison d'Etat qui est la base de son existence.

---

## CONCLUSION

---

Après avoir exposé les rapports polono-lituanien et les conséquences qui en découlent, nous essaierons maintenant de jeter un coup d'œil général sur l'ensemble du problème.

La République de Pologne, dont les territoires lituanien constituaient une partie intégrante, a été effacée de la carte de l'Europe, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La Grande Guerre lui a apporté sa libération. Toutefois, les frontières de l'Etat Polonais reconstitué ne sont pas les mêmes que celles de la Pologne, avant les partages. On l'a amputé d'une province qu'on a érigée en Etat indépendant sous le nom de République Lituanienne.

Ce nouvel Etat n'a rien de commun avec l'ancien Grand Duché de Lituanie qui avait été uni à la Pologne par des liens indécrottables.

Ce nouvel Etat porte en lui un vice fondamental. Ses aspirations sont contraires aux intérêts du peuple lituanien. Son orientation est en opposition avec les tendances naturelles de la Nation vers un développement normal. Construit sur des bases incertaines, il est considéré même par ses principaux artisans, comme une œuvre inachevée susceptible de subir de nouveaux changements, selon les modifications territoriales susceptibles d'intervenir dans la suite. Si l'on ajoute à cette situation incertaine une politique pleine d'hésitations et de réticences, il est compréhensible que ce nouvel Etat fasse naître de sérieuses inquiétudes dans les milieux qui ont à cœur le maintien de la paix dans cette partie de l'Europe.

Quelle est donc la raison de cet état de choses ? Une étude approfondie des rapports actuels entre la Pologne et la Lituanie fournit largement de quoi répondre à cette question.

Les pionniers du mouvement lituanien ont cherché un appui

auprès d'éléments dont l'essence même et les tendances ont à leur base le désir de démolir l'Etat Lituanien et de détruire la nationalité lituanienne elle-même. L'alliée naturelle de la Lituanie, la Pologne, est considérée par eux, comme l'adversaire le plus redoutable, alors qu'ils traitent à la légère leurs véritables ennemis.

La Lituanie mésestime sa communauté d'intérêts avec la Pologne, communauté si étroite dans les temps passés et qui apparaissait avec une telle évidence à l'heure actuelle. Il y a là une erreur à la base même de l'organisation de la Lituanie en Etat indépendant, un paradoxe imprimant un caractère spécial aux rapports polono-lituanien.

Le nationalisme lituanien, en mettant en avant la question de la race, a écarté du procès d'organisation de l'Etat Lituanien tous les autres facteurs pouvant contribuer à créer un organisme territorial commun. Il a éliminé avant tout des services publics les Lituanien de nom et Polonais de cœur dont le patriotisme puisait ses forces dans les anciens liens de l'Union polono-lituanienne. Une lutte à outrance a été déclarée aux éléments polonais compris dans les frontières territoriales de l'Etat de Kovno de même qu'à l'Etat Polonais lui-même dans son ensemble. Les leaders du jeune Etat lituanien ont adopté, comme programme politique, d'imposer la suprématie du peuple lituanien à toutes les nationalités faisant partie du jeune Etat et à y incorporer purement et simplement le territoire de Wilno.

Ce programme politique avait été élaboré à Berlin et à Moscou qui, ayant en vue uniquement la réalisation de leurs buts impérialistes, ont soutenu et aidé l'Etat lituanien dans sa lutte pour la possession de Wilno.

Bien que les événements des temps derniers aient démontré le mal fondé de leurs espérances, les leaders du mouvement lituanien ne cessent de compter pour la conquête de Wilno sur l'aide active de la Russie ou de l'Allemagne. Ils invoquent ce but au cours de l'agitation qu'ils mènent parmi le peuple lituanien. Ils s'en servent pour faire admettre par le peuple leur politique anti-polonaise. Ce qui fait que l'affaire de Wilno ne cesse de peser d'une façon tragique sur les rapports polono-lituanien.

Dans ces conditions, les tentatives d'entente ainsi que les essais entrepris soit par le Gouvernement Polonais, soit par la Société des Nations, de même que les recommandations de la Conférence des Ambassadeurs ayant eu pour objet d'établir des relations normales entre la Pologne et la Lituanie n'ont jamais pu aboutir à aucun résultat. Le retour de Wilno au sein des

territoires de la République Polonaise, bien qu'il ait eu lieu conformément à la volonté de la population locale, n'a pas non plus apporté la détente voulue. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant que les gens, même les moins sceptiques, aient été frappés de la situation chaotique provoquée par cet état de choses et qu'ils commencent à douter de la possibilité d'y remédier. Toutefois, la situation ne paraît pas à un tel point désespérée à ceux qui connaissent l'histoire des rapports entre la Pologne et la Lituanie et qui se rendent compte de la communauté d'intérêts existant entre les deux pays intéressés.

\*  
\* \*

L'Union de la Pologne et de la Lituanie fut naguère l'œuvre et la gloire exclusive des deux nations. Elles eurent à surmonter le péril des luttes médiévales, à briser le joug de la puissance teutonique de façon à développer l'Union et la fortifier. Les principes de l'Union posés à la fin du *xiv<sup>e</sup>* siècle durent subir des expériences diverses avant que fussent créées les conditions réelles de l'existence commune des deux peuples rattachés l'un à l'autre par l'union qu'ils avaient conclue. L'Union de Lublin avait permis de réaliser définitivement l'entente entre la Pologne et la Lituanie. La République Polono-Lituanienne était arrivée au zénith de son épanouissement, capable de vaillamment tenir tête, pendant des siècles, à ses voisins qui ne cessaient de la menacer et de remplir fidèlement la mission qui lui incombait envers l'Europe.

Mais ce n'est pas là son unique importance. L'Union de Lublin « a donné la seule solution politique possible aux conflits de frontières, inévitables entre deux Etats rapprochés par l'unité géographique de leurs territoires et dépourvus de délimitations naturelles. La durée de l'Union et la formation d'une civilisation commune ont prouvé la sagesse de cette solution » (1).

Quelles sont donc les considérations qui s'opposent actuellement au retour à une entente de ce genre ?

Une étude approfondie des origines de l'antagonisme dont sont animés les Lituaniens à l'égard de la Pologne permet de supposer que cet antagonisme a été imposé artificiellement par

---

(1) Comte Nicolas de Borch. — *Le principe des Nationalités et la question lituanienne*, p. 114.

des facteurs dont l'intérêt exige que le malentendu polono-lituanien continue. Cet antagonisme découle de phénomènes contraires à la nature survenus dans l'enchevêtrement des conditions exceptionnelles et des errements qui ont marqué les quelques dizaines d'années qui viennent de s'écouler. Il a puisé ses origines dans des circonstances passagères et fugitives. Il ne provient nullement de facteurs géographiques, ni n'est encore moins le produit d'une histoire dont les grandes lignes ont été essentiellement les mêmes au cours de six cents ans.

L'aversion dont sont pénétrés vis-à-vis de la Pologne les dirigeants lituaniens n'a pas de racines profondes. Elle est uniquement une question d'ordre sentimental. Aussi est-il permis d'admettre la possibilité d'un changement pouvant s'opérer au cours d'une certaine évolution ou même se produire spontanément, et cela d'autant plus que toutes les autres circonstances contribuent à unir la Lituanie à la Pologne plutôt qu'à les séparer.

En ce qui concerne les intérêts économiques de la Pologne et de la Lituanie, ceux-ci ne s'opposent nullement à une entente entre les deux pays. Nous avons vu, au contraire, combien ces pays souffrent du manque d'une pareille entente. Bien que la Pologne ne soit encore qu'un pays agricole par excellence, elle marche à grands pas vers son industrialisation et peut être un bon fournisseur d'objets manufacturés pour l'agriculteur lituanien auquel elle peut livrer encore les produits de ses mines. En revanche, la Lituanie peut parfaitement trouver en Pologne un débouché pour toute une série de ses produits agricoles.

Ces échanges sont d'autant plus faciles à réaliser que les conditions géographiques ne s'y opposent pas, vu l'absence de frontières naturelles entre la Pologne et la Lituanie. Les territoires du centre et du nord de la Pologne constituent avec la Lituanie une grande plaine sillonnée d'un riche système fluvial. La Vistule, la Niémen et le Pripet englobent ces territoires dans un système commun de voies de communication et constituent un ensemble économique difficile à fractionner.

Ces facteurs sont, en outre, dominés par une solidarité incontestable d'intérêts politiques qui, dans leur ensemble, ne diffèrent pas de ceux qui provoquèrent jadis l'union de ces deux Etats.

Il est aussi bien de l'intérêt de la Pologne que de celui de la Lituanie d'empêcher toute entente entre Berlin et Moscou, entente qui permettrait à la puissance militaire de l'Allemagne de

s'implanter dans la partie du littoral de la Baltique que constitue le territoire lituanien.

Une entente polono-lituanienne y serait un obstacle. Les visées d'expansion teutonique à l'Est deviendraient plus difficiles à réaliser. L'accès à la mer serait à l'avenir réellement garanti à la Pologne à travers le corridor de Dantzig et le territoire de Memel. Enfin, l'Etat Lituanien ne serait plus isolé. Il s'appuierait sur son alliée naturelle, la Pologne, dont les véritables intérêts, dégagés de toutes considérations politiques passagères, exigent qu'elle se dresse constamment pour la défense de la Lituanie.

Tout cela démontre que, en ce qui concerne les rapports entre la Lituanie et la Pologne, nous avons à faire, non à des succès diplomatiques éphémères, non à des combinaisons arbitraires dénuées de tout fondement, mais à l'expression libre et entièrement naturelle des conditions essentielles d'une entente solide et nécessaire.

Cette entente doit donc finir par s'imposer.

A l'heure actuelle, étant donné l'attitude hostile de la Lituanie, il n'est pas opportun d'insister sur une pareille solution. Il est même impossible de songer au renouvellement de l'Union telle qu'elle exista dans le passé en produisant des effets si bien-faisants. Sa forme est aujourd'hui surannée. Il s'agit de trouver des liens qui correspondraient davantage aux exigences de l'époque actuelle. Mais il est indispensable que le principe même de l'Union soit maintenu. Au cours des derniers mois, à la suite du conflit anglo-russe et des influences que la politique britannique exerce en Lituanie, on commence déjà à observer un certain relâchement de la tension entre la Pologne et la Lituanie. Ce relâchement n'est pourtant encore qu'illusoire (1). Espérons cependant que l'acharnement des nationalistes lituaniens ne tar-

---

(1) « A la tête de l'Etat, a déclaré le premier ministre lituanien à la séance de la Diète du 27 février 1927, se trouvent aujourd'hui les mêmes hommes qui détenaient le pouvoir, à l'aube de l'indépendance de la Lituanie. Il n'y a donc pas lieu d'espérer rien de nouveau dans les tendances de la Lituanie et dans l'orientation de sa politique. La venue d'hommes nouveaux n'est pas attendue. Nous pouvons affirmer, sans hésitation, que la concorde la plus complète et une entière unité de vues règnent parmi nous, en ce qui concerne les problèmes de notre politique étrangère : a) la Lituanie doit être un pays indépendant, elle doit avoir Wilno pour capitale ; b) la Lituanie ne peut pas se lier par des rapports étroits à aucun Etat voisin plus puissant ». (Déclaration du président du Conseil, M. Valdemaras, publiée dans le journal *Slovo Wilenskie*, n° 28-II-1927).

dera pas, comme cela d'ailleurs eut toujours lieu dans le passé, à céder devant les intérêts supérieurs du pays. Polonais et Lituaniens, peuples frères, se tendront la main, en oubliant ce qui les sépara naguère pour ne penser désormais qu'à ce qui peut les unir dans l'avenir.

---

Vu : Le Doyen,  
H. BERTHÉLÉMY.

Vu : Le Président,  
GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris.*  
CHARLÉTY.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- BŁOCISZEWSKI. — L'affaire de Memel. *Revue Générale du Droit International public*, 1923.
- BORCH (Comte Nicolas de). — Le Principe des Nationalités et la question lithuanienne. *Thèse*, Louvain, 1925.
- BRUKNER (Prof. Aleksander). — Polacy a Litwini. *Jezyk i Literatura. Les Polonais et les Lithuaniens. Recueil : Polska i Litwaw Dziejowym Stosunku*, Varsovie, 1914.
- CHOLONIEWSKI (Antoni). — L'Esprit de l'histoire de la Pologne. Lausanne, 1917.
- DANGEL (Stanislaw). — La question de Wilno et la Paix durable en Europe. *L'Est Européen*, n° de mars 1922.
- EHRET (J.). — La Lithuanie. Passé. Présent. Avenir. *Genève*, 1919.
- FAUCHILLE et SIBERT. — La loi agraire lithuanienne et les droits des minorités polonaises. *Revue de Droit Internat. Privé*. Janvier-mars, 1925.
- GABRYS (J.). — L'Etat lithuanien et la Mitteleuropa. Lausanne, 1918.
- GABRYS (J.). — La Question lithuanienne. Lausanne, 1916.
- GAIGALAT (D<sup>r</sup> W.). — La Lithuanie, le territoire occupé, la population et l'orientation des idées. *Trad. par A. Vilimovicz*, Genève, 1918.
- GRABIANSKI. — La Pologne et la Lithuanie. Paris, 1919.
- GRABÓWIECKI (D<sup>r</sup> J. Grzymala). — Polityka Zagraniczna Polski w Roku 1924. La Politique étrangère de la Pologne en 1924. Varsovie, 1925.
- GRAPPIN (Henri). — Pologne et Lithuanie. Paris, 1919.
- HAŁECKI (Prof. Oskar). — Unja Lubelska. L'Union de Lublin. Cracovie, 1915.
- HAŁECKI (Prof. Oskar). — Dzieje Unji Jagiellonskiej. *L'histoire de l'Union Jagellonienne*. Vol. I-II. Cracovie, 1920.
- HAŁECKI (Prof. Oskar). — L'évolution historique de l'Union polono-lithuanienne. *Monde Slave*, n° 5, Mai 1926.

- HAŁECKI (Prof. Oskar). — Le développement des nationalités en Lithuanie. *L'Est Polonais. Revue Mensuelle*, Varsovie, 1921.
- HOYER. — La solution pacifique des litiges internationaux. Paris, 1925.
- JAKUBOWSKI (J.). — Studja nad stosunkami narodowosciowemi na Litwie przed Unja Lubelska. Etude sur les rapports des nationalités en Lituanie avant l'Union de Lublin. Varsovie, 1912.
- JANOWSKI (Louis). — Les théories néo-lithuaniennes et la vérité historique. Lausanne, 1916.
- JANÓWSKI (Prof. Ludwik). — Wszechnica Wilenska, 1578-1842. L'université de Wilno. Wilno, 1921.
- JELLINEK. — L'Etat moderne et son droit. Paris, 1904, 1913.
- JOHANNET (René). — Le principe des nationalités. Paris, 1918.
- KAMIENIECKI (Witold). — Panstwo Litewskie. L'Etat Lituanien. Varsovie, 1918.
- KAREIVIS (J.). — La Lithuanie sous la domination russe 1795-1915. Lausanne, 1917.
- KASTELIANSKY (A.). — Formy natsionalnawo dwijenja w Sovremionnych gosudarstvach. Les formes du mouvement national dans les états contemporains. Saint-Pétersbourg, 1910.
- KOZICKI (Stanislaw). — Sprawa Granic Polski na Konferencji Pokojowej w Paryżu 1919 R. La question des frontières de la Pologne à la Conférence de la Paix en 1919 à Paris. Varsovie, 1921.
- KUTRZEBA (Prof. Stanislaw). — Historia Ustroju Polski w zarysie. Histoire de l'organisation intérieure de la Pologne. Tome II. *La Lituanie*. Lwow, 1914.
- KUTRZEBA (Prof. Stanislaw). — Unja Polski z Litwa. L'Union de la Pologne et de la Lithuanie. Recueil : *Polska i Litwa w dziejowym stosunku*, Varsovie, 1914.
- LE FUR (Louis). — Races, Nationalités, Etats. Paris, 1922.
- LELEWEL. — Histoire de la Lithuanie jusqu'à l'union de 1569. Paris, 1861.
- LIMANOWSKI (Boleslaw). — Dzieje Litwy. Histoire de la Lituanie. Varsovie, 1916.
- LITWINSKI (Stefan). — Polska a Litwa i Z. S. R. R. La Pologne, la Lithuanie et l'U. R. S. S. *Revue Politique*, Volume V, Numéro 3-4, Varsovie, 1926.
- LUBAVSKY (Otcherk). — *Précis de l'histoire de la Lituanie* (en russe), 1910.
- MACKIEWICZ. — Statut Litwy Srodkowej. Le Statut de la Lituanie Centrale. Wilno, 1922.
- MALISZEWSKI (Edward). — Zywiol Polski na Litwie. L'élément polonais en Lituanie. Varsovie, 1918.
- MEILLET (A.). — Pologne et Lithuanie. Paris, 1919.

- MORESTHE (Georges). — Vilna et le problème de l'Est Européen. Paris, 1922.
- MORIEZ (Stanislas du). — La Question Polonaise vue d'Allemagne. L'organisation de l'Est de l'Europe. Paris, 1919.
- MOSCICKI (Prof. Henryk). — Projekty Polaczenia Litwy z Krolestwem Polskim. Les projets de rattachement de la Lituanie au Royaume de Pologne, dans la période de 1813 à 1832. Varsovie, 1921.
- MOSCICKI (Henri). — La Pologne et la Lituanie après les partages. L'Est Polonais. *Revue Mensuelle*, n° d'octobre 1921, Varsovie.
- MOSCICKI (Prof. Henryk). — Pod znakiem Orła. Sous le signe de l'Aigle. Varsovie, 1915.
- NIWENGLOWSKI. — Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du XVIII<sup>e</sup>. La Constitution du 3 mai. *Thèse*, Paris, 1901.
- NITSCH (Kazimierz). — Język polski w Wilenszczyźnie. La langue polonaise dans le territoire de Wilno. *Przegląd Współczesny*, n° 33, 1925. Cracovie.
- NOAILLES (Marquis de). — Les Frontières de la Pologne. Paris, 1915.
- OKULICZ — La question de Wilno sur le terrain international. Le Messager Polonais. 2<sup>e</sup> année. Janvier, 1926.
- OBST (Jan). — Litwa w Świecie Prawdy Historycznej. La Lituanie, sous le jour de la vérité historique. Wilno, 1922.
- PRUTENUS. — Geopolityczne przesłanki apolityka gospodarcza Litwy. Les prémisses géographiques et la politique économique de la Lituanie. *Revue Politique*. Juin 1926, n° 6. Varsovie.
- PRUTENUS. — Ekonomiczne podłoże przewrotu kowieńskiego. Les origines économiques de la révolution de Kovno. *Revue Politique*. Décembre 1926. Varsovie.
- PELISSIER (Jean). — Les principaux artisans de la renaissance lithuanienne. *Lausanne*, 1918.
- RIVAS. — Occupation allemande en Lithuanie. Genève, 1917.
- RIVAS. — Ober-Ost. Le plan annexionniste allemand en Lithuanie (Extr. de *Pro Lithuania*), 1917.
- ROMER (M.). — Litwini w Prusach Książęcych. Les Lithuaniens en Prusse Ducale. Cracovie, 1911.
- ROMER (M.). — Litwa, studjum o odrodzeniu narodu litewskiego, Lituanie, étude sur la renaissance de la nation lituanienne. Lwow, 1908.
- ROMER (E.). — Délégation polonaise à la Conférence de la Paix. Mémoire sur la Lithuanie et la volonté de ses habitants. Paris, 1919.
- ROUZIER. — La Constitution de la Lithuanie et le Statut de Memel. *Thèse*. Toulouse, 1926.
- SAULIS (J.). — La formation du gouvernement provisoire lituanien (Mémoire présenté aux représentants des Puissances de l'Entente. Décembre 1918).
- SCELLE (Georges). — L'œuvre politique de la S. D. N. Paris, 1923.
- SROKOWICZ (Józef). — Polska a Litwa i Białorus. La Pologne, la Lituanie et la Ruthénie Blanche. *Varsovie*, 1919.

- STANIEWICZ (D<sup>r</sup> Witold). — Sprawa Klajpedy. L'affaire de Memel. Wilno, 1924.
- STUDNICKI (Władysław). — Współczesne Państwo Litewskie i jego stosunek do Polaków. L'Etat lituanien contemporain et ses rapports avec la Pologne. *Varsovie*, 1922.
- STUDNICKI (Władysław). — Państwo Kowieńskie. Dzisiejszy stosunek Litwinów do Polaków. L'Etat de Kovno. Les rapports actuels des Lituanais avec les Polonais. Wilno, 1922.
- VIDUNAS (W.). — La Lithuanie dans le passé et dans le présent. Traduction et notes de A. Viscont. Genève, 1918.
- VISCONT (Antoine). — La Lithuanie et la Guerre. *Genève*, 1917.
- WASILEWSKI (Léon). — Litwa i Białorus. Zarys historyczno-polityczny stosunków narodowościowych. La Lituanie et la Ruthénie Blanche. Esquisse historique des rapports entre les nationalités. *Varsovie*, 1925.
- WASILEWSKI (Léon). — Litwa i jej ludy. La Lituanie et ses peuples. *Varsovie*, 1907.
- WASILEWSKI (Léon). — Granice Rzeczypospolitej Polskiej. Les frontières de la République de Pologne. *Varsovie*, 1926.
- WESTLAKE (John). — Traité de droit international. Traduit de l'édition de 1910 par A. de Lapradelle. 1924.
- WIELHORSKI (Władysław). — Byt Ludności polskiej w Państwie Litewskim. W świetle dochodzenia jej praw przed Ligą Narodów. Les conditions d'existence de la population polonaise dans l'Etat Lithuanien, sous le jour des revendications présentées à la Société des Nations pour la défense de ses droits. Wilno, 1925.
- WIELHORSKI (Władysław). — Sprawa agrarna na Litwie Kowieńskiej. La question agraire en Lituanie de Kovno. *Revue : Rolnik Ekonomista*, n° 6. Varsovie, 15 mars 1927.
-

## SOURCES ET DOCUMENTS

---

*L'Europe Nouvelle* : NN<sup>os</sup> 3 septembre 1921, 1<sup>er</sup> octobre 1921, 30 avril 1921, 7 avril 1923, 30 avril 1923, 13 novembre 1926. Sources et documents.

*Litwa za Rzadow ks. Isenburga*. (Memorjaly, Referaty, podania, dokumenty, etc. La Lituanie sous le gouvernement du Prince Isenburg. Cracovie, 1919.

*Lutostanski (Charles)*. — Les partages de la Pologne et la lutte pour l'Indépendance. Recueil d'actes diplomatiques, traités et documents concernant la Pologne. Paris, MCMXVIII. Tome I.

*Les droits de la Lithuanie sur Vilna et son territoire*. Mémoire présenté par la Délégation lithuanienne à la Société des Nations. Genève 1920.

*Mémoire* présenté le 23 mai 1921 par la Délégation polonaise à la Conférence de Bruxelles, en réponse au Mémoire de la Délégation lithuanienne, présenté à la dite Conférence, le 14 mai.

*Mémoire* sur la question des minortiés en Lithuanie. Opinions de MM. Burchardt (Suisse), Fauchille (France), de Lapradelle (France), Limbourg (Hollande), Triepel (Allemagne).

*Ministère des Affaires Etrangères de la République de Pologne*. Documents diplomatiques concernant les relations polono-lithuaniennes. Volume I, 1920. Vol. II, 1921. Varsovie.

*Ministère des Affaires Etrangères de Lithuanie*. Le conflit lithuano polonais. Correspondance échangée entre le Conseil de la S. D. N. et le Gouvernement Lithuanien. 15 décembre 1921, 13 mars 1922. Kovno, 1922.

*Protocoles officiels* des Conférences polono-lithuaniennes à Souvalki. Aide-mémoire concernant les négociations de Souvalki depuis le 30 septembre jusqu'au 5 octobre 1920. Varsovie, 1920.

*Problem Litwy podczas wojny*. Zbior Uchwal i Odez w. Zebrał L. A. Le problème lituanien pendant la guerre. Recueil de décisions et de manifestes rassemblés par L. A. Varsovie, 1919.

*Przeglond Polityczny*. Revue Politique. (Périodique mensuel consacré aux problèmes de la politique étrangère). Annexes. Varsovie.

*Requête* des représentants de la minorité polonaise en Lithuanie au Conseil de la Société des Nations, 1<sup>er</sup> juin 1924.

*Société des Nations*. Le différend entre la Pologne et la Lithuanie. Rapports de la commission militaire de Contrôle, 20 mars 1922. Genève.

*Société des Nations*. Le différend entre la Pologne et la Lithuanie. Dixième session du Conseil 20-28 octobre 1920. Document n° 37, Genève.

*Société des Nations*. Documents relatifs au différend entre la Pologne et la Lithuanie. Genève 1920. Supplément spécial.

*Société des Nations, Journal Officiel*. Depuis 1920, Genève.

*Société des Nations*. Actes de la I, (II, etc.). Assemblée. Séances plénières.

*Sejm Wilenski* 1922. (Przebieg posiedzen wedlug sprawozdan stenograficznych). La Diète de Wilno. (Compte rendu sténographique des Séances). Wilno 1922.

*Słowo*. Journal paraissant à Wilno.

*Świechowski M. et Niekrasz St.* Le problème lithuanien. Deux cartes politiques et table statistique. Varsovie, 1922.

*Travaux Géographiques* publiés sous la direction de Eugène Romer. Fascicule VII. Statistique des nationalités des provinces sous « L'Administration Polonaise des Pays de l'Est » ( Décembre 1919).

*Wybory do Sejmu w Wilnie 8 stycznia* 1922. Les élections de la Diète de Wilno 8 janvier 1922. Publication Officielle de la Commission Electorale. Statistique Vol. I-II. Wilno, 1922.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 5  |
| CHAPITRE I .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 9  |
| Traits caractéristiques de l'Union Polono-Lituanienne.<br>— Motifs ayant conduit la Lituanie et la Pologne à conclure cette Union. — Situation juridique de la Lituanie envers la Pologne, à la suite de l'acte de 1385. — Importance de cet acte. — Raisons du rapprochement polono-lituanien — Mise en vigueur de l'acte de Krevo. — Les Unions au xiv <sup>e</sup> siècle. — L'attitude des différentes couches sociales à l'égard du resserrement de l'Union. — L'Union de Lublin, 1569. — Gravitation de la Lituanie vers la Pologne. — La Constitution du 3 mai 1791. — L'Union des idées après les partages de la République de Pologne. — Efforts de reconstruction de l'Etat. — Sentiment de commuanuté nationale. |    |
| CHAPITRE II .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 37 |
| Phénomènes ayant rendu possible l'union de la Lituanie et de la Pologne. — Assimilation de la Lituanie, au point de vue constitutionnel. — L'adoption du système parlementaire polonais. — La transfusion de la culture polonaise en Lituanie et son importance. — Le rôle de l'Université de Wilno. Répartition ethnographique de l'élément polonais et lituanien sur les territoires de l'ancien Grand Duché.                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |    |
| CHAPITRE III .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 50 |
| La genèse du conflit polono-lituanien. — Réveil du nationalisme lituanien. — Les influences exercées par la politique russe sur le développement du séparatisme lituanien : propagande anti-polonaise des autorités russes, lutte contre l'influence polonaise sur les masses lituaniennes se manifestant par des mesures répressives contre la culture polonaise et une politique sco-                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |    |

laire spéciale ; opposition aux influences polonaises du mouvement nationaliste lituanien. — Activité séparatiste des pionniers du mouvement nationaliste lituanien, dans la Lituanie prussienne et sur le territoire de la Russie. — Le rôle du clergé. — Le caractère anti-polonais du nouveau mouvement. — Autres facteurs ayant fait dévier de sa voie normale le nationalisme lituanien.

#### CHAPITRE IV .....

71

L'attitude des autorités allemandes à l'égard de la question polonaise et lituanienne. — Extermination de l'élément polonais en Lituanie. — Opposition du mouvement blanc-ruthène et lituanien au polonisme, comme instrument de lutte contre ce dernier. — Influence de la politique allemande sur l'orientation du mouvement lituanien. — Changements dans la politique du gouvernement de Berlin. — Naissance de l'Etat Lituanien. Le Conseil d'Etat (Taryba) ; son attitude à l'égard des Polonais. Activité des chefs du mouvement lituanien, au-delà des frontières de la Lituanie. — L'élément polonais en Lituanie, en présence de la question lituanienne. — Attitude de l'Etat Polonais, à l'égard de la nouvelle Lituanie.

#### CHAPITRE V .....

89

La question lituanienne à la Conférence de la Paix de Paris. — Opposition du point de vue des délégués polonais avec celui des délégués lituaniens. — Décisions du Conseil Suprême du 8 décembre 1919. — Situation de la région de Wilno en 1919. — Traité lituano-soviétique du 12 juillet 1920. — La question litigieuse sur le terrain international. — Insuffisance de la solution partielle adoptée par la Conférence de Suwalki du 7 octobre 1920. — Le geste du général Zeligowski. — Nouvelle intervention de la Société des Nations ; projet de consultation populaire ; raisons pour lesquelles ce projet fut abandonné. — Négociations directes entre les deux gouvernements. — Conférence de Bruxelles (du 20 avril au 3 juin 1921). — Le premier projet Hymans. Le principe fédératif. Le contre-projet lituanien. — Le deuxième projet Hymans. Echec des négociations directes. — Recommandation du Conseil du 20 septembre 1921. — Résolution finale du Conseil du 13 janvier 1922. — Liquidation des zones neutres. — La consultation populaire à Wilno. Décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923.

CHAPITRE VI..... 112

L'attitude de la population locale en présence du litige concernant le territoire de Wilno. — La déclaration de la Diète de Wilno. — Objections des hommes politiques lituaniens en ce qui concerne la consultation populaire sur ce territoire. — Réfutation de ces objections. — Le règlement électoral. — L'attitude des groupements nationaux respectifs en présence des élections à la Diète de Wilno. — Résultats des élections; Données statistiques; leur portée. — Evaluation approximative du pourcentage de la population qui fut hostile au rattachement du territoire de Wilno à la Pologne. — Objections injustifiées au sujet d'une prétendue pression opérée pendant les élections.

CHAPITRE VII..... 127

Arguments invoqués par le Gouvernement lituanien pour justifier les prétentions de la Lituanie sur le territoire litigieux. — Le principe des droits historiques. — Impossibilité de son application. — Absence de continuité entre la Lituanie historique et le nouvel état lituanien. — La valeur des arguments ethnographiques. — L'aspect de la question « nationalités » sur le territoire litigieux à la lumière des statistiques. Absence de tout caractère lituanien. — Le principe des nationalités et l'origine ethnique. — Considérations économiques et question de la dépendance du territoire de Wilno. — Arguments juridiques. — Traité de Moscou, du 12 juillet 1920, et traité de Riga du 18 mars 1921. — Interprétation de l'art 87 du Traité de Versailles par le mémoire lituanien du 17 octobre 1924. — Le refus du Gouvernement lituanien de reconnaître la décision de la Conférence des Ambassadeurs (15 mars 1923) est dénué de tout fondement.

CHAPITRE VIII..... 148

La situation politique présente. — La Lituanie s'appuie politiquement sur la Russie. — Le Pacte de non-agression du 28 septembre 1926. — Son esprit et son importance. — Les conséquences du rapprochement de la Lituanie et des Soviets. — L'influence des Soviets sur l'évolution de la politique intérieure en Lituanie. — Le coup d'Etat du 17 décembre 1926. — La politique lituanienne s'oriente vers l'Allemagne. — La paix européenne et la politique anti-polonaise du Gouvernement lituanien.

CHAPITRE IX..... 163

Les conséquences des rapports anormaux entre la Po-

logne et la Lituanie. — La situation de la minorité polonaise en Lituanie. — La politique agraire et les intérêts des minorités. — Réduction artificielle du chiffre de la population polonaise dans les statistiques officielles. — Restrictions apportées aux droits électoraux des minorités. — L'autonomie culturelle. — Influence des rapports anormaux sur les intérêts économiques de la Pologne. — La question de liberté de transit sur le Niémen. — La convention de Memel. — L'influence des facteurs politiques sur la politique économique de la Lituanie. — La réforme agraire. — Rapports anormaux entre la Lituanie et le territoire de Memel.

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| CONCLUSION.....           | 183 |
| BIBLIOGRAPHIE.....        | 189 |
| SOURCES ET DOCUMENTS..... | 193 |

---

---

Imprimerie *Les Presses Modernes*, 45. rue de Maubeuge, Paris (9<sup>e</sup>) .  
(Ateliers à Troyes).

---





